SOCIALISME

OU BARBARIE

Organe de Critique et d'Orientation Révolutionnaire

PARAIT TOUS LES DEUX MOIS

SOMMAIRE

La bureaucratie yougoslave, par Pierre CHAULIEU et Georges DUPONT.

La guerre et notre époque, par Philippe GUILLAUME (suite).

DOCUMENTS :

L'Ouvrier Américain (traduit de l'américain par Paul ROMANO (fin).

La vie de notre Groupe.

NOTES :

La situation internationale — Les luttes revendicatives en France — Renault lance à nouveau le mouvement de grève, par Raymond BOURT — **La grève chez S.O.M.U.A.,** par Roger BERTIN.

1ère Année - MARS-AVRIL Nos 5-6

SOCIALISME ou BARBARIE

Paraît tous les deux mois

■

Comité de Rédaction :

P. CHAULIEU

Ph. GUILLAUME — C. MONTAL — J. SEUREL (Fabri)

Gérant : G. ROUSSEAU

■

Ecrire à :

« SOCIALISME OU BARBARIE »

18, rue d'Enghien - PARIS-10e

Règlements par mandat :

G. ROUSSEAU - C.C.P. 722.603

■

ABONNEMENT UN AN (six numéros).... **500 francs**

LE NUMERO ..... **100 francs**

Nous publions le présent numéro sous la forme d'un numéro double (5-6) de 160 pages, pour combler le retard de sa parution. Nous sommes obligés du fait de son importance de le vendre 150 francs.

LA BUREAUCRATIE YOUGOSLAVE

De 1923 à aujourd'hui, le mouvement ouvrier a été dominé par le stalinisme. Maintenant sous son emprise les fractions les plus évoluées et les plus combatives du prolétariat, la politique de la bureaucratie stalinienne a été le facteur prédominant dans le dénouement des crises sociales du dernier quart de siècle. Une des manifestations les plus significatives de cette prédominance écrasante fut, pendant toute cette période, l'impossibilité de reconstituer face au stalinisme une avant-garde révolutionnaire digne de ce nom, c'est-à-dire une avant-garde fondée sur des bases idéologiques et programmatiques solides et exerçant une influence réelle auprès d'une fraction même minime du prolétariat. L'obstacle principal auquel se heurtait cette reconstitution a été l'incertitude et la confusion qui prévalaient quant à la nature et les perspectives de développement du stalinisme lui-même, incertitude et confusion qui étaient alors presque inévitables. La bureaucratie stalinienne se trouvait encore « à l'état naissant »; ses traits fondamentaux se dégageaient à peine de la réalité sociale; son pouvoir n'était réalisé que dans un seul pays, complètement coupé du reste du monde; les partis staliniens restaient, dans presque tous les pays capitalistes, des partis « d'opposition ». Tous ces facteurs expliquent à la fois pourquoi le prolétariat n'a pas pu, pendant cette période, se dégager de l'emprise stalinienne et pourquoi l'avant-garde elle-même n'est pas arrivée à comprendre la nature de la bureaucratie et à définir face à celle-ci un programme révolutionnaire.

Malgré les apparences, la deuxième guerre impérialiste a apporté à cette situation un changement radical. La bureaucratie stalinienne a largement débordé le cadre de l'ancienne Russie; elle est devenue force dominante, elle exerce le pouvoir dans une dizaine de nouveaux pays, parmi lesquels se trouvent aussi bien des régions industrielles évoluées, comme la Tchécoslovaquie ou l'Allemagne orientale, qu'un immense territoire arriéré, comme la Chine. Ce qui pouvait auparavant paraître comme une exception, ou le résultat des particularités de la Russie, le pouvoir absolu de la bureaucratie, s'est révélé comme également possible ailleurs. Les partis staliniens dans les pays bourgeois ont connu dans la plupart des cas un développement puissant, mais par là même ils ont été obligés à participer aux « responsabilités du pouvoir » et à assumer le rôle de promoteurs d'une société bureaucratique.

Par cette extension considérable, le stalinisme a virtuellement perdu son « mystère ». En considérant la masse ouvrière, on ne peut plus nier qu'une expérience de la bureaucratie stalinienne a commencé, autrement plus profonde que celle qui était possible avant la guerre; car l'expérience actuelle du stalinisme ne concerne plus ses « trahisons », mais la nature même de la bureaucratie en tant que couche exploiteuse. Cette nature est ou sera obligatoirement comprise par les prolétaires des régions où la bureaucratie stalinienne a pris le pouvoir. Pour le prolétariat des autres pays, le doute sur cette question tend à laisser la place à une certitude corroborée par la compréhension de l'attitude et du rôle de la buraucratie politique et syndicale stalinienne dans le cadre du régime capitaliste. Pour ce qui est de l'avant-garde, tous les éléments lui sont maintenant donnés pour élaborer et diffuser au sein de la classe une conception claire de la bureaucratie et un programme révolutionnaire face à celle-ci.

Mais, plus encore que dans les rapports entre la classe ouvrière et la bureaucratie, l'expansion actuelle du stalinisme fait paraître un changement radical dans la situation de la bureaucratie elle-même. La bureaucratie est sortie de la guerre infiniment renforcée quant au potentiel matériel et humain dont elle dispose; mais cette expansion a fait apparaître avec beaucoup plus de force qu'auparavant les contradictions propres de la bureaucratie, inhérentes à sa nature de couche exploiteuse. Ces contradictions découlent évidemment de l'opposition radicale entre ses intérêts et ceux du prolétariat. Les partis staliniens ne sont rien sans l'adhésion de la classe ou-

vrière, par conséquent ils sont obligés de maintenir et d'approfondir leur liaison avec celle-ci, précisément pour pouvoir lui imposer une politique radicalement hostile à la fois à ses intérêts immédiats et à ses intérêts historiques: de là une opposition, sourde au départ, qui ne peut aller qu'en croissant. Cette opposition est en apparence supprimée lorsque la bureaucratie s'empare du pouvoir; on peut dire qu'alors, au fur et à mesure qu'elle instaure sa dictature absolue, elle se débarrasse du besoin de l'adhésion des ouvriers. Mais en réalité, la contradiction ne fait que se reporter sur un plan encore plus profond et plus important, le plan économique, et là elle s'identifie avec la contradiction fondamentale de l'exploitation capitaliste. Si la bureaucratie, en parvenant au pouvoir, cesse d'avoir besoin de l'adhésion politique des ouvriers, elle n'en a que davantage besoin de leur adhésion économique. Les ouvriers peuvent, en tant qu'agents politiques, être matés par le Guépéou; en tant que producteurs qui refusent d'être exploités, ils sont irréductibles. La contradiction élémentaire entre les intérêts ouvriers et l'exploitation bureaucratique devient, à ce stade, matériellement évidente pour le prolétariat. La nécessité dans laquelle se trouve la bureaucratie d'exploiter au maximum l'ouvrier tout en le faisant produire le plus possible crée une impasse qui s'exprime dans la crise de la productivité du travail; cette crise n'est autre chose que le refus définitif des ouvriers en tant que producteurs d'adhérer à un régime dont ils ont compris le caractère exploiteur. L'économie et la société bureaucratique se trouvent ainsi devant une impasse que la bureaucratie essaie de dépasser en augmentant l'exploitation — donc en aggravant les causes mêmes de la crise — et en étendant l'aire de sa domination. Le besoin d'expansion, l'impérialisme bureaucratique découle ainsi inéluctablement des contradictions de l'économie bureaucratique en tant qu'économie d'exploitation.

On a pu observer matériellement cette évolution au cours des dix dernières années. Il est apparu que l'aggravation constante de l'exploitation des ouvriers et la nécessité interne d'expansion étaient des traits essentiels du capitalisme bureaucratique. Il est apparu aussi que cette expansion ne pouvait se faire que par la bureaucratisation totale des pays qui étaient soumis à la domination russe. Mais cette bureaucratisation, non seulement signifie que la contradiction dont nous avons parlé s'amplifie, mais qu'une autre apparaît au sein même de la bureaucratie. Entre les bases nationales et les bases internationales du pouvoir de la bureaucratie une opposition se

manifeste; la bureaucratie ne peut exister qu'en tant que classe mondiale, mais en même temps elle est dans chaque nation une classe sociale ayant des intérêts particuliers. Les bureaucraties des différents pays tendent donc nécessairement à s'opposer les unes aux autres, et cette opposition non seulement s'est manifestée, mais a éclaté violemment dans la crise russo-yougoslave.

Cet article nous permettra de concrétiser les idées que nous avons énoncées par l'analyse de la naissance et de l'évolution de la bureaucratie yougoslave. Le choix de ce sujet n'a pas besoin de longues explications. Du point de vue théorique, la « question yougoslave » est un test des plus importants pour les conceptions sur la bureaucratie stalinienne qui se sont affrontées depuis des années. Comme personne ne peut nier que la bureaucratie yougoslave est arrivée au pouvoir par sa propre action (le rôle de la Russie et de l'armée soviétique en Yougoslavie ayant été totalement indirect), l'analyse de la question yougoslave permet de régler définitivement le problème de la possibilité pour la bureaucratie de prendre le pouvoir, comme aussi le problème de la structure économique et sociale à laquelle ce pouvoir correspond. D'autre part, le conflit, dont la crise yougoslave fut l'expression la plus aiguë connue à ce jour, entre bureaucraties nationales (et particulièrement entre la bureaucratie d'un pays secondaire et la bureaucratie russe) conduit à examiner le problème des contradictions impliquées dans les rapports entre différentes bureaucraties et de la perspective de développement de ces contradictions dans l'avenir. Répondre à ce problème qu'il s'agit là d'une « querelle de cliques bureaucratiques », est une réaction primitive, saine et positive sans doute comme réaction élémentaire, mais à laquelle ne saurait s'arrêter l'avant-garde révolutionnaire; les moteurs de ce conflit et son développement l'intéressent au plus haut point.

Du point de vue politique, l'importance de la crise yougoslave se traduit par l'influence qu'elle peut exercer sur les ouvriers en train de se détacher du stalinisme. Non pas que ces ouvriers risquent d'être entraînés par le « titisme »; l'expérience elle-même prouve qu'il n'en est rien. Mais les efforts conjugués des confusionnistes, à commencer par les trotskystes et à finir par les épaves politiques de l'ex-R.D.R., qui ont trouvé dans l'affaire Tito une occasion inespérée de prolonger leur existence caduque en s'accrochant à une nouvelle planche pourrie, peuvent créer le trouble auprès de quelques militants

d'avant-garde. Il est indispensable de dissiper cette confusion et d'aider ainsi les couches ouvrières qui sont en train de se débarrasser de l'emprise stalinienne à tirer les conclusions nécessaires sur la véritable nature de la bureaucratie et de ses conflits internes.

QUELQUES QUESTIONS DE METHODE

Le matériel le plus important dont on dispose pour étudier la question yougoslave est l'ensemble des textes et des documents publiés par les deux parties en cause. Pour pouvoir apprécier la valeur de cette documentation, pour voir de quelle manière son utilisation est possible, il nous faut la situer dans son cadre et voir comment elle a évolué.

On sait que l'explosion de la crise russo-yougoslave a été, aussi bien pour le grand public que pour les « spécialistes » de la politique un coup de tonnerre dans un ciel sans nuages. Jusqu'au 28 juin 1948, rien ne semblait troubler l'idyllique harmonie des rapports entre l'église stalinienne et sa fille aînée et préférée. La résolution du Kominform, première expression ouverte de la lutte qui, comme on le sait maintenant, se poursuivait depuis quelque temps dans la coulisse, (1) gardait un ton « politique »; elle critiquait le P.C. yougoslave pour une série de « déviations » (sous-estimation du rôle de l'U.R.S.S., liquidation du parti communiste au profit du Front Populaire, suppression de la « démocratie » dans le parti communiste et dans le pays, politique aventuriste et « extrémiste » sur la liquidation du capitalisme en même temps qu'abandon de la lutte de classes à la campagne aboutissant au renforcement des koulaks), nommait Tito et Djilas comme responsables de ces déviations et sommait le P.C. yougoslave de changer à la fois sa politique et sa direction. Bien entendu, aucun fondement, aucun essai de démonstration n'était apporté à ces « critiques », qui non seulement sont contradictoires entre elles, mais s'adresseraient tout aussi bien et au même titre, à n'importe quel autre parti stalinien au pouvoir, à commencer par celui de l'U.R.S.S. Inutile d'insister sur ce que peuvent avoir

(1) V. plus loin, « La rupture avec Moscou ».

de tragiquement bouffon les critiques sur l'absence de démocratie en Yougoslavie, faites par les gens du Kominform qui en parlent en connaissance de cause.

Il serait stupide de prendre au sérieux l'argumentation de la résolution du Kominform. Comme toutes les manifestations idéologiques du stalinisme, sa teneur apparente n'a qu'un rapport lointain et purement symbolique avec son véritable contenu, qui ne s'y trouve que d'une manière latente. En réalité la résolution doit être traduite de la manière suivante : la direction du P.C. yougoslave nous échappe, il faudrait la changer; il reste peu de chances d'opérer ce changement sans rupture (c'est pourquoi nous portons le conflit au grand jour; la critique « politique » publique, sans l'accord des intéressés, est le suprême moyen « pacifique ») ; il n'est pas exclu que le P.C. yougoslave se soumette (c'est pourquoi nous ne coupons pas encore tous les ponts et nous laissons entendre que le redressement de ce parti est possible sous certaines conditions; mais c'est là la perspective la moins probable) ; mais dans le cas où les Yougoslaves maintiendront leur attitude, nous passerons à l'attaque la plus violente possible (dont nous posons dès aujourd'hui les jalons en mettant le doigt sur une série de déviations, dont chacune, comme on sait, conduit directement au « fascisme »).

La résolution du Kominform donne le ton à la polémique des organes staliniens pendant cette première période : le style des attaques devient de plus en plus violent, mais le parti communiste yougoslave n'est pas encore considéré comme irrémédiablement perdu.

Pendant cette même période, qui couvre les deux ou trois premiers mois de la rupture, la réaction de la bureaucratie yougoslave est purement défensive; son attitude est manifestement gênée et tâtonnante. Les titistes se bornent à repousser les accusations du Kominform, c'est-à-dire à les nier purement et simplement. On chercherait en vain, dans leurs réponses, une argumentation ou des données matérielles quelconques.

La situation se renverse pour ainsi dire complètment au cours de la période suivante (qui commence avec l'hiver 1948) ; les attaques du Kominform, suivant la voie du développement normal de la polémique stalinienne, culminent dans l'identification du titisme avec le fascisme, la caractérisation de la direction titiste comme « bande d'espions, traîtres et assassins », voire même « trotskystes », et dès lors, cette réduction fondamentale opérée, l'affaire Tito équivaut pour le stalinisme à

une affaire policière. Il s'agira désormais non plus de critiquer les déviations yougoslaves ou de lutter contre elles, mais de poser l'appartenance des dirigeants du P.C. yougoslaves, dès 1941 (sinon avant), à diverses polices impérialistes et de donner l'éclat rituel indispensable à la reconnaissance de ce fait par le moyen de « procès » basés sur les aveux spontanés des accusés, aveux dont l'authenticité sera scellée par le sang des avouants eux-mêmes. La Yougoslavie sera désormais un pays fasciste, jusqu'au jour où les forces historiques (dont comme on sait, l'armée russe est la diligente sage-femme), permettront de la débarrasser de ses dirigeants vendus à l'impérialisme.

C'est précisément au cours de cette deuxième période que la bureaucratie titiste passe à la contre-offensive sur le plan idéologique et qu'elle cesse de récuser purement et simplement les attaques du Kominform, pour retourner les accusations contre l'adversaire. C'est à partir de ce moment que l'on assiste au développement d'une idéologie titiste propre, dont l'intérêt réside en ce qu'elle est l'expression quasi-naturelle et universelle de toute bureaucratie exploiteuse luttant sur une base « nationale » contre un impérialisme bureaucratique (2) qui tend à se la soumettre. L'analyse de cette idéologie est une tâche d'une importance particulière, et nous y reviendrons longuement. Notons simplement ici que son caractère mystificateur apparaît avec évidence lorsqu'on constate qu'à aucun moment, maintenant comme avant, la bureaucratie yougoslave ne répond réellement aux accusations qui lui ont été portées ou qui auraient pu l'être : aucune indication sur le niveau de vie des ouvriers et des paysans yougoslaves, par exemple, et sur celui des bureaucrates; aucune indication sur la répartition du revenu national; aucune indication réelle sur les « progrès » de la production; aucune explication sur la structure des rapports de production, sur la gestion par exemple de la production, sur le véritable rôle des syndicats ou des comités « populaires » — et ainsi de suite pour toutes les questions tant soit peu importantes. La bureaucratie yougoslave suit ainsi l'exemple donné depuis plus de vingt ans sur ce terrain par son aînée, la bureaucratie russe, en dissimulant dans toute la mesure du possible la réalité sociale aux yeux du public ouvrier mondial. Il est clair que ce silence est le plus éloquent des aveux; car qu'est-ce qui pourrait gêner la bureaucratie yougoslave dans la publication de statistiques relatives au niveau de vie, par exemple, si de ces

(2) Nous nous expliquerons plus loin sur ce terme.

statistiques il ressortait ne serait-ce qu'une augmenattion de 10 p. 100 de ce niveau de vie ?

Il faut en conclure que les documents officiels de la bureaucratie yougoslave ne sont utilisables, comme tous les documents de la bureaucratie contemporaine, qu'en tenant compte en premier lieu de leur caractère de camouflage. Evidemment à travers le camouflage et très souvent du fait du camouflage lui-même la réalité ne peut que percer, dans ses aspects les plus essentiels, sinon dans ses détails. Mais il est impossible de s'en servir sans les analyser et sans se demander quels intérêts ils sont destinés à servir et selon quelle méthode. En politique, il n'y a que les imbéciles qui croient sur parole.

Il est nécessaire de conclure ces pensées par une considération générale. Nous n'allons pas forger une conception de la bureaucratie à partir de l'étude du cas yougoslave; nous allons analyser le cas yougoslave à partir d'une conception de la bureaucratie que nous avons déjà. L'accession de la bureaucratie yougoslave au pouvoir, sa rupture avec Moscou ne sont que des manifestations particulières d'un processus général qui s'affirme depuis trente ans; elles ne peuvent être comprises qu'en tant que parties intégrantes de cet ensemble et ce n'est qu'à cette condition seulement que leur analyse permet d'approfondir et d'enrichir une conception générale de la bureaucratie. Laissons aux journalistes petits-bourgeois leur prétendue « objectivité » et leur prétendu « manque de préjugés », qui ne sont jamais que la couverture consciente ou inconsciente d'une somme extraordinaire de préjugés les plus grossiers et les plus primitifs. Pour nous, il ne s'agit pas de découvrir avec éblouissement que Tito a détruit la bourgeoisie en Yougoslavie, ni qu'il l'a fait avec l'aide des travailleurs yougoslaves; cette découverte, nous n'avons pas attendu l'été 1948 pour la faire. Il s'agit de confronter notre conception de la bureaucratie avec les faits, et, si ceux-ci les confirment, voire comment nous pouvons à leur lumière, la développer et l'enrichir. Mais les faits bruts n'existent pas; les faits n'ont de signification qu'en fonction d'une interprétation, et la base de cette interprétation ne peut être donnée que par une conception d'ensemble du monde moderne.

LE STALINISME EN EUROPE ORIENTALE, 1941-1948.

Il est impossible d'avancer dans la compréhension de la nature de la bureaucratie yougoslave sans une analyse du pro-

cessus qui a mené à la conquête totale du pouvoir par la bureaucratie dans les « démocraties populaires » de l'Est européen entre 1941 et 1948. En résumant ici les grandes lignes d'une telle analyse nous ne pensons évidemment ni épuiser la question, ni donner une description fidèle de chaque cas particulier; nous voulons seulement dégager les facteurs principaux, faire ressortir l'essentiel derrière la foule des phénomènes conjoncturels et souvent contradictoires qui ont accompagné l'énorme transformation sociale dont les pays satellites de la Russie ont été le théâtre.

Les racines de ce développement se trouvent dans l'occupation allemande et le mouvement de Résistance. Dans des pays comme la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Grèce, l'occupation signifia une crise sociale sans précédent : le pillage systématique des pays par l'armée allemande, la misère intense qui s'y étendit rapidement et à laquelle n'échappèrent qu'une poignée de « collaborateurs », de grands patrons et de seigneurs du marché noir, ont fait qu'aussi bien pour la population des villes que pour celle des campagnes leur simple existence biologique était mise en question et que la lutte à mort devenait le seul moyen de défendre cette existence. Mais comme l'appareil étatique « national » avait été pratiquement détruit du fait même de l'occupation, et les « autorités » apparaissaient aux yeux de tout le monde pour ce qu'elles étaient réellement, c'est-à-dire des agents subalternes de l'armée allemande, la lutte a pris objectivement et rapidement le caractère d'une lutte contre l'occupation et contre l'Allemagne. Les illusions nationalistes, renforcées du fait de l'occupation et de l'oppression nationale effectivement infligées aux populations par l'Allemagne, recevaient ainsi une base économique qui les rendait insurmontables pour toute la période en cours.

Traditionnellement, on aurait pu penser que le renforcement des illusions nationalistes aurait amené les masses sous l'influence idéologique et politique de la bourgeoisie, représentant légitime de la « nation ». En réalité il n'en fut rien. Le fait que cette bourgeoisie était elle-même profondément décomposée, divisée déjà avant l'occupation, mais surtout après celle-ci en une aile pro-« démocratique » et une aile pro-nazie, et que cette dernière semble avoir été, dans de nombreux cas, la plus importante; le fait que sa position à la tête de l'appareil de production lui imposait, indépendamment de sa volonté, la « collaboration » avec l'occupant; le fait enfin et surtout que la lutte avait, à travers toutes ses phases, un contenu social persistant et bien déterminé — les

revendications matérielles des masses —; tous ces facteurs signifiaient que la bourgeoisie ne pouvait envisager ce mouvement qu'avec une hostilité croissante et qu'elle n'y participa que dans une perspective de double jeu, et surtout pour empêcher les partis staliniens d'en monopoliser la direction. Elle y est parvenue dans une certaine mesure en Pologne et en Tchécoslovaquie, beaucoup moins en Yougoslavie, où le mouvement de Mikailovitch resta cloisonné dans un territoire déterminé, encore moins en Grèce, où seules les interventions de l'état-major allié de la Méditerranée empêchèrent l'écrasement total de Zervas par l'ELAS.

Dans ces conditions, le mouvement des masses ne pouvait trouver d'autre expression politique que celle des partis staliniens. Pour ceux-ci, depuis l'entrée de la Russie en guerre, en juin 1941, ce mouvement constituait à la fois la forme la plus efficace de défense de la Russie et l'élargissement souhaité de la tactique des « Fronts Populaires » qui devenaient maintenant des « Fronts Nationaux »; « Fronts Nationaux » qui étaient cependant, du point de vue de l'efficacité tactique, infiniment supérieurs aux « Fronts Populaires » d'avant 1939, car ils se plaçaient sur le terrain d'une crise sociale profonde et d'une guerre civile larvée que les staliniens voulaient et pouvaient pousser aussi loin que possible dans les limites définies par leurs buts et leurs moyens, tandis que les formations politiques bourgeoises et social-démocrates correspondante étaient par nature incapables de s'y engager à fond. « Fronts Nationaux » d'autre part, qui ont été utilisés par les staliniens beaucoup plus profondément et beaucoup plus efficacement que jamais ne le furent les Fronts Populaires. La tactique stalinienne fut d'entraîner les masses dans le mouvement, de les « organiser » partout sur toutes les bases possibles, et de tenir ces organisations par le moyen de fractions clandestines détenant solidement les postes-clés. La même tactique de noyautage fut appliquée dans le mouvement des partisans, dont les staliniens prirent rapidement la direction en mains et dont le plus souvent ils furent les créateurs.

Il se créa ainsi une situation de double pouvoir, le « pouvoir légal » des gouvernements collaborateurs, pouvoir fictif qui recouvrait le pouvoir réel des baïonnettes allemandes et ne s'appuyait que sur celles-ci (3) et le pouvoir « illégal » entre les mains de la direction de la Résistance, s'appuyant sur les partisans et sur les organisations de masse, qui parfois était monopolisé par la direction stalinienne (Yougoslavie, Grèce) et parfois était partagé entre celle-ci, la social-démocratie et

les formations « néo »-bourgeoises, participant à la Résistance, mais presque toujours également masqué par un organe « gouvernemental » provisoire exprimant l'« alliance » de toutes les forces antiallemandes et antifascistes du pays.

La délimitation de ces deux pouvoirs a pris assez rapidement un caractère territorial, les régions « libérées » par les partisans se soustrayant à toute autorité du pouvoir légal, ce qui amena la direction du mouvement à prendre en mains les fonctions essentielles de l'Etat; administration, justice, etc... furent réorganisées sur une base rudimentaire, et sous le simulacre des formes « démocratiques populaires » qui ne masquaient que la dictature de la direction stalinienne. (4)

D'autre part, l'action de ce pouvoir pénétrait même dans le reste du pays, par les organisations clandestines, elles-mêmes armées et s'appuyant sur l'armée des partisans.

Si cette expression paradoxale est permise, la participation des masses à cette lutte a été à la fois la plus active et la plus passive possible. Elle fut active jusqu'aux limites du possible sur le plan physique, sur le plan organisationnel, sur le plan tactique. Leur attitude fut en même temps absolument passive sur le plan de l'orientation, du contenu politique du mouvement, de la conscience. La guerre et les premiers mois de l'occupation avaient jeté les masses dans un engourdissement total. Elles en sortirent rapidement et se jetèrent à corps perdu dans la lutte contre l'occupation; mais dans cette lutte, aucune clarification ne se manifeste, aucun dépassement des illusions nationalistes, aucune autonomie par rapport aux organisations. Tout s'est passé comme si les masses déléguaient toute la pensée, la réflexion, la direction du mouvement aux organisations et si elles s'étaient résolument cantonnées dans l'exécution des directives et la lutte physique. De son côté, le parti stalinien non seulement utilisa largement cette attitude, mais fit tout ce qu'il a pu pour la renforcer; ainsi très

---

(3) Et sur les formations policières « nationales » (Sécurité Nationale, Milices, etc.).

(4) Il s'est trouvé des gens assez stupides pour voir dans les divers « Comités » apparus au cours de la Résistance des formes soviétiques d'organisation des masses ! En fait, dans l'énorme majorité des cas, ces Comités furent nommés par les chefs des partisans staliniens, les armes à la main. Aucune opposition à la politique stalinienne n'y était tolérée ou possible; les décisions étaient prises au préalable par la fraction stalinienne, et le rôle des Comités était de donner une couverture de « légalité populaire » à la dictature et à la direction stalinienne.

rapidement l'attitude politique passive des masses permit de les entourer d'une haute palissade, que des mitrailleuses invisibles, mais combien réelles dominaient.

Lorsque l'armée allemande se replia en 1944-1945, la seule base réelle du pouvoir « légal » disparut en même temps. Les « représentants » de ce pouvoir eux-mêmes s'enfuirent et se cachèrent. Mais aucun vide, aucune « vacance de pouvoir » n'exista, sinon pour un temps infiniment court. La place était occupée au fur et à mesure, par le pouvoir clandestin qui s'emparait de tout le pays, soit par ses propres forces, comme en Yougoslavie et en Grèce, soit par l'avance de l'armée russe qui instaurait légalement un gouvenement qu'elle apportait avec elle et qui, représentant sous la forme d'une mixture quantitativement différente les formations de la Résistance, coiffait et s'intégrait les embryons d'organisation étatique créés par celle-ci, comme en Tchécoslovaquie et en Pologne. Dans tous les cas, un gouvernement de (plus ou moins) « Union » (plus ou moins) « Nationale » était partout « au pouvoir ». Mais ce « pouvoir » avait dans la plupart des cas peu de réalité. En fait le pays était dominé, maintenant beaucoup plus que par le passé, par les organismes dirigés ouvertement ou secrètement par le P.C. : partisans et milices « populaires ». Ceci est surtout vrai pour la Yougoslavie, pendant la courte période de gouvernement de « coalition », Tito-Choubachitch. C'est également vrai pour la Grèce d'octobre à décembre 1944, mais dans le cas de ce pays, l'ensemble du processus a ensuite avorté, du fait de l'intervention militaire des Anglais, lors du coup d'état stalinien de décembre 1944. C'est relativement moins vrai pour la Pologne, et surtout pour la Tchécoslovaquie, où le gouvernement de coalition semble avoir exercé de 1945 à février 1948 un pouvoir réel dans certaines limites. Ces deux pays s'apparentent beaucoup plus au cas de la deuxième catégorie de pays dont nous allons dire rapidement quelques mots.

Dans cette deuxième catégorie de pays (Roumanie, Bulgarie, Hongrie), le processus se présente d'une manière relativement différente. La Résistance avait été beaucoup moins importante, sinon nulle. La force du parti stalinien était, d'une manière analogue, beaucoup plus restreinte (sauf en Bulgarie, où traditionnellement, le P.C. occupait de fortes positions). L'apparition d'un double pouvoir et l'élimination successive du pouvoir « légal » par le pouvoir réel de la bureaucratie stalinienne se situe après et non pendant l'occupation allemande. A la « libération », le pouvoir existant s'écroula. Du

fait de la participation à la guerre aux côtés de l'Allemagne, la machine étatique a été plus ou moins mise en pièces au moment de l'entrée des Russes. Un nouvel appareil étatique était rapidement mis en place, tant bien que mal, à la tête duquel se trouvait un gouvernement de coalition de tous les partis « antiallemands ». Mais parallèlement, les partis staliniens se mettaient à l'œuvre, occupant partout où c'était possible — et de toute façon à la Police, au Ministère de l'Intérieur et à l'Armée — les postes-clés, épurant sans merci leurs adversaires politiques importants, réduisant à la terreur et au silence les autres, encadrant les masses dans des organisations noyautées et dirigées par eux, s'emparant en un mot de plus en plus des bases réelles du pouvoir, même s'ils en laissaient pendant longtemps aux autres les attributs extérieurs.

Dans les deux cas, au fur et à mesure de son développement, le pouvoir de la bureaucratie créait les conditions économiques de sa consolidation et de son expansion ultérieure. Le partage des grandes propriétés foncières, mais surtout la nationalisation quasi-immédiate — et inéluctable — d'une grande partie des banques, de l'industrie et du commerce de gros, en un mot des secteurs-clés de l'économie, non seulement donnaient un coup mortel à la classe des capitalistes et des grands propriétaires, déjà fortement ébranlée, non seulement « neutralisaient » ou rendaient favorables au P.C., qui préconisait avec le plus de conséquence ces mesures, les paysans et les ouvriers, mais surtout créaient pour la bureaucratie une base de développement énorme dans la gestion de l'économie elle-même.

On ne peut insister ici autant qu'il le faudrait sur ce côté économique du processus, qui est pourtant un des plus essentiels. Du point de vue formel, la bureaucratisation de l'économie s'est effectuée par la nationalisation, dès le début, d'importants secteurs de la production; on commença par les « biens allemands », les entreprises appartenant aux « traîtres et aux collaborateurs »(5) et les entreprises appartenant à des étrangers. En même temps, ou bien dans une deuxième phase, étaient nationalisées les entreprises excédant une taille donnée ou occupant plus d'un nombre donné d'ouvriers. Dans une

(5) Notions suffisamment vagues et imprécises, pour permettre à la bureaucratie stalinienne d'exproprier qui elle voulait. Sous l'occupation, toutes les entreprises qui ont continué à fonctionner ont objectivement « collaboré », quel qu'ait pu être l'état d'âme de leur propriétaire. De toute façon, avaient obligatoirement collaboré toutes les entreprises importantes, que les Allemands ne pouvaient pas laisser inactives.

troisième étape — qui est en train de s'achever — on nationalisa tout ce qui restait, sauf l'agriculture.

Ce qui rendait cette évolution pour ainsi dire inéluctable, c'était l'effondrement de l'ancienne structure économique. Non seulement la bourgeoisie en tant que classe s'était effritée — patrons exterminés avant, pendant ou après la « libération », en fuite, pris de panique, etc. — mais la crise objective de l'économie amenait nécessairement l'Etat à assumer des fonctions de gestion générale, sans lesquelles cette économie était mortellement menacée. (6)

La dernière lutte qui se déroula alors entre la vieille bourgeoisie et la bureaucratie, légitime représentant et usufruitier de la propriété « étatique », fut inégale et son issue était certaine d'avance. Pour ne considérer que le plan strictement économique, la bureaucratie se trouva disposer dès le départ de moyens qui lui conféraient une suprématie écrasante (7) : la nationalisation des banques, c'est-à-dire du crédit, lui permettait de réduire aux abois du jour au lendemain toute entreprise récalcitrante et d'orienter l'accumulation dans ses intérêts. La réglementation des prix et des salaires lui donnait le rôle dominant dans la répartition du produit national. Enfin, la nationalisation des moyens de communication et de la plupart des grandes entreprises et le monopole du commerce extérieur lui donnèrent, face à ce qui restait d'entreprises privées, infiniment plus de suprématie que jamais un trust capitaliste n'a eu face à ses petits concurrents. A cette puissance économique formidable s'ajoutait dans la plupart des cas la force coercitive du pouvoir, et souvent l'appui que les ouvriers accordèrent à la bureaucratie contre les patrons. La

(6) La même cause a produit des effets analogues en Europe occidentale. Là aussi entre 1944 et 1948, seule l'intervention de l'Etat dans tous les domaines importants de l'activité économique — crédits, investissements, allocation des matières premières, fixation des prix et des salaires, dans certains cas nationalisation des entreprises — a pu permettre à l'économie capitaliste de dépasser provisoirement sa crise profonde. Mais dans ce cas, l'intégration de ces pays dans le bloc américain et le rapport des forces différent entre la bureaucratie stalinienne et les organisations bourgeoises traditionnelles qui en résultait, ont déterminé une autre évolution.

(7) A condition bien entendu qu'elle voulut s'en servir. Sous bien des rapports, la bureaucratie des Etats capitalistes actuels dispose formellement des mêmes moyens; cependant son manque d'unité et de cohésion, l'absence d'une idéologie propre, la liaison et la dépendance directe des sommets de cette bureaucratie par rapport au capital financier et, avant tout, l'impossibilité de s'appuyer sur une force sociale autonome (à l'opposé de la bureaucratie stalinienne qui peut pendant longtemps mobiliser pour sa lutte le prolétariat) font qu'elle reste subordonnée au capital des monopoles et que, dans les pays occidentaux, la marche vers le capitalisme d'Etat s'effectue à travers la fusion personnelle des sommets de la bureaucratie étatique avec l'oligarchie financière et non pas à travers l'extermination de cette oligarchie par une bureaucratie nouvelle.

pression indirecte exercée dans la plupart des cas par la présence ou la proximité des forces russes, la certitude dans laquelle se trouvaient les bourgeois sur l'inclusion de leur pays dans la zone de la domination russe et leur abandon par les Américains, ont fait que rapidement leur résistance s'écroula de l'intérieur.

C'est ainsi que selon des modalités et des péripéties différentes — et différentes parfois d'une manière profonde — un nouveau type de régime économique et politique s'est réalisé dans ces pays. En Albanie, en Bulgarie, en Yougoslavie, en Roumanie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Allemagne orientale la structure traditionnelle de la propriété privée a été supprimée dans les secteurs décisifs de l'économie — industrie, banques, transports, grand commerce — et là où elle subsiste (agriculture) son contenu a subi de profondes modifications. Parallèlement, la bourgeoisie traditionnelle, constituée par les propriétaires privés des moyens de production a été exterminée en tant que catégorie sociale — abstraction faite de l'intégration de bourgeois en tant qu'individus au nouveau système — et la bureaucratie s'est substituée à elle en tant que couche dominante dans l'économie, l'état et la vie sociale. Cependant, du point de vue le plus profond, les rapports de production sont restés des rapports d'exploitation; en règle générale, cette exploitation n'a fait que s'aggraver. Exprimée comme subordination totale des ouvriers au cours de la production aux intérêts d'une couche sociale dominante et comme accaparemment de la plus-value par la bureaucratie, cette exploitation n'est qu'une forme plus développée de la domination du capital sur le travail. Dans cette mesure, la société instaurée dans les pays de l'Etat européen, au même titre que la société russe, ne représente que la victoire locale de la nouvelle phase vers laquelle tend le capitalisme mondial, le capitalisme bureaucratique.

Marx dit quelque part, « s'il n'existait point de hasard, l'histoire serait une sorcellerie ». Les tendances historiques profondes se réalisent à travers une série de particularités et de contingences, qui confèrent précisément à l'histoire réelle son caractère concret et vivant et l'empêchent d'être une collection d'exemples scolaires des « lois du développement historique ». Pourtant, la recherche historique n'est scientifique que dans la mesure où elle parvient à saisir ces particularités et ces contingences comme manifestations concrètes d'un processus universel. Dans le cas qui nous occupe, il peut appa-

raître qu'en somme l'accession de la bureaucratie au pouvoir n'est que le résultat d'une combinaison inattendue et particulière de facteurs contingents : la structure traditionnelle a été démolie par le nazisme allemand; la Russie était très proche et l'Amérique trop loin; des partis révolutionnaires, qui auraient pu guider l'action des masses, il n'y avait point. Dans ces conditions, rien d'étonnant si Staline, cet abject prestidigitateur qui a jusqu'ici réussi à tromper l'« Histoire » (pas pour longtemps !) est parvenu à mettre ces pays dans sa poche. D'une manière plus sérieuse quant à la forme (mais nullement quant au fond), il s'est trouvé des « marxistes » pour dire que la transformation sociale de ces pays n'a rien à voir avec la question de l'évolution de l'économie contemporaine et de la nature de la bureaucratie, qu'elle est simplement le résultat de l'action de l'armée russe et que ces pays étant tombés dans la sphère de domination soviétique, le Kremlin était obligé d'y installer au pouvoir les partis communistes, ce qui amena tout le reste.

Cette manière de voir et d'écrire l'histoire contemporaine ne vaut guère mieux que l'explication de la constitution de l'Empire romain par la longueur du nez de Cléopâtre. L'action sociale et historique d'une armée, aussi puissante soit-elle, s'inscrit obligatoirement dans le cadre de possibilités étroitement circonscrites par l'étape donnée du développement historique. La plus puissante armée du monde serait incapable de ramener sur terre le régime des Pharaons ou d'instaurer du jour au lendemain une société communiste. L'armée russe en Europe orientale, dans la mesure où elle a joué un rôle, n'a pu le faire que dans la mesure où son action correspondait aux tendances de l'évolution sociale et où elle secondait des facteurs historiques incomparablement plus puissants qu'elle et qui étaient déjà en œuvre.

L'écroulement des structures économiques et sociales traditionnelles en Europe orientale a été le résultat combiné de la faillite des bourgeoisies nationales « indépendantes » et de l'annexion de ces pays par l'appareil militaire et économique d'un pays capitaliste incomparablement plus fort, l'Allemagne nazie. La tendance vers la concentration internationale du capital a donc été le moteur profond de cet écroulement. A cette crise sociale généralisée a correspondu inévitablement l'entrée en action dans la plupart des cas des masses. Mais cette action ne pouvait avoir lieu que sous la direction totale et exclusive d'une bureaucratie « ouvrière ». Là également, il s'agit d'une manifestation caractéristique de toute une étape historique du

mouvement ouvrier, et qui n'est pas spécifique à ces pays; mais dans ceux-ci, à cause de l'ampleur extrême de la crise sociale et des formes aiguës que la lutte a rapidement embrassées, la bureaucratie a été amenée à jouer un rôle beaucoup plus considérable et à prendre un pouvoir réel relié directement à sa monopolisation de la direction de la lutte militaire. Lorsque l'impérialisme allemand s'écroula sous les coups d'une coalition constituée par les forces qui se trouvent à l'avant-garde du développement capitaliste — soit du point de vue technique (U.S.A.), soit du point de vue de l'organisation sociale la plus efficace d'un système d'exploitation (U.R.S.S.) — le « vide » économique et social ainsi créé se combla tout naturellement par l'action de la bureaucratie. La lutte qui dans certains de ces pays (Tchécoslovaquie, Hongrie) opposa la bureaucratie montante, soutenue par le prolétariat ou tout au moins par ses fractions les plus actives, à la bourgeoisie traditionnelle ne fut que l'expression locale du conflit qui commençait à se manifester sur le plan mondial entre les deux pôles de la concentration du capital, les Etats-Unis et la Russie, pôles qui ne sont eux-mêmes que la concrétisation géographique des deux couches d'exploiteurs actuellement en lutte pour la domination mondiale. Une des conditions de la victoire de la bureaucratie fut évidemment la proximité de la Russie et la présence de l'armée soviétique, plus exactement, le fait que ces pays étaient inclus dans le nouveau partage provisoire du monde, explicite ou tacite, dans la zone de domination russe. En ce sens, ce qu'il y a de relativement « accidentel » dans l'affaire, c'est que les pays bureaucratisés aient été la Yougoslavie, la Pologne, etc. et non point la France, l'Italie ou la Grèce, où la présence et parfois l'intervention armée des forces occidentales a empêché, pendant cette phase, un développement analogue.

Ce qui donne ses véritables limites à ce caractère « accidentel », est la nature même du régime instauré dans ces pays. L'analyse économique et sociologique montre que ce régime appartient à l'étape ultime de la concentration du capital, étape pendant laquelle l'étatisation succède à la monopolisation et la bureaucratie économique et politique à l'oligarchie financière. Ces phénomènes s'étaient déjà précédemment réalisés en Russie. L'action de celle-ci dans les pays satellites n'a fait que faciliter et accélérer un développement qui de toute façon correspondait à la situation propre des régions en question. A moins de supposer que l'histoire est créée par les décisions des maréchaux, il est évident que celles-ci

n'ont fait que participer à la transformation du possible en réel; et ce faisant, elles n'exprimaient que les nécessités mêmes du capitalisme bureaucratique en Russie. L'extrême variété des modalités et de l'ampleur de l'intervention des forces russes dans le processus de bureaucratisation de ces pays, allant de la domination totale et de la création pour ainsi dire « d'en haut » des nouvelles structures (comme en Allemagne orientale) jusqu'à un rôle positivement nul (comme en Yougoslavie, pour laquelle la proximité de l'armée russe signifia en pratique uniquement l'impossibilité pour les Américains d'intervenir), prouve précisément le caractère historiquement « authentique » de la montée de la bureaucratie au pouvoir.

Quant à l'appréciation sociale de ces régimes, il n'y a que deux attitudes possibles : l'une consiste à mettre l'accent sur la « nationalisation » de l'économie, la suppression des bourgeois, les origines « prolétariennes » des nouveaux dirigeants, pour affirmer qu'il s'agit de régimes « ouvriers » (même « déformés ») et « socialistes ». L'autre, s'attache à dévoiler l'exploitation intense à laquelle est soumise la classe ouvrière, la terreur policière qu'elle subit, le remplacement de la bourgeoisie traditionnelle par une nouvelle couche exploiteuse de bureaucrates. La conclusion de la première, c'est la participation à la préparation de la guerre du côté russe, pour étendre le règne de ce « socialisme »-là aux autres pays. La conclusion de la deuxième, c'est la préparation idéologique, politique et pratique du prolétariat pour le renversement des exploiteurs, bourgeois ou bureaucrates, et l'instauration de son propre pouvoir. La première, c'est la position de la bureaucratie stalinienne et de ses laquais. La deuxième, celle de l'avant-garde révolutionnaire. Entre ces deux chaises la distance est si grande que le derrière des « théoriciens » trotskystes, aussi large soit-il, ne pourra jamais la combler.

L'ACCESSION DE LA BUREAUCRATIE TITISTE AU POUVOIR.

Le processus dont nous avons décrit plus haut les traits généraux apparaît avec une force et une clarté particulières en Yougoslavie. Très tôt le parti communiste se proposa comme tâche principale l'organisation de la lutte contre l'occupation,

et certains territoires (presque toute la Serbie occidentale) étaient sous le contrôle absolu et exclusif des partisans dès l'automne 1941. (8) Presqu'à la même époque se situent les débuts de la lutte à mort entre les partisans staliniens et les tchetniks de Mihailovitch, lutte qui aboutit à l'extermination de ceux-ci quatre ans plus tard. Parallèlement s'édifiaient un appareil centralisé tout-puissant dans les brigades de partisans, et des « Comités » exerçant le pouvoir local dans les régions libérées, dominés eux-mêmes par la direction stalinienne du mouvement. Déjà pendant l'hiver 1942-43 était convoquée une « Assemblée constitutive du Front antifasciste de libération nationale » qui procéda à l'élection du « Conseil antifasciste de libération nationale de Yougoslavie », que Tito qualifie d'« organe politique suprême ». (9) Puis, en novembre 1943, était créé un « Comité Populaire de libération nationale de Yougoslavie », « appelé à remplir les fonctions de gouvernement provisoire du pays. C'était », dit Tito, « la réponse à tous ceux qui avaient espéré que, dès la fin des hostilités, on reviendrait aux anciennes habitudes ».

Le 16 juin 1944 était conclu l'accord entre Tito et Choubachitch sur la collaboration entre le gouvernement royal de Londres et le Comité de Libération nationale, suivi le 8 mars 1945 de la formation d'un gouvernement de « coalition » Tito-Choubachitch, exerçant formellement le pouvoir sur l'ensemble du territoire yougoslave, totalement libéré à cette époque. Cette phase de « collaboration avec la bourgeoisie » — ou plutôt avec les représentants traditionnels de celle-ci, car de la bourgeoisie elle-même il ne restait plus grand'chose — arriva à sa fin quelques mois plus tard : en octobre 1945, les derniers politiciens bourgeois démissionnaient du Gouvernement, et le 11 novembre de cette même année, des élections convenablement préparées donnaient 96 p. 100 des voix au Front Populaire.

Le « compromis » provisoire conclu avec la bourgeoisie royaliste par Tito est un modèle de tactique bureaucratique d'accession au pouvoir. Tito dans son rapport déjà mentionné expose avec précision les fondements de cette politique. Il était quasi impossible à la direction stalinienne en 1944 de résister à la pression alliée s'exerçant dans le sens de création d'un gouvernement d'« Union nationale ». En cédant sur la

(8) V. Tito, Rapport politique au Cinquième Congrès du PCY, Paris, 1948, p. 77 et 78.

(9) Tito, *ib.*, p. 107.

forme. Tito obtenait sa « légalisation » de la part des Alliés et de la Cour royale elle-même; il ne cédait rien sur le fond, sur le seul plan qui l'intéressait et qui était en définitive important, c'est-à-dire sur le plan de la force et du pouvoir réel : « Nous prîmes donc notre parti de cet accord, parce que nous connaissions notre force, parce que nous savions que l'énorme majorité du peuple était avec nous et que le peuple nous soutiendrait quand il le faudrait. En outre, nous avions une force armée dont nos rivaux ne pouvaient même pas imaginer l'importance, tandis que le roi et son gouvernement n'avaient rien, puisque Draja Mihailovitch était non seulement discrédité par suite de la collaboration avec l'occupant, mais encore défait par nos unités. Par conséquent, nous n'avions rien à craindre et nous acceptâmes cet accord, qui, loin de nuire, ne pouvait que nous être utile, sous condition de savoir agir comme il le fallait. C'est ce qui advint par la suite. » (10)

Combien ce dernier acte de la comédie avait été bien préparé précédemment, c'est ce qui montre le passage suivant du même discours de Tito : « Au cours de la lutte de libération, nous avions déjà créé les conditions préalables. Partout où nous étions maîtres du territoire, nous avions liquidé l'ancien appareil d'état bourgeois, la gendarmerie et la police, les administrations des villages, des villes, des arrondissements, etc. Nous nommions de nouveaux organes du pouvoir populaire et ses organes de sécurité. Lorsque le pays fut complètement libéré, nous nous livrâmes à ce travail sur tout le territoire de Yougoslavie. » A condition de comprendre sous les mots « pouvoir populaire », le pouvoir de la bureaucratie, et d'accorder toute l'importance dûe à la création des « organes de sécurité » nouveaux, à condition en un mot de comprendre la différence vraiment subtile entre la dictature du Guépéou et la dictature du prolétariat (11), ce passage donne une description correcte de l'installation de la bureaucratie au pouvoir déjà sous l'occupation.

Une fois le pouvoir étatique entre les mains de la dictature

(10) Tito, l. c., p. 137.

(11) Cette différence subtile échappe naturellement aux dirigeants trotskistes, qui ont maintenant découvert la « révolution yougoslave de 1944 ». Soit dit en passant, le ridicule désespéré de la position de ces gens s'exprime par le fait que leur imbécilité est nécessairement prouvée, qu'ils aient tort ou raison dans cette estimation : s'ils ont tort, parce qu'ils ont tort; s'ils ont raison, parce qu'une « direction révolutionnaire mondiale » qui met cinq ans pour s'apercevoir qu'une révolution a eu lieu est tout juste bonne pour la poubelle. Le plus gai, c'est que lorsque par le passé on leur montrait qu'effectivement une certaine « révolution » avait eu lieu en Yougoslavie (et pas seulement en Yougoslavie), que la bourgeoisie y avait été liquidée et qu'un nouveau pouvoir bureaucratique correspondant à l'étatisation de

militaire de Tito, et l'administration sous la coupe des « Comités de libération » staliniens, une série de procès en haute trahison acheva de décimer ce qui restait des représentants traditionnels du capitalisme, dont les soutiens les plus actifs, les tchetniks de Mihailovitch, furent exterminés.

La puissante offensive des staliniens du P.C. yougoslave dans la liquidation de la bourgeoisie fut, on le voit, sans commune mesure avec celle des partis staliniens des autres pays satellites, qui ne purent accéder au pouvoir qu'à travers un processus considérablement plus long.

La liquidation de la propriété privée a suivi pas à pas l'extermination politique de la bourgeoisie.

Avant la guerre, les richesses minières du pays et les industries-clés étaient exploitées par des capitaux étrangers (dont la participation représentait 91 p. 100 dans la métallurgie, 73 p. 100 dans les industries chimiques, 61 p. 100 dans les textiles, en moyenne générale 49,5 p. 100 de l'industrie). Dès 1944, les biens étrangers et les biens des « traîtres et des collaborateurs » furent sequestrés et confisqués. Le total représentait 80 p. 100 de l'industrie, la majeure partie des banques et du grand commerce.

Peu après, une nationalisation générale enlevait du secteur privé les mines, les usines et les moyens de transport. Enfin, à la fin de 1947, « tout ce qui n'était pas tombé sous le coup de la première loi sur la nationalisation a été nationalisé, c'est-à-dire : le reste des entreprises industrielles, toutes les imprimeries, les grands magasins et les caves, les hôtels, les sanatoriums, etc. » (12)

Bien entendu, ces nationalisations s'effectuèrent sans indemnisation ni rachat vis-à-vis des ex-propriétaires yougoslaves. Quant aux ex-propriétaires étrangers, leur indemnisation est depuis lors l'objet de négociations entre le gouvernement de Tito et les divers gouvernements capitalistes. (13)

En ce qui concerne l'agriculture, il faut d'abord rappeler que le problème essentiel qui se posait à la Yougoslavie, comme à tous les pays balkano-danubiens (à l'exception de la

---

l'économie s'y était installé, ces gens n'en voulaient rien entendre et maintenaient que dans ces pays la bourgeoisie était restée classe dominante ! Mais leur incohérence n'a pas fini de produire des miracles. Si par les voies que nous avons décrites un pouvoir ouvrier (fût-il « déformé » autant qu'on le voudra) peut être instauré, que reste-t-il du léninisme ? Pourquoi peut-on constituer des gouvernements de coalition avec la bourgeoisie en Yougoslavie et pas ailleurs ? Bien naïf serait celui qui attendrait une réponse à ces questions.

(12) Tito, l. c., p. 143.

Hongrie), était non pas l'existence de grandes propriétés agraires, mais l'extrême exiguité des exploitations, directement lié à la faible industrialisation et la surpopulation agricole qui en résultait (80 p. 100 de la population s'occupaient en Yougoslavie avant la guerre de l'agriculture; 55 p. 100 des exploitations agricoles occupaient moins de 10 hectares; 23 p. 100 de 10 à 20 hectares et 13 p. 100 de 20 à 50 hectares). La solution du problème agraire dans ces conditions ne pouvait pas être substantiellement avancée par l'expropriation des grandes propriétés, mais par le regroupement des exploitations. L'expropriation de la superficie des exploitations dépassant 30 hectares (1945-1946), ne pouvait dans ces conditions amener que des modifications secondaires à la répartition de la propriété agraire, comme l'indique le tableau suivant :

Participation des exploitations agricoles dans la production des céréales (en % de la production totale).

Propriétés	1939	1948
Moins de 5 hectares	27,2	34,3
De 5 à 10 hectares	26,0	27,9
Plus de 10 hectares	46	37,8

La mesure essentielle dans ce domaine a été la création des coopératives agricoles, sur lesquelles nous reviendrons. Il suffit de noter qu'elles sont en constant accroissement (51 en 1945, 4.100 en 1949).

En résumé, nous trouvons ici réalisés, plus rapidement et radicalement, les traits communs de la transformation sociale qui a eu lieu dans tous les pays satellites de 1945 à 1948 : liquidation de la bourgeoisie industrielle, bancaire et commerçante; liquidation des grands propriétaires fonciers; tolérance provisoire du paysan moyen, qui est de toute façon entièrement soumis au pouvoir économique de l'Etat.

(13) Depuis la rupture avec le Kominform le gouvernement Tito est devenu beaucoup plus souple dans ces négociations et il admet l'inclusion dans ses traités de commerce avec les pays occidentaux de clauses d'indemnisation des propriétaires étrangers en Yougoslavie. C'est le cas, notamment, des derniers traités de commerce avec la Suisse, le Royaume-Uni et d'autres pays.

LA STRUCTURE ACTUELLE DE LA SOCIETE YOUGOSLAVE (Economie, Etat, Classes).

La bourgeoisie une fois liquidée, qui assura sa succession dans ses fonctions dirigeantes ? La société, comme la nature, a horreur du vide, et un pays qui n'est pas dans un état d'anarchie complète, ne saurait vivre, non pas cinq ans, mais cinq mois sans la domination d'un corps social unifié et cimenté par les intérêts communs des individus qui le composent. Est-ce le prolétariat la nouvelle classe dominante de la société yougoslave ? Est-ce lui qui gère la production de l'Etat, qui règle la répartition du produit national, qui s'exprime dans l'idéologie officielle de la nouvelle Yougoslavie ? Et si non, qui ? Cette bureaucratie dont nous avons tellement parlé, a-t-elle vraiment une réalité sociale ? Ne pourrait-on pas la considérer comme un tuteur provisoire d'un prolétariat non encore parvenu à sa maturité complète, tuteur qui s'effacerait de lui-même une fois cette maturité atteinte ?

On voit facilement que ces questions débordent amplement le cadre de cet article. Elles embrassent aussi bien le problème de la nature de la bureaucratie, que celui du pouvoir ouvrier, donc du programme socialiste. Il est impossible d'en traiter ici; nous nous bornerons à renvoyer le lecteur aux textes que nous avons déjà publiés sur la bureaucratie (14) et aux travaux de notre groupe sur le programme socialiste qui seront publiés dans les prochains numéros de cette revue. Nous ne pouvons qu'énoncer ce que sont pour nous les traits essentiels d'un pouvoir ouvrier, en rappelant qu'il ne s'agit pas de « normes idéales » *a priori*, mais *des conditions sociologiques* sans lesquelles la suppression de l'exploitation et la construction du communisme sont impossibles.

Le prolétariat ne devient classe dominante qu'en supprimant l'exploitation. L'exploitation se manifeste dans la production comme accaparement de la gestion par une couche sociale spécifique et la subordination des producteurs aux intérêts de cette couche; elle se manifeste dans la répartition du produit, comme expropriation des producteurs d'une partie du produit de leur travail au profit de la couche sociale dominante. La suppression de l'exploitation n'est donc possible

(14) Voir l'article « Les rapports de production en Russie », dans le n° 2 de cette revue, surtout p. 14-21, 39 et s. Egalement, l'article « Socialisme ou Barbarie », dans le n° 1, p. 28-39.

que si le prolétariat détruit toute couche gestionnaire spécifique — donc s'il accède lui-même à la gestion de la production, et s'il supprime tous les revenus ne provenant pas du travail productif — donc s'il assure lui-même la répartition du produit social. La suppression de toute bureaucratie gestionnaire permanente et inamovible n'est donc ni une revendication sentimentale, ni une « norme idéale », mais tout simplement un synonyme de la suppression de l'exploitation. Si une telle bureaucratie est maintenue, l'exploitation renforcée du prolétariat à son profit surgira à nouvau inéluctablement.

Le fait que le prolétariat yougoslave est radicalement exproprié de la gestion de l'économie et de la direction de l'Etat, qu'il n'a rien à dire quant à la répartition du produit national, que ces fonctions sont monopolisées par une bureaucratie permanente et inamovible dont les intérêts ne peuvent être que séparés de ceux des travailleurs et hostiles à ceux-ci ne peut pas être contesté. Il est cependant nécessaire de concrétiser cette idée, en examinant la manière dont se réalise le pouvoir de la bureaucratie yougoslave dans les différents domaines de la vie sociale.

Examinons d'abord cet indice précieux de la structure d'un pays que forme *la répartition des revenus*. Dans ce domaine, plus que dans tout autre, la bureaucratie essaie de camoufler son rôle exploiteur en cachant les données statistiques. Mais les quelques rares données qu'elle laisse échapper permettent de porter un jugement sur la question. Ainsi, selon un article du responsable titiste Begovitch (15), le revenu national yougoslave, qui était de 133 milliards de dinars en 1947, est passé à 242,5 milliards en 1948. Nous ne savons pas ce qu'entendent par revenu national les économistes yougoslaves ni comment ils le calculent (les précédents russes, aussi bien que les résultats paradoxaux auxquels on arrive en manipulant les chiffres yougoslaves, comme on le verra plus bas, incitent à la plus grande prudence sur ce chapitre). Cependant, même en tant que grossière approximation, ces chiffres sont censés représenter l'accroissement des richesses sociales disponibles. Cet accroissement aurait donc été de plus de 80 p. 100 entre 1947 et 1948. (16). Est-ce que la consommation des travailleurs a augmenté pendant cette période selon le même rythme, ou

(15) Résumé dans le Bulletin de « Tanyug », n° 28 du 22 septembre 1949, p. 3.

(16) Il faut supposer que les sommes indiquées par Begovitch sont données en prix constants, autrement on ne comprend pas pourquoi il les juxtapose.

même de 40 ou de 20 p. 100 ? Begovitch ne dit évidemment rien là-dessus, et ce silence est, comme on dit, le plus éloquent des aveux. (17) En réalité, le moins que l'on puisse dire, c'est que cette consommation est restée stable, c'est-à-dire que les travailleurs n'ont profité en rien d'un accroissement de la production, obtenu par l'augmentation du temps de travail et l'accélération de son rythme, comme on le verra plus bas. (18)

Tito lui-même a d'ailleurs reconnu l'existence d'un niveau de vie misérable dans son discours de clôture du Congrès du P.C. croate de 1948 : « Nous devons fournir à la classe ouvrière dès le stade actuel des logements chauffés et confortables, la radio, le cinéma et autres agréments de la vie, car nous devons montrer à la classe ouvrière au moins quelque chose (!) de la pratique de la vie socialiste. » (19)

Ici une explication est peut-être nécessaire. La question qui se pose n'est pas celle du niveau de vie absolu des travailleurs yougoslaves, mais de leur niveau de vie *relatif*, et relatif par rapport à l'accroissement de la richesse sociale, et par rapport aux revenus d'autres couches et catégories sociales. Qu'une révolution ne puisse pas du jour au lendemain créer l'abondance, c'est une chose; mais que l'accroissement de la production ne se traduise nullement par une augmentation du salaire réel, et que des revenus bureaucratiques considérables puissent exister à côté de la misère du peuple, c'en est une autre. Admettre et justifier cette dernière situation, c'est admettre et justifier un régime d'exploitation. Ce que nous considérons ici n'est donc pas le niveau de vie absolu des travailleurs yougoslaves, mais son évolution parallèlement au développement de la production d'une part, sa comparaison avec les revenus bureaucratiques d'autre part.

Pour ce qui est de la différenciation des salaires ouvriers et des revenus bureaucratiques, dont les représentants du ti-

(17) Car enfin on ne comprend pas quelles sont les raisons « de sécurité » ou autres qui empêchent la bureaucratie titiste de parler du revenu réel des ouvriers, cependant qu'elle monte en épingle toutes les nouvelles usines qui sont créées, en indiquant leur emplacement, leur capacité de production, etc.

(18) Selon l'organe officiel du Kominform, en automne 1948 les salaires ouvriers (réels, faut-il supposer) ne représentaient plus que 50 % de ceux de 1946 (AFP, « Informations et documents », n° 217, 11 décembre 1948, p. 28-29). Bien que les accusations du Kominform contre Tito soient *a priori* dépourvues de toute valeur réelle, cette indication n'est pas totalement indigne de foi, si l'on pense que le grand effort d' « industrialisation » commencé en 1946 n'a pu être financé autrement que par une baisse du niveau de vie déjà misérable des ouvriers. Du reste, on pourrait demander aux kominformistes pourquoi ils se sont brusquement émus des malheurs du prolétariat yougoslave juste au moment de leur rupture avec Tito et pas avant, et qu'est-ce qu'il est advenu des salaires ouvriers dans les autres « démocraties populaires » entre 1946 et 1948, et en Russie depuis 1928.

(19) AFP, *ib.*

tisme ont prétendu à certains moments qu'elle était seulement de 1 à 4, il faudrait, pour l'apprécier correctement, connaître tous les avantages matériels et autres dont jouissent les bureaucrates yougoslaves en tant que tels. (20) Que ces avantages existent et qu'ils soient considérables, nul n'en peut douter. La lettre du Comité Central du P.C. russe au Comité Central du P. C. yougoslave datée du 4 mai 1948 (21) donne à ce sujet des indications d'autant plus intéressantes que d'une part elles n'ont pas été démenties par les titistes et que d'autre part elles sont confirmées par un sympathisant titiste comme Claude Boudet. (22) Répondant aux Yougoslaves, qui accusaient les généraux russes « en mission » en Yougoslavie d'exiger un salaire de 30.000 à 40.000 dinars par mois, alors que les généraux yougoslaves reçoivent 9.000 à 11.000 dinars, les Russes soulignaient — à juste titre — que les généraux yougoslaves profitent en plus de leur traitement, d'avantages en nature : appartements, domestiques, ravitaillement, etc. (23)

L'accroissement énorme de l'intensité du travail — qui signifie, dans un régime où les travailleurs ne sont pas les maîtres de la production, purement et simplement un accroissement égal de l'exploitation — ressort facilement des données offertes abondamment par la bureaucratie yougoslave elle-même. Cet accroissement de l'exploitation est baptisé évidemment par celle-ci « accroissement de la productivité ». Chaque bulletin « Tanyug » en offre des exemples. Pour n'en citer qu'un, le n° 42 de Tanyug nous informe que dans le bâtiment, après le succès du plan, des nouvelles normes ont été établies, dépassant de 700 p. 100 ou de 1.250 p. 100 les normes initiales du plan ! D'autre part, selon les déclarations du dirigeant titiste Kidric, lors de la discussion du budget de 1948, la tâche essentielle pour l'année 1948 devait être la diminution des prix de revient par « la revision des normes de travail » (24) chanson bien connue des travailleurs exploités de tous les pays du monde.

Dans le même ordre d'idées, on ne peut pas négliger le développement extrême du stakhanovisme en Yougoslavie. On

(20) On sait qu'en Russie ces avantages doivent à peu près doubler le revenu réel des couches bureaucratiques.

(21) Donc écrite trois mois avant la rupture et, comme son contenu le fait voir, nullement en vue de la rupture.

(22) Voir « Combat » du 21 octobre-2 novembre 1949.

(23) Voir la lettre en question, publiée dans « Informations et documents » de l'AFP, n° 262, 4 septembre 1948. Il faut souligner que dans leur réponse, les titistes se taisent sur ce point.

(24) AFP, « Informations et documents » n° 187, 15 mai 1948, p. 14-18.

sait que le stakhanovisme, tel qu'il a été créé en Russie stalinienne et tel qu'il est propagé dans les pays bureaucratiques, vise à un double but : établir artificiellement des normes de travail extrêmement élevées, permettant ainsi à la bureaucratie de pressurer davantage la masse ouvrière; créer une couche d'ouvriers relativement privilégiés, liés matériellement au système bureaucratique et devenant ainsi une base de la bureaucratie au sein de la classe ouvrière. La bureaucratie yougoslave a évidemment dès le départ, adopté ce système, organiquement lié à l'exploitation bureaucratique, et se targue du fait que « ses » stakhanovistes battent parfois les « records » établis par leurs collègues russes.

Venons-en maintenant à la gestion de la production. On sait que l'activité économique en Yougoslavie est orientée par le « Plan Quinquennal » (1947-1951), dont l'objectif essentiel est l'industrialisation du pays. Ce Plan a été établi et son fonctionnement est contrôlé par la « Commission Fédérale du Plan », elle-même responsable devant le Gouvernement, c'est-à-dire devant le noyau central de la bureaucratie titiste. Ainsi, c'est la bureaucratie et ses représentants qui fixent souverainement les objectifs de la production, le taux de l'accumulation « socialiste », les salaires, les prix et les normes de travail. Le rôle du prolétariat est d'accroître le rendement.

Pour s'en convaincre, il suffit de constater quelle est la tâche des syndicats ouvriers — complètement bureaucratisés, par ailleurs — dans la « nouvelle Yougoslavie ». Ceux-ci non seulement ont cessé d'être les organisations qui luttent pour la défense des intérêts élémentaires des ouvriers — une telle lutte est désormais impossible au grand jour — mais se sont transformées directement en « contremaîtres d'Etat », au même titre que les syndicats russes, tchèques ou bulgares. Voilà comment le rôle des syndicats est défini par le dirigeant titiste Kardelj :

« Le rôle le plus important des syndicats est dans le secteur de l'édification économique. Ils sont les organes de la lutte de la classe ouvrière *pour l'accroissement de la production, pour le relèvement de la productivité du travail... ensuite,* les organismes syndicaux doivent journellement lutter pour un système juste des salaires, pour une rétribution équitable. » (25)

Ce que Kardelj entend par « système juste des salaires » et

(25) E. Kardelj, « L'édification du socialisme », p. 87. Souligné par nous.

« rétribution équitable », un autre bureaucrate titiste, Kidric, nous l'expliquera. Selon lui (26), l'ordre des tâches syndicales est le suivant :

1° Assurer la discipline du travail;
2° Etablir les normes;
3° Mobiliser la main-d'œuvre;
4° *Assurer une différenciation suffisante des salaires.*

Le rôle de la bureaucratie syndicale comme instrument de gestion de la force de travail dans les intérêts du système bureaucratique (discipline, maximum de rendement, minimum de salaire, création de couches privilégiées au sein du prolétariat) apparaît ainsi clairement.

Quant au Plan Quinquennal en lui-même, ce qu'on peut en savoir est suffisamment vague pour que son aspect social ne puisse apparaître que très difficilement. (27) Son objectif essentiel est l'équipement et l'industrialisation du pays, devant porter le revenu national de 132 milliards de dinars en 1939 à 255 milliards en 1951. (28) Ce résultat doit être obtenu par des investissements d'une valeur totale d'environ 280 milliards de dinars, représentant de 25 à 30 p. 100 du revenu national de la période quinquennale. Les investissements sont évidmment dirigés surtout vers la production de moyens de production, particulièrement l'industrie lourde et la production d'énergie électrique. Quant à la production d'objets de consommation, son développement sera beaucoup plus modeste. Ainsi, dans le domaine de la production agricole, la production totale de céréales sera, d'après les chiffres du Plan, augmentée de 13 p. 100 par rapport à la moyenne décennale 1929-1939, celle de pommes de terre de 72 p. 100, celle de fruits de 17 p. 100, du raisin de 40 p. 100 et du vin de 26 p. 100. Quant aux produits du bétail, la production de viande sera augmentée de 17 p. 100 par rapport à 1939, celle de graisse de 53 p. 100, de lait de 45 p. 100, des œufs de 76 p. 100. (29)

Ces chiffres bruts — pour autant qu'ils soient approxima-

(26) B. Kidric, Rapport au V^e Congrès du PC Yougoslave.
(27) Voir le « Plan Quinquennal de développement de l'Economie nationale de la R.F.P. de Yougoslavie », Beograd, 1947.
(28) Nous avons exprimé plus haut des réserves quant à la signification de ces chiffres. Voici un exemple qui illustrera nos motifs : le total de la valeur de la production industrielle et de la production agricole en 1939, soit (55,7 + 63,8 =) 116,5 milliards de dinars était inférieur au revenu national de cette même année (132 milliards); ce même total sera en 1951 (170,7 + 96,7 =) de 266,7 milliards c'est-à-dire supérieur au revenu national, qui sera de 255 milliards ! (« Plan quinquennal etc. », p. 82). Dans ces conditions, on ne comprend plus ce que « revenu national » et « valeur de la production » veulent dire.
(29) « Plan Quinquennal, etc. », art. 31, p. 148-151.

tivement exacts et réalisables — ne prennent leur véritable signification que lorsqu'on les compare à l'accroissement de la population yougoslave. La moyenne de celle-ci, pendant la période décennale 1930-1939, était d'environ 14.600.000; elle était de 15.750.000 en 1948 (30) et sera vraisemblablement sur la base d'un taux d'accroissement net de la population de 1,5 p. 100 par an, de 16.500.000 en 1951. (31) L'accroissement de la population entre ces deux périodes sera donc de l'ordre de 13 p. 100, donc équivalent à l'accroissement des deux principaux produits d'alimentation, céréales (13 p. 100) et viande (17 p. 100). La production de céréales par habitant restera par conséquent absolument stagnante, celle de viande augmentera imperceptiblement (+ 3 p. 100).

Mais production ne signifie pas encore consommation. De cette production il faut déduire les exportations; et les exportations de denrées alimentaires, bien que l'on ne dispose pas de données permettant de les comparer avc celles d'avant-guerre, iront croissant si la bureaucratie yougoslave veut se procurer à l'étranger l'équipement nécessaire à son plan d'industrialisation. Ainsi, (32) le traité de commerce conclu le 22 décembre 1949 entre la Yougoslavie et l'Allemagne occidentale prévoit pour l'année 1950 des exportations yougoslaves en Allemagne, principalement de produits agricoles, d'une valeur totale de 65 millions de dollars, en échange de produits allemands manufacturés. De même, le traité anglo-yougoslave du 26 décembre 1949, prévoit des échanges pour la période des cinq années à venir d'une valeur de 280 millions de dollars dans chaque sens, les exportations yougoslaves comprenant surtout des produits agricoles (parmi lesquels environ 40 millions de dollars de maïs), cependant que les exportations anglaises sont composées de biens d'équipement et de produits manufacturés. Les échanges yougoslaves avec les autres pays occidentaux présentent nécessairement la même structure. Si donc les exportations yougoslaves de produits agricoles de base tendent à être plus élevées que celles d'avant-guerre, cependant que la production de ces denrées par habitant stagne, on aura nécessairement une diminution de la consommation intérieure par habitant. Ceci, indépendamment de

(30) Bulletin Mensuel de Statistique de l'O.N.U., février 1950, p. 8.
(31) Cette conclusion est corroborée par les données du « Plan Quinquennal », p. 81, dans lesquelles le quotient revenu national total : revenu national par habitant donne pour 1951 une population de 16.320.000.
(32) International Financial News Survey, 13 janvier 1950, p. 207.

la question de la répartition sociale du produit disponible entre le travailleur et la bureaucratie. (33)

Quant à l'augmentation projetée de la production des autres objets de consommation (sucre, conserves, textile, chaussures), elle s'inscrit surtout dans la tendance vers la réalisation d'une autarcie économique. L'augmentation de la production locale doit compenser la diminution extrême ou l'arrêt des importations de ces produits; ces importations étaient payées autrefois par l'exportation de produits agricoles, mais, comme on l'a vu, ces exportations doivent maintenant payer les importations d'équipement. Il s'agit donc surtout de compenser cette diminution des importations, et il est douteux que les quantités disponibles pour la consommation de ces produits (production plus importations moins exportations) présentent un accroissement substantiel en 1951.

Il est donc certain que, malgré les mensonges cyniques de Tito et de ses avocats, la consommation des masses yougoslaves ne s'améliorera nullement par rapport à l'avant-guerre, si même elle ne se détériore pas. (34) Par contre, le travail fourni par celles-ci augmentera considérablement, tant en durée qu'en intensité. Le développement des forces productives en Yougoslavie sera donc assuré par la surexploitation des travailleurs. Mais pour un développement obtenu par de tels moyens, point n'est besoin d'un régime « socialiste » ou « ouvrier »; le capitalisme a été parfaitement capable de l'accomplir, et continue d'ailleurs de l'être. (35)

Quels sont les moteurs qui sont à la base de ce développement des forces productives par la bureaucratie ? D'abord, sa propre conservation. La bureaucratie ne peut se maintenir et se stabiliser au pouvoir que par l'industrialisation et la

(33) Il semble que l'accroissement considérable de la production de pommes de terre, que nous avons signalé, a pour but de compenser cette diminution de consommation de céréales et de viande. On sait que la substitution de la consommation de pommes de terre à celle des céréales signifie une détérioration de la qualité de la ration alimentaire et forme par conséquent un indice classique de la misère d'un pays.

(34) Il ne faut pas oublier que le niveau de vie des travailleurs — ouvriers aussi bien que paysans — dans les Balkans était déjà avant guerre inimaginablement misérable, que l'expression « défendre son beafsteak » y était inconnue pour les ouvriers, de même que l'objet qu'elle désigne, et qu'on parlait de « défendre son pain », au sens propre du terme. Il ne faut pas oublier non plus que la dictature d'Alexandre et du Régent Paul, dans la Yougoslavie d'avant 1940, avait comme objet essentiel de maintenir le prolétariat yougoslave dans ce niveau misérable, par une terreur policière sans bornes. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut comprendre ce que veut dire exactement le maintien du prolétariat yougoslave à son niveau de vie d'avant guerre.

(35) V. à ce sujet les articles « Les rapports de production en Russie », n° 2 de cette revue, p. 21-22 et « La consolidation temporaire du capitalisme mondial », n° 3, p. 25-28.

concentration de l'économie. La base naturelle de son pouvoir est la grande industrie. C'est le développement de cette dernière qui donne à la bureaucratie la suprématie économique définitive vis-à-vis de tous les éléments ou les couches qui pourraient aspirer à un retour vers les formes du capitalisme privé. En même temps, l'industrialisation est la condition indispensable pour l'extension des « profits » bureaucratiques, c'est-à-dire du surproduit global qui est à sa disposition. Dans le besoin qui pousse la bureaucratie à augmenter son « profit » total, il ne faut pas seulement voir la tendance indiscutable de la bureaucratie à accroître sa consommation improductive; il faut surtout comprendre que l'augmentation du surproduit, base nécessaire à l'extension de l'accumulation, est la condition de la lutte de la bureaucratie contre ses « concurrents » et adversaires étrangers. Cet aspect apparaît beaucoup plus clairement dans le rapport de l'industrialisation avec la défense militaire, (36) mais est également valable par rapport à l'ensemble de l'économie d'un pays et la puissance de sa classe dominante. La phrase de Tito à l'adresse des autres démocraties populaires, « attendez qu'on crée chez nous une industrie forte, on discutera plus sérieusement ensuite », (37) éclaire parfaitement ce rapport.

Si nous disons que la bureaucratie assure la relève de la bourgeoisie traditionnelle dans la période décadente du capitalisme, ceci ne signifie pas seulement que la bureaucratie, en tant que personnification du Capital pendant sa dernière phase d'existence historique, a pour rôle de maintenir le travail dans l'exploitation et l'oppression. A travers et par le moyen de cette exploitation, la bureaucratie continue à assurer — aussi longtemps que l'ensemble de la société capitaliste mondiale n'est pas entrée dans sa phase de décomposition et de régression — le développement des forces productives, que la bourgeoisie a inauguré. De ce point de vue, ce n'est point par hasard si la bureaucratie tend surtout à accéder au pouvoir dans les pays « arriérés », c'est-à-dire là précisément où la bourgeoisie privée n'était pas parvenue à réaliser sa tâche historique. Mais ceci ne signifie nullement qu'elle soit une force historique « progressive »; de ce point de vue, elle ne

(36) « La force économique et *défensive* de chaque pays dépend de l'industrie lourde, et en particulier de la sidérurgie et de l'industrie des machines... Sans le développement de l'industrie lourde... nous ne pouvons équiper techniquement ni l'agriculture, ni les transports, *ni l'Armée...* » (Rapport de A. Hebrang sur le Plan Quinquennal, l. c., p. 31, souligné par nous.)

(37) Voir la citation de Tito plus loin (« L'idéologie du titisme »).

présente que des différences de degré, mais aucune différence de nature avec la bourgeoisie contemporaine qui, elle aussi, continue à développer les forces productives, surtout dès qu'elle peut s'assurer d'une domination illimitée sur le prolétariat, comme l'exemple de l'Allemagne nazie et du Japon le prouvent. (38) La bureaucratie est partie intégrante du système mondial d'exploitation et en tant que telle participe à sa décadence générale.

Si le marxisme a qualifié la bourgeoisie de force historique progressive, il l'a fait dans une période où la lutte sociale se déroulait entre la stagnation absolue que représentait la féodalité, et le développement énorme qu'amenait la domination capitaliste; il l'a fait à une époque où la révolution prolétarienne mondiale était encore impossible, plus précisément, où sa possibilité ne pouvait être donnée que par le développement préalable de l'économie et du prolétariat que seule la bourgeoisie pouvait accomplir. Mais aujourd'hui le choix n'est pas entre la bureaucratie et la bourgeoisie; il est entre les régimes d'exploitation, bourgeois ou bureaucratiques, et la révolution prolétarienne. On ne peut qualifier la domination bureaucratique de « progressive » que si l'on affirme que le prolétariat est incapable d'assurer lui, par ses méthodes et son pouvoir, un développement plus ample et plus profond des forces productives. Aujourd'hui, la comparaison ne se pose pas entre la stagnation féodale et le développement capitaliste; elle se pose entre le piètre et misérable développement basé sur l'exploitation, bourgeoise ou bureaucratique, et le développement immense, basé sur l'épanouissement des forces créatrices de l'homme, que seul le pouvoir prolétarien mondial peut assurer. Ce n'est donc pas par hasard si la contestation de la capacité du prolétariat à être classe dominante est la pierre angulaire de l'idéologie bureaucratique, car c'est cette idée mystificatrice qui peut donner un semblant de justification à la domination de la bureaucratie et son exploitation des travailleurs.

---

(38) Si le critère de la « progressivité » d'un régime social était simplement le fait qu'il développe les forces productives, les ouvriers devraient arrêter leur lutte contre l'exploitation dans tous les cas et toutes les fois où le produit de cette exploitation sert à l'accumulation; plus concrètement, il faudrait même conseiller aux ouvriers français ou américains d'accepter n'importe quelle baisse de salaire, à condition d'être assurés que les capitalistes investissent dans la production la plus-value ainsi extraite.

« Sur les 524 députés à l'Assemblée Fédérale et au Conseil des Peuples, 404 sont membres du P.C.; sur 1.062 députés aux Assemblées républicaines, 170 seulement ne sont pas membres du P.C. Dans les Comités populaires des villages, des villes et des arrondissements, 42.527 délégués sont membres du P.C. De même, *tous les postes dirigeants dans l'appareil administratif et économique* ont été occupés par les cadres éduqués par le parti avant la guerre et dans la rude période de guerre... Quelles étaient les sources des cadres pour l'appareil administratif qui se développait rapidement, pour notre économie socialiste, pour l'activité sociale, politique et culturelle en général ? Ces sources étaient *tout d'abord les organisations du Parti* et les organes du pouvoir populaire... Deuxièmement, *ces sources se trouvaient dans l'armée.* Sans affaiblir sa combativité on a pu démobiliser un grand nombre d'officiers et de soldats et on les a placés aux postes dirigeants de l'appareil d'Etat... Il convient de souligner également que dans les entreprises et les organisations syndicales des cadres, sortant des rangs de la classe ouvrière, se formaient rapidement, en premier lieu des cadres dirigeants pour nos entreprises économiques... Dans les seules années 1947 et 1949, on a réparti aux postes dirigeants de l'appareil administratif fédéral, 1.023 membres du Parti, pris dans les organisations du Parti et dans l'armée yougoslave. Pour l'appareil des administrations républicaines (c'est-à-dire des républiques fédérées), on a réparti aux postes dirigeants 925 membres du parti... Le parti a également accordé une attention particulière aux cadres de la direction de la Sûreté d'Etat... Néanmoins, malgré la formation de l'appareil administratif et économique de l'Etat, le Parti n'aurait pas pu assurer la mobilisation des masses populaires... sans le vaste réseau des organisations du Front Populaire (qui compte 6.608.423 membres), des syndicats (qui comptent 1.300.000 ouvriers et employés organisés et qui sont inclus dans le nombre précité des membres du Front Populaire) des organisations de la jeunesse (où sont organisés 1.415.763 jeunes gens et jeunes filles), du Front antifasciste des femmes, des coopératives, etc... *Les communistes qui se trouvent dans les directions des organisations de masse sont la meilleure garantie que le Parti, au moyen des formes de travail mentionnées et d'autres encore, assurera la mobili-*

sation des masses laborieuses pour la réalisation des tâches assignées... Nous sommes sortis de la guerre avec 141.066 membres du parti, et le 1er juillet de cette année 1948, nous avions 468.175 membres du parti, 51.612 candidats (stagiaires) et 351.950 membres de la Fédération de la Jeunesse Communiste de Yougoslavie. »

Cette description sobre de la situation politique en Yougoslavie, faite par l'homme le plus compétent du monde en cette matière, le maître policier du régime Tito Alexandre Rankovitch, (39) peut se passer de commentaires. Essayons simplement de formuler d'une manière plus générale le contenu de cette description.

Le parti « communiste » domine absolument la vie politique du pays. C'est parmi ses membres que se recrutent presque exclusivement les membres des Assemblées « souveraines », *tous* les dirigeants de l'administration et de l'économie, les dirigeants des organisations des masses. Ces dernières sont enrégimentées dans des organisations, dont les deux principales (le Front Populaire et les Jeunesses) comptent plus de huit millions d'adhérents (sur une population totale de moins de seize; ceci donnerait en France une organisation de plus de vingt millions) ; donc, abstraction faite des enfants et des vieillards, deux citoyens sur trois pour les deux sexes. Ces organisations de masse sont un des principaux moyens du parti pour tenir la population en mains. Le recrutement de la nouvelle bureaucratie s'effectue à un rythme assez rapide, les membres du parti ayant plus que triplé entre 1944 et 1948. Actuellement, membres du parti, stagiaires et membres des jeunesses forment un total de presque 900.000 individus, soit, compte tenu des familles, plus de 10 p. 100 de la population totale. Un bon nombre des nouveaux « cadres » sortent des rangs du prolétariat; absorbés dans la nouvelle couche dirigeante, liés aux prérogatives et aux privilèges du pouvoir, inamovibles aussi longtemps qu'ils seront fidèles serviteurs du nouveau régime, ils oublieront pour la plupart rapidement leurs origines.

Quant au régime interne de ce Parti, aucun doute ne peut exister sur son caractère monolithique et totalitaire. Témoin — s'il en faut — l'absence de toute discussion, de toute tendance politique. (40) Témoins la rapide liquidation même de

(39) « Le travail d'organisation », rapport présenté au Ve Congrès du Parti Communiste de Yougoslavie. (Le Livre Yougoslave, 1949, p. 50-58. Les passages soulignés le sont par nous.)

Hebrang et de Youyovitch, devenus du jour au lendemain, des dirigeants du parti, « hypocrites pernicieux, traîtres, instruments aux mains de l'ennemi de classe, calomniateurs et ennemis du parti et du pays » (A. Rankovitch, l.c., p. 79). Pourtant Hebrang et Youyovitch étaient tout simplement des partisans, des agents, si l'on veut, du Kominform et de l'U.R.S.S., c'est-à-dire du pays qu'au même moment Rankovitch qualifiait de « patrie du socialisme ». Le fait que Rankovitch se soucie de la cohérence de ses accusations comme de sa première chemise, montre suffisamment qu'il est un authentique héritier de la tradition stalinienne et que les méthodes qui prévalent dans le P. C. yougoslave sont exactement celles du Guépéou.

L'épuration lente, mais continue des cadres dirigeants, épuration qui se fait dans le silence ou dans le mensonge, est un des indices du caractère policier du régime. Ainsi, pendant l'automne 1948, étaient destitués le général Yovanovitch — un des chefs les plus importants de l'armée —, les ambassadeurs yougoslaves à Bucarest, à Téhéran, au Caire, des hauts fonctionnaires des ambassades de Sofia et de Budapest, cinq ministres de Monténégro et trois ministres de Bosnie et Herzégovine. (41) Pendant l'hiver 1948-1949, une vague d'épurations était signalée à Monténégro; le 14 janvier 1949, cinq membres du gouvernement croate étaient destitués; au mois de mars, une épuration du gouvernement serbe avait lieu, et Jacob Loutzati, ministre adjoint de l'industrie et du bois, était condamné à huit ans de travaux forcés pour « sabotage ». (42) Au mois de mai 1949, on apprenait un deuxième remaniement du cabinet croate, avec élimination de deux nouveaux ministres. (43) Cette liste n'est évidemment pas limitative. Il va sans dire qu'aucune explication n'est d'habitude donnée sur les raisons de ces éliminations.

Mais le plus instructif, ce sont les dépêches triomphales de l'agence Tanyug sur les repentirs spontanés et spectaculaires des adversaires du régime. Nous ne pouvons pas résister à la tentation de donner un spécimen du genre :

« Belgrade, 5 octobre 1949. Par un décret du ministre de l'Intérieur, 713 anciens détenus que les pouvoirs compétents avaient envoyés au travail social pour leur activité kominformiste ont été amnistiés, étant donné que par leur travail et

(40) Les membres du Comité Central furent élus au V[e] Congrès (juillet 1948) avec des votes de 2.318, 2.319, 2.316, 2.314, 2.322 voix sur 2.323 votants ! (A.F.P., n° 199, 7 août 1948, p. 20-21.)
(41) A.F.P., n° 217, 11 décembre 1948, p. 28-29.
(42) A.F.P., n° 235, 16 avril 1949, p. 3.
(43) A.F.P., n° 239, 14 mai 1949, p. 26.

leur attitude ils ont prouvé que les mesures coërcitives qui leur ont été appliquées ont été efficaces (!). Toutes les personnes visées par le décret ont expliqué le désir unanime de travailler bénévolement à l'autostrade Belgrade-Zagreb jusqu'à l'achèvement de cet important objectif du plan quinquennal... Les amnistiés ont fait des discours exprimant leur dévouement à Tito, au Parti et au peuple et remerciant le parti communiste qui leur a permis de comprendre, etc., etc. » (44)

La conversion « spontanée » des opposants politiques est une vieille méthode des régimes policiers. Quant à l'« efficacité » des camps de travail forcé de M. Rankovitch, nous n'en avions jamais douté.

LA POLITIQUE ETRANGERE

Avant la rupture avec le bloc russe, la politique extérieure de la bureaucratie yougoslave présente peu de particularités. Les délégués yougoslaves sont les brillants seconds des délégués russes à l'O.N.U., l'aide accordée par la Yougoslavie aux partisans staliniens en Grèce est la principale base matérielle de la résistance de ceux-ci. La seule question particulière qui se pose pendant cette période est la « Fédération des Slaves du Sud », projet par lequel les dirigeants titistes essaient d'annexer à leur Etat la Macédoine grecque et la Bulgarie. (45) A travers cette extension de l'aire de leur domination, les bureaucrates yougoslaves escomptaient un renforcement qui leur permettrait de mieux résister à l'emprise russe. Les réticences des bureaucrates bulgares (bien que Dimitrov semble avoir été partisan de cette Fédération), mais surtout le véto russe ont empêché la réalisation du projet.

Après la rupture avec le Kominform, la politique étrangère du gouvernement de Belgrade a été surtout déterminée par le besoin de chercher des appuis contre la pression russe. Ces appuis ne pouvaient évidemment se trouver que du côté

(44) Tanyug, Bulletin d'Informations, n° 40, 6 octobre 1949. Voir d'autres spécimens de l'efficacité de la police de Rankovitch pour amener au repentir les récalcitrants dans les n° 45, 74 et 82 du même bulletin.

(45) Selon le projet yougoslave, la Bulgarie deviendrait le septième Etat de la Fédération, ce qui donnait évidemment au P.C. Yougoslave la domination absolue sur cette agglomération. V. A.F.P., n° 233, 2 avril 1949, p. 5 et suivantes.

américain. Nous analysons plus loin les facteurs qui permettent à la bureaucratie yougoslave, aussi longtemps que dure l'interlude pacifique actuel, de jouer sur l'équilibre des forces existant dans le monde, et de jouir pour ainsi dire de la protection américaine sans avoir à la demander elle-même. Elle a dû, cependant, déjà donner des gages à Washington : en fermant la frontière aux partisans staliniens en Grèce, et en privant ainsi ceux-ci de la seule aide matérielle qu'ils pouvaient avoir, elle ne s'est pas simplement protégée d'avance contre une éventuelle — et plus ou moins chimérique — utilisation de ces partisans par le Kremlin pour une incursion en Yougoslavie; elle a surtout donné une assurance aux Américains, au moment où elle négociait des crédits avec eux, sur sa rupture irrémédiable avec Moscou.

Mais l'aspect de la politique étrangère yougoslave sur lequel nous voulons nous arrêter quelque temps, parce qu'il jette une lumière définitive sur son caractère réactionnaire, c'est sa participation à l'O.N.U., plus exactement sa participation à la mystification des peuples à travers l'O.N.U., et sa conception des rapports internationaux en général. Ici aussi, il est préférable de laisser aux représentants authentiques du titisme la parole.

« Cette organisation (l'Organisation des Nations Unies), comme on sait, fut créée au cours de la phase finale de la guerre, afin que l'humanité ait la possibilité de sauvegarder et de renforcer la paix qu'elle avait gagnée... C'est précisément pourquoi l'Organisation des Nations Unies obtint dès les premiers jours de son existence, une autorité internationale et qu'elle suscita les espoirs sérieux de l'humanité pacifique quant aux perspectives de paix... Nous considérons que cette organisation, malgré ses grandes faiblesses, est tout de même utile et qu'elle peut servir comme un obstacle sérieux sur le chemin de ceux qui sont prêts à jeter l'humanité dans la catastrophe d'une nouvelle guerre mondiale pour satisfaire leurs buts égoïstes. C'est pourquoi la Yougoslavie reste fidèle à ses engagements d'Etat membre des Nations Unies, fidèle aux principes de la Charte, et c'est pourquoi elle contribuera également à l'avenir, par sa coopération active, au maintien et au développement de cette Organisation. » (46)

C'est ainsi que la bureaucratie yougoslave « coopère activement » à cette entreprise de mystification des peuples qu'est

(46) E. Kardelj, La politique extérieure de la Yougoslavie, Le Livre Yougoslave, p. 17-20.

l'O.N.U., instrument de domination de quelques grands impérialismes sur l'immense majorité de la population de la terre et moyen d'endormir les travailleurs par des discours et des résolutions sur la « paix » et le « désarmement », jusqu'à la veille de la guerre. (47)

Mais la bureaucratie yougoslave ne participe pas seulement à la nouvelle Sainte Alliance; elle n'essaie pas seulement d'en dorer le blason aux yeux des masses; elle veut lui donner un caractère efficace. Témoins les articles suivants d'une « Déclaration des Droits et des Devoirs des Etats », proposée au vote de l'O.N.U. par les délégués yougoslaves en 1949 (48) :

Art. 12 : « Chaque Etat a le devoir de s'abstenir de provoquer, d'organiser, d'encourager ou d'aider les guerres civiles, les troubles ou les actions terroristes sur le territoire d'un autre Etat, de même que *d'empêcher sur son territoire les activités visant à provoquer, organiser, encourager ou aider des guerres civiles, troubles ou actions terroristes dans d'autres états...*»

Art. 14 : « Chaque Etat a le devoir d'empêcher *ou de punir* toute activité *ou propagande* sur son territoire qui tendrait à... s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres Etats. »

Si cette résolution de M. Kardelj était adoptée et effectivement appliquée, nous devrions être punis si nous écrivions par exemple : « Les mineurs américains ne doivent pas céder au chantage de Truman »; c'est là « encourager des troubles dans un autre Etat. » Bien que l'utilité de cette résolution, pour les bureaucrates yougoslaves, se trouve en ce qu'elle con-

(47) Dans la triste voie de la dégénérescence, qui les mène de l'opportunisme au reniement total et ouvert de la politique révolutionnaire, les dirigeants trotskistes ont découvert que la bureaucratie yougoslave « utilise correctement la tribune de l' O.N.U. ». (« La Vérité », 1-15 février 1950.) Est-il nécessaire de rappeler quelle fut l'attitude de la IIIe Internationale révolutionnaire face à la Société des Nations, dans laquelle cependant la domination des grands impérialistes était moins claire qu'elle ne l'est aujourd'hui sur l'O.N.U. ? « La Société des Nations, — même si elle se réalisait sur le papier — ne jouerait cependant que le rôle d'une sainte alliance des capitalistes pour la répression de la révolution ouvrière... La « Société des Nations » est un mot d'ordre trompeur, au moyen duquel les socialtraîtres sur ordre du capital international divisent les forces prolétariennes et favorisent la contre-révolution impérialiste. Les prolétaires révolutionnaires de tous les pays du monde doivent mener une lutte implacable contre les idées de la Société des Nations de Wilson et protester contre l'entrée dans cette société de vol, d'exploitation et de contrerévolution impérialiste ». (« Thèses, manifestes et résolutions des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste, Paris, 1934, p. 24.) V. aussi l'appréciation de Trotsky sur l'adhésion de l'U.R.S.S. à la S.D.N. dans la « Révolution Trahie », p. 215-232, par exemple : « La S.D.N. défend le statu-quo; ce n'est pas l'organisation de la paix, mais celle de la violence impérialiste de la minorité sur l'immense majorité de l'humanité. » (*Ib.*, p. 227.) La nature de l'O.N.U. est-elle différente ? Il suffit de se rappeler le rôle de l'O.N.U. dans la question des colonies italiennes, de l'Indonésie, de la Grèce, etc.

(48) Tanyug, Bulletin d'Information, n° 42. Les passages soulignés le sont par nous.

damne d'avance toute immixtion russe en Yougoslavie, sa portée objective est beaucoup plus grande. Elle prouve tout d'abord que la bureaucratie yougoslave tient avant toute autre chose à sa tranquillité en Yougoslavie même. Pour l'assurer, elle demande l'adoption d'une mesure qui n'empêcherait jamais les impérialistes d'intervenir dans un autre pays contre une révolution, mais qui leur fournirait, si elle était adoptée, une couverture juridique de plus pour sévir contre les organisations révolutionnaires de leur propre pays, sous prétexte qu'elles « s'immiscent dans les affaires intérieures d'autres pays. »

LA RUPTURE AVEC MOSCOU

Le facteur profond qui conduisit au conflit russo-yougoslave, l'opposition des intérêts des deux bureaucraties, se concrétisa surtout à travers trois éléments.

Tout d'abord, le projet yougoslave de la Fédération des Slaves du Sud, visant à l'extension de la domination yougoslave sur la Bulgarie et l'Albanie. Moscou ne pouvait supporter ni un relâchement de son contrôle direct sur l'économie balkanique, tel que l'aurait amené ce projet, ni le renforcement de la bureaucratie yougoslave, qui était déjà la plus forte parmi celles des pays satellites.

Ensuite, le plan quinquennal yougoslave, dont l'objectif essentiel est comme nous l'avons vu, l'accroissement du potentiel industriel et militaire du pays. Les déclarations de Tito à l'Assemblée fédérale en décembre 1948 font ressortir que Moscou n'a pas été favorable à ce plan d'industrialisation. Le maintien de la structure économique de la Yougoslavie d'avant-guerre, comme pays fournisseur de produits agricoles et de matières premières (minerais) à l'industrie russe et à celle des autres pays satellites (Tchécoslovaquie, Hongrie), telles semblent avoir été les exigences du Kremlin.

Enfin, les rapports économiques courants, concrétisés à travers les échanges commerciaux et la participation russe au « développement », c'est-à-dire l'exploitation de l'économie yougoslave, ont fourni un troisième motif du conflit. Les Yougoslaves ont été de moins en moins disposés à payer au Krem-

lin le tribut que versent les pays satellites sous le truchement des traités de commerce et des « sociétés mixtes » à participation russe.

LA RUPTURE RUSSO-YOUGOSLAVE, EXPRESSION DES LUTTES INTERNES DE LA BUREAUCRATIE

C'est faire en vérité beaucoup d'honneur à Tito que de le considérer comme le seul dirigeant stalinien d'un pays satellite qui tint tête à Moscou. Son apparition en gros plan sur l'écran de l'actualité politique tend à masquer le fait que les émissaires directs de la bureaucratie russe ont abattu les membres des divers P.C. coupables ou suspects de « déviations nationalistes ». Faut-il citer Gomulka, Kostov, Rajk ? Faut-il recenser les épurations qui se succèdent depuis deux ans et à tous les échelons ? Bornons-nous à constater que certains staliniens ont appris à leurs dépens que la « ligne » passe toujours par Moscou, d'où viennent les solutions des questions économiques et politiques de chaque pays satellite.

De même que la domination de l'économie occidentale par le capitalisme américain n'implique pas la disparition de combats d'arrière-garde les bourgeoisies nationales, de même la sujétion des « démocraties populaires » à la Russie n'interdit pas, à l'étape présente, des velléités d'action autonome de fractions bureaucratiques. En ce sens, on peut dire que le stalinisme, dans sa marche vers la domination mondiale, porte le « titisme » dans ses flancs. Le rapport de forces entre ces fractions et la bureaucratie russe lié à la conjoncture internationale (c'est-à-dire à l'évolution du rapport des forces entre les deux blocs) décident de l'issue des conflits dans les cas particuliers.

Il faut cependant préciser ces notions, car ce qui est impliqué dans la rupture russo-yougoslave est le problème des rapports entre états bureaucratiques, c'est-à-dire un aspect des plus importants de l'évolution de l'impérialisme dans la période actuelle.

Rappelons brièvement l'essentiel de l'analyse classique de l'impérialisme, telle qu'elle a été donnée par le léninisme. Le développement du capitalisme est dominé par la concentration du capital, qui rend nécessaire à la fois l'extension du marché

et l'inclusion dans le cycle capitaliste de la production des matières premières. Dans le cadre du capitalisme concurrentiel, cette expansion se fait par l'amplification du terrain de domination capitaliste et par une division internationale croissante du travail. Lorsque cependant la concentration arrive à la phase de la domination des monopoles, les possibilités d'une expansion de ce genre tendent à s'épuiser. En effet, les monopoles créent pour eux-mêmes des « chasses gardées », aussi bien pour la production des matières premières que pour l'écoulement des produits finis. Dès lors, l'expansion de chaque unité capitaliste ne s'oppose plus seulement à celle des autres, comme dans la concurrence, mais y trouve un obstacle quasi absolu. Deux problèmes sont par là même posés, étroitement liés : quels seront les rapports entre les monopoles, ou entre les Etats dominés par les monopoles ? Quels sont dans cette période les moteurs qui obligent les monopoles à poursuivre une politique d'expansion, malgré l'extinction de la concurrence dans son sens classique ?

La théorie du super- impérialisme, adoptée par Kautsky, affirmait qu'il était possible pour les différents monopoles ou Etats monopoleurs de parvenir à une entente « pacifique », prenant la forme soit d'un partage à l'amiable des terrains de chasse, soit d'une unification pacifique du capital mondial.

La critique violente adressée par Lénine contre cette conception ne contestait pas que cette possibilité existe dans l'abstrait; en fait on pourrait ajouter que les cartels mondiaux, comme aussi les intervalles « pacifiques » pendant lesquels un partage du monde provisoire était accepté par les grands Etats impérialistes (49) sont des exemples de réalisation partielle de cette possibilité. Mais Lénine insistait à juste titre sur le fait que cette possibilité théorique ne pourrait jamais se réaliser à l'échelle générale et d'une manière permanente; car la seule base concrète pouvant déterminer les modalités d'un tel partage du monde ou d'une telle fusion des fractions nationales du capital mondial est le rapport des forces entre les groupements capitalistes. Or, du fait du développement inégal des pays et des secteurs de l'économie capitaliste, de l'entrée en lice de nouveaux concurrents, etc., ce rapport des force est en évolution constante. L'Allemagne par exemple, obligée par le rapport des forces existant en 1919, d'accepter le traité de Versailles, pouvait vingt ans plus tard, contester le « partage » qui

(49) Dans le sens que ce partage n'était pas pendant une période donnée remis en question par des moyens violents.

y était réalisé et tout remettre en question. Par conséquent, seule la force peut résoudre le problème posé par le fait que désormais l'expansion des uns ne pouvait se faire qu'au détriment des autres. D'où à la fois l'inéluctabilité des guerres dans le cadre du capitalisme des monopoles, le caractère impérialiste, c'est-à-dire réactionnaire, de ces guerres (pendant lesquelles il ne s'agit plus d'ouvrir des nouveaux champs d'expansion à la production capitaliste, mais d'augmenter les profits d'un groupe impérialiste aux dépens d'un autre) et l'attitude politique du défaitisme révolutionnaire.

Mais, pourrait-on se demander, pourquoi cette tendance du capital, et plus particulièrement au capital monopoleur, à l'expansion ? A cause, dit Lénine, de la nécessité où se trouvent les monopoles d'augmenter « leurs profits et leur puissance ». Ce qu'il faut voir dans cette réponse, ce ne sont pas des considérations psychologiques sur la « soif de profits » et la volonté de puissance de l'oligarchie financière, mais les nécessités mêmes de l'accumulation capitaliste, en définitive les contradictions insolubles du capital des monopoles. Ici une explication est nécessaire, car cette question est directement liée au problème qui nous occupe.

Les contradictions inhérentes à la production capitaliste sous toutes ses formes, sont à la fois intérieures et extérieures. Leur expression concrète évolue, mais leur contenu général reste le même pour toute la période capitaliste de l'histoire de l'humanité.

Si la production capitaliste n'était pas antagonique dans son essence la plus intime, si elle n'était pas basée sur l'exploitation, non seulement elle pourrait connaître une expansion sans limites, mais elle n'aurait pas besoin d'un terrain extérieur pour cette expansion. Inversement, pour un Etat capitaliste qui ne serait pas menacé par d'autres états, ses contradictions internes perdraient leur caractère explosif : un Etat capitaliste « isolé » pourrait se permettre — abstraction faite de la révolution — de stagner et de pourrir sur ses contradictions internes, sans que son impossibilité de dominer complètement la production lui crée une impasse absolue.

Mais c'est le contraire de ces deux hypothèses qui est vrai dans la réalité. La lutte entre les monopoles et les Etats impérialistes ne cesse pas, parce qu'en définitive leurs profits — donc la base de leur accumulation — sont des parts concurrentes qui doivent être prises sur le même total du profit ou de la plus-value mondiale. Mais cette lutte rend l'accumulation indispensable, que celle-ci soit orientée vers la production des

moyens de production ou celle des moyens de destruction. Par là même les contradictions internes de chaque Etat impérialiste prennent un caractère dynamique et explosif, qu'elles s'expriment par des crises de surproduction, la baisse du taux de profit ou la crise de la productivité du travail. Sous une forme ou sous une autre, la nécessité de sortir de cette impasse conduit inéluctablement à la guerre.

La guerre est donc l'expression de la tendance vers la concentration des forces productives, puisqu'elle résulte des contradictions nées de la division et de l'opposition entre les différentes unités du capital mondial. Mais elle est aussi et en même temps un des moteurs — en fait, le moteur le plus puissant — de cette concentration. Ceci sous une multitude d'aspects, dont les plus importants sont : la fusion nécessaire entre les divers secteurs de l'économie d'abord, entre économie, politique et stratégie ensuite, fusion dont la nécessité découle des conditions techniques de la guerre moderne elle-même; l'élimination, à travers la guerre, de la soi-disante « indépendance » de tous les pays et Etats secondaires; enfin, l'écrasement de vaincus, et le besoin, pour consolider la victoire, de les soumettre à une domination totale — ainsi d'ailleurs que les « alliés » les plus faibles — pouvant aller jusqu'à l'occupation militaire permanente de leurs pays.

Arrivée à ce stade, la lutte entre les molécules du capital mondial devient donc à la fois plus âpre et plus radicale que sous le régime de la concurrence. Mais de même que la concurrence ne se prolonge pas indéfiniment, mais aboutit à un premier palier de concentration exprimé par le monopole, de même la lutte violente entre groupements monopolistiques et Etats impérialistes ne peut pas se prolonger indéfiniment sous des nouvelles formes qui ne feraient que répéter le contenu précédent; elle se situe chaque fois sur un plan plus élevé du point de vue de la concentration. Ainsi, la première guerre impérialiste a rompu l'équilibre relatif existant précédemment entre les puissances ou les coalitions de puissances impérialistes, et le nouveau « partage » du monde formulé dans le traité de Versailles a signifié en fait l'exclusion des vaincus de tout partage; les colonies et les sphères d'influence des Empires centraux étaient annexées par les puissances de l'Entente. Du moins, les vainqueurs avaient-ils laissé après cette victoire les vaincus relativement « libres et indépendants » chez eux.

Dans la deuxième guerre impérialiste, ce qui était impliqué n'était plus le simple « repartage » des colonies : les territoires métropolitains et l'existence politique « indépendante »

des grands pays impérialistes eux-mêmes étaient en question. L'« Europe » hitlérienne fut la première ébauche de ce que la victoire des Alliés russo-américains allait réaliser : la domination directe des vainqueurs sur les pays vaincus sous tous les aspects, politiques, économiques, idéologiques.

L'objectif de la troisième et dernière (50) guerre impérialiste, qui se prépare actuellement, sera si l'on veut le même que celui de la deuxième guerre, mais cette fois-ci à l'échelle universelle : dans l'hypothèse d'un échec de la révolution, la guerre ne saurait s'achever autrement que par la domination mondiale totale d'un seul Etat. (50 *bis*)

Si l'on admet ainsi que le développement du capitalisme ne s'arrête pas à la phase monopolistique, et que la concentration se développe vers une phase supérieure caractérisée par la fusion du capital et de l'Etat à l'échelle nationale, par la

---

(50) Nous disons : dernière guerre impérialiste, et non dernière guerre tout court. Cette guerre aboutissant à la domination mondiale d'un seul Etat, poserait par là même les bases d'une concentration mondiale du capital, et par là ouvrirait la voie — dans l'hypothèse d'une défaite de la révolution — à une évolution historique et sociale qui s'éloignerait de plus en plus du régime actuel. Nous ne pouvons pas ici examiner ce que pourraient être les moteurs et les formes des luttes violentes au sein de la classe dominante dans une telle société; une chose cependant est certaine, qu'il ne s'agirait plus de guerres impérialistes, au sens scientifique précis de ce terme.

(50 *bis*) Ce qui serait, si l'on veut, le « supérimpérialisme », avec cette différence, qu'il n'aurait été réalisé que par l'élimination des impérialismes les plus faibles à travers les étapes successives d'une lutte violente. La mystification contenue dans la conception de Kautsky sur le « supérimpérialisme » était l'idée de la possibilité d'une entente pacifique, d'un partage stable du monde à l'amiable entre les Etats impérialistes. Lénine affirmait qu'une telle entente pacifique était impossible, et l'histoire a prouvé qu'il avait raison. Mais il se trompait en pensant que les rapports de force entre Etats impérialistes seraient constamment et éternellement changeants, et que donc, jusqu'à la victoire de la révolution, les guerres impérialistes se succéderaient les unes aux autres sans qu'il soit changé autre chose que le nom des vainqueurs et des vaincus. De même qu'à travers la concurrence aboutissant à la concentration s'affirme la suprématie définitive d'un groupement capitaliste sur les autres — et cette suprématie implique un tel rapport de force, qu'il est de plus en plus difficile de la remettre en question —, de même à travers les guerres se réalise une concentration internationale aboutissant à une accumulation de force telle que des « modications » ultérieures du rapport des forces deviennent quasi impossibles. En 1913, ou même en 1921, abstraction faite de la compatibilité des objectifs économiques et politiques, plusieurs combinaisons militaro-politiques étaient possibles : Etats-Unis, Angleterre, France, Italie, Allemagne, Japon, pouvaient s'allier de plusieurs manières mais toujours de sorte que sur le plan « technique » de la guerre il en sorte deux — ou plusieurs — coalitions viables. Le changement de place d'un des alliés ou même d'Etats secondaires, dans ces combinaisons, pouvait modifier le rapport de force fondamental. Aujourd'hui, il n'y a qu'une seule force pouvant résister aux Etats-Unis, c'est la Russie. Jamais les autres pays capitalistes ne pourraient se coaliser contre les Etats-Unis tout seuls : le rapport des forces est devenu trop écrasant. De quelle « modification du rapport des forces » au sein du monde occidental peut-on parler, lorsque la France ne peut équiper dix divisions qu'avec les surplus américains, qu'elle ne peut même pas payer ? A ceci s'ajoute qu'une telle coalition est exclue d'avance non seulement à cause des intérêts économiques, mais à cause du contrôle préalable exercé par les deux grands impérialismes, américain et russe, sur les Etats de leur zône. Enfin, il ne faut pas oublier l'importance de la monopolisation à 95 % des techniques militaires décisives et des possibilités économiques qui en forment la base par les Etats-Unis et la Russie.

domination mondiale d'un seul Etat à l'échelle internationale, la question des rapports entre Etats dans la période actuelle, comme aussi la question dite « nationale » se posent sous un angle différent qu'en 1915. Nous allons envisager rapidement les grandes lignes de cette transformation, pour insister surtout sur les rapports entre Etats bureaucratiques pour lesquels l'évolution depuis 1945, et singulièrement le conflit russo-yougoslave, offrent un riche matériel d'investigation.

1° Dans la période actuelle, le développement économique des pays coloniaux traditionnels et l'entrée des masses coloniales en action entraîne une modification des formes de domination impérialiste sur les pays arriérés et secondaires. La forme coloniale traditionnelle tend à être dépassée et remplacée par la constitution des derniers états « nationaux ». Sur le plan social, ce processus s'accompagne d'un relatif renforcement de la bourgeoisie locale ou de l'apparition d'une bureaucratie « nationale ». Mais en réalité, cette « indépendance » formelle ne signifie qu'un accroissement de la dépendance par rapport à l'impérialisme dominant; la vraie portée du phénomène ne peut être comprise que lorsqu'on voit que les pays antérieurement « indépendants », y compris les puissances impérialistes coloniales, tombent eux-mêmes dans la dépendance par rapport à l'impérialisme américain. Bien qu'une stratification très complexe dans la structure des rapports internationaux se fasse jour, dans laquelle toutes les formes intermédiaires existent (les rapports entre les Etats-Unis et l'Angleterre, d'une part, cette dernière et le Nigéria par exemple, d'autre part, offrent deux cas-limites de ces rapports), ces différences tendent de plus en plus à s'amenuiser et à être subordonnées à l'opposition fondamentale entre un Etat impérialiste dominant et la masse des pays vassalisés sous une forme ou sous une autre. Comme dans tous les domaines, l'expression la plus pure du phénomène se trouve dans la zone bureaucratique, dans la domination absolue de la Russie sur ses satellites;

2° L'exploitation par l'exportation des capitaux tend à être remplacée par l'exploitation directe. La raison en est que les facteurs de crise à long terme de l'économie capitaliste, exprimés dans la baisse du taux de profit, commencent à prendre le pas sur les facteurs de crise à court terme (crises de surproduction). La pléthore relative de capitaux de la période précédente fait place à une pénurie relative de capitaux, dont la raison est que l'ampleur limitée du surproduit, miné par la crise de la productivité du travail, est incapable de faire face

à la fois à la consommation improductive des classes exploiteuses, et aux besoins énormes d'accumulation créés par la technique moderne. A l'unique exception des Etats-Unis (et là encore, il faudra faire de multiples réserves), les autres pays impérialistes sont non seulement dans l'impossibilité matérielle d'exporter des capitaux, mais même de résoudre les problèmes de leur propre accumulation. L'exploitation des pays secondaires prend donc de moins en moins la forme indirecte de profits retirés d'investissements et de plus en plus la forme directe de prélèvements sans contre-partie par l'impérialisme dominant (51) de valeurs produites sur place.

Ces considérations générales nous offrent une base pour résoudre le cas particulier des rapports entre la Russie et ses Etats satellites. Il serait complètement faux d'identifier ces rapports à des rapports coloniaux classiques. Ce n'est pas de la forme juridique cette dépendance que nous voulons parler ici — de ce point de vue, ces pays sont restés « indépendants » — mais du contenu économique. L'exploitation de ces régions ne se fait pas par l'« exportation de capitaux russes », mais essentiellement par un « tribut » élevé par la Russie, sous un truchement ou un autre, sur la production locale. Les satellites ne servent pas de « débouchés » à une surproduction russe qui n'existe pas, mais leur production est dirigée vers le colmatage de trous de l'économie bureaucratique russe, en sous-production chronique par rapport à ses besoins. Si nous pouvons utiliser le terme d'« impérialisme bureaucratique », comme exprimant la nécessité d'expansion pour le capital d'Etat, et en soulignant les différences qui l'opposent à l'impérialisme du capital financier, c'est uniquement dans la mesure où les rapports de production en Russie sont des rapports d'exploitation, exprimant la forme la plus développée à la domination du capital sur le travail, donc dans la mesure où les contradictions propres du régime bureaucratique — et fondamentalement son incapacité à résoudre le problème du développement d'une production basée sur l'exploitation intense des producteurs — l'amènent nécessairement à rechercher une issue à ces contradictions sur le plan mondial. La forme et le contenu de cette domination d'un impérialisme bureaucratique sur les pays satellites sont déterminés fondamentalement par

(51) Ainsi disparaît un des derniers aspects « progressifs » de l'exploitation capitaliste sur le plan économique. L'exploitation intense des pays et des travailleurs coloniaux se faisaient dans la période classique à travers l'exportation du capital, donc à travers des investissements qui conduisaient à un certain développement de l'économie des pays en question. Ce développement ne s'arrête pas dans la période actuelle, mais ce n'est plus l'exportation de capital métropolitain qui en est le moteur.

sa propre structure économique. Dans ce sens il devient clair que la contradiction économique fondamentale du capitalisme bureaucratique s'exprimant par la sousproduction relative (et non pas par la surproduction relative), celui-ci est amené à rechercher non pas des débouchés, mais des pays à spolier. D'autre part l'étatisation et la planification de l'économie du pays dominant impliquent une transformation analogue dans l'économie des pays dominés. La pénétration du capital dans les pays arriérés entraîne la dislocation des rapports précapitalistes, la domination impérialiste dans ces pays ne pouvant exister que dans la mesure où des rapports capitalistes s'y substituent graduellement aux rapports féodaux, ce qui d'ailleurs amène, en retour, une opposition croissante entre la nouvelle bourgeoisie locale ainsi développée et le capitalisme métropolitain. De même la domination de l'impérialisme bureaucratique sur d'autres pays entraîne nécessairement l'éviction des rapports bourgeois traditionnels et la création d'autres rapports, exprimés par l'étatisation et la planification, seules formes économiques compatibles avec cette domination. Dans ce sens, ce que l'on a appelé l'assimilation structurelle (et qui ne signifie pas l'absorption juridique pure et simple) des pays de l'Est européen par la Russie, c'est-à-dire la transformation de leur structure économique dans le sens des structures prévalant en Russie, était pour la bureaucratie russe en premier lieu une nécessité économique, indépendamment, si l'on peut dire, des nécessités politiques et du développement propre de ces pays. Sans cette transformation, l'exploitation normale et permanente de ces pays par Moscou eût été impossible. En revanche, cette transformation et cette exploitation entraînent l'apparition de nouvelles contradictions, dont la crise russo-yougoslave fut jusqu'ici l'expression la plus claire.

Ces contradictions s'expriment par la lutte, latente ou ouverte, entre les différentes bureaucraties nationales, et principalement entre la bureaucratie russe et les bureaucraties des pays satellites.

En raisonnant abstraitement, on pourrait dire que de même que la concentration du capital au sein de la concurrence s'accompagne de la tendance contraire vers la « diffusion » du capital, de même que la concentration internationale de l'économie et du pouvoir se développe parallèlement à des forces qui s'y opposent, de même que ces forces centrifuges, sur le plan d'une économie nationale ou de l'économie mondiale peuvent prendre temporairement le dessus, la loi de

la concentration se signifiant que la prépondérance à la longue de la tendance centralisatrice sur la tendance contraire, de même, le passage du capitalisme à sa phase étatique-bureaucratique ne signifie pas sur le plan international la disparition immédiate des forces et des tendances centrifuges, mais leur défaite dans une longue perspective. L'essentiel de ce raisonnement est sans doute correct, mais il doit être concrétisé dans les conditions actuelles. L'apparition du capitalisme bureaucratique ne se situe pas à un moment quelconque de l'histoire du capitalisme, mais au moment précis où la concentration internationale a atteint son avant-dernier palier, par la division du monde en deux blocs, et où se prépare la lutte suprême entre groupements d'exploiteurs pour la domination mondiale. Il serait par conséquent complètement faux de s'attendre à une transformation d'abord de tous les pays en pays étatistes-bureaucratiques, après quoi la lutte entre ces bureaucraties conduirait à une concentration mondiale. L'époque est trop avancée pour qu'une telle évolution puisse avoir lieu. Les deux processus — la concentration sur le plan national, exprimée par l'étatisation, et la concentration sur le plan mondial, exprimée dans la lutte pour la domination mondiale — se déroulent parallèlement, dans une rigoureuse interdépendance.

Par conséquent, des phénomènes comme la révolte ou les tentatives de révolte des bureaucraties nationales contre la bureaucratie dominante — en l'espèce, la bureaucratie russe — sont des manifestations naturelles et organiques de la constitution de la bureaucratie en classe dans tel ou tel pays, mais ne peuvent avoir une réalisation qu'exceptionnellement et sont condamnées de plus en plus à rester à l'état de pures velléités ou de sourdes frictions de coulisse.

Mais ces considérations resteraient encore partielles et abstraites si on ne les reliait pas la question à la nature de la bureaucratie en tant que classe. La bourgeoisie est née et s'est développée en tant que classe sur le plan national; c'est par la constitution de la nation moderne qu'elle a trouvé son premier « espace vital », c'est au cadre national qu'elle est obligée de revenir lorsque sa crise devenue trop aiguë l'expulse du marché mondial. L'évolution qui pousse quelques-unes et en définitive une seule bourgeoisie à la domination mondiale s'accompagne de profondes modifications de sa propre structure économique et sociale, de sorte que l'on peut dire qu'en parvenant à la domination mondiale, la bourgeoisie se sera

dépassée elle-même en tant que classe. (52) En revanche pour la bureaucratie, la nation n'est qu'un cadre formel, sans contenu véritable. Son économie n'est pas basée sur les échanges commerciaux avec d'autres nations, intégrées toutes par la division du travail au sein d'un marché international, mais sur l'unification autoritaire de toutes les unités bureaucratiques sous le commandement central d'une bureaucratie dominante. D'autre part, son accession au pouvoir, loin d'être un phénomène « purement » économique — à supposer que de tels phénomènes aient jamais existé — est matériellement inséparable d'une lutte politique et idéologique qui se mène sur le plan mondial, et d'un rapport de force existant sur ce même plan mondial. Elle est donc (par essence, et en opposition avec la bourgeoisie traditionnelle) classe internationale avant même d'être classe dominante dans le cadre « national ». Détachée de ce système bureaucratique international, seuls des facteurs conjoncturels peuvent la faire survivre. Ainsi, par exemple, la lutte russo-yougoslave eût été dénouée dans les vingt-quatre heures en l'absence d'une conjoncture internationale qui interdisait aux U.S.A. de rester indifférents face à une occupation russe de la Yougoslavie.

Résumons-nous :

La domination de la bureaucratie russe sur ses pays satellites découle des nécessités propres du régime d'exploitation en Russie. La crise du capitalisme bureaucratique, résultant de la crise de la productivité du travail, se manifestant comme crise chronique de sous-production relative, les pays satellites ne sont pas « colonisés » par la Russie dans le sens qu'ils ne lui servent pas de terrain d'exportation de capital ou même de débouchés d'écoulement de la surproduction; ils servent la bureaucratie par le prélèvement direct de valeurs qu'elle y opère sous une forme ou sous une autre. Pour ces pays, l'exploitation de la bureaucratie russe s'ajoute donc à celle exercée par la bureaucratie « nationale ». La lutte pour le partage du produit de l'exploitation de ces pays est à l'origine des conflits ouverts ou latents entre cette dernière et la la bureaucratie russe. Dans la mesure où la domination internationale de la bureaucratie ne peut que se concrétiser à l'échelle locale ou nationale par le pouvoir particulier d'une bureaucratie déterminée, ces luttes, de même que les conflits entre différentes fractions d'une bureaucratie na-

(52) Ce qui correspond à la modification profonde de la structure même du régime d'exploitation dans le cas où cette unification de l'économie mondiale sur des bases réactionnaires se réaliserait.

tionale, sont inhérentes à la nature même du capitalisme bureaucratique et existeront par conséquent aussi longtemps que le système d'exploitation qui les engendre. Cependant, elles pourront prendre de moins en moins la forme ouverte de conflit entre « Etats », et déjà à l'époque actuelle cette forme ne se réalise qu'exceptionnellement. La raison en est l'interdépendance directe des secteurs (technico-économiques ou géographiques) d'un système bureaucratique, qui trouve son parallèle dans la domination directe de la bureaucratie centrale sur les bureaucraties périphériques, et l'étape avancée à laquelle se trouve le processus de concentration internationale du capital, impliquant un rapport de forces qui confère une suprématie écrasante au pôle dominateur (en l'occurrence, la Russie), par rapport aux unités secondaires (les Etats satellites). (53)

Le fond de la crise russo-yougoslave est donc à chercher dans la lutte typiquement interbureaucratique pour le partage du produit de l'exploitation. Ce que ce conflit présente de particulier dans le cas concret, c'est qu'une série de raisons conjoncturelles ont fait de la bureaucratie yougoslave (et non pas d'une autre bureaucratie vassale) le pionnier solitaire de la révolte jusqu'à la rupture politique la plus tranchée. Ces raisons conjoncturelles concernent à la fois les caractéristiques propres de la bureaucratie yougoslave et la situation internationale. Leur analyse détaillée ne présente qu'un intérêt secondaire. Rappelons simplement que parmi toutes les bureaucraties des pays satellites, la bureaucratie yougoslave a été la seule à s'être emparée du pouvoir presque exclusivement par sa propre action, donc à disposer à l'intérieur même de son pays d'une force autonome et authentique et à avoir évité, jusqu'en 1948, le contrôle russe sur le plan policier, militaire et économique. D'autre part, seule la division du monde en deux blocs, l'équilibre relatif des forces entre ces deux blocs et la position géographique de la Yougoslavie aux confins des deux mondes ont permis au titisme sinon de se manifester, tout au moins d'exister jusqu'à ce jour sans être rapidement écrasé. Mais le jeu d'équilibre auquel se livre la bureaucratie yougoslave entre les deux colosses en présence, a une limite historique bien précise, l'explosion de la troisième guerre mondiale.

(53) Dans une société bureaucratique universelle, le caractère à la fois chronique et latent de ces luttes serait une des expressions les plus significatives de sa stagnation historique.

L'IDEOLOGIE DU TITISME

Le caractère réactionnaire de la bureaucratie yougoslave et de la lutte qu'elle mène pour le droit des peuples à être exploités par leur propre classe dominante, se reflète directement dans l'attirail idéologique qu'elle s'est créée pour justifier et fortifier aux yeux des travailleurs yougoslaves sa position. Créée de toutes pièces, étape après étape, pour les besoins de la cause, cette parure idéologique n'en livre que plus facilement son contenu mystificateur.

Il est impossible de se livrer à une critique exhaustive des élucubrations plates qui forment le plus clair du « marxisme » à la sauce titiste. Nous avons eu déjà l'occasion de parler de certaines manifestations du titisme dans ce domaine, en ce qui concerne le stakhanovisme, par exemple, ou la politique yougoslave à l'O.N.U. Ici, nous voulons seulement résumer les principaux aspects réactionnaires de cette idéologie; nous nous étendrons davantage sur la critique d'un de ses produits, la théorie du commerce extérieur de M. Popovic, dans laquelle se concrétise avec une évidence particulière le caractère réactionnaire du nationalisme bureaucratique.

Le titisme n'est qu'une forme particulière du bureaucratisme stalinien, profondément identique à celui-ci et ne s'y opposant que dans la mesure exacte où peuvent s'opposer les intérêts d'une bureaucratie subordonnée à ceux d'une bureaucratie dominante plus forte. D'une manière analogue, l'idéologie titiste n'est au fond que l'idéologie stalinienne, amendée uniquement sur les points qui opposent Belgrade à Moscou, de manière à justifier la résistance titiste.

La base économique des deux sociétés, les fondements du pouvoir de la bureaucratie en Russie comme en Yougoslavie, sont essentiellement les mêmes : l'exploitation du prolétariat et de la paysannerie sous la forme de propriété et de la gestion de l'économie par l'Etat, Etat qui n'est que la bureaucratie elle-même constituée en classe dominante. Sur le plan idéologique, la mystification des masses inhérente à cette exploitation se fait par la présentation de l'étatisation comme identique au socialisme et du pouvoir de la bureaucratie comme identique au pouvoir du « peuple ».

Rien de particulier ne distingue sur ce plan la bureaucratie yougoslave de la bureaucratie russe. Tous les Etats dans les-

quels les partis staliniens détiennent le pouvoir sont indistinctement qualifiés de « socialistes » par les dirigeants titistes. Pour apprécier le véritable contenu qu'ils donnent à ce terme, le passage suivant d'un discours de Tito est d'une aide considérable :

« Le problème des rapports de la Yougoslavie avec les autres pays qui avancent vers le socialisme ne sera résolu que le jour où la Yougoslavie, *ayant réalisé le plan de cinq ans et achevé la construction du socialisme*, aura amélioré les conditions de vie de ses populations dans le cadre d'une économie socialiste. (54)

Le sens politique de cette phrase est suffisamment clair. « Le problème des rapports de la Yougoslavie avec les autres pays qui avancent vers le socialisme », c'est-à-dire les questions qui doivent être réglées entre les bureaucraties dominantes des pays de la zone russe, « sera résolu le jour où la Yougoslavie aura réalisé le plan de cinq ans », c'est-à-dire le jour, où étant plus forts parce qu'ayant une industrie solide, nous pourrons discuter avec vous sur des bases différentes. L'« achèvement de la construction du socialisme » est considéré ici comme équivalent à la « réalisation du plan de cinq ans » et pour cause : car pour la bureaucratie, socialisme veut dire industrialisation plus étatisation.

La Yougoslavie va donc « construire le socialisme » (c'est-à-dire s'industrialiser). Mais va-t-elle le construire toute seule ? Il ne faut pas oublier que la réponse que la bureaucratie stalinienne donnait il y a vingt-cinq ans, au problème du « socialisme dans un seul pays » a subi une évolution significative dans la période actuelle. Les idéologues staliniens ne mettent plus du tout l'accent sur la « possibilité de construire le socialisme dans un pays pris séparément »; laissant entendre que cette possibilité a existé par le passé pour la Russie, à cause de circonstances particulières (étendue et richesses du pays, etc., etc.), ils insistent sur le fait qu'actuellement aucune des « démocraties populaires » ne saurait édifier toute seule le socialisme, et particulièrement sans l'aide de la Russie. Cette évolution correspond à la transformation de la situation historique réelle de la bureaucratie russe : de bureaucratie isolée au milieu du monde bourgeois, qui avait donc besoin d'une « théorie » pouvant à la fois justifier son pouvoir et entraîner le prolétariat russe à se laisser exploiter (« on ne

(54) Discours de Tito devant le Congrès du P.C. de Croatie en 1948, A.F.P., 11 décembre 1948, p. 28-29. Souligné par nous.

mange pas, mais on construit le socialisme »), elle est devenue puissance mondiale, dominant et exploitant un groupe de pays, devant donc présenter une explication et une justification de l'asservissement auquel elle les soumet. La théorie du « rôle historique de l'Armée rouge dans la libération de l'Europe et l'instauration des démocraties populaires », et de l'impossibilité pour ces pays de « construire le socialisme sans l'aide de l'U.R.S.S. » sont la couverture idéologique de cet asservissement.

Les bureaucrates yougoslaves soutenaient naturellement cette conception à fond jusqu'en 1948. Ils y ont même persisté pendant la première période qui a suivi leur rupture avec Moscou. Ainsi la « Borba » du 5 juillet 1948, après avoir expliqué qu'il n'y a pas de « troisième camp », entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme, que l'on ne peut pas mettre l'U.R.S.S., « Etat socialiste » dans le même sac que les Etats impérialistes (« ceci conduirait directement vers l'impérialisme » ajoute innocemment la « Borba ») affirme que l'U.R.S.S. ne peut pas abandonner la Yougoslavie, et que « l'édification du socialisme en Yougoslavie est possible parce que l'U.R.S.S. nous aide et nous aidera »; autrement, dit le journal de Tito, « on ne sait pas ce qui se passera et d'ailleurs le problème n'a pas d'intérêt. (!) » (55)

Ce n'est que trois mois plus tard, dans un article où elle nie toute liaison entre Tito et Gomulka et condamne les erreurs de celui-ci, que la « Borba » affirme timidement qu'il est « faux qu'une démocratie populaire ne puisse survivre si elle est séparée du Front Démocratique. » (56)

Enfin, en décembre 1948, dans son discours devant le Congrès du P. C. croate (Congrès qui a proclamé « la fidélité de la Yougoslavie à l'U.R.S.S. et au camp anti-impérialiste »), Tito a affirmé la possibilité « pour un seul pays pris séparément de construire le socialisme », thèse qui deviendra dorénavant l'idéologie officielle de la bureaucratie de Belgrade.

Nous allons maintenant pouvoir cueillir les fruits de cette conception, tels qu'ils se sont épanouis par les soins de M. Popovic, ministre du Commerce Extérieur de Yougoslavie.

---

(55) Borba du 5 juillet 1948, cité dans A.F.P., n° 196 (17 juillet 1948), p. 29.

(56) « Borba » du 2 octobre 1949, cité dans A.F.P., 9 octobre 1948, p. 15-17.

LA THEORIE DU COMMERCE EXTERIEUR DE M. POPOVIC

La brochure de M. Popovic sur le commerce extérieur (57) est intéressante en tant qu'elle indique le mécanisme de mystification utilisé par la bureaucratie yougoslave, et qu'elle montre avec évidence le caractère profondément réactionnaire de l'idéologie titiste.

Le fond de la question se réduit à une chose comme depuis longtemps et qui n'a pas besoin des sauces « théoriques » de Popovic pour être comprise pour ce qu'elle est : l'exploitation des démocraties populaires par la Russie. Cette exploitation se fait par deux procédés : d'une part les « sociétés mixtes » (la Russie forme avec le pays donné une société mixte pour l'exploitation de telle richesse naturelle ou de telle activité économique; la contribution réelle de la Russie est inférieure à la moitié, et parfois pratiquement nulle; en revanche la Russie a toujours 50 p. 100 du profit) ; d'autre part, les traités de commerce par lesquels elle impose à ses satellites l'achat de ses produits à un prix supérieur au prix mondial, ou la vente des leurs à un prix inférieur à celui-ci. Après le pillage (ouvert ou camouflé sous le couvert des « biens allemands ») des Etats satellites pendant la période 1944-1947, ces deux procédés se normalisent comme le mode permanent d'exploitation des pays secondaires par la Russie dans le cadre du système bureaucratique.

La réaction de la bureaucratie yougoslave face à cette exploitation fut, on le sait, une des causes déterminantes de la rupture entre la Yougoslavie et la Russie. Popovic aurait offert une contribution modeste, mais réelle à la compréhension de l'histoire contemporaine en exposant sérieusement et précisément les cas concrets les plus caractéristiques où s'est manifestée cette exploitation. Malheureusement il n'en donne que peu d'exemples, et ces exemples eux-mêmes sont insuffi-

(57) Melentije Popovic. Des rapports économiques entre états socialistes, Le Livre yougoslave, Paris, 1949. Comme de juste les Pantagruels théoriques du trotskysme sont venus ajouter une note gaie à la situation, en qualifiant cette stupide petite brochure d' « importante contribution théorique au marxisme » et en en recommandant avec empressement la lecture à leurs militants. Il est clair qu'ils y ont reconnu une confusion à la mesure de la leur propre.

samment définis. En revanche, il s'adonne à de longs développements « théoriques » sur la question du commerce extérieur qui, lorsqu'ils ne sont pas d'une platitude sans pareille, sont d'une absurdité criante.

Le contenu de la brochure de Popovic peut être résumé par le raisonnement suivant : il y a actuellement un « système socialiste mondial », composé de plusieurs Etats « socialistes indépendants » (c'est-à-dire en réalité capitalistes bureaucratiques) comme l'U.R.S.S., les Etats socialistes de l'Est européen et, tôt ou tard, la Chine. Le problème de l'édification du socialisme se présente sous deux aspects : « édification du socialisme dans les limites de chacun de ces Etats », et « édification entre ceux-ci de rapports socialistes... marquant une rupture décisive avec les anciennes formes de relations capitalistes entre Etats et l'établissement de rapports nouveaux basés sur l'égalité socialiste en fait et en droit ». (58) Or, dit longuement Popovic, ces rapports nouveaux ne doivent pas être des rapports basés sur la loi de la valeur, c'est-à-dire ne doivent pas être des rapports capitalistes. (On nous accusera à peine d'exagération si nous remarquons que cette importante vérité, selon laquelle les rapports socialistes ne sont pas des rapports capitalistes, avait été entrevue par certains auteurs avant l'apparition du théoricien Popovic). Les rapports entre Etats basés sur la loi de la valeur aboutissent à des échanges de valeurs non équivalents, et, plus généralement, permettent aux pays plus évolués de s'approprier une partie de la plus-value mondiale produite par d'autres. Ceci d'une part à cause du développement plus grand de la productivité dans les pays évolué et de la péréquation du taux de profit, d'autre part à cause du fait que les pays évolués sont essentiellement vendeurs de produits finis et acheteurs de matières premières et des produits agricols. L'exploitation des pays arriérés qui en résulte est renforcée dans la période actuelle par l'apparition des monopoles qui réalisent des super-bénéfices (59) à leurs dépens.

Par conséquent, les pays moins développés, où la composition organique du capital est plus basse, sont exploités par

(58) Popovic, l. c., p. 7-8.

(59) Supposons que dans un pays industriel développé A, la production de l'unité d'une marchandise nécessite une dépense de 60 unités de travail mort ou passé (capital constant : machines, matières premières), et de 40 unités de travail actuel ou vivant, dont 20 unités de travail payé (capital variable : achat de la force de travail) et 20 de travail non payé (plus-value). Supposons également que dans un pays moins développé B, où

les autres, et ceci par le mécanisme de péréquation du taux du profit, même s'ils ne commercent pas directement avec ceux-ci. Enfin, dit Popovic, dans la mesure où les « Etats socialistes indépendants » entretiennent entre eux des rapports d'échange sur une base capitaliste, c'est-à-dire échangent leurs marchandises d'après les prix qui prévalent sur le marché mondial, le même phénomène s'y produit, c'est-à-dire que les pays les plus développés absorbent une partie de la plus-value produite dans les pays les moins développés; par là même le « fonds d'accumulation socialiste » de ces derniers est réduit et ils sont exploités par les autres. Ceci est injuste et profondément immoral, s'écrie Popovic, il nous faut des rapports économiques justes, « basés sur l'égalité ». Et de proposer en exemple la manière dont la Yougoslavie avait réglé sur une base « socialiste » ses rapports avec l'Albanie, qui évitait à cette dernière l'exploitation.

---

par conséquent on emploie moins de machines et plus de travail actuel, la production de cette unité exige 50 unités de travail mort et 60 de travail vivant (réparties en 30 de travail payé et 30 de travail non payé). L'unité de la marchandise produite en A aura une valeur de 100 (60+20+20); celle produite en B, une valeur de 110 (50+30+30). Mais sur le marché mondial il y a en principe un prix unique pour chaque produit. Ce prix unique sera, dans notre exemple (en supposant que seuls les pays A et B produisent la marchandise en question, et que les volumes de leur production soient égaux) de 105; par conséquent, les capitalistes de A réaliseront un profit de 25, supérieur à la plus-value qu'ils ont extraite des ouvriers de ce pays, tandis que les capitalistes de B réaliseront un profit (de 25 également) inférieur à « leur » plus-value. Le mécanisme qui est à la base de ce phénomène (et à l'analyse duquel nous ne pouvons pas entrer ici) a été appelé par Marx péréquation du taux de profit (ou formation d'un taux de profit moyen); il s'exprime par le fait que des capitaux de composition organique différente rapportent non pas un profit égal à la plus-value réellement produite dans l'entreprise, la branche ou le pays dans lequel chacun se trouve placé, mais un profit moyen calculé sur la base du rapport de la plus-value sociale (ou mondiale), totale au capital social (ou mondial) total. Ainsi, si le total du capital mondial dépensé en une année dans la production est de 500 milliards de dollars, dont 250 se trouvent aux Etats-Unis, et si la plus-value mondiale extraite aux ouvriers est de 100 milliards de dollars, le taux moyen de profit sera de 20 p. 100 $\left(\frac{100}{500}\right)$, et les capitalistes américains réaliseront une profit de $\left(\frac{20 \times 250}{100}\right) = 50$ milliards de dollars, même si la plus-value réellement extraite aux ouvriers américains n'est, par exemple, que de 30 milliards. Ils absorbent ainsi 20 milliards en plus de « leur » plus-value, et ces 20 milliards seront la partie de la plus-value que les exploiteurs des autres pays ont extraite à leurs ouvriers et qu'ils ne peuvent pas s'approprier parce qu'elle dépasse le taux moyen de profit.

La somme du capital dépensé dans la production d'une marchandise et du profit moyen correspondant forme le prix de production de la marchandise en question. C'est autour de ce prix de production, et non pas autour de la valeur de la marchandise (capital + plus-value) qu'oscillent, en fonction de l'offre et de la demande, les prix réels du marché. Tout ceci vaut bien entendu dans le cadre du capitalisme concurrenciel. L'apparition des monopoles, la dislocation du marché mondial et l'étatisation croissante apportent à cette loi des modifications profondes que nous ne pouvons pas examiner ici.

Nous reviendrons par la suite à cette dernière question. Voyons pour l'instant ce que signifie le raisonnement de Popovic que nous venons de résumer en quelques lignes (et qui tient, au milieu de banalités et d'exercices oratoires de toute sorte, une cinquantaine de pages de son illisible brochure).

Nous ne nous arrêterons pas au mensonge qui consiste à qualifier la Russie et ses pays satellites de « pays socialistes »; il n'y a là rien que de très naturel de la part d'un bureaucrate stalinien, et il est de plus évident que pour lui cette dénomination signifie : « pays où les partis staliniens sont au pouvoir ». Cependant notons en passant que ce que Popovic entend par socialisme quant au fond se comprend quand on voit que pour lui le fait qu'un pays socialiste puisse en exploiter un autre est très mauvais certes — surtout pour ce dernier — mais n'est nullement incompatible avec son caractère socialiste. Sur la base de la « conception » popovicienne, il serait parfaitement possible que la terre soit couverte de pays « socialistes » qui passent leur temps à s'exploiter mutuellement. C'est une chose qu'il serait bon et juste d'éviter, mais il n'y a là aucune impossibilité, ni économique, ni autre. L'idée ne vient même pas à ce mystificateur que des rapports d'exploitation à l'extérieur présupposent et impliquent des rapports d'exploitation à l'intérieur. (60)

Mais dans la mesure où l'on peut sérieusement parler de la conception de Popovic, il faut commencer par voir que sa *base de départ* est déjà implicitement fausse et réactionnaire. Envisager comme séparés ces deux problèmes : *a*) édification du socialisme dans chaque pays, *b*) rapports « socialistes » entre ces « pays socialistes indépendants », là où il s'agit d'un et du même problème, n'est pas seulement une absurdité théorique, mais traduit pleinement le caractère bureaucratique réactionnaire de l'idéologie titiste. L'édification du socialisme dans un pays est une absurdité, une contradiction dans les termes. Le socialisme et sa construction ne sont concevables, déjà du point de vue matériel et technique, qu'à l'échelle mondiale. Mais Tito est allé plus loin que Staline dans ce sens. Celui-ci argumentait de la manière suivante : il est plus difficile pour la Russie de construire le socialisme,

(60) Les dirigeants trotskistes, qui n'ont pas fini d'étonner le monde par leur remarquable esprit de suite, ont perdu, depuis qu'ils ont dégainé en faveur de Tito et contre l'exploitation des pays satellites par la Russie, une excellente occasion de nous expliquer pourquoi et comment une économie « à bases socialistes » permet d'exploiter et de dominer d'autres pays et que devient dans cette optique l'idée fondamentale de Trotsky selon laquelle « le parasitisme bureaucratique n'est pas de l'exploitation au sens scientifique du terme ».

étant isolée que si la Révolution avait vaincu en Europe. Cependant, même isolée, la Russie peut construire le socialisme, surtout étant donné les conditions naturelles qu'elle réunit (étendue, population, richesses naturelles, etc...). L'argument ne vaut évidemment pas lourd, il est cependant dans sa forme moins stupide et moins réactionnaire que l'idéologie titiste. Celle-ci revient à affirmer : même s'il y a plusieurs pays socialistes — ou si tous les pays sont socialistes — chacun de ces pays doit édifier le socialisme « indépendamment » des autres. Du « socialisme dans un seul pays », théorie exceptionnaliste de la bureaucratie russe, nous en sommes arrivés à un « socialisme dans chaque pays pris séparément », idéologie naturelle et organique de toute bureaucratie nationale. Popovic ne peut évidemment pas dire que ces pays « socialistes » s'ignorent les uns les autres. Au contraire, comme on l'a vu. Mais au lieu de partir de l'affirmation de l'unité de l'économie mondiale et du socialisme mondial, on commence par affirmer l'« indépendance » des pays socialistes, le fait que chacun « commence » à édifier le socialisme chez soi.

Mais l'unité de l'économie mondiale est une réalité trop puissante. Les relations économiques entre le fameux « Etat socialiste indépendant » et le monde sont une question de vie ou de mort. C'est alors que Popovic nous présente sa théorie des « rapports socialistes » ou « égalitaires » entre les pays socialistes indépendants. Ces rapports doivent être basés sur l'« égalité ». Mais quelle égalité ?

Cette égalité ou bien ne signifie rien du tout, ou bien est une plate et réactionnaire utopie proudhonienne. De même que les petits patrons écrasés par la concurrence capitaliste regardent avec nostalgie en arrière, vers les temps de la simple production marchande, et demandent le rétablissement virginal de l'« égalité », et de la loi de la valeur telle qu'elle était avant la « déformation » que lui a imposée le capitalisme, la concentration, le monopole, etc..., de même la bureaucratie exploiteuse d'un pays secondaire proteste contre la plus forte en réclamant « l'égalité ».

Que veut dire « rapports égalitaires » ? L'exploitation contre laquelle se plaint Popovic est celle qui est opérée par la péréquation du taux de profit; le prix marchand des produits ne tient pas compte du fait que les mineurs yougoslaves mettent plus de temps à extraire du minerai que leurs camarades de Pensylvanie, mais est établi sur la base d'une moyenne mondiale des temps de travail, d'où résulte un prix unique de la marchandise. C'est la seule base à la fois « éga-

litaire » et rationnelle possible dans un système d'échanges mondiaux développés entre « unités indépendantes ». C'est ce qui permet la sélection des entreprises les plus rentables et leur développement par rapport aux autres. C'est une des manifestations du caractère progressif du capitalisme, dans la mesure où la monopolisation complète de la branche donnée de la production n'est pas encore réalisée.

Mais, dit Popovic, il y a là exploitation : on échange ainsi des quantités « inégales » de travail. Nous ne discuterons pas de cette exploitation : il s'agit surtout de l'exploitation des exploiteurs les moins forts et les moins aptes à survivre de la part des autres, et en tant que telle elle n'intéresse pas le prolétariat. (61) Mais qu'est-ce que vous proposez à la place ?

L'échange de quantités « égales » de travail ? Fort bien; voyons ce que cela peut vouloir dire.

Cela voudrait dire que, par exemple, la France socialiste devrait vendre ses automobiles beaucoup moins cher à la Yougoslavie, c'est-à-dire non pas d'après la quantité moyenne

---

(61) Avec cette exploitation, Popovic mélange celle qui résulte de la monopolisation de l'économie. Bien qu'il serait fastidieux de relever en détail les erreurs et absurdités contenues dans sa compilation faisons-le pour quelques-unes, à titre d'exemple et pour montrer à quoi se réduit la « contribution » de la bureaucratie yougoslave à la théorie marxiste. Popovic dit que « les monopoles ont le pouvoir de fixer leurs prix à leur gré... » (p. 25). Il s'agit de délire caractérisé. Les monopoles peuvent fixer le prix *entre deux limites bien précises :* une limite inférieure, qui est le prix de production, et une limite supérieure, fonction de la demande solvable concernant le produit en question. Si même la courbe de cette demande est parfaitement définie, l'analyse économique montre qu'il y a *un prix monopolistique nécessaire,* dans le sens qu'il réalise en fonction des quantités offertes et des coûts de production, le profit maximum vers lequel le monopole est naturellement orienté.

A la même page Popovic soutient que les monopoles exercent « leur action sur le marché mondial de deux façons :

a) dans le sens de l'augmentation des prix des produits finis que les monopoles capitalistes produisent et vendent aux pays arriérés;

b) dans le sens de la diminution des prix des matières premières agricoles fournies par les pays peu développés et les colonies.

De là la tendance constante d'élargir la marge existante entre les prix des produits industriels finis et ceux des matières premières et des produits agricoles, la tendance à renforcer l'exploitation des pays arriérés. » (Ib.)

La tendance à renforcer l'exploitation des pays arriérés a peu de choses à voir avec l'explication qu'en donne Popovic. Celui-ci oublie tout simplement que même la production (pour les matières premières les plus importantes et les industries extractives en général) mais de toute façon *le marché* des produits agricoles et des matières premières est tout aussi monopolisé que celui des produits finis; que sur le marché mondial le prix de l'étain, du caoutchouc, du blé, du café, du pétrole, etc. font l'objet de la même règlementation monopolistique que ceux de l'acier et du textile; que si effectivement la *production* de la plupart des produits agricoles n'est pas monopolisée, à l'opposé de ce qui se passe avec la grande majorité des matières premières et des produits finis, ceci signifie simplement que la monopolisation — et par là même l'exploitation du producteur immédiat — intervient au stade de la commercialisation du produit, parce que la vente du produit de la récolte à des groupements monopolistiques d'achat est en droit ou en fait obligatoire pour le producteur; que dans l'histoire économique réelle le rapport existant entre les prix des produits primaires et ceux des produits finis a changé plusieurs fois et qu'il est absolument

mondiale de travail cristallisée dans une automobile, mais d'après la quantité réelle de travail incluse dans les autos françaises que nous supposerons pour l'exemple moindre que la première. En revanche, elle devra acheter le charbon yougoslave d'après le travail réel qui y est incorporé, par conséquent certainement beaucoup plus cher que le charbon de la Ruhr.

Les choses se présenteront alors ainsi :

La France est elle aussi un pays socialiste « indépendant » et en tant que telle, elle fait ce qu'il lui plaît, et surtout ce qui lui profite (à son « fonds d'accumulation socialiste », bien entendu). Donc elle envoie promener le « charbon réel » de Yougoslavie; elle achète du vulgaire charbon allemand (socialiste lui aussi), qui coûte moins cher, et vend ses automobiles là où elle trouve les meilleures conditions (au Danemark, par exemple, pays agricole, mais « avancé », qui de ce fait vend à des bonnes conditions son lard et ses œufs à l'Allemagne et peut s'offrir des automobiles même en les payant plus cher que ce qu'elles ont « réellement » coûté).

Résultat : les pays « indépendants » qui s'obstinent à vouloir vendre du travail « réel » et non du travail moyen sont rapidement éliminés du marché mondial, des « rapports socialistes égalitaires », et condamnés à manger leur propre travail réel jusqu'à en crever (62).

Ah ! mais, s'exclame Popovic, ce n'est pas ce que l'on entendait. Les pays avancés doivent faire un effort, et vraiment nous acheter nos produits et nous vendre les leurs. — Mais puisqu'à vos conditions ils y perdent ? — N'importe, c'est

---

faux de parler d'une « tendance constante » favorisant le prix des produits finis au détriment de ceux des matières premières et des produits agricoles; que si une telle tendance existe, c'est plutôt la tndance contraire (hausse du prix des produits primaires relativement plus rapide que celle des produits finis), reposant sur le fait que la production industrielle progresse beaucoup plus rapidement que la production primaire et que l'industrialisation constante des pays arriérés agit évidemment dans ce sens puisqu'à la fois elle restreint à la longue sur le marché mondial la demande de produits manufacturés et accroit celle de matières premières et de produits agricoles. Ce qui est important, c'est que l'exploitation des producteurs immédiats par le monopole, à travers l'achat monopolistique de leur production, concerne ces producteurs eux-mêmes, mais nullement le « pays » où ceux-ci se trouvent en tant que tel. Les petits producteurs argentins de blé sont en l'occurrence « exploités », mais il est ridicule de parler de l' « exploitation » que subissent les gros marchands de blé de Buenos-Aires. De même la bureaucratie yougoslave vend à l'Angleterre ou à la Suisse ses œufs, son blé, son bois, son aluminium ou son cuivre aux prix du marché mondial, et ce n'est pas de cette manière qu'elle pourrait être exploitée. Quant au paysan ou mineur yougoslave, lui il l'est de toute façon et de mille manières par cette même bureaucratie, et par le capitalisme mondial.

(62) Ne croit-on pas entendre les utopies délirantes du petit patron qui se plaint que la grande usine baisse « artificiellement et immoralement » le prix des produits et qui revendique le droit de vendre son produit « ce qu'il lui a coûté ».

la moralité socialiste qui est en jeu; il faut qu'ils nous viennent en aide. — Excusez-nous, nous avions cru comprendre que vous vouliez avant tout être « indépendants ».

C'est alors que les camarades Poppard et Poppmeister, respectivement ministres du Commerce Extérieur de la France et de l'Allemagne socialistes, interviennent dans la discussion pour prouver sans difficulté qu'en accordant cette « aide » à la Yougoslavie, ils laisseraient la France et l'Allemagne se faire exploiter par la Yougoslavie et tous les pays « socialistes » arriérés du monde et que ce faisant ils diminueraient le « fonds d'accumulation socialiste » de leurs pays.

Telle est l'impasse objective où aboutit la stupide et réactionnaire « théorie » des « échanges égalitaires entre pays socialistes indépendants ». Cependant, il ne suffit pas de comprendre le caractère ridicule des solutions de Popovic, il faut, ne serait-ce que brièvement, esquisser la solution des problèmes ici posés.

Le problème du développement de l'économie socialiste mondiale après la victoire de la Révolution et particulièrement le problème du rapport entre ses secteurs arriérés et ses secteurs avancés ne pourra être posé et résolu qu'en considérant cette économie mondiale comme une unité et comme un tout. Cela signifie d'abord que l'orientation de l'accumulation ne sera pas définie par le désir ou la volonté abstraite d'« industrialiser les pays arriérés », mais de permettre le développement, le plus rapide et le plus économique, des forces productives matérielles et humaines, étant bien entendu que la première tâche sera d'élever le niveau de vie et les conditions de travail des catégories les plus défavorisées des travailleurs jusqu'au niveau des catégories et des pays les plus favorisés. En ce sens il se peut que les investissements nouveaux se dirigent vers les régions les moins exploitées, mais il n'est nullement fatal qu'il en soit toujours ainsi; le contraire est dès maintenant évident pour certains cas. (63). D'autre part, le « transfert » des fonds pour l'accumulation dans ces pays arriérés ne prendra pas la forme stupide d'« achat » à ces pays de leurs produits à leur «coût réel », ou de « vente au coût réel » des produits finis, mais d'investissements dans

(63) Ainsi il faudra une bonne dose de folie pour créer des usines de machines-outils en Yougoslavie lorsque les usines correspondantes des U.S.A. travaillent à 50 ou 60 % de leur capacité, comme c'est le cas actuellement, c'est-à-dire dans les conditions d'un boom économique; lorsque par conséquent, non seulement il faudra épuiser la capacité de production actuelle, mais aussi, et pendant longtemps, les investissements les plus rentables se feront par élargissement des entreprises existantes.

telle ou telle production, dans le cadre d'une planification unique, pour laquelle la Yougoslavie, du point de vue économique, sera envisagée du même point de vue que la Lorraine ou le Connecticut. Si les Bantous manifestent le désir de s'adonner à la production de microscopes électroniques et de les vendre ensuite aux sommes fabuleuses qu'ils leur auront coûtés, un tel désir serait difficilement acceptable de la part des ouvriers des autres pays; ceux-ci considéreront comme normal d'aider les Bantous à produire ce qu'il est le plus rentable qu'ils produisent, étant données les conditions de leur pays, leur degré de développement technique et son expansion souhaitable et possible dans l'avenir immédiat, et le coût de leur travail qui sera de toute manière égal à celui des autres travailleurs de la planète. De ce point de vue la revendication de l'« indépendance » des Bantous, au même titre que celle des Français et des Russes, serait une bêtise réactionnaire.

Le « fonds d'accumulation socialiste » est mondial, la planification socialiste est mondiale, le prolétariat socialiste est une classe mondiale, et l' « indépendance » des peuples socialistes est limitée par l'indépendance du prolétariat mondial, qui est le seul souverain dans l'affaire. Par ailleurs une comptabilité socialiste rationnelle, moyen indispensable de la planification, n'est possible que sur la base d'un calcul des coûts de production moyens à l'échelle mondiale.

Pour revenir à notre théoricien, celui-ci essaie d'étayer la conception des rapports « égalitaires » par quelques vagues « données » concernant les rapports de la Yougoslavie « avec les pays socialistes plus petits ou moins développés qu'elle », c'est-à-dire — il ne pourrait y avoir que celui-ci — l'Albanie. Popovic affirme avec force que de l'aide qu'elle accordait à l'Albanie, la Yougoslavie ne tirait aucun profit. On n'a aucune raison de le croire; il est de toute façon difficile de le contrôler sur la base des « données » volontairement vagues de Popovic.

Pour commencer par la fameuse question des prix, sur laquelle on voudrait voir en action le principe « égalitaire » des échanges, Popovic nous informe qu'il avait été fixé, en commun accord, des « prix pour toutes les branches de la production (albanaise) », sur la base d'une « marge bénéficiaire moyenne »; on ne sait pas ce qu'était cette marge, mais dans la

mesure où elle était la même que celle établie en Yougoslavie, et dans la mesure où Popovic lui-même reconnaît la « productivité insuffisante de la main-d'œuvre albanaise », vraisemblablement inférieure à celle de la main-d'œuvre yougoslave — cette égalité du taux de profit signifierait concrètement le transfert d'une partie de la plus-value réelle vers la Yougoslavie, c'est-à-dire l'« exploitation » de l'Albanie par la Yougoslavie selon le mécanisme longuement exposé par Popovic lui-même auparavant. D'autre part, les marchandises que l'Albanie recevait de la Yougoslavie « lui étaient comptées selon les prix intérieurs yougoslaves, inférieurs dans l'ensemble aux prix albanais », s'empresse-t-il d'ajouter. Mais *inférieurs aussi aux prix mondiaux ?* avons-nous le droit de demander. Car si tel n'est pas le cas — comme il est plus que probable, — si les Albanais par ces échanges « égalitaires » achetaient en Yougoslavie des cotonnades plus chères que celles qu'ils auraient pu se procurer ailleurs, est-ce que la « moralité socialiste » est satisfaite ?

Popovic cite enfin le fait que la Yougoslavie accordait à l'Albanie des crédits « sans intérêt », donc désintéressés, pour « prêter une aide réelle et socialiste à un autre pays socialiste ». Mais Popovic lui-même a vendu la mèche quelques lignes plus haut, lorsqu'il écrit (64) :

« Il s'est révélé néanmoins que l'économie albanaise, avec son système d'accumulation socialiste (? !), n'était pas capable d'édifier rapidement le socialisme. L'état particulièrement arriéré de l'Albanie ne le permettait guère et cette circonstance eut pu, tant au point de vue économique que politique, *compromettre l'établissement dans ce pays d'une démocratie populaire, mettre en péril, voire empêcher la marche vers le socialisme* ». C'est pourquoi « il a fallu que l'accumulation socialiste yougoslave vienne en aide à l'accumulation socialiste albanaise » (souligné par nous). En d'autres termes, il s'agissait surtout d'aider la conservation au pouvoir dans un pays très petit mais stratégiquement important, de la clique prorusse qui s'y était juchée à la faveur des bouleversements d'après-guerre, et de profiter d'ailleurs de l'occasion pour pénétrer par le truchement des « techniciens », spécialistes, militaires, etc. — tous bénévoles ! — aux postes de contrôle de la vie du pays. Popovic dit lui-même que « la Yougoslavie a pris sur elle, en 1947, d'habiller et d'équiper entièrement

(64) P. 102.

l'armée albanaise; en 1948, elle s'est chargée en plus de son ravitaillement... Grâce à cette aide (l'aide yougoslave en général, et particulièrement sous la forme de crédits) l'Albanie s'est donc trouvée en mesure :

a) d'entretenir, si l'on tient compte de l'étendue et des moyens du pays, une armée importante... »

Il convient de noter que si les crédits ne portant pas d'intérêt et même les dons étaient une preuve de désintéressement, alors le plan Marshall, formé pour les 9/10 de « dons », serait une entreprise socialiste. Quant au Pacte d'Assistance Militaire, nul doute qu'il ne prouve (au même titre que l'équipement de l'armée albanaise par les yougoslaves) les intentions socialistes de l'Etat-Major Américain vis-à-vis des fantassins d'Europe.

Concluons. Que la Russie exploite ses pays satellites — et que ceux-ci tâchent autant que possible de rejeter les uns sur les autres une partie de cette exploitation — par le moyen des « sociétés mixtes » et par la fixation arbitraire du prix d'achat et de vente des produits, ce n'est ni douteux, ni surprenant, sauf peut-être pour ceux qui voient en elle un Etat « ouvrier », une économie « à bases socialistes ». Il s'agit de faits matériels, connus avant la rupture russo-yougoslave, inhérents à la nature même du système bureaucratique. Point n'était besoin des filandreuses platitudes de Popovic pour les comprendre. Ce dernier aurait pu apporter des éléments matériels nouveaux ou plus précis; malheureusement il n'en est rien. Toutes les données de sa brochure sont vagues et imprécises; par ailleurs, même telles qu'elles sont, elles sont inutilisables car ce Monsieur semble souffrir d'une ignorance des fondements même de l'économie politique, qui pour un théoricien eut été néfaste, mais pour un ministre du Commerce Extérieur n'est que la preuve d'un solide esprit pratique (65).

Les produits « idéologiques » de la bureaucratie portent, dans le cas yougoslave comme dans les autres, le sceau du crétinisme de cette formation sociale rétrograde.

---

(65) Ainsi il range la rente foncière parmi les éléments du capital constant (!)(p. 48, 49, 53); ailleurs, dans ses calculs *sui generis* sur la productivité — et un peu partout — il semble constamment oublier que le capital constant entre dans la valeur du produit et que si les mineurs hongrois produisent 50 % de plus par tête et par an que les mineurs yougoslaves, cela peut tenir aussi à des différences dans la composition organique du capital, particulièrement dans la valeur de l'outillage.

L'AVENIR DU TITISME

Ce qui a été dit plus haut sur l'impérialisme actuel, et particulièrement sur l'impérialisme bureaucratique, contient la réponse au problème de l'avenir du titisme : le titisme est l'expression la plus achevée de la lutte des bureaucraties locales contre la bureaucratie centrale; il devrait donc se développer, au fur et à mesure que la bureaucratie accède au pouvoir dans de nouveaux pays. Mais l'extension du pouvoir de la bureaucratie s'effectue à une époque, où la concentration internationale des forces productives pose directement aux deux impérialismes en présence le problème de la domination mondiale. Des deux processus parallèles — apparition de tendances centrifuges accompagnant l'extension de la bureaucratie et accroissement énorme du pouvoir et de la puissance de la bureaucratie centrale, accélérant la concentration internationale — c'est le deuxième qui est historiquement le plus fort, et qui l'emporterait incontestablement, si la révolution prolétarienne échouait. On peut donc finalement dire que le titisme exprime une tendance permanente des bureaucraties subordonnées, sans aucune chance historique de réalisation quelconque.

Cela se traduit concrètement par la constatation évidente que la Yougoslavie en tant qu'état bureaucratique indépendant sera broyée par l'explosion de la troisième guerre mondiale, et qu'elle ne pourra plus se reconstituer de la même manière, quelle que soit l'issue de cette guerre. La condition de son existence actuelle est l'équilibre relatif des forces entre l'U.R.S.S. et les U.S.A., — équilibre qui rend également possible l'interlude « pacifique » de la guerre froide — et cet équilibre sera définitivement supprimé par la guerre et ses résultats.

Il est superflu d'expliquer pourquoi une révolution prolétarienne victorieuse, signifierait la liquidation impitoyable de la bureaucratie titiste, au même titre que de la bureaucratie russe ou des trusts américains. Il est tout aussi aisé de comprendre que dans le cas d'une victoire totale d'un des deux impérialismes en présence des révoltes ouvertes comme celle de Tito deviendraient impossibles; elles seraient rapidement liquidées si, par miracle, elles arrivaient à se manifester. Reste

la question de l'évolution possible de ce régime d'ici la guerre. Laissant de côté pour l'instant l'idée absurde et ridicule d'une évolution « progressive » de ce régime vers un pouvoir ouvrier (66), nous devons envisager son sort par rapport aux possibilités qui se présentent : intégration directe à l'un ou à l'autre des deux blocs en présence, ou consolidation provisoire de la bureaucratie titiste en tant que bureaucratie « indépendante ».

L'intégration de la Yougoslavie dans le bloc russe est apparue comme impossible dès les premiers mois de la rupture entre Belgrade et Moscou. Il ne peut être question de conciliation entre Tito et Staline. D'autre part le renversement violent de la bureaucratie titiste au profit du Kominform ne pourrait pas se faire par une « révolution » intérieure. Aucune force sociale en Yougoslavie ne désire lutter contre Tito pour amener au pouvoir une fraction pro-russe : ni la bureaucratie nationale, dont le titisme exprime les intérêts de la façon la plus directe, ni les travailleurs exploités de la ville et de la campagne qui, faisant l'expérience de la bureaucratie yougoslave, font en même temps l'expérience de toute bureaucratie, ni ce qui reste de la paysannerie aisée, qui voit dans Tito un relatif moindre mal. Les kominformistes en Yougoslavie ne peuvent se recruter qu'auprès des quelques bureaucrates mécontents et intrigants, à l'action desquels la police vigilante de Rankovitch pose des limites bien précises.

On connaît par ailleurs les facteurs qui excluent actuellement l'intervention militaire directe des Russes en Yougoslavie ou qui en feraient, si elle se produisait, un préparatif immédiat à la guerre.

Il faut également exclure la possibilité d'une intégration directe de la Yougoslavie au bloc américain. Théoriquement, cette intégration ne signifierait pas nécessairement le retour de l'économie yougoslave aux formes de propriété et de gestion privée prévalent en Occident; elle ne serait pas incompatible avec le maintien des formes étatiques et le pouvoir de la bureaucratie, pourvu que cette dernière accepte le contrôle du capital américain et la participation de celui-ci à l'exploitation du pays. Mais, dans la situation actuelle, ce contrôle et cette participation sont inacceptables pour la bureaucratie yougoslavie; sa révolte contre le Kremlin a été déterminée précisément par sa volonté de les éviter. Les attaches traditionnelles qui, dans les pays d'Europe Occidentale, amal-

(66) Nous parlerons de cette conception dans la conclusion de cet article.

gament les capitaux nationaux au capital américain et rendent ainsi la vassalisation des bourgeoisies européennes par les U.S.A. beaucoup plus supportable pour celles-là, ces attaches ont été rompues en Yougoslavie, et l'étatisation quasi-intégrale de l'économie yougoslave rend presqu'impossible leur réapparition. Ce qui compte le plus, c'est que pendant la période en cours la bureaucratie yougoslave a non seulement la volonté — ce qui en définitive compte peu — mais la possibilité provisoire mais réelle de résister à cette intégration.

On ne peut en juger qu'en discutant de la troisième éventualité : la consolidation de la bureaucratie yougoslave comme bureaucratie « indépendante ». Cette « indépendance » est à la longue impossible : à la fois pour des raisons économiques et des raisons politiques, qui, en définitive ne sont que deux aspects d'une même chose, la Yougoslavie ne peut que s'intégrer en définitive à un système plus vaste. Sur le plan économique cela signifie que la production yougoslave ne peut pas se suffire à elle-même; soit par la voie d'une planification intérétatique, soit par la voie des échanges et du marché, elle doit se lier à la production mondiale. Sur le plan politique, elle n'aura pas à la longue la force de résister à un impérialisme dominant le monde.

Nous sommes ainsi amenés à reprendre la discussion de la théorie du « Socialisme dans un seul pays » — ou plutôt, d'un bureaucratisme dans un seul pays — sur la base beaucoup plus concrète qu'offre l'histoire de ce dernier quart de siècle. L'idée selon laquelle la construction du socialisme dans un seul pays est impossible n'a plus besoin d'être prouvée; on doit cependant aujourd'hui la préciser, beaucoup plus qu'on n'a pu le faire en 1924 ou 1927.

La critique que Trotsky exerça contre la « conception » stalinienne du socialisme dans un seul pays, pour juste qu'elle ait été dans sa conclusion formelle, se fondait sur des idées largement fausses du point de vue du contenu. Ces idées étaient principalement :

a) la dépendance de l'économie de tout pays face à l'économie mondiale *exprimée directement comme faiblesse concurrentielle de ce pays isolé sur le marché mondial;*

b) le résultat de cette dépendance étant l'alliance du capital international et des éléments bourgeois-capitalistes dans ce pays, amenant donc une subordination croissante de l'industrie nationalisée au capital privé, et, par voie de con-

séquence, *la possibilité* (67) *de la restauration de la bourgeoisie traditionnelle;*

c) enfin, la dépendace du pays face à l'économie mondiale devrait s'exprimer surtout par sa défaite économique ou politique dans la lutte contre les concurrents capitalistes et *en aucun cas par sa victoire sur eux.*

Ces idées méconnaissaient complètement les lignes d'évolution de l'économie contemporaine, dont les contradictions se situent sur un plan beaucoup plus profond que celui du « marché » et de la « propriété privée ». La bureaucratie stalinienne répondait avec raison à Trotsky que le « monopole du commerce extérieur » pouvait protéger une économie comme celle de la Russie des « fluctuations du marché mondial » et qu'à l'abri de ce monopole, l'économie russe pouvait se développer. Seulement, ce qui pouvait se développer et qui se développa effectivement de cette manière, n'était évidemment pas une économie socialiste, mais une économie capitaliste bureaucratique. Ce que Trots y avait sousestimé en l'occurence, c'était que le « monopole du commerce extérieur » n'était qu'une forme par laquelle s'exprimait, dans la période décadente du capitalisme, la rupture du marché mondial traditionnel. En appliquant rigoureusement ce monopole, la bureaucratie russe se soustrayait à la division internationale du travail. Est-ce que cela voulait dire que la prédominance de l'économie mondiale sur une économie nationale était supprimée ? Certainement pas; mais cette prédominance ne pouvait plus s'exprimer par le biais traditionnel de l' « invasion de marchandises à bas prix »; elle ne pouvait pas non plus prendre la forme de la dépendance de la Russie par rapport à l'approvisionnement en produits qui lui manquaient, ceci à cause d'un facteur « conjoncturel » important, c'est-à-dire la grande richesse naturelle du pays (68).

Il est évident qu'en « sortant » ainsi de la division internationale du travail, la Russie subissait des grandes pertes du point de vue de la rentabilité économique, et que d'autre part

(67) Et même, abstraction faite de la révolution prolétarienne, la *nécessité* de cette restauration.

(68) Les quelques matières premières inexistantes en Russie (p. ex. caoutchouc) et l'équipement hautement spécialisé pour certaines productions lui ont été fournies par le marché capitaliste, qui, à l'époque, séparait encore suffisamment le profit économique et les opérations politiques pour ne pas être incommodé par la couleur de l'argent russe, ce qui reste relativement vrai encore maintenant. La Russie paya par ses produits, vendus le plus souvent au-dessous de leur prix international (le fameux « dumping » russe) indépendamment de leur coût de production et des besoins mêmes du pays. A travers tout cela, il ne faut pas oublier que la valeur et le volume du commerce russe avec les pays bourgeois ont constamment diminué depuis 1929.

elle restait face à face avec sa pénurie extraordinaire de capital. Mais il est aussi évident que la rentabilité économique immédiate ne pouvait qu'être subordonnée par la bureaucratie à ses besoins et ses intérêts totaux — et en premier lieu aux impératifs de son existence pure et simple — et que la solution au problème de la pénurie en capital a été donnée par l'exploitation effreinée des masses.

Ainsi étaient en même temps supprimées les possibilités de « pénétration du capital privé » en Russie, seule base théoriquement plausible de la restauration bourgeoise, puisque la bourgeoisie paysanne ou urbaine russe était impitoyablement broyée par la bureaucratie et se révélait incapable de résister à l'économie étatique.

En fin de compte, la dépendance de la Russie face à l'économie mondiale s'est bel et bien manifestée en 1941, mais non pas sur le plan du « marché mondial », mais sur le plan de la guerre, qui a directement réintégré l'économie bureaucratique à l'économie internationale, cette fois au niveau de la lutte pour la domination mondiale. De cette guerre, la bureaucratie russe est sortie victorieuse (prouvant ainsi la viabilité et même la supériorité du capitalisme bureaucratique en tant que système d'exploitation face aux formes capitalistes traditionnelles), mais a ainsi démoli elle-même la théorie du « socialisme dans un seul pays » : l'économie bureaucratique a dû lutter par les armes pour sa conservation, et la situation d'après-guerre a prouvé que les contradictions du capitalisme bureaucratique conduisent à une expansion impérialiste non moins que celles du capitalisme financier.

L'expérience prouve donc que la possibilité d'existence indépendante pour une économie bureaucratique *pendant une période donnée* (69) est une question concrète, dont la solution dépend de la configuration des facteurs essentiels dans la conjoncture. Pour la bureaucratie russe, par exemple, — abstraction faite du soutien que le prolétariat mondial accorda activement à la Révolution Russe et à ceux qu'il croyait à tort être ses héritiers — ces facteurs, qui ont permis sa consolidation et son développement d'abord, sa survie victorieuse ensuite pendant la guerre, furent l'étendue et les richesses naturelles du pays, l'équilibre de Versailles et l'âpreté du conflit qui opposait les uns aux autres les impérialismes occidentaux jusqu'à 1945. Une modification dans ces facteurs

(69) Sur le plan historique, nous avons déjà dit que l' « indépendance » se confondant avec la domination mondiale, n'est à la longue possible que pour un seul Etat.

n'aurait certainement pas altéré le développement fondamental de l'économie et de la société modernes vers l'étatisation, mais aurait pu en changer les rythmes et les modalités.

Il s'agit maintenant de concrétiser ce raisonnement dans le cas de la Yougoslavie.

Si le monde était fait d'économie pure, la bureaucratie en Yougoslavie serait dans une situation désespérée. Aucune comparaison n'est évidemment possible entre la Yougoslavie de 1948 et la Russie de 1928, ni du point de vue de l'étendue et des richesses naturelles, ni du point de vue du développement industriel préexistant. Malgré sa grande dépendance par rapport à l'économie mondiale, la Russie tsariste de 1913 était la cinquième puissance industrielle du monde, possédant déjà une industrie lourde extrêmement concentrée et moderne; à part des exceptions insignifiantes, toutes les matières premières et les cultures agricoles existaient dans cet immense pays. Le problème qui se posait était un problème d'accumulation de capital parallèlement à une assimilation des techniques industrielles modernes. Ce problème pouvait être résolu et l'a été par l'exploitation intense de la population travailleuse, car les facteurs physiques et humains de la solution étaient donnés. Rien de pareil en Yougoslavie; le fait que des richesses naturelles « nouvelles » peuvent être exploitées maintenant et que l'on peut créer certaines industries de transformation ne peut pas masquer cette vérité évidente : par son étendue limitée, son héritage d'arriération, ses données naturelles insuffisantes la Yougoslavie ne pourrait sortir de la division internationale du travail qu'en maintenant son économie dans des niveaux de stagnation absolue. Il est évident que ceci est impossible; l'existence de la bureaucratie, plus encore que celle de la bourgeoisie, est inséparable du développement industriel. Il est de plus évident que ce développement ne fera qu'accroître sa dépendance par rapport aux pays avancés. Il serait superflu de rappeler ici l'énorme spécialisation — et par conséquent dépendance — qu'implique l'industrie moderne, et le fait que dans l'ère capitaliste deux pays seulement — l'Amérique et la Russie — sont parvenus à créer, d'une manière ou d'une autre, un circuit productif, approximativement fermé sur lui-même (du point de vue technique, et non évidemment du point de vue économique).

L' « industrialisation » de la Yougoslavie serait hors de discussion, si ce pays ne pouvait trouver à l'étranger à la fois

l'équipement nécessaire et les crédits pour l'acheter. Cet équipement une fois installé, il faudra l'entretenir, le renouveler et l'étendre. Pour tout le laps de temps dont on peut raisonnablement discuter, l' « industrialisation » ne signifiera nullement une diminution de la dépendance du pays par rapport aux pays industriels fournisseurs d'équipement; elle signifiera même une accentuation de cette dépendance du point de vue qualitatif (70).

A l'opposé donc de la Russie, la dépendance de la Yougoslavie par rapport à l'économie mondiale ne se manifeste pas seulement d'une manière dérivée et dans la perspective, mais directement et immédiatement. Ici il ne s'agit pas simplement des contradictions internes insolubles d'une société d'exploitation et du complexe défense-attaque, qui poussent à la lutte pour la domination mondiale; il s'agit déjà de l'impossibilité d'échapper à la division internationale du travail. Il s'agit donc de l'impossibilité d'échapper aux « échanges » avec les pays capitalistes, sous la forme que ces échanges ont pris actuellement, c'est-à-dire la dépendance par rapport à l'impérialisme américain et le contrôle absolu de celui-ci. Le monopole du commerce extérieur pourrait empêcher que cette intégration à l'économie capitaliste internationale ne prenne la forme de l'« invasion de marchandises à bon marché », mais ne saurait constituer un obstacle sérieux à l'installation du contrôle américain sur le pays.

Mais l'économie pure est une abstraction. L'économie, la politique et la stratégie sont actuellement intégrées à un tel point que des actions du point de vue « purement économique » absurdes, sont d'une nécessité évidente du point de vue des intérêts généraux des classes dominantes. Le critère de la rentabilité purement et directement économique tend à être remplacé de plus en plus par le critère d'une rentabilité totale, consistant dans la meilleure défense des intérêts universels de la classe exploiteuse, intérêts qui souvent s'opposent au « profit maximum » à retirer de chaque opération concrète et dépassent celui-ci. Ainsi, dans le cas concret de la Yougoslavie, tout un complexe de raisons politiques et stratégiques fait qu'il eut été absurde pour le bloc occidental et particulièrement pour les Etats-Unis de poser des conditions

(70) Un pays agraire arriéré, même s'il importe pour ses besoins courants beaucoup plus qu'un pays industriellement développé, peut subir beaucoup plus facilement une réduction ou une interruption totale de ses importations, en se repliant sur sa propre production rudimentaire. Un tel repli signifie la mort pour l'industrie d'un pays développé — à moins que ce développement n'ait pris des proportions gigantesques.

économiques, même de poser n'importe quelle condition à l'aide qu'ils accordent à Tito sous forme de crédits ou de levée en faveur de la Yougoslavie du blocus commercial qu'ils tendent à imposer aux pays de la zone orientale. Qu'ils essaient d'obtenir le maximum de concessions de la bureaucratie titiste est parfaitement possible; qu'ils fassent de ces concessions une condition *sine qua non* de leur aide est absolument exclu, étant donné que la fonction essentielle de la Yougoslavie pour les Etats-Unis est de consolider la rupture sur un point essentiel du bloc soviétique et de donner un exemple aux bureaucrates des autres pays satellites. Face à ces facteurs généraux, les quelques dollars que sous une forme ou une autre la participation à l'exploitation de la Yougoslavie pourrait lui procurer ne pèsent pas lourd pour l'impérialisme américain. L'aide à la Yougoslavie entre dans les frais généraux de la préparation de la troisième guerre mondiale.

C'est en exploitant cette situation que Tito pourra continuer sa danse sur la corde raide aussi longtemps que la guerre froide durera.

PROLETARIAT ET TITISME

Le critère de l'attitude des militants ouvriers face à la bureaucratie titiste ne peut pas être fourni par des considérations conjoncturelles (« crise » créée par le titisme au sein des partis staliniens, « enthousiasme » des travailleurs yougoslaves par le plan quinquennal, etc...) mais par l'analyse de sa nature sociale et de son rôle historique. Aux questions qui se posent donc de ce point de vue : quelle est la nature du régime économique et social existant en Yougoslavie ? que représente la bureaucratie titiste ? quel est le caractère de sa lutte contre le Kremlin ? il nous sera facile de répondre maintenant sur la base de l'analyse fournie précédemment.

L'économie yougoslave est basée sur l'exploitation des travailleurs. De même qu'en Russie ou dans les pays capitalistes occidentaux, les travailleurs sont dans la production des simples exécutants. La gestion de la production, l'orientation de l'accumulation, la répartition du produit consommable, sont en tant que fonctions économiques, monopolisées par la

bureaucratie et exercées par celle-ci dans ses intérêts. Ces traits définissent une société d'exploitation et, dans la phase historique actuelle une société capitaliste bureaucratique.

Face à cet élément primordial, le fait que le taux de l'exploitation en Yougoslavie est plus ou moins grand, que la plus-value accaparée par la bureaucratie est utilisée dans telle ou telle proportion pour l'accumulation ou pour sa consommation improductive n'a qu'une importance absolument secondaire. La nature fondamentale du régime d'exploitation ne change pas si en Australie, pour prendre un exemple arbitraire, le taux de l'exploitation est moins élevé qu'en Espagne, et les Etats-Unis n'ont pas cessé d'être le modèle de la société capitaliste, lorsqu'entre 1941 et 1944, une énorme partie de la plus-value produite était immédiatement réinvestie dans la production.

En fait nous avons vu que le taux d'exploitation en Yougoslavie doit être énorme. Nous avons vu égalemet que la partie du produit de cette exploitation utilisée par la bureaucratie yougoslave pour l'accumulation aux dépens de sa consommation improductive, est beaucoup plus grande que ce n'est le cas en Russie, par exemple. Mais la différence est uniquement quantitative et s'amenuisera avec le temps. La consommation improductive de la bureaucratie russe n'est devenue énorme et n'a commencé à se refléter dans l'orientation de l'accumulation qu'après la première décade de son accession au pouvoir. Pendant toute une période, la bureaucratie yougoslave devra, si elle veut exister, développer son économie avant de pouvoir penser à autre chose et sera obligée de faire passer la production ou l'importation de moyens de production avant celle d'automobiles de luxe ou de fourrures. Sa « frugalité » actuelle ne nous attendrit pas davantage que l'avarice des bourgeois puritains du début du capitalisme, pour lesquels l'extension de leur capital était la seule chose qui comptait (71).

Mais le développement de la bureaucratie a sa logique interne. Au fur et à mesure que l'économie yougoslave s'industrialisera, la bureaucratie s'étendra, elle se consolidera, et elle différenciera de plus en plus ses revenus consommables de ceux du reste de la population. Ainsi, les revenus bureaucratiques créant une demande de produits correspondants, la

(71) « Accumulez, accumulez, voilà les Lois et les Prophètes ! » (K. Marx, Le Capital.)

structure de classe de la société se reflètera inévitablement dans l'orientation de l'accumulation elle-même. La part relative des produits consommables par la bureaucratie dans la production et l'importation de biens s'accroîtra aux dépens de celle des moyens de production, et l'accumulation devant rester au même niveau, l'exploitation du prolétariat ne pourra que s'accoître encore.

Une fois le caractère réactionnaire et exploiteur de la bureaucratie yougoslave établi, le conflit qui l'oppose à la bureaucratie moscovite apparaît sous son véritable jour : la lutte entre deux exploiteurs pour un partage différent du produit de l'exploitation. Une telle lutte n'a rien à voir avec la lutte du prolétariat : celui-ci ne peut qu'utiliser les difficultés qu'elle provoque chez la classe dominante pour développer son action subversive. Le caractère prétendument « national » de la lutte titiste ne peut rien changer à cela : soutenir Tito en Yougoslavie sous prétexte de lutter contre l'asservissement du pays par la Russie ne serait pas moins réactionnaire que de soutenir en Allemagne un parti nationaliste bourgeois voulant expulser les Américains et restaurer l' « indépendance » de l'Allemagne — en fait, des exploiteurs allemands. A l'époque du capitalisme décadent, l' « indépendance nationale » est une idée à la fois utopique et réactionnaire. Utopique, parce que le cadre de la « nation » est constamment brisé et dépassé par l'internationalisation croissante des forces productives et de la vie sociale. Que ce soit sous la forme de la domination mondiale d'un seul Etat, ou sous la forme du pouvoir mondial du prolétariat, l' « indépendance nationale » est irrémédiablement condamnée à disparaître. Réactionnaire, car la lutte « pour l'indépendance nationale » reste un des principaux moyens d'asservissement idéologique et politique du prolétariat à sa bourgeoisie ou à sa bureaucratie « nationales ». L'intensification et l'extension incontestable de l'oppression nationale à l'époque actuelle ne pourra être supprimée que par la révolution socialiste; liée directement au problème de l'Etat et de ses rapports avec le monde, la solution de la question nationale implique directement une transformation radicale des rapports sociaux et politiques à l'échelle mondiale, et en tant que telle elle est partie intégrante du programme de la révolution prolétarienne. Laisser seulement supposer qu'il y a dans le cadre des rapports d'exploitation, une forme spécifique quelconque de lutte « nationale » possible pour le prolétariat, c'est participer directement à la

mystification des exploités au profit d'une couche nationale quelconque d'exploiteurs.

Il est caractéristique qu'à l'opposé de ce qui s'est produit avec la Révolution russe de 1917 ou avec la guerre civile espagnole de 1936, la pseudo « révolution » yougoslave n'a eu pratiquement aucun écho au sein du prolétariat international. Il n'y a là rien que de très naturel. Rien de plus naturel aussi, si jusqu'ici l'affaire yougoslave n'a provoqué de réactions qu'auprès de certains intellectuels staliniens, auprès de certains vassaux du P.C. aspirant à un peu plus d'indépendance dans le cadre de la fidélité à la bureaucratie (c'est le cas de la fraction protitiste du P.S.U.), auprès des banqueroutiers désemparés que sont les ex-trotskistes droitiers du R.D.R., enfin auprès des dirigeants trotskistes, en quête désespérée d'une « réalité » quelconque où s'accrocher.

Le cas des intellectuels staliniens genre Cassou et Cie ou des titistes du P.S.U. n'est guère intéressant. Après s'être, des années durant, empalés eux-mêmes sur les poutres du stalinisme, avoir pataugé dans la boue et avalé tous les crimes et toutes les trahisons, ils sont révoltés aujourd'hui par la paille des accusations de « mauvaise foi » du Kominform contre Tito. Des militants révolutionnaires et des ouvriers assassinés depuis vingt ans aux quatre coins du monde par Staline, de l'exploitation et de la terreur que subit le prolétariat russe, ils s'en moquent; mais Tito et sa clique les intéresse au plus haut point. C'est que dans son sort, ils défendent le leur; ils demandent, tout au moins aussi longtemps qu'ils seront les plus faibles, que la dictature de la bureaucratie soit un peu une « démocratie » pour les bureaucrates eux-mêmes.

L'aventure titiste des dirigeants trotskistes est plus instructive. Le passage de la direction trotskiste, avec armes et bagages, dans le camp de la bureaucratie prouve la faillite définitive de la plateforme trotskiste; l'incapacité de s'orienter dans l'histoire contemporaine, d'analyser correctement l'avènement de la bureaucratie et d'en tirer les conclusions politiques nécessaires sont à la base de la capitulation devant la bureaucratie qui est le contenu le plus clair du « titisme » de la IV[e] Internationale (72). Il est ainsi prouvé que, pendant les

(72) V. l'analyse de cette évolution idéologique du trotskisme dans la « Lettre ouverte au P.C.I. » publiée dans le n° 1 de cette revue (particulièrement p. 98) et dans l'article de Cl. Montal, publié dans le n° 4 (« Le trotskisme au service du titisme », p. 87-92).

époques critiques de l'histoire, la soi-disante « fidélité » a des idées périmées équivaut à la pire trahison de la lutte de classe.

Le battage hystérique mené actuellement par les trotskistes et quelques consorts douteux autour de la « révolution » yougoslave ne les mènera pas loin. Les ouvriers d'avant-garde qui ont fait l'expérience de la bureaucratisation, et qui en ont dégagé les conclusions nécessaires ne se battront pas pour la défense d'une autre bureaucratie. Le seul fruit que les dirigeants trotskistes retireront de leur campagne seront les coups de pied dont Tito les gratifie constamment (73).

L'avant-garde ouvrière tirera les conclusions précieuses qui se dégagent de l'affaire yougoslave, en comprenant que la bureaucratie constitue actuellement une réalité historique, et que les bases de son pouvoir se trouvent dans l'expropriation du prolétariat, dans la monopolisation par une couche sociale de la gestion de l'économie et de l'état. Pour les fractions du prolétariat qui suivent encore le stalinisme, l'expérience yougoslave sera un ferment dont pourra germer l'esprit critique face au stalinisme et à la bureaucratie, quel que soit sa nationalité. Ce sont là, et non dans la mobilisation des ouvriers au service de la bureaucratie yougoslave, les résultats positifs que nous pouvons attendre de l'affaire Tito.

PIERRE CHAULIEU,
GEORGES DUPONT.

(73) Voici un passage édifiant d'un discours d'un ministre yougoslave : « les divers types suspects rassemblés autour d'une IVe Internationale, divers espions impérialistes, etc... » (Tanyug, Bulletin d'Information, n° 86, p. 3. C'est de ce Bulletin d'Information que « La Vérité » recommande instamment la lecture à la classe ouvrière). Les trotskistes « expliquent » ces ignobles calomnies par l' « ignorance » dans laquelle se trouvent les dirigeants titistes de la véritable nature de la IVe Internationale. Comme disait Socrate, « nul n'est méchant volontairement ».

LA GUERRE ET NOTRE EPOQUE

(suite)

I. — PROLETARIAT ET DIRECTION REVOLUTIONNAIRE FACE A LA GUERRE

Au seuil de ce second article sur la guerre et notre époque, il n'est pas inutile de préciser à nouveau les raisons qui nous poussent à porter un intérêt tout à fait particulier aux problèmes qui sont posés au prolétariat par le déclanchement successif sur une échelle chaque fois élargie, de guerres entre les grandes puissances exploitrices du monde.

Précédemment, nous avions insisté essentiellement sur nos raisons générales. C'était tout d'abord parce que « toutes les couches de la population sentent peser lourdement sur elles la menace d'une guerre terrible qu'elles sentent et savent inéluctable, parce qu'elles ont le sentiment que la guerre est rentrée dans le mécanisme même de la société moderne, bien qu'elles ne sachent pas exactement pourquoi ni quel est ce mécanisme » C'était ensuite parce que ce même sentiment que nous partageons avec la quasi totalité de l'humanité, mis à part quelques « théoriciens » marxistes qui nous accusent assez risiblement de vouloir jouer aux originaux, nous a amené à énoncer sur le plan théorique que cette guerre qui pèse sur la destinée du monde moderne constitue « la clé de voûte de toute conception de l'histoire contemporaine et de la politique révolutionnaire à notre époque ». Nous pensons, en effet, qu'elle exprimera « un moment décisif de l'évolution du système mondial d'exploi-

tation, non seulement parce qu'elle ébranlera les bases matérielles et politiques des régimes d'exploitation en présence, mais encore parce que les masses y feront leur expérience du capitalisme et de la bureaucratie sur une échelle et à un niveau sans comparaison avec tout ce qui a précédé ».

Ces raisons générales cependant, pour essentielles qu'elles soient, ne suffisent pas à justifier la manière particulière dont se manifeste l'intérêt que nous portons à la guerre et qui, sur ce point, distingue radicalement notre attitude de celle qui est prise par les autres courants révolutionnaires. Pour nous, il ne suffit pas d'avoir une conception historique et une perspective plus ou moins limitée qui soient fondées pour se dégager de toute responsabilité, sous prétexte que l'on dit la « vérité » aux masses. Cela devient évident lorsque cette vérité qu'il ne faut pas cacher c'est justement l'inéluctabilité de la guerre. Se contenter de propager cette idée *sans plus*, ce ne serait pas seulement avoir une influence démoralisatrice sur la masses, ce serait tout simplement une absurdité. En fait, le véritable problème, c'est qu'il faut avoir une perspective de l'évolution de la guerre elle-même qui montre, d'une part, concrètement en quoi les masses trouveront, non pas malgré la guerre mais à cause d'elle, les conditions objectives d'une expérience radicale du phénomène bureaucratique qui domine notre époque, et qui montre d'autre part les moyens idéologiques et pratiques qui permettront au prolétariat de donner une issue positive à cette expérience.

C'est pour surmonter la contradiction indéniable qui existe, *si l'on se place au point de vue traditionnel qui a été celui de la théorie révolutionnaire jusqu'ici*, entre la reconnaissance de l'inéluctabilité de la guerre et l'armement idéologique positif du prolétariat, que nous sommes justement amenés à rompre avec ce point de vue traditionnel. C'est ainsi que nous sommes amenés à étudier les conditions *générales* de la lutte armée du prolétariat et non pas, comme on l'a fait jusqu'ici, un de *ses aspects particuliers et privilégiés*, tel que l'est l'insurrection conçue comme *l'ultime acte* d'une situation révolutionnaire qui aurait été correctement exploitée, c'est-à-dire approfondie et élargie par une action politique juste.

Deux points de vue.

On peut évidemment se placer exclusivement au point de vue du « révolutionnaire professionnel » qui ne s'intéresse qu'à la prise insurrectionnelle du pouvoir dans le cadre de ce que

l'on peut appeler la perspective « la plus favorable » qui est typiquement celle que l'on nomme une *situation révolutionnaire*. On peut même dire ou croire qu'une telle situation révolutionnaire est inéluctable et, en conséquence, n'admettre la possibilité de la guerre « impérialiste » que dans l'éventualité d'un échec de l'action prolétarienne. On peut ainsi se vanter de ne pas démoraliser le prolétariat avec des perspectives trop sombres. En fait, sous prétexte de faire confiance à la spontanéité des masses, les « révolutionnaires professionnels » d'aujourd'hui qui ne s'intéressent qu'à la prise insurrectionnelle du pouvoir, ne cherchent qu'à voiler le caractère véritablement « démoralisant » de leurs propres positions théoriques dans lesquelles le prolétariat ne joue plus en fait que le rôle d'infanterie de la révolution.

Cette spontanéité, en effet, ne signifie qu'une seule chose : c'est le prolétariat lui-même qui assume alors *tous les risques* inhérant à un tel passage à l'offensive contre les exploiteurs. De nos jours, plus que jamais, ces risques augmentent et posent même, dès le départ, des problèmes de lutte armée. On sait qu'il est maintenant commun pour les ouvriers de lier toute éventualité d'une grève générale illimitée à l'insurrection elle-même et cette considération fait perdre à la grève son caractère d'étape transitoire et partant limitée, jouant un rôle autonome dans la maturation révolutionnaire.

Dans ces conditions, on ne voit pas comment on peut parler d'une situation révolutionnaire s'ouvrant d'ici la guerre et évoluant durant toute une étape transitoire sur un plan économique et politique comme de l'éventualité la plus probable et dont l'issue positive faisant reculer la guerre ne dépendrait plus que d'une action insurrectionnelle conçue comme dernier acte de la situation favorable ainsi créée. Toute la littérature qui consiste ensuite à expliquer que le succès de cette action ultime n'est pas certain, qu'il dépend de la politique juste du parti révolutionnaire du prolétariat et de sa reconnaissance par les masses et que l'échec toujours possible ouvrira alors inéluctablement la voie à la guerre « impérialiste », n'est que phrases vides.

La réalité c'est *qu'au point de vue du prolétariat*, la distinction entre perspectives les plus favorables et perspectives les plus défavorables devient de plus en plus illusoire. Par contre, il est évident que si l'on se place au point de vue *extérieur* à la classe de l'utilisation consciente par une « direction révolutionnaire » d'une situation effectivement favorable, mais en réalité résultant de l'action spontanée et de l'héroïsme des

ouvriers, une telle distinction peut sembler très importante.

Ce point de vue ne peut pas être le nôtre : ceci non seulement en ce que nous nous refusons de nous placer à ce point de vue extérieur à la classe, mais encore parce qu'il est fort peu réaliste. Il y a longtemps que les ouvriers se sont élevés eux-mêmes à la conscience de la nécessité de la prise du pouvoir insurrectionnelle et « attendent eux aussi » une occasion historique qui favorise une offensive générale et se refusent d'une manière très déterminée à un héroïsme sans lendemain et qui implique des risques immenses. Sans un certain nombre de conditions, des actions autonomes d'envergure ne peuvent être sérieusement escomptées.

Or, dans le cadre d'une analyse correcte du monde actuel et d'une perspective véritablement historique, et non plus seulement partielle, qui en découle, c'est la guerre elle-même, et ceci non pas *en tant que guerre en général*, mais en tant que *dernière guerre de l'ère capitaliste*, qui offrira ces conditions « favorables ». En effet, il est absurde de croire que le capitalisme engendre comme cela des guerres en général. Si les guerres sont bien, comme le dit Marx, des grandes accélératrices du processus historique, cela ne peut signifier que ceci : dans le cadre historique de l'ère capitaliste, l'accélération de l'évolution ne peut avoir d'autre sens que l'accélération de la tendance la plus profonde du capitalisme : celle à la concentration des forces productives. La guerre qui vient posera la limite ultime de cette tendance avec comme objectif : la domination mondiale. En même temps, elle sera l'expression véritablement la *plus élevée* des contradictions du système mondial d'exploi- l'on puisse qualifier de contradictions capitalistes, c'est-à-dire qui soient objectivement favorables à une révolution prolétarienne.

Le problème de la « lutte sur les deux fronts ».

Une chose est tout d'abord évidente : la conjonction des intérêts d'une bureaucratie influente et puissante, de la fidélité au stalinisme basée sur la tradition et des risques encourrus par toute action offensive d'envergure contre la bourgeoisie pousse toute une partie de la classe à subordonner toute action au concours de la puissance matérielle russe. Evidemment, ce dernier facteur n'est réellement décisif que dans la mesure où la fraction croissante de l'avant-garde faisant l'expérience de la bureaucratie est réduite à l'impuissance et *se sent réduite à l'impuissance.*

En effet, la caractéristique essentielle de la période actuelle n'est pas que les conditions objectives de la prise de conscience complète de l'exploitation bureaucratique ne seraient pas données aux éléments ouvriers avancés (du jour où elles sont données pour son expression théorique définitive, ainsi que c'est le cas, elles le sont aussi pour la conscience de l'avant-garde ouvrière, bien qu'en d'autres termes), mais c'est que toute action prolétarienne *autonome* d'envergure pose directement le problème d'une lutte révolutionnaire sur les « deux fronts », capitaliste et bureaucratique, lutte qui, de plus, implique l'emploi presqu'immédiat de la violence organisée. On peut même dire que la prise de conscience de ce problème par l'avant-garde ouvrière constitue l'homologue ouvrier de la reconnaissance théorique de la nature de l'exploitation bureaucratique. En effet, pour les ouvriers, la compréhension politique se pose directement en termes d'action, et ainsi ne peut être considérée séparément d'une orientation d'action. Or, et c'est ici que cette constatation prend toute sa signification, il n'existe *pas* et il *ne* peut exister, aussi bien sur le plan politique que sur celui propre à la violence organisée, *de solution stratégique*, qu'elle soit empirique ou théorique, *conciliable avec une dualité des buts*.

La stratégie politique léninienne, malgré certaines apparences, ne comportait pas une telle dualité des buts, ni dans la question de la révolution dans les pays arriérés n'ayant pas fait leur révolution bourgeoise (du moins après avril 17), ni dans celui de l'attitude face à la social-démocratie. Dans le premier cas, on sait que les thèses d'avril ont rejoint ce qu'il y avait de positif dans la thèse de Trotsky de la Révolution permanente. Dans le second, la théorie de l'aristocratie ouvrière, base d'une social-démocratie conçue comme agent ouvrier de la bourgeoisie faisait que l'affaiblissement d'un des deux adversaires ne pouvait paraître en aucun cas signifier le renforcement de l'autre.

Justement, de nos jours, « l'attentisme » ouvrier repose avant tout sur l'idée que la lutte sur les deux fronts est impossible tant que l'affaiblissement de l'un des adversaires semblera signifier obligatoirement le renforcement de l'autre. « On ne peut que compter les coups ». Une telle idée mine à la base même toute action autonome et, sur le plan de violence organisée, l'hétérogénéité des moyens qu'implique une dualité des buts confère à toute action d'envergure un caractère contradictoire quasi insoluble. Il est illusoire de croire qu'à *ce stade de conscience* les ouvriers se laisseront aisément aller à leur sponta-

néité et que donc de grandes actions autonomes créeront cette situation « la plus favorable » à l'utilisation politique, générale d'abord, insurrectionnelle ensuite, par « une direction révolutionnaire » aux intentions pures.

Mais ce sentiment d'impuissance de l'avant-garde, dont nous parlions plus haut, qui prévaut et prévaudra en gros dans la période de préparation de la guerre, trouvera dans la guerre elle-même les conditions matérielles et idéologiques de son dépassement. En effet, d'une part, les contradictions du système mondial d'exploitation trouveront un terrain commun et unique d'expression dans la guerre; d'autre part, la nature de classe, identique quant au fond, des blocs antagonistes, se dévoilera universellement. Ceci dit, il convient de souligner que, déjà même avant la guerre pour ainsi dire « officielle », le fait que les staliniens seront amenés à détourner de plus en plus les actions de classe dans le sens de véritables escarmouches de sabotage de la production du bloc atlantique, permettra à cette avant-garde d'amorcer sérieusement son expérience. En effet, si la subordination croissante des intérêts ouvriers les plus élémentaires aux intérêts de la « guerre froide » de la bureaucratie stalinienne rencontrera toujours une approbation politique de la part des ouvriers les plus attachés au stalinisme, elle posera de plus en plus aux yeux des autres ouvriers le problème en ses véritables termes : suivre les staliniens signifie sacrifier ses intérêts immédiats pour les objectifs finaux lointains assez utopiques et pour le moins douteux d'une nouvelle « grande puissance ».

Les conditions du dépassement de la période actuelle d'attente.

Une des tâches essentielles de l'avant-garde organisée est donc de poser les bases du dépassement idéologique de la période actuelle d'« attente » en ouvrant aux yeux des ouvriers une perspective d'action *positive*, à la fois dans la guerre et d'ici la guerre. Il est évident que le problème de l'orientation d'action à donner à l'avant-garde de la classe d'ici la guerre sort du cadre de cet article. Cependant, toutes les réponses que l'on pourra donner par ailleurs à cette question n'auront une valeur quelconque que si l'on montre que les actions amorcées par la classe durant cette période, loin de voir leurs effets annulés par la guerre, malgré tout inéluctable, ne constituent en fait que les premières manifestations d'une irruption autonome de la classe ouvrière sur la scène historique, qui trouvera son apogée

dans la guerre elle-même. La transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, commence pour ainsi dire dès maintenant, mais pour que les ouvriers les plus conscients le comprennent, il faut évidemment montrer que cette transformation est possible au sein de la guerre elle-même.

Pour cela, il ne suffit évidemment pas d'affirmer que l'identité profonde du système mondial d'exploitation se dévoilera universellement dans la guerre. Ce n'est pas là une perspective et si nous ne faisions que réaffirmer cette idée, qui n'est d'ailleurs pas notre monopole, bien qu'elle ait reçu dans cette revue une expression plus systématique que partout ailleurs, nous resterions comme les autres en deça du problème crucial que se posent les ouvriers : peut-on lutter « sur les deux fronts » ?

Pour nous une perspective, pour être valable, doit englober tous les aspects de l'évolution et donc être au premier chef une anticipation de l'évolution consciencielle autonome du prolétariat. Pour cela, il faut avoir une vue claire sur les conditions matérielles et politiques dans lesquelles se fera l'expérience du prolétariat et sur la manière dont ces conditions évolueront. C'est parce que l'avant-garde organisée est à même d'accéder dès aujourd'hui à la compréhension de l'identité de fond du système mondial d'exploitation qu'elle peut anticiper sur l'expérience que fera inéluctablement la classe elle-même dans les conditions ultimes de la guerre. En second lieu, c'est uniquement sur la base d'une telle anticipation que peuvent être apportées les solutions théoriques positives au problème stratégique posé par l'existence simultanée et antagonique du « front » capitaliste et du « front » bureaucratique.

Le fait que nous tenions compte dans notre perspective de l'évolution consciencielle autonome de la classe conçue comme facteur primordial ne permet nullement de conclure à une sous-estimation de notre part du rôle effectif que doit jouer la direction révolutionnaire. On peut même considérer que dans notre conception, ce rôle ne fait qu'augmenter en importance. En effet, c'est uniquement grâce à l'apport idéologique de la direction révolutionnaire — apport ayant une base théorique qui est pratiquement son monopole — que pourra être levée l'hypothèque terriblement lourde que fera peser sur la conscience et sur la compréhension de l'avant-garde ouvrière la confusion des idées, d'une part, et celle peut-être encore plus grave des faits eux-mêmes. Il est évident que, dans la guerre, cette double confusion sera poussée à son paroxysme et qu'il sera alors trop tard, même pour ceux qui en auront enfin compris la nécessité, pour poser les bases théoriques d'une

compréhension des événements. Trop tard parce qu'alors c'est justement sur le plan de l'action elle-même que la direction révolutionnaire devra apporter les solutions positives qui permettront à l'avant-garde ouvrière dans son action autonome de se délimiter d'une manière claire et tranchée de toutes les autres initiatives que pourront prendre et que prendront les masses et qui seront obligatoirement équivoques dans leur contenu. C'est seulement ainsi que l'avant-garde ouvrière pourra jouer son rôle primordial qui est celui d'être véritablement un exemple vivant et communicatif pour l'ensemble de la classe. C'est dans ce sens que l'on peut dire sans crainte d'exagérer que la capacité de l'avant-garde ouvrière dépend directement de la capacité de la direction révolutionnaire d'influencer d'une manière prépondérante cette avant-garde.

II. — LIMITES HISTORIQUES DE LA CONCEPTION LENINIENNE DES GUERRES IMPERIALISTES ET TERMES ACTUELS DU PROBLEME

Le fait seul que nous nous placions au point de vue des conditions générales de la lutte armée du prolétariat et non, comme on l'a fait jusqu'ici, au point de vue de l'insurrection conçue comme ultime acte d'une situation révolutionnaire correctement exploitée sur le plan politique, nous amène à étudier la guerre, soit celle dont nous venons de sortir, soit la prochaine, non pas comme l'expression sur un autre plan des conflits politiques du *moment*, mais comme une étape de l'évolution générale du système mondial d'exploitation et de ses contradictions.

Ce point de vue n'est pas contradictoire avec celui du léninisme de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, pas plus qu'il ne l'est avec sa base théorique qui est l'utilisation marxiste de la célèbre formule clausewitzienne suivant laquelle la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens. Cependant, il exige d'aller plus loin que l'on ne peut le faire dans le cadre trop étroit de cette formule.

On sait que le défaitisme révolutionnaire : « l'ennemi c'est

notre propre bourgeoisie », « la défaite c'est le moindre mal » a constitué l'arme idéologique léniniste fondamentale de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Or ce mot d'ordre repose justement sur l'appréciation concrète de la guerre non seulement comme expression d'une politique déterminée, mais encore et surtout comme correspondant à une étape de l'évolution capitaliste, définie comme celle de la domination des monopoles. C'est en cela et en cela seulement que l'on peut parler d'une utilisation marxiste de la formule Clausewitzienne qu'il n'a jamais été question pour un marxiste de prendre en elle-même comme on le fait vraiment trop couramment. Il est à remarquer que, précisément la définition léninienne de l'impérialisme dépasse à la fois une simple caractérisation des *régimes* politiques et de leur structure légale (l'oligarchie financière a une réalité de fait indépendemment de ces régimes politiques ou juridiques), de même qu'elle dépasse le stade d'une caractérisation sociale indéterminée : il ne s'agit pas du régime capitaliste en général ou de la bourgeoisie en général, mais bien du capitalisme monopoleur, et d'une fraction déterminée de la bourgeoisie.

Sur un autre plan, la guerre, à l'époque impérialiste, devient la forme inéluctable d'expression de la contradiction capitaliste fondamentale existant entre les moyens et les buts. Elle l'est à deux égards. D'abord parce que les forces productives nationales sont trop développées pour les cadres nationaux étroits. Ensuite parce que le capitalisme qui a pénétré jusque dans les régions et les secteurs les plus arriérés est arrivé à un stade où le monde est déjà entièrement partagé et où toute modification du rapport de forces pose directement le problème de ce que Lénine appelle le « repartage » du monde. Or un tel repartage ne peut se faire que dans la guerre.

Il faut s'arrêter à cette idée léninienne du repartage du monde, parce qu'elle constitue la base historique profonde de la stratégie du défaitisme révolutionnaire dont elle détermine le caractère positif d'un côté et dont elle trace les limites objectives de l'autre. En effet pour Lénine la guerre impérialiste qui est une expression aiguë de la crise profonde du capitalisme, loin de la résoudre ne fait qu'approfondir cette crise. C'est justement cet approfondissement international de la crise que chaque bourgeoisie nationale essayait de surmonter dans la guerre et dans la victoire, qui pose les bases de l'action révolutionnaire des masses et de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Néanmoins, une telle transformation n'est nullement inéluctable parce que le prolétariat ne pose

pas ses problèmes directement de lui-même sur le plan international et que, plus ou moins soumis à l'influence de l'idéologie bourgeoise, l'approfondissement international de la crise peut être voilé à ses yeux par la victoire de sa propre bourgeoisie sur la ou les bourgeoisies adverses. En effet, la possibilité d'un simple repartage du monde implique en elle-même la possibilité que certaines nations se trouvent favorisées par ce repartage alors que pour d'autres il en résulte l'effondrement de leur ancienne puissance impérialiste. Dans ces conditions, c'est évidemment dans le clan des vaincus que la structure du régime bourgeois risquera d'être le plus fortement ébranlée. Mais pour que l'action des masses dans ces pays puisse avoir une orientation réellement prolétarienne et révolutionnaire, il est indispensable que le prolétariat des pays vainqueurs se présente ouvertement comme un allié de ceux-ci en luttant contre sa propre bourgeoisie et en faisant obstacle à ses rapines impérialistes. Dans le cadre de cette perspective de repartage du monde, le défaitisme révolutionnaire ne peut nullement s'exprimer comme irruption d'une troisième force qui, au sein de la guerre elle-même, mette un terme à la guerre impérialiste avant même qu'il ne se trouve un vainqueur effectif dans l'un ou l'autre camp. Au contraire pourrait-on dire : c'est la défaite ou au moins l'ébranlement décisif de l'un quelconque des adversaires, c'est-à-dire en fait le dénouement de la guerre, qui est le point de départ à l'action révolutionnaire et le caractère internationaliste de la formule du défaitisme ne joue pleinement que comme expression de la solidarité internationale du prolétariat des pays vainqueurs avec l'action du prolétariat des pays vaincus. Pour cela évidemment, il faut que dans tous les pays et dès le début l'avant-garde prolétarienne ait lutté contre la victoire de sa bourgeoisie, pour le moindre mal de la défaite, et ceci non seulement parce que l'on ne peut connaître d'avance quel sera le vaincu de fait, mais encore et surtout parce que seule une solidarité internationale effective peut permettre au prolétariat des pays vaincus de mener jusqu'au bout son action révolutionnaire, c'est-à-dire jusqu'à la prise du pouvoir. On voit donc que le mot d'ordre du défaitisme révolutionnaire était considéré sous un angle essentiellement pratique, comme agent indispensable d'exploitation de la crise mise à l'ordre du jour par la guerre impérialiste. C'est dans ce sens que Lénine pouvait parler de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Mais en même temps se trouvaient posées les limites de cette action révolutionnaire. En effet, dans la mesure où la social-

démocratie se trouvait assez forte pour maintenir les masses dans le marais social-patriote, le fait que la guerre ne faisait en définitive qu'exacerber internationalement les contradictions du capitalisme au lieu de leur apporter une solution, n'empêchait nullement que malgré ces contradictions accrues puisse se fonder sur la base du repartage du monde non seulement un nouvel équilibre entre les nations, mais encore un nouvel équilibre entre les classes. C'est justement ce qui s'est produit avec ce que l'on a appelé l'équilibre de Versailles. Et ce nouvel équilibre pouvait se maintenir jusqu'à une prochaine révolution... ou une prochaine guerre. Dans cette mesure, la guerre, le repartage du monde qui devait en découler, ouvraient bien la porte à une nouvelle stabilisation de caractère capitaliste dans l'éventualité d'une carence du prolétariat et pouvaient donc bien apporter une « solution » à la classe capitaliste prise dans son ensemble.

Le caractère quasi permanent, intangible pour ainsi dire, de cette double possibilité historique, était exprimé d'une part dans la formule suivant laquelle l'impérialisme était qualifié d'« ère des guerres et de révolutions » et d'autre part dans la formule qui affirmait que l'ère des guerres nationales progressives était close (sauf, mais avec de telles restrictions qu'on ne peut parler d'un retour à la conception marxiste du dix-neuvième siècle, pour les guerres coloniales d'indépendance). En fait ces deux formulations se balancent et se déterminent réciproquement : le défaitisme révolutionnaire se justifie par le caractère non progressif de toute guerre à l'époque impérialiste d'une part et la possibilité toujours ouverte d'un repartage du monde et d'un nouvel équilibre capitaliste limite l'expression du défaitisme révolutionnaire à la formulation « nationale » : « l'ennemi c'est notre propre bourgeoisie », « la défaite, c'est le moindre mal ». Pour que les contradictions internationales accrues du capitalisme à travers la guerre puissent servir à la révolution, il faut que le prolétariat soit politiquement en mesure d'agir dans le cadre national qui est le cadre historique de la bourgeoisie.

Ce rappel évidemment n'apprendra rien à personne : non seulement on connaît la « révision » apportée par Lénine sur le caractère progressif possible des guerres dites nationales, mais encore on considère l'ouvrage théorique de base sur lequel repose cette « mise au point » qu'est « L'Impérialisme stade suprême du capitalisme » comme étant un des apports fondamentaux du léninisme.

Par contre, on ne connaît pas du tout — ou au moins on

néglige totalement — la « révision » corrélative qui a été faite par Lénine sur le problème des rapports existant entre l'organisation armée des grandes puissances et la caractérisation sociale des guerres. Pourtant Engels avait non seulement traité à fond ce problème, mais encore avait tiré de cette étude une perspective historique. Or l'essentiel de la stratégie léninienne du défaitisme révolutionnaire repose sur une « révision » des positions d'Engels sur ce problème particulier.

Ce point vaut la peine d'être élucidé. Voilà ce que dit Engels dans ses « Notes sur la guerre de 1870-71 » : « La Providence est toujours du côté des gros bataillons » était une des manières favorites dont Napoléon expliquait comment les batailles se gagnent et se perdent. C'est d'après ce principe que la Prusse a agi. Elle s'est préoccupée d'avoir de « gros bataillons ». Quand en 1807, Napoléon lui interdit d'avoir une armée de plus de 40.000 hommes, elle renvoya ses conscrits après six mois d'instruction et les remplaça par des recrues novices, et ainsi, en 1813, elle fut à même de mettre en campagne 250.000 hommes sur une population de quatre millions et demi d'habitants... Seulement le système prussien a son point faible. Il doit concilier deux objectifs différents et finalement incompatibles. D'un côté il prétend faire un soldat de chaque homme physiquement apte, avoir une armée permanente n'ayant d'autre objet que d'être une école où les citoyens apprennent l'usage des armes, et un noyau autour duquel ils se rallient au moment d'une attaque du dehors. Jusque-là le système est purement défensif. Mais de l'autre côté, cette armée est destinée à être le soutien armé, le principal support d'un gouvernement presque absolu; et à cette fin l'école d'armes pour les citoyens doit être changée en école d'absolue obéissance aux supérieurs et de sentiments royalistes. Cela ne peut se faire que par un long service. C'est là qu'apparaît l'incompatibilité. Une politique étrangère défensive exige l'instruction de beaucoup d'hommes pendant une courte période pour avoir, en cas d'agression étrangère, un grand nombre d'hommes en réserve et la politique intérieure exige le dressage d'un nombre limité d'hommes pendant une longue période *pour avoir une armée fidèle en cas de révolution intérieure* (1). La monarchie quasi-absolue a choisi une voie intermédiaire... La fameuse obligation du service pour tous n'existe pas en réalité..., ce qui à l'origine était un peuple armé pour sa propre défense devient une arme toujours prête et disposée à l'attaque, un instrument de politique de ca-

(1) Mis en italique par nous.

binet. » Plus loin, Engels cite des chiffres et précise sa pensée en termes non équivoques : « Les hommes qui ont passé par l'armée ne dépassent pas 12 p. 100 de la totalité de la population mâle adulte... La « nation en armes » (en Prusse) est absolument une blague. » Montrant que le pied de guerre de la Confédération de l'Allemagne du nord (950.000 h. pour une population un peu inférieure à 30 millions), représente seulement 3,17 p. 100 de la population, Engels prouve qu'il serait aisé d'élever ce chiffre jusqu'à celui de 6 à 8 p. 100 de la population « immédiatement exercés et disciplinés pour être appelés en cas d'attaque, les cadres qu'il faut à la totalité étant maintenus en temps de paix comme cela se fait maintenant ». Et il ajoute : « Cela serait réellement une « nation en armes »; mais cela ne serait pas une armée bonne *pour les guerres de cabinet, pour la conquête ou pour une politique de réaction à l'intérieur.* » (1) Et il précise encore : « Pourtant ce serait simplement la formule prussienne changée en réalité. Si l'apparence d'une nation en armes a présenté une telle puissance, que serait la réalité ? Et nous pouvons compter que si la Prusse persistant à conquérir, y amène la France, la France fera de cette apparence une réalité — sous une forme ou sous une autre... Mais la Prusse ne peut-elle en faire autant ? — Certainement, mais alors elle cessera d'être la Prusse d'aujourd'hui. Elle gagnera en pouvoir de défense, tandis qu'elle perdra en pouvoir d'attaque; elle aura plus d'hommes, mais non pas aussi en main pour une invasion au commencement d'une guerre; *elle devra renoncer à toute idée de conquête, et quant à sa politique intérieure présente, elle sera sérieusement compromise.* » (1)

Ainsi Lénine, partant de l'analyse du capitalisme des monopoles, c'est-à-dire d'une analyse de caractère essentiellement économique, en est arrivé à envisager que, sur la base de la *collaboration de classe*, des guerres d'agressions et de conquêtes qu'il qualifie d'impérialistes, sont possibles, bien qu'elles exigent de « gros bataillons » et que de telles guerres n'entraînent nullement de manière inéluctable le relâchement du contrôle étatique réactionnaire de la bourgeoisie sur les masses, et ceci, bien que leur armement et leur entraînement soit devenu universel. Ce n'est que dans la défaite matérielle et ses conséquences, d'une part, et sur la base politique du défaitisme révolutionnaire, d'autre part, que les contradictions internationales accrues issues de la guerre peuvent être exploitées révolutionnairement par le prolétariat.

(1) Mis en italique par nous.

Ce qu'il y a d'important dans la nouveauté de cette position, c'est tout d'abord qu'à l'époque où justement il n'existe objectivement plus de possibilité d'existence de guerres que l'on puisse réellement qualifier de nationales (c'est-à-dire de guerres qui aient pour moteur la constitution de nouvelles nations comme cadre nécessaire au développement capitaliste bourgeois), le caractère nationaliste des guerres passe au premier plan. C'est ensuite que dans le cadre national les guerres impérialistes (qui ne sont plus des guerres nationales, mais des guerres de rapines) représentent le moment où le contrôle réactionnaire de la bourgeoisie sur les masses est le plus absolu et où l'esprit de collaboration de classe est le plus poussé. Or, c'est justement ce second point qu'il s'agit d'expliquer le plus clairement possible, car c'est lui qui explique que de grandes guerres, faites avec de « gros bataillons », et qui soient de caractère nationaliste, sont possibles à une époque où justement l'ère des guerres nationales est objectivement dépassé. En effet, comment peut-on entraîner les masses dans la guerre d'une manière plus universelle que cela ne s'est jamais fait, à une époque où le prolétariat et ses organisations semblent au faîte de leur puissance et alors que cette guerre n'a pour objectif que les rapines d'une poignée d'exploiteurs. Si l'on veut bien aller à la racine de la conception léninienne de l'aristocratie ouvrière qui constitue la clé permettant de répondre à ce problème, on se rendra compte, peut-être avec un peu d'étonnement, que le caractère nationaliste de la guerre impérialiste, repose quasi entièrement sur les *bases sociales du régime*, bases sociales qui sont constituées par *une fraction de la classe ouvrière elle-même*. (1) On est ainsi amené à considérer que *dans la guerre impérialiste* le caractère nationaliste anti-prolétarien repose entièrement sur l'existence de l'aristocratie ouvrière. C'est pourquoi si cette aristocratie ouvrière, et plus précisément la social-démocratie qui en est l'expression politique achevée, est mise en échec, *il n'y a positivement plus de guerres possibles.*

Engels prédisait l'impossibilité des guerres de conquêtes faites avec de « gros bataillons ». C'est une perspective périmée,

(1) Il est évident que la notion de « bases sociales » que l'on peut ainsi dégager de la conception léninienne diffère sensiblement de celle que nous avons souvent utilisée lorsque nous parlons des « bases sociales » de la bureaucratie. Dans la société capitaliste classique, la véritable base sociale, c'est, sociologiquement, la bourgeoisie, la classe des propriétaires de moyens de production. Néanmoins, à l'époque du monopole, on est déjà fondé de parler de bases sociales du régime en parlant de couches qui se situent en dehors de la classe numériquement infime des monopoleurs. C'est dans ce sens aussi que nous parlons plus loin des bases sociales du fascisme.

mais au moins c'était une perspective. La formule de Lénine : « L'impérialisme c'est l'ère des guerres et des révolutions », tend à sa limite (1) à devenir la négation de toute perspective méritant ce nom. Il y a seulement *possibilité* de la guerre et une telle possibilité dépend entièrement de l'emprise de la social-démocratie. Ainsi l'immense apport du léninisme comme *pratique* révolutionnaire peut avoir pour effet, si l'on n'y prend garde, de substituer insensiblement l'action politique subjective — et plus particulièrement l'action politique du parti — à toute notion véritable de perspective. Nous allons montrer pourquoi.

C'est au départ d'une analyse économique, celle de l'ère des monopoles, nous l'avons vu, que Lénine expliquait l'existence et la nature de cette couche sociale que constitue l'aristocratie ouvrière et qui, en définitive, représente la base sociale qui permet que soient possibles des guerres nationalistes réactionnaires, c'est-à-dire des guerres nullement nationales, mais de pure rapine, impliquant toutefois une levée en armes véritablement de masse.

Mais cette analyse économique conduisait d'autre part Lénine à considérer que l'ère de la domination des monopoles constituait le « stade suprême du capitalisme ». C'est pourquoi le monde, à la suite des guerres, ne peut être qu'éternellement repartagé, au moins tant que la révolution ne vient pas mettre une fin à ces sanglantes épidémies qu'engendre le capitalisme. Cependant, ce tableau est un peu schématique : en effet, dans la mesure où le prolétariat, à travers la guerre, ses souffrances et ses défaites, n'est quand même pas arrivé à se dégager de l'emprise de la social-démocratie, le repartage du monde par la guerre ne se fait pas sans aggraver considérablement les contradictions internationales du capitalisme monopoleur. D'une part de grandes puissances impérialistes se voient frustrées de leurs colonies et donc de leurs surprofits, d'autre part des pays arriérés, semi-coloniaux et même coloniaux développent leurs forces productives et rentrent dans l'arène de la lutte pour le marché mondial. Ainsi, dans la paix elle-même, les bases objectives du réformisme se font de plus en plus étroites. Ce qui était déjà vrai dans la guerre, l'est encore dans la paix : l'aristocratie ouvrière elle-même se détache des courants réformistes qui l'avaient historiquement représentée de la manière la plus achevée sur le plan politique. Si bien que vu sous cet angle, l'échec des mouvements révolutionnaires directement issus de la guerre

(1) Limite que les trotskystes ont poussé de nos jours jusqu'à l'absurde.

et à travers la défaite, en Allemagne par exemple, prenait un caractère relativement moins grave et n'avait en tout cas qu'une signification transitoire au fond limitée : celle de la faiblesse des jeunes partis communistes de l'époque. Cela devient même la grande et la seule « leçon » de l'histoire, et Trotsky peut la résumer avec cette concision admirable : « La crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire. » On peut dire qu'arrivé à ce point, le cycle inauguré par l'analyse léninienne est achevé. Le défaitisme révolutionnaire, la lutte contre le social-patriotisme constituait au moins effectivement une lutte, on lui substitue après la guerre la politique de front unique : à cette altération de la notion même de perspective que représente l'affirmation que la guerre est toujours et seulement *possible*, on ajoute cette autre altération encore plus grave que la révolution elle aussi, est toujours *possible* et qu'en fin de compte tout dépend de la « ligne juste » des partis communistes. Le trotskysme a, quant à lui, poussé la superficialité historique de cette position jusqu'à l'absurde en découvrant un nouveau réformisme, jouant exactement le même rôle sociologique que l'ancien, mais dont la base économique se trouvait non seulement en dehors du capitalisme monopoleur, mais encore au sein d'un Etat prolétarien dit « dégénéré ».

Ce qu'il y a peut-être de plus grave dans les conséquences de cette position, c'est que l'analyse historique tout entière se réduit alors à une appréciation empirique des fluctuations du rapport de force entre les classes, si bien qu'a fini par s'encrer dans le mouvement ouvrier se réclamant du marxisme cette opinion absurde, qui est la négation même de l'œuvre de Marx lui-même, suivant laquelle sans contact direct et étroit avec la classe ouvrière il est impossible de tracer la moindre perspective révolutionnaire. On oublie simplement qu'une perspective révolutionnaire, c'est une perspective *historique*, parce que c'est l'histoire elle-même et elle seule qui est à l'échelle de l'action révolutionnaire du prolétariat.

Le problème posé dans ses termes actuels.

Il est évident de nos jours que la domination des monopoles ne constitue nullement le stade suprême du capitalisme. Capitalisme bureaucratique et capitalisme d'Etat en sont la preuve tangible. Mais c'est justement ici que commence la difficulté, ce que n'ont pas vu tous les théoriciens, pourtant nombreux, du capitalisme d'Etat. En effet, le phénomène capitaliste d'Etat n'a pas, comme avait celui du capitalisme monopoleur, un carac-

tère immédiatement et directement universel. On ne peut donc faire comme Lénine et déduire de l'analyse d'une nouvelle situation historique universelle les conséquences *pratiques* qu'il convient d'en tirer pour le prolétariat.

En effet, le « dépassement » de l'impérialisme classique sur le plan mondial que l'on peut en gros situer en 1929, a pris tout d'abord la forme de la rupture de la division internationale du travail « harmonieuse » qui prévalait jusqu'alors. C'est précisément *dans ce cadre*, que se fait l'évolution vers les formes dépassant le stade monopoleur, c'est-à-dire vers le stade étatique du capital. C'est là un des aspects des plus caractéristiques de l'économie moderne, bien que contradictoire avec la tendance fondamentale à la concentration du capitalisme dans son ensemble. (Voir n° 3 de la Revue, article de P. Chaulieu sur « La consolidation temporaire du capitalisme ».)

Mais, et c'est ce qui nous intéresse ici, il découle de cette rupture du marché mondial des inégalités de développement, telles que l'on assiste depuis à une véritable « anarchie » des régimes politiques existants. Pour ne prendre qu'un exemple, cette guerre a vu s'affronter des Etats dont les *bases sociales* étaient aussi variées que celles exprimées par le fascisme allemand, le labourisme anglais ou la bureaucratie stalinienne. Il est clair dans ces conditions qu'on ne voit pas quel genre de stratégie unique, ayant un *caractère pratique*, on pourrait déduire tout simplement et directement de l'analyse d'un monde aussi profondément contradictoire dans ses manifestations objectives. Nous avons déjà vu dans notre introduction que la lutte contre la bureaucratie semble ne servir en définitive qu'au renforcement de la domination américaine impérialiste, alors que précédemment, jamais la lutte contre le réformisme ne pouvait même sembler signifier le renforcement d'un impérialisme quelconque. On dirait véritablement que le système mondial d'exploitation, s'il engendre bien en son sein d'immenses contradictions, ne les engendre pas d'une manière uniformément universelle, mais qu'au contraire, chaque forme transitoire de domination du capital ait des contradictions qui lui soient propres. Autant dire, en d'autres termes, que précisément il serait erroné de parler comme nous le faisons, d'un système mondial d'exploitation.

En définitive, toutes les théories capitalistes d'Etat (1) élaborées jusqu'ici, restaient politiquement totalement impuis-

(1) Théories qui prétendaient justement donner une image mondiale du système d'exploitation.

santes en face de cette situation. En fait, cependant, elles ouvraient la porte à une conclusion que l'on peut certes bien qualifier de politique, mais qui, d'une manière ou d'une autre, signifie le glas de toute révolution prolétarienne. Cette conclusion est la suivante : le fait que la domination des monopoles ne soit pas le stade ultime du capitalisme peut signifier *le dépassement par le capitalisme lui-même de ses propres contradictions*. On conçoit que la question soit cruciale et que la réponse ne puisse s'accommoder avec aucune équivoque. En restant muettes sur cette question, les théories capitalistes d'Etat impliquent la possibilité d'une telle interprétation et dans cette mesure constituent quand même, en définitive, une entreprise de démoralisation du prolétariat. En effet, où sont donc dans toute une série de pays le chômage, les crises, la démocratie bourgeoise elle-même, qui permettait à ces contradictions de trouver une expression politique positive sur le plan de la lutte de classe elle-même (droit de grève, droit d'organisation) ? Le fascisme aussi n'avait-il pas « surmonté » en partie ces contradictions classiques ? Que reste-t-il dans ces conditions des contradictions capitalistes de l'époque impérialiste ?

Pour répondre à cette question, il convient d'abord de rappeler — ce que Lénine en limitant la portée de la partie économique de son analyse avait sous-estimé dans sa partie historique — que la tendance la plus fondamentale de l'évolution capitaliste, c'est la tendance à la concentration capitaliste. De même que les crises aboutissaient à une accentuation de cette tendance et à l'extension de la monopolisation, la guerre, comme grande accélératrice du processus historique, ne peut aboutir qu'à une accélération de la tendance mondiale à la concentration. Après chaque guerre, les plus faibles sont éliminés ou subordonnés aux plus forts, jusqu'au moment où la rivalité entre puissance exploitrices s'identifie quasiment au partage du monde entre deux immenses blocs. Arrivé à ce point le « repartage » du monde ne peut signifier que la domination mondiale elle-même. C'est pourquoi il ne peut y avoir « des guerres » en général, mais une séquence tout à fait limitée de guerres dont la dernière se situe obligatoirement au moment où il ne reste plus que deux adversaires de taille à s'affronter, jusqu'au moment où en d'autres termes l'ère des guerres de coalitions de puissances est définitivement close.

Mais il serait absurde de voir dans ce mouvement de concentration lui-même une quelconque « solution » au régime mondial d'exploitation. Ce mouvement n'exprime que la logique du système capitalisme ainsi que l'avait montré Marx dans *Le*

Capital. En réalité, ce sont au contraire les contradictions fondamentales du capitalisme qui accélèrent cette évolution dans de telles proportions qu'en un siècle elle est presque arrivée à son terme.

Or, la plus essentielle de ces contradictions est celle qui existe entre les moyens et les buts. Cette contradiction-là n'a jamais été surmontée, mais *ses formes transitoires d'expression ont évolué.* Elle s'est historiquement exprimée dans les crises et *par* la guerre (opposition entre la surproduction d'objets de consommation et la sous-consommation ouvrière, opposition entre le développement des appareils de production et les cadres nationaux étroits du capitalisme), et elle continue de s'exprimer *aussi* de cette manière-là, mais maintenant elle tend *internationalement* à s'exprimer *dans la guerre elle-même, au sein du procès de destruction.*

En effet, il n'existe pas d'une part de solution dans le cadre national à un tel conflit universel et ultime, sur la base d'un « repartage » du monde, historiquement dépassé de loin par l'évolution de la concentration mondiale, et d'autre part le développement de moyens matériels mis en œuvre — et non plus seulement des « gros bataillons » — introduit au sein du procès de destruction lui-même la contradiction fondamentale des moyens et des buts, qui, *internationalement*, ne trouve plus d'autre terrain d'expression.

Mais cela signifie alors, que, malgré le caractère contradictoire « anarchique » d'un monde dont les *bases sociales* ne sont pas unifiées, il existe bien un terrain sur lequel le régime capitaliste, qu'il soit bureaucratique ou classique, exprime ses contradictions les plus fondamentales d'une manière universellement identique.

Il est clair qu'au point de vue de la méthode, c'est là une chose extrêmement importante, parce que cela signifie que c'est sur le terrain de la guerre qu'il faut se placer pour donner la réponse à la question typiquement léninienne : quelles sont les contradictions *universelles* du capitalisme, abstraction faite des différences de régimes politiques, ou des formes juridiques (propriété privée ou non) dans lesquels il s'exprime, sur lesquelles les ouvriers puissent se baser pour développer une *action pratique.* D'autre part, politiquement, cette affirmation est importante parce qu'elle enlève toute équivoque sur la question de savoir si oui ou non le capitalisme a fait la preuve qu'il serait capable de surmonter ses contradictions. La réponse est cette fois-ci clairement : Non.

Nous pouvons conclure en disant que la tâche qui est aujour-

d'hui offerte à l'avant-garde est de faire la synthèse entre l'élaboration d'une perspective englobant à la fois la paix actuelle et la guerre à venir, et la formulation concrète du défaitisme révolutionnaire conçu comme action subversive pratique de la classe ouvrière dans les conditions de la guerre.

Une telle synthèse ne peut se faire que si l'on montre quels sont les rapports qui existent entre la perspective et la crise historique du capitalisme parce que le prolétariat ne peut agir que sur la base d'une crise aiguë de la société d'exploitation. Pour cela, il faut avoir clairement à l'esprit quelles sont les caractéristiques fondamentales du capitalisme, considéré dans son évolution d'ensemble et abstraction faite de ses formes transitoires d'expression (concurrentiel, monopolistique, d'Etat). La formulation de départ est extrêmement simple : l'ère capitaliste se définit par la domination du travail mort (capital) sur le travail vivant. Mais de cette définition découle une série de conséquences. D'une part une telle domination du capital sur le travail vivant est *contradictoire en elle-même* et cette contradiction est justement celle des moyens qui sont trop développés pour les buts étroits qui sont ceux de la classe qui domine. D'autre part, une telle domination est aussi contradictoire avec l'existence et le développement d'une classe révolutionnaire d'exploités, *ayant conscience de son exploitation.* Qu'est-ce que cela signifie ? Que les conditions de la révolution sont doubles : d'une part la contradiction des moyens et des buts arrivée au stade critique où elle ne puisse plus être maintenue dans les limites où elle est contrôlable par les classes dominantes, et d'autre part le niveau de conscience de la classe révolutionnaire : le prolétariat. Or, ces deux facteurs n'évoluent évidemment pas d'une manière ni uniforme, ni parallèle, bien qu'ils se déterminent étroitement l'un l'autre. La révolution est bien le fruit de leur conjugaison, mais il serait absurde de vouloir, en droit, en donner une formule optimum. C'est pour cela que le moment où la contradiction entre les moyens et les buts atteint un point de crise n'est pas obligatoirement et, pour cela seul, le moment le plus favorable à la révolution.

La formule léniniste « en haut on ne peut plus, en bas on ne veut plus » qui n'est que l'expression sous forme populaire de l'analyse que nous venons de faire, est en fait une formule algébrique dans laquelle on peut donner à chaque terme un contenu concret variable. Or, dans les faits, ce contenu concret ne peut être donné que si l'on tient compte du stade d'évolution qu'a atteint la tendance du capitalisme à la concentration. En effet, si les contradictions du régime accélèrent cette tendance

à la concentration, cela signifie que tant que ce régime se survit, ses contradictions se reproduisent chaque fois sur une échelle plus large. C'est pour cela qu'il est évident que si l'on caractérise notre époque comme une « ère de guerres et de révolutions » en général, ce contenu concret ne sera jamais donné et l'utilité de la première formule extrêmement profonde de Lénine se trouve réduite de ce fait à zéro.

C'est justement parce que nous avons analysé l'évolution de ces vingt-cinq dernières années à la lumière de la tendance capitaliste à la concentration, que notre perspective de l'inéluctabilité de la prochaine guerre n'est précisément que la concrétisation des deux termes « en haut on ne peut plus, en bas on ne veut plus » : d'une part le niveau de conscience du prolétariat n'est pas tel qu'il puisse dès maintenant prendre pleinement conscience dans sa majorité de l'exploitation bureaucratique, d'autre part les conditions objectives sont telles — rupture du marché mondial, inégalité des bases sociales des régimes d'exploitation en présence — que seule la guerre donnera pleinement la possibilité objective d'une lutte unique du prolétariat « sur les deux fronts », basée sur l'utilisation des contradictions universelles du système mondial d'exploitation, parce que la guerre est de nos jours le seul terrain commun d'expression de l'universalité de la contradiction fondamentale du capitalisme, bureaucratique ou classique. entre les buts et les moyens.

Sur le plan de l'action pratique, le défaitisme révolutionnaire, comme expression politique de l'autonomie de la classe ouvrière, ne peut trouver sa formulation moderne que sur le plan de l'irruption réellement autonome d'une « troisième force » dans la guerre elle-même et qui exploite les contradictions internes de cette guerre *prise dans son ensemble* afin de faire transcroître la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire.

C'est essentiellement pour cela que se pose la question : pourquoi la fin de la guerre 1939-45, ou l'après-guerre immédiate n'a pas donné lieu à de grands mouvements de masses; en tirer aussitôt des conclusions sur *le recul du prolétariat*, c'est s'interdire toute capacité la plus élémentaire de tirer les leçons de l'histoire.

La seule question que l'on peut et que l'on doit se poser est celle-ci : pourquoi, *au sein de la guerre*, du procès de destruction lui-même, le prolétariat n'a-t-il pas pu se dégager comme un facteur de force autonome. Evidemment la réponse devra faire intervenir le niveau de la conscience politique des ou-

vriers, mais elle devra aussi tenir compte de *facteurs objectifs*, dont d'ailleurs l'étude offrira la seule base permettant de tracer une perspective objective concernant la guerre à venir.

III. — LES GUERRES MODERNES

Si l'on a bien suivi notre raisonnement, on comprendra que *l'interprétation marxiste* de la formule clausewitzienne suivant laquelle la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens aboutit de nos jours à justement faire éclater cette formule pour lui substituer celle suivant laquelle la guerre ne doit pas être envisagée comme étant l'expression sur un autre plan des conflits politiques du *moment*, mais comme une étape de l'évolution du système mondial d'exploitation à laquelle il faut faire correspondre l'évolution générale des guerres modernes, dont elle exprime un moment particulier. Mais en quoi peut-on parler de guerres MODERNES ? Pour répondre à cette question, il va nous falloir, nous aussi, « corriger » certaines affirmations d'Engels maintenant dépassées.

Dans ses notes sur la guerre de 1870-71, déjà citées, Engels déclare : « L'infanterie est l'arme qui décide des batailles; une futile balance des forces en cavalerie et artillerie, y compris mitrailleuses et autres engins faisant des miracles, *ne comptera pour beaucoup ni d'un côté, ni de l'autre.* » Personne ne contestera de nos jours que les « engins faisant des miracles » comptent justement pour beaucoup, y compris et surtout au point de vue de l'infanterie elle-même. En fait cette proposition semble s'être si complètement renversée que l'on pourrait être porté à approuver sans restriction l'affirmation classique du général anglais Fuller, suivant laquelle : « Ce sont les outils, c'est-à-dire les armes, qui, lorsque l'on a réussi à découvrir ceux qui conviennent, entrent pour les 99 centièmes dans l'obtention de la victoire (1). » A la même époque, Foch était le chef d'une

(1) Il n'est pas question de dire que cette opinion soit en contradiction avec la citation que nous avons faite plus haut de Engels portant sur un jugement concret, d'ailleurs révélé exact, à propos des opérations de la guerre de 1870. En effet, on sait que c'est Engels lui-même qui disait : « La force n'est pas seulement un acte de volonté mais elle demande avant de pouvoir s'exercer à avoir des bases très réelles, en particulier des instruments parmi lesquels celui qui est parfait surclasse celui qui est imparfait; il s'ensuit donc qu'il faut avant tout produire ces instruments, ce qui montre en même temps que celui qui fabriquera les instruments (c'est-à-dire les armes) les

école rétrograde qui expliquait que « le perfectionnement des armes à feu est un surcroît de forces apporté à l'offensive » d'où il déduisait qu'un seul principe est nécessaire au combat : attaquer. (2)

Ce qu'il s'agit donc de montrer, c'est en quoi l'estimation concrète de Engels, valable pour la guerre de 1870, ne l'est déjà plus pour celle de 1914, parce que c'est à travers cette brève analyse que l'on aboutira à une définition correcte de ce que l'on appelle d'une manière vague les guerres modernes.

On peut noter immédiatement que la guerre franco-prussienne avait déjà été le témoin de modications radicales dans l'armement : la possession du côté allemand de canons rayés se chargeant par la culasse mit fin à la prédominance du fusil comme arme maîtresse, cependant que le fusil qui avait subi par ailleurs de sérieux perfectionnements (chargement par la culasse) mettait fin à l'emploi de la cavalerie comme arme de choc. (1)

Pourtant, par rapport à la conduite totale des opérations, ces progrès ne furent effectivement pas décisifs. En effet, comme le montre très clairement Engels, l'ensemble des opérations ont été fondamentalement déterminées par le rôle essentiel joué par les places fortes françaises, et plus particulièrement celle de Paris. « S'il est une question militaire, écrit-il le 21 novembre 1870, que l'expérience de la présente guerre puisse être dite avoir définitivement réglé, c'est celle de l'utilité de fortifier la capitale d'un grand Etat... les fortifications de Paris ont rendu dès à présent des services tellement immenses à la France, que la question est autant vaut dire décidée en leur faveur. » C'est à cause de ce rôle des fortifications, immobilisant des centaines de milliers d'Allemands, que Engels, jusqu'à la fin de la guerre, affirmait que les Français pouvaient reprendre le dessus, à condition qu'ils soient réellement capables de réaliser la nation en armes, d'avoir « les gros bataillons » de leur côté. Il rattachait même l'importance (considérable à ses yeux) et l'efficacité des partisans de l'époque (les francs-tireurs), directement à ce rôle

---

plus parfaits triomphera de celui qui fabriquera des instruments imparfaits ». Fuller d'ailleurs, qui cite ce passage, précise : « Autant que je sache, Engels est le premier qui ait considéré cette vérité comme un principe fondamental dans la production des armes ».

(2) Cette affirmation de Foch se basait sur l'extraordinaire raisonnement suivant : « Une bataille perdue est une bataille que l'on croit avoir perdue. Car une bataille ne se perd pas matériellement. Donc c'est moralement qu'elle se perd. Mais alors c'est aussi moralement qu'elle se gagne et nous pourrons prolonger l'aphorisme par : Une bataille gagnée, c'est une bataille dans laquelle on ne veut pas s'avouer vaincu ».

(1) Une seule salve suffisait à briser une charge, comme cela se produisit pour les chasseurs d'Afrique du général de Gallifet à Sedan. (*Cité par Engels.*)

des forteresses, et ceci d'une manière générale, aussi bien que particulière. En effet, faisant une comparaison avec la campagne napoléonienne de 1809 en Espagne, il dit : « ces bandes (de partisans) n'auraient pu tenir bon si peu de temps que ce fût n'eût été le grand nombre de forteresses dans le pays; forteresses qui petites et vieillies pour la plupart, exigeaient encore *un siège en règle pour les réduire.* » Et il ajoute : « De pareilles forteresses étant absentes en France, même une guerre de guerilla ne pourrait jamais y être très à craindre s'il n'y avait quelques autres circonstances pour en compenser l'absence. Et une de ces circonstances est la fortification de Paris. »

Or, à l'époque, pour attaquer une telle forteresse, « la méthode perfectionnée par Vauban, explique Engels, est toujours la seule en usage, *bien que l'artillerie rayée de l'assiégé puisse mener à des variantes,* (1) si le terrain devant la forteresse est parfaitement de niveau à une grande distance » (cas d'ailleurs très rare). Il décrit ensuite longuement ce qu'est un siège suivant les règles : ouverture d'un premier parallèle, puis d'un deuxième, enfin d'un troisième demi-parallèle, le deuxième étant terminé la sixième nuit, le troisième la dixième. Ensuite viennent d'autres opérations encore plus compliquées et réglées elles aussi selon un véritable rite, pour se terminer enfin la dix-septième nuit, si l'on n'est pas « dérangé par des sorties heureuses ». Voilà qui permet de comprendre clairement en quoi cette guerre ne fait pas partie de ce que nous appelons les guerres modernes, malgré l'existence dès cette époque d'armements que l'on peut quand même considérer comme modernes. Pour achever ce tableau, ajoutons que pour bombarder Paris efficacement, il aurait fallu « quelques deux milliers de canons rayés et de mortiers de gros calibre », alors que selon toutes probabilités, le parc de siège allemand « se composait de quelque quatre à cinq cents pièces de canon ». On comprend que « la force intrinsèque de la place se montra si formidable aux envahisseurs, la tâche d'attaquer « lege artis » cette cité immense et ses ouvrages extérieurs leur apparut si gigantesque qu'ils l'abandonnèrent tout de suite et résolurent de réduire la place par la famine ». (19 janvier 1871).

C'est dans la guerre de 1914-18 que le canon de campagne à tir rapide (affût sans recul 1891) et la mitrailleuse automatique (1886) devinrent les armes dominantes. Il en résulta une révolution de la théorie prévalente de la guerre « en substituant

(1) Mis en italique par nous.

comme grand principe directeur la percée à l'encerclement » (Fuller). Cependant l'effet immédiat qui en résulta fut l'inverse de ce que l'on pouvait croire. Si les bombardements d'annihilation permirent généralement de garantir un succès initial en détruisant les communications dans la zone de l'avant, « ces tirs créaient pour le mouvement et le ravitaillement et de l'artillerie et de l'infanterie, un obstacle — la zone des trous d'obus — aussi formidable que le sytème de tranchées et de boyaux qu'ils avaient détruit. Ainsi, quoique l'arme dominante — le canon — soit devenue maîtresse du champ de bataille, elle ne pouvait jouer un rôle décisif par suite de son manque de mobilité. Bloquée dans la zone des trous d'obus, l'infanterie ne le pouvait pas davantage. » D'où l'immobilité de la guerre de tranchée qui joua un rôle si profond sur la mentalité du combattant.

Ce ne fut que durant la deuxième moitié de la guerre (septembre 1916), que cette contradiction fut surmontée avec l'introduction des tanks. Non seulement ces véhicules tout terrain grâce à leurs chenilles, purent opérer comme une chaîne mobile de batteries blindées, mais encore ils résolvaient le problème de la conjugaison du mouvement et de la protection (neutralisation des balles par le blindage).

On peut conclure ce tableau en disant que les éléments les plus essentiels des guerres modernes se sont décisivement affirmés durant la guerre de 1914-18. Cependant, pour en dégager la signification entière, qui seule nous permettra d'arriver à une définition objective de ces guerres, il est bien préférable d'envisager la guerre de 1939-45 qui les a pleinement mis en lumière.

C'est durant cette guerre que le tank et l'avion devinrent réellement les deux « armes » dominantes, les deux « outils » maîtres. Mais, ainsi que le fait remarquer très justement Fuller « intrinsèquement les tanks et les avions ne sont pas des armes, mais au contraire des véhicules que l'on peut charger au maximum avec tout ce que l'on veut ». Des véhicules qui coordonnent la protection (blindage) et la puissance offensive (puissance de feu) au moyen de la puissance motrice. Les conséquences de cette évolution sont énormes, et ceci tout d'abord sur le plan strictement militaire, au sens étroit du terme. En effet, la formule de la substitution de la percée à l'encerclement se prolonge et se complète par la constatation que « dans la guerre des blindés la défense est bien plus stratégique que tactique, c'est-à-dire qu'elle dépend bien plus de l'espace comme facteur d'épuisement que des obstacles comme facteur de résistance ». Il en résulte que l'efficacité de l'organisation armée devient vé-

ritablement l'efficacité de l'organisation industrielle et mécanisée de l'armée : développement de l'autonomie (rayon d'action) des engins mécanisés, capacité de transport aussi bien terrestre, naval qu'aérien, moyens de stockage rapide et constitution de relais qui ne sont pas seulement de simples points de ravitaillement, mais qui constituent aussi dans leur ensemble, de véritables chaînes industrielles assurant la réparation, la remise à neuf et l'entretien des machines. Il faudrait faire toute une description concrète de cette physionomie de la guerre moderne, mais une telle description ne rentre pas dans le cadre de cet article. Les lecteurs pourront la trouver dans le prochain article qui comprendra une vue d'ensemble des opérations de la dernière guerre.

Ce qui nous intéresse essentiellement ici c'est que cette vue très schématique de l'évolution de la guerre depuis cinquante ans nous permet de dégager le principe général suivant : *l'aspect mécanique et industriel en tant que tel de la guerre passe directement au premier plan et se substitue définitivement à la prédominance exclusive des armes en tant que telles, c'est-à-dire en tant qu'outils spécifiques et dont le caractère et l'extension sont ainsi limités dès le départ.* C'est là, à notre avis, la seule définition objective du caractère moderne des guerres, car tout jugement porté sur l'évolution de ces guerres, non seulement passées, mais encore à venir, doit tenir compte avant toute autre considération de cette caractéristique. En effet, c'est sur cette base que peuvent reposer aussi bien l'analyse de l'évolution de l'organisation armée que celle — plus importante encore — de l'évolution de la situation du combattant dans la guerre.

Evidemment, il ne peut être question pour nous de développer de telles analyses *dans leur ensemble,* non seulement dans le cadre de cet article, mais encore dans celui de n'importe quel article pris séparément. Par contre, il est indispensable de souligner dès maintenant quelques aspects fondamentaux de la guerre moderne qui sont directement liés à cette définition et qui nous ramènent directement aux préoccupations politiques qui sont les nôtres.

La première conclusion qui s'impose c'est la constatation que, dans les guerres modernes, *la stratégie tend à se déterminer directement au stade de la production,* et ceci non pas seulement en tant qu'elle est déterminée objectivement par les niveaux généraux de production, mais aussi en tant *qu'orientation et planification consciente, qualitative et quantitative, de cette production.* En d'autres termes la stratégie tend à se définir

comme une *adéquation anticipée de la production industrielle des moyens au but.*

Mais, étant donné que les opération militaires ont toujours eu pour objectif immédiat la neutralisation ou la destruction des moyens de l'adversaire, du jour où ces moyens tendent à s'identifier directement avec les moyens industriels en tant que tels, il en résulte automatiquement que cette destruction ou cette neutralisation s'identifie soi avec la destruction intégrale, soit avec le contrôle total des forces productives humaines et matérielles de l'adversaire. On peut dire ainsi que le second principe est l'homologue du premier, et c'est pourquoi la guerre évolue obligatoirement entre deux pôles : la destruction dite « stratégique « (bombardements atomiques ou non, guerre biologique, etc...) de caractère intégral et l'occupation directe et *permanente.* (1)

Ainsi, par le truchement de cet homologue du principe voulant que la stratégie tende à se déterminer directement au stade de la production, homologue qui implique soit l'occupation totale, soit la destruction totale, le procès de destruction devient universel *dans la forme.* En effet, dans son *contenu,* la guerre demeure limitée parce que ce contrôle des moyens humains et matériels de l'adversaire n'est ne peut être qu'un *contrôle de classe.*

C'est dans cette contradiction de l'universalité de forme de l'objectif immédiat de la guerre et de la limitation de fond du but de la guerre que réside la base objective, d'abord de l'impasse stratégique croissante de la guerre, ensuite de la transcroissance de la guerre « impérialiste » en guerre civile révolutionnaire.

Impasse stratégique croissante parce que, au fur et à mesure que l'un des adversaires met la main sur les forces productives humaines et matérielles de la zone d'influence de l'autre, ce « succès » (désorganisation des forces armées permanentes de l'adversaire), loin de mettre un terme à la lutte, engendre automatiquement de nouvelles formes de lutte, essentiellement de caractère partisan, formes de lutte qui par ailleurs peuvent ou non demeurer sous le contrôle de classe du « vaincu » provisoire.

Transcroissance de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire parce que le maintien du contrôle de classe du

(1) Nous ne nous occuperons ici que du deuxième de ces deux termes, d'ailleurs le plus important, mais sans oublier que l'analyse critique du premier est indispensable pour régler le problème important du caractère « apocalyptique » des guerres modernes.

vaincu provisoire tend de plus en plus à dépendre de l'efficacité de la mystification idéologique des masses.

Il nous faut nous arrêter un peu sur ce deuxième point. Le contrôle total des forces porductives humaines et matérielles, non seulement de l'adversaire, mais encore de ses propres « alliés », suppose la recherche d'une base sociale aussi bien chez « l'ennemi » que chez l'« allié » comme agent indispensable de collaboration à ce contrôle. Mais si cette base sociale doit avoir un caractère authentiquement « national », c'est-à-dire ne pas consister en une simple cinquième colonne, la propagande faite pour se la gagner doit avoir un contenu politique universel et faire appel à des intérêts universels de classe. Il en résulte que dès le départ les idéologies mises au service de la guerre doivent déborder le cadre national traditionnel et se présenter comme ayant une portée universelle. Il est d'autre part incontestable que dans les conditions du système mondial d'exploitation de telles formes universelles de propagande ne peuvent être en réalité que des formes universelles de la mystification, puisque dans la réalité il ne peut s'agir que de l'universalisation d'une domination de classe.

Dans cette mesure, si tout succès stratégique décisif, loin de mettre fin à la lutte en engendre une nouvelle autrement plus irréductible et plus acharnée, les adversaires sont poussés à un combat idéologique pour subordonner ces nouvelles forces directement à leurs buts limités de classe. Or dans les faits, c'est-à-dire dans le cadre des fluctuations de plus en plus amples de la guerre de mouvement, cette compétition idéologique ne peut se révéler à la longue que sous son véritable jour, celui d'une mystification universelle dont les formes opposées d'expression ne font que voiler une identité profonde du contenu : la domination de classe comme but ultime et même mieux encore, l'approfondissement de l'exploitation qui en résulte.

Evidemment, dans une première étape, les mouvements de partisans — et nous allons voir ce que l'on doit entendre par ce terme dans le paragraphe suivant — peuvent demeurer subordonnés à la stratégie générale des blocs adverses. Même à ce niveau cependant leur existence signifie une prolongation de la lutte et pour ainsi dire un embourbement du conflit principal, par le truchement duquel la guerre « éclair » se transforme en guerre d'usure. En d'autres termes même lorsque les « troisièmes fronts » restent subordonnés aux fronts fondamentaux, leur existence introduit un élément nouveau dans la lutte qui est un facteur indéniable de paralysie croissante des grandes opérations.

C'est déjà ce qui s'est produit en partie, lors de cette dernière guerre. Pourtant le maintien d'une telle subordination n'est nullement inéluctable, ni partout, ni surtout toujours. Dans la prochaine guerre, les idéologies qui s'affronteront sur ce terrain auront un caractère de mystification autrement plus universel que dans la précédente et les conditions de la constitution au moins partielle de véritables « troisièmes fronts » seront autrement plus mûres. Mais avant d'aborder ce problème, il est indispensable d'avoir une idée tout à fait claire de la signification sociologique des mouvements de partisans. C'est cette question que nous abordons maintenant.

IV. — LE PARTISANAT ET SES RAPPORTS AVEC L'ARMEE REGULIERE

Il n'existe probablement pas de problèmes à la fois plus brûlants et plus complexes, dans le domaine de la violence organisée, que ceux qui sont posés par le développement *moderne* dans la guerre, de ce que l'on a appelé irréguliers, les maquisards, les partisans, les guerilleros et que nous engloberons ici, chaque fois qu'il s'agira d'en rendre compte de la manière la plus générale sous le terme de *partisanat*.

C'est pour cela qu'il serait vain de vouloir se contenter d'en donner une vague et simpliste définition « sociologique », serait-elle de style marxiste, permettant de régler les problèmes ainsi posés par quelques phrases sur le caractère paysan, national ou petit bourgeois de cette forme de lutte. Il doit sembler clair que ce serait pour le moins ignorer systématiquement l'extension de ce problème qui, de toute évidence, déborde largement de nos jours ce fameux cadre « paysan ». On peut et on doit aboutir à une définition « sociologique », mais il ne saurait être question de partir d'une telle définition, quelle qu'elle soit.

1. *Caractéristiques techniques.*

Cela est si vrai d'ailleurs, que dès que l'on aborde le problème un peu concrètement, la guerilla semble se définir le plus essentiellement comme l'utilisation exclusive d'une tactique bien déterminée. Une des premières définitions qui en fut probablement donnée reste à cet égard tout à fait valable : « Prêts à

tous les sacrifices, libres des besoins de la mollesse, comme de tous les préjugés d'uniforme, de service et d'armes, ils formaient des corps irréguliers, se choisissaient leurs chefs, opéraient suivant leurs caprices, *attaquaient partout où le nombre et l'occasion les favorisaient, fuyaient sans honte partout où ils n'étaient pas les plus forts.* » (1) (Gouvion Saint Cyr : « Journal des opérations de l'armée de Catalogne » en 1808-1809).

En fait, les guerilleros semblent réaliser le plus parfaitement ce principe militaire bien connu qui est l'essence même de toute tactique et suivant lequel il convient de n'attaquer sur des points donnés que là où l'on est le plus fort et de se dérober au combat sur les points où l'on est le plus faible. Or justement s'il se trouve que dans les faits tout l'art militaire ne se résoud pas en une formule si simple, c'est que son application intégrale n'est précisément pas réalisable pour une armée régulière. On peut même dire que la complexité croissante de la guerre est directement proportionnelle à la difficulté croissante de respecter ce principe tactique sans lequel cependant il n'existe pas de succès possible. En effet, la puissance d'une armée est une chose, mais l'expression de cette puissance dans le rapport de forces en est une autre et ne se concrétise que dans l'exploitation des faiblesses de l'adversaire, sur des lieux et dans des domaines tout à fait déterminés. Si au bon moment, à l'endroit voulu, la supériorité qualitative et quantitative en hommes et en matériel n'a pas été assurée, un pays puissant peut perdre de grandes batailles, sans que sa supériorité objective ait eu l'occasion de se concrétiser sur le plan du rapport de force. C'est d'ailleurs le fait que la guerre se situe essentiellement et décisivement sur ce plan du rapport de forces, à chaque moment, qui permet de considérer que les phénomènes guerriers se distinguent des autres phénomènes sociaux « pacifiques ».

C'est ainsi que la guerilla se définissant du premier abord comme tactique, se définit par voie de conséquence aussitôt sur le plan social. Seuls des irréguliers peuvent se dérober au combat pour se regrouper le moment d'après, et ceci pour des raisons avant tout sociales : parce que ce sont des *volontaires* dont le désir pour ainsi dire personnel de combattre à nouveau est la garantie de ce regroupement. Il en découle automatiquement aussi que l'autorité dans ces conditions ne peut être que le fruit d'un choix et non imposée. C'est pourquoi les porteurs de cette autorité sont élus ou plus ou moins positivement agréés. Si l'on pense que la lutte contre la désertion et l'obéissance aux ordres

(1) Souligné par nous.

ont toujours été le souci primordial de toute armée régulière, on se rendra aisément compte du *surcroît* de supériorité que ces caractéristique sociologiques confèrent à ce type de combattant. Le mouvement ouvrier révolutionnaire a même fini par considérer que cette supériorité sociale était en définitive la seule véritable et profonde supériorité du partisan et qu'il suffisait d'en introduire les caractéristiques les plus fondamentales dans les formations régulières pour qu'elles puissent synthétiser les deux efficacités propres aux armées régulières et aux irrégulières.

En réalité, ces caractéristiques purement sociales, n'ont jamais été le monopole des guerilleros. Presque toutes les naissances de nationalités bourgeoises se sont accompagnées de la prédominance du volontariat et de l'élection des officiers, mais pratiquement, *nolens, volens*, cet usage s'est inéluctablement altéré et ceci toujours fondamentalement pour la raison suivante : l'armée régulière est un organisme trop complexe pour pouvoir systématiquement refuser le combat s'il le faut, et voit donc *augmenter le chiffre de ses pertes indispensables.* Le principe tactique pur de la supériorité sur un point et à un moment donné se transforme obligatoirement, dans certaines phases *les plus décisives* de la lutte, en celui des *pertes proportionnellement moins grandes que celles de l'adversaire.* Or un tel principe aboutit inéluctablement à la négation de la base essentielle du volontariat : l'économie en hommes, non pas considérée objectivement comme un rapport mathématique relatif (1), mais considéré subjectivement comme une économie d'hommes concrets.

Or, un tel principe est absolument valable pour le mouvement ouvrier révolutionnaire (dans la mesure où les hommes concrets, ce n'est pas seulement Pierre ou Paul, mais le révolutionnaire prolétarien qu'exprime l'existence de Pierre ou Paul). Il se complique même considérablement par le fait que ce principe de l'économie en hommes *s'étend à l'adversaire lui-même.* Mais pour l'instant cet aspect primordial de la question ne nous retiendra pas.

Ainsi, y compris pour les régimes les plus révolutionnaires, le passage de la forme combattant irrégulier à la forme combattant régulier altère pour le moins les caractéristiques sociales

(1) Par exemple, perdre 1 combattant pour 10 adversaires n'est nullement équivalent à 1.000 sur 10.000, parce que perdre 1.000 partisans révolutionnaires est une perte irréparable. Dans les guerres d'exploiteurs, par contre, ce petit raisonnement mathématique est le fin mot du génie militaire, pendant toutes les périodes où aucun des adversaires n'est en mesure de lancer une grande offensive.

du partisanat qui étaient considérées comme les plus profondes. C'est là un fait, et c'est une toute autre question que de savoir si dans certaines conditions un tel passage de l'irrégulier au régulier est indispensable ou non.

Mais nous n'avons nullement épuisé les caractéristiques techniques des guerilleros. Leur existence efficace suppose une certaine évolution de l'armement. Elle est même directement liée à la puissance et à l'extension de l'armement individuel. Pratiquement, ce fut surtout avec l'arme à feu (et déjà avant, partiellement avec l'arbalète) que la position respective des adversaires, réguliers et irréguliers, put trouver les bases objectives d'un certain équilibre. Mais aussi il faut se rendre compte que cette évolution de l'armement forme un tout extrêmement complexe, que les progrès ne se limitent pas à l'armement individuel et que les progrès de l'armement collectif ont été de pair avec ceux de l'armement individuel. Cela ne veut pourtant pas dire que la balance des forces se serait ainsi rétablie en faveur des réguliers d'une manière écrasante, mais cela signifie qu'il se crée un nouveau cadre dans lequel, dès lors, évoluent et se développent les rapports existant entre réguliers et irréguliers. En effet, ce développement à la fois des armements collectifs et des armements individuels dans l'armée régulière entraîne une organisation de plus en plus complexe de cette dernière, y introduit la division du travail et engendre ainsi les conditions objectives de sa vulnérabilité aux coups des irréguliers, qui ainsi, sont seuls à bénéficier de certains progrès, sans être liés par les impératifs de l'armement collectif et d'une division du travail trop poussée.

C'est pourquoi certains auteurs (tels que Rougeron que nous citons ici), ont pu avancer des affirmations du genre de celles-ci : « Sur bien des points, la guerilla bénéficie plus que ses adversaires du progrès de l'armement et des méthodes de combat », ou encore, concernant le second aspect de la question : « sa puissance paraît bien (être) en raison directe de la complexité de l'armement et de l'organisation militaire dont elle prend le contrepied ». En réalité, l'important, c'est de voir qu'il existe un lien, pour ainsi dire interne, qui règle les rapports entre réguliers et irréguliers et non de procéder sous cette forme catégorique à des affirmations aussi partielles, si intéressantes soient-elles par ailleurs. En effet, dans la mesure où ce lien trouve ses bases objectives dans l'évolution des armements pris dans leur ensemble (à la fois collectifs et individuels), ces rapports entre réguliers et irréguliers évoluent suivant les lignes générales tracées par cette évolution des arme-

ments. C'est ainsi qu'il s'agit bien dans la pratique de déterminer à chaque moment en quoi l'efficacité des partisans repose plutôt sur l'efficacité relative des armements individuels ou en quoi elle repose plutôt sur la faiblesse que constitue la complexité de l'organisation des armées régulières modernes. A cette question il n'existe pas de réponse toute faite, valable pour toute époque, et c'est pour cela que l'auteur cité reste en deçà du véritable problème de fond.

Il a existé historiquement, par exemple, des cas très rares (et dont le renouvellement est exclu) où des irréguliers — d'ailleurs ici typiquement sous une forme nationale « primitive » — se trouvaient dotés d'un armement, au moins individuel, supérieur à celui des réguliers (aussi d'ailleurs que d'une technique d'utilisation) : Dans la guerre d'Indépendance, les paysans américains, par ailleurs excellents tireurs, avaient un fusil très supérieur à celui dont était dotées les armées régulières anglaises. Il est évident que de nos jours, à la fois l'efficacité et les limitations des partisans, sont, dans les meilleurs des cas, celles des combattants réguliers dans les unités de base. Il conviendra donc d'une part, d'observer avec soin l'évolution de l'efficacité relative de l'armement de ces unités de base et son évolution, et d'autre part de déterminer l'évoluiton formelle de ces unités de base en tant que telle, c'est-à-dire dans quelle mesure on peut étendre cette dénomination d'unité de base à des groupements de combattants de plus en plus importants, conservant cependant un caractère d'autonomie, car ce caractère constitue la base essentielle de comparaison avec la forme partisan.

Sans vouloir préjuger de développements plus détaillés qui seraient nécessaires, mais qui n'ont pas leur place ici, on peut se prononcer d'une manière générale dans le sens suivant : bien que l'efficacité des guerilleros eut pour point de départ l'efficacité de l'armement individuel, c'est quand même essentiellement dans la vulnérabilité des armées régulières que durant toute une période historique a reposé leur puissance effective. L'Espagne de 1808-1809 a été le tombeau de l'organisation napoléonienne d'une armée caractérisée par l'introduction massive du matériel (artillerie) et l'accroissement des effectifs à un degré inconnu avant la révolution. Par contre, et malgré certaines apparences, il se développe de nos jours une situation toute différente. Le développement inoui non seulement des armements, mais des moyens matériels mis au service de la violence (mécanisation et industrialisation intensive de la guerre) comporte deux conséquences également importantes qui modi-

fient la solution à donner au problème des rapports partisans-combattants réguliers :

1° *a*) Dissociation croissante entre les armements « lourds » et les armements « légers » (amorcée dès la guerre de 1914-18), mais dont le développement tend de plus en plus à dépasser cette apparence pour se « concrétiser » dans l'opposition abstraite entre armements stratégiques et armements tactiques. Le bombardier stratégique, et encore plus lorsqu'il est couplé avec la bombe atomique, en est l'exemple le plus spectaculaire. Mais ce n'est là qu'un aspect de ce mouvement. Il s'accompagne d'un deuxième aussi important et qui lui est lié d'une manière tout aussi insoluble, parce qu'il constitue la parade aux progrès des armements lourds ;

b) Développement intensif de l'armement « léger » et de l'autonomie des unités de base. Nous ne parlerons pas ici de la bombe atomique, dont la parade pose un problème relativement particulier et surtout un problème dont les éléments d'ensemble font plus partie de l'avenir que du présent. (1) Nous ne citerons que le char d'assaut considéré comme armement « lourd » pour souligner le développement inouï de l'armement anti-char, et ceci jusqu'au niveau individuel « léger ». Or on oublie trop souvent l'importance de ces progrès moins spectaculaires, mais dont la détermination finale est plus décisive, y compris sur le plan « stratégique », ne serait-ce que par le biais décisif, sur le plan humain, de l'efficacité relative de la défense contre l'attaque (qui s'est élevée parfois à cette guerre jusqu'à exiger de l'attaquant une supériorité numérique de 7 contre 1) (2). Dans ce sens, et dans la mesure où il est possible à l'irrégulier de s'approprier aussi bien l'armement que la technique du combattant régulier de base, l'évolution de l'armement devient à nouveau positivement un facteur favorable à l'irrégulier, ceci en dehors de la question de savoir si la complexité de l'armée régulière constitue toujours l'atout majeur de ce dernier;

---

(1) Il est évident qu'une telle parade ne peut porter que sur le moyen de transport de la bombe; se protéger de la bombe elle-même ne peut se faire qu'au moyen de la « défense passive ».

(2) « Défense » et « attaque » sont pris ici dans le sens le plus étroit, étant donné que, comme nous l'avons vu plus haut, rien en définitive, sauf l'espace, n'arrête une offensive blindée qualitativement et quantitativement supérieure aux forces mécaniques de l'adversaire. Il s'agit ici des forces relatives qui sont nécessaires pour tenir un « front » hors des périodes de grandes offensives ou hors du théâtre de ces offensives, c'est-à-dire compte tenu d'une certaine égalité de moyens. Or nous avons vu aussi que c'est durant ces périodes, qui d'ailleurs au total finissent souvent par être les plus longues, que le fin mot de l'art militaire est de perdre moins d'hommes que l'adversaire.

2° Avec le développement des moyens de transport « automobiles » (qu'ils soient terrestres, aériens ou navals) l'opposition entre armements « lourds » et « légers » perd de plus en plus toute signification et les grandes unités s'intègrent les anciens armements lourds tout en conservant et même développant leur autonomie. L'ancienne division assez simple du travail (artillerie, infanterie et partiellement génie, sous Napoléon) en se diversifiant d'une manière extraordinaire tend à permettre dans des conditions modernes la constitution d'unités de base synthétiques (intégrant armements « lourds et légers ») et jouissant d'une autonomie de plus en plus large. Pour la question qui nous intéresse ici, celle du partisanat, cette évolution est capitale, parce qu'elle doit être interprétée comme le dépassement de la période où les irréguliers tiraient l'essentiel de leur puissance de la vulnérabilité de l'organisation des armées régulières. L'exemple le plus frappant et le plus spectaculaire de cette évolution du dépassement des contradictions classiques des armées régulières, c'est la division aéro-portée : s'intégrant des armement de plus en plus « lourds » et puissants, son autonomie libérée des contingences du transport terrestre, la rend autrement moins vulnérable à l'action des partisans que ne l'étaient les anciennes formations régulières.

Comme on le voit, les schémas immuables éclatent sous l'extraordinaire pression interne de notre époque moderne industrialisée et prolétarisée. Contrairement à ce que l'on avait cru constater dans la période précédente, l'évolution des armements ne favorise pas les irréguliers ni d'une manière constante, ni d'une manière univoque, mais bien d'une manière puissamment contradictoire. Pourtant, le partisanat demeure bien le corrolaire négatif de l'armée régulière et l'universalisation de la guerre ne pourra signifier que sa propre universalisation. Cependant le moment approche où sa supériorité se placera sur un plan total, stratégique si l'on veut, mais dans le sens le plus large et le plus profond de ce terme. C'est-à-dire que le moment approche où sa définition technique de départ aura été totalement niée, puisque justement, nous l'avons vu, cette définition se situe au niveau tactique.

Il existe enfin une dernière caractéristique technique du partisanat. Il s'agit évidemment toujours d'une caractéristique dans le cadre de l'appréciation de départ de la guérilla comme une tactique bien déterminée. Ne connaissant pas de front les irréguliers font porter leurs attaques sur les centres nerveux et les moyens de communication de l'adversaire. Pour toute la période pré-industrielle cette distinction est souvent difficile

à faire, car les actions sur les convois, les estaffettes ou les états-majors ne constituaient qu'une application de la règle suivant laquelle il faut attaquer là et au moment où l'on est le plus fort. Pourtant, dès alors, il s'agissait aussi de destructions purement matérielles : ponts, blocage d'un défilé, assèchement ou pollution d'un puits, etc... De nos jours, cet aspect passe directement au premier plan, parce que communications, centres nerveux, ravitaillement même (cas de pipe-line) sont devenus purement matériels et sont l'objet d'une mécanisation et même d'une automatisation intense (transmissions).

Ici, la force du partisan se manifeste par sa dispersion quasi infinie : il attaque non plus seulement là où il est le plus fort, mais là où il n'y a pas d'ennemi, justement parce que cet ennemi ne peut être partout à la fois comme c'est le cas pour le partisan. Théoriquement cette tactique devrait, vu l'importance, l'universalité même peut-on dire, de la mécanisation moderne, constituer l'arme la plus efficace, puisqu'elle pourrait aller jusqu'à la racine des moyens matériels : leur production. Il n'y aurait plus alors de problème d'autonomie croissante des unités régulières qui tienne, puisque ce serait la vie sociale dans son ensemble qui serait paralysée. En fait, d'une part il n'en n'est pas ainsi, et d'autre part, et surtout, c'est passer de la réalité du partisanat à une utopie qui la dépasse. Ce n'est pas que le sabotage sorte, en tant que tel, du partisanat, il en est au contraire une partie intégrante essentielle, à l'époque moderne. Mais un tel sabotage universel dépasse la véritable définition sociologique du partisanat, ainsi que nous allons le montrer dans le point suivant. Pourtant l'efficacité du sabotage peut être immense comme le prouve l'exemple suivant, toujours cité par Rougeron : « Pendant plusieurs années après la fin de la guerre civile espagnole, les mécontents reportèrent leur résistance sur le secteur des transports, et spécialement des voies ferrées, à la fois le plus vulnérable et le plus important dans un pays où la route et la navigation intérieure tiennent une place modeste. La méthode se révéla assez efficace pour compromettre la reconstruction du pays. Il fallut créer un tribunal spécial pour juger les délits et crimes s'y rapportant, qui allaient de la négligence à demi-volontaire au sabotage et à l'attentat caractérisé. Le révolté sioniste contre l'autorité britannique en Palestine a pris, au début, la même forme avec un succès remarquable. » Tout à fait à côté du véritable problème, comme à son habitude, l'auteur ajoute qu'en temps de paix cette action finit par être abandonnée sous la réprobation de la plus grande partie de la population, qui est la première à en

subir les conséquences, alors qu'en temps de guerre, elle apporterait le plus généralement une aide précieuse à cette population. Pourtant cette appréciation, par son caractère déplacé lui-même, nous introduit au cœur du problème sociologique posé par le partisanat.

2. *Définition sociologique.*

Pourquoi donc Rougeron parle-t-il de « mécontents » et ensuite de « réprobation de la population » à propos d'actions qui nécessitent justement par définition la participation de larges fractions dispersées de la population et non pas seulement de petits « commandos » spécialisés qui ne peuvent perpétrer qu'un petit nombre de sabotages ou malfaçons ? Si les « mécontents » étaient vraiment suffisamment nombreux, la « réprobation » n'aurait pas ce caractère universel. En Russie où les négligences et le manque de soin dans le travail sont devenues une forme généralisée de la résistance sourde et passive du prolétariat, la « réprobation » de cette même population prolétarienne ne s'adresse pas aux auteurs réels de ces négligences, mais bien fondamentalement au régime bureaucratique lui-même.

En réalité, il faut comprendre que l'utilisation spontanée de la violence est une FORME D'EXPRESSION DE REVENDICATIONS DANS LES CONDITIONS DE LA GUERRE. De même que l'action revendicative, l'action irrégulière tire sa motivation de son caractère absolument impératif en présence d'une détérioration grave de la situation économique et sociale des groupes ou des individus intéressés. De même que l'arme de la revendication économique des producteurs, la grève, trouve ses conditions d'expression sur le terrain économique lui-même, l'utilisation spontanée de la violence trouve ses conditions d'expression sur le terrain même de la guerre (appropriation des armes et des techniques guerrières). Il ne s'agit évidemment pas ici de faire une comparaison trait par trait, ou point par point, qui serait à la fois fausse et stérile, mais de comprendre que le phénomène du partisanat se situe, pour ce qui est de sa motivation objective, exactement au même niveau que celui de l'action revendicative et qu'il n'est en somme qu'une de ses formes d'expression dans des conditions données. Cela explique à la fois son caractère spontané, réalisant la synthèse de la réaction individuelle et de la réaction collective qui est à la base même du volontariat, et son caractère impératif, chaque fois que la double condition de la mise en cause du niveau de

vie (ou de la vie elle-même) et d'un rapport de force permettant une action est donnée. (1)

Sur le plan « militaire », il conviendrait donc de définir le mouvement des partisans comme une appropriation des armes pour des buts qui sont propres aux partisans. Evidemment ces buts peuvent être larges ou limités et le degré et la nature de la politisation de telles actions varient largement suivant les conditions historiques générales.

Si historiquement les mouvements de partisans ont été considérés comme des mouvements essentiellement paysans et ayant un caractère national et à ce double titre considérés comme extérieurs au prolétariat, c'est que historiquement la guerilla (aussi bien en Espagne qu'en Russie à l'époque napoléonienne où elle prit toute son extension) s'est présentée comme la réaction du paysan auquel on prend sa vache ou son blé sans le payer.

Il faut dire quelques mots sur ces circonstances historiques. L'accroissement des effectifs et l'importance du matériel caractéristiques des guerres de l'Empire ont engendré, en même temps que les conditions techniques de l'efficacité des guerillas, les conditions sociales de leur déclenchement. Napoléon ne put à peu près doubler l'importance relative de l'artillerie sans affecter la mobilité de ses troupes, par ailleurs très nombreuses, (2) que sur la base de la transformation complète introduite par la révolution dans le mode de ravitaillement des armées en campagne. Jusqu'alors elles vivaient sur leurs magasins et leurs convois; elles se mirent à vivre sur le pays.

Il vient immédiatement à l'esprit que la révolution pouvait se permettre cela, parce qu'elle se présentait justement comme un mouvement émancipateur des paysans asservics et que Napoléon en se refusant à user de cette arme révolutionnaire, a forgé lui-même les conditions de sa propre perte tant en Espagne qu'en Russie. En réalité cette explication, très répandue dans les milieux marxistes officiels, est exprimée sous une forme tellement générale qu'elle est en définitive, plus nuisible qu'utile. Elle sous-estime en effet la logique bourgeoise et capitaliste de la Révolution française qui apportait une solution sur le plan économique lui-même aux contradictions sociales posées par la nouvelle organisation des armées. Citons brièvement Rougeron : « Vivre sur le pays, cela ne voulait pas dire

(1) La première de ces actions est évidemment de s'approprier des armes.

(2) Par rapport aux guerres précédentes les armées virent leurs effectifs quadrupler.

lâcher le soldat dans la campagne sans s'inquiéter de la façon dont il se nourrirait lui et ses chevaux; cette méthode aurait été aussi préjudiciable à la discipline que dangereuse pour l'accueil à attendre des populations envahies. C'était faire rassembler vivres et fourrage par un service d'intendance organisé, procédant par voie d'achat amiable. Le règlement était fait au comptant. Tout le monde était satisfait, le paysan par la hausse des prix, l'intermédiaire par son bénéfice, les fonctionnaires chargés de passer le marché par les occasions qu'ils y trouvaient d'arrondir leur traitement. » Et l'auteur continue en précisant : « La difficulté commençait là où il n'y avait *à peu près rien à acheter*. Après avoir bénéficié des avantages du système en Italie et en Europe centrale, Napoléon devait en éprouver les inconvénients en Espagne et en Russie. » Il apparaît ainsi clairement que les conditions mêmes de l'échange n'existaient pas dans ces pays et régions spécialement arriérés. Ainsi, si la suppression du servage est une condition du développement du capitalisme, il est cependant faux de croire qu'une telle suppression à cette époque par voies révolutionnaires, aurait à elle-même constitué un marché effectif. Si bien qu'en l'occurrence, les immenses mouvements de partisans s'ils avaient déjà cette caractéristique essentielle de défense immédiate du niveau de vie matériel, n'avaient nullement encore ni un caractère bourgeois, ni un caractère « national », parce qu'ils étaient nettement en deçà de cette étape.

Cela explique pourquoi le paysan espagnol et le serf russe ont défendu le pouvoir réactionnaire qui les opprimait contre les armées napoléoniennes, objectivement « progressives ». Le cas est très intéressant parce qu'il est typique du partisanat en général. Tout d'abord l'action des partisans constitue une guerre dans la guerre : l'action du partisan russe rejoint, recoupe et, en définitive, va dans le même sens que celle des troupes régulières russes. Et pourtant ces deux types d'action armée se différencient radicalement sur le plan sociologique, bien qu'elles s'identifient parfois sur le plan politique. L'explication doit se trouver dans le caractère revendicatif élémentaire, au départ, de l'action irrégulière et qui doit s'exprimer ici sur le plan « militaire » de la manière suivante : *les irréguliers substituent au but du pouvoir politique prévalent dans le pays leurs propres buts.*

Cela ne signifie pas que ces deux mouvements — « officiel » et « spontané » — soient obligatoirement contradictoires dans la pratique, ni surtout que la contradiction dans la mesure où elle existe toujours, si peu même que ce soit, se fasse obliga-

toirement jour, mais cela signifie qu'il existe une distinction qualitative entre réguliers et irréguliers, distinction en définitive quasi irréductible dans les faits.

On comprend dans ces conditions que l'extension spontanée d'un mouvement de partisan est quand même limitée objectivement : ne rentrent en lutte que ceux qui sont impérativement poussés par une nécessité concrète. Mais d'un autre côté il existe une liaison intime entre les revendications immédiates qui motivent la révolte et les aspirations politiques des révoltés. C'est évidemment là un facteur d'extension de la lutte. Mais une telle extension ne se fait pas lorsqu'elle arrive à un certain point, sans qu'il se produise une altération des conditions premières de la lutte.

Cela est vrai sous deux aspects. Tout d'abord parce que les partisans ne sont pas les seuls à substituer au but politiquement prévalant un but qui leur soit propre : il est évident que les forces politiques constituées existentes qui sont en opposition radicale avec le régime ont justement pour raison d'être de substituer un nouveau but à celui de l'ancien régime. Cependant ils le font sur une base toute différente, en se posant directement des objectifs universels (que cela soit dans le cadre national ou dans un cadre international). Il y a donc obligatoirement un fossé entre la politisation autonome des masses armées dans la lutte et les organes proprement politiques qui expriment ce mouvement ou qui prétendent l'exprimer. Il se crée ainsi une dualité au sein du mouvement de révolte lui-même qui peut fort bien se résoudre par une subordination autoritaire des buts autonomes des partisans à de nouveaux buts « révolutionnaires » s'exprimant directement sur le terrain universel d'un nouveau pouvoir. La réponse marxiste classique à ce problème est que si ce but universel ainsi posé par les organes politiques est « réellement » révolutionnaire et prolétarien non seulement une telle subordination est positive mais qu'elle est même la condition du succès final.

Il ne saurait être question de polémiquer avec cette conception, abstraitement juste, mais que l'expérience bureaucratique a vidé de tout contenu concret. Nulle part durant cette guerre l'intégration de fait des mouvements importants de partisans dans des organisations armées de structure régulière ou même semi-régulière n'a politiquement signifié la subordination de mouvements prétendûment paysans-bourgeois au prolétariat révolutionnaire ou à son avant-garde. Dans les faits cela a été la subordination de mouvements déjà très largement prolétariens, et en tout cas nullement exclusivement paysans, à la

bureaucratie stalinienne, quand cela n'a pas été tout simplement une subordination à l'armée bourgeoise.

Mais il n'y a pas que cet aspect purement politique de la question. L'extension du mouvement des partisans dès qu'elle a pour effet de « libérer » ou d'occuper un territoire suffisamment vaste, dans lequel s'organise un nouveau pouvoir politique, pose automatiquement et traditionnellement le problème de la défense de ce pouvoir sur des bases radicalement différentes de celles du partisanat. On constitue une armée « nouvelle » ou même une armée « rouge » dans laquelle on introduit, plus ou moins réellement certaines des méthodes « démocratiques » du partisanat et qui, obligatoirement, est entraînée, même sur la base d'une tactique dite de type « partisans » à introduire en guise de stratégie le fameux principe directeur suivant lequel il ne s'agit en définitive que de perdre moins d'hommes que l'adversaire. Inéluctablement cela aboutit à transformer le volontariat en une parodie.

Nous ne donnerons qu'un exemple : on parle beaucoup des partisans yougoslaves. Il est indéniable que ce mouvement a eu au départ un caractère spontané authentique. Pour en juger cependant du point de vue révolutionnaire il ne suffit nullement de dire qu'il avait un caractère bourgeois national, par exemple. Il ne suffit pas non plus de dire qu'il a été entièrement contrôlé par la bureaucratie stalinienne-titiste. Prises dans un sens strict ces deux affirmations, d'ailleurs contradictoires, sont aussi fausses l'une que l'autre.

Il est faux que ce fut un mouvement uniquement paysan, il est même faux qu'il ait eu pour base matérielle essentielle les montagnes ou les maquis. Sans de fortes organisations urbaines, sans collaboration active du prolétariat il n'existe pas de partisanat possible à notre époque. Sur ce point il convient de tenir pour valable l'opinion de Tito qui écrivait en 1943 dans un article consacré à la cinquième grande offensive allemande : « Il y a bien des gens qui pensent que les difficultés de terrain et les obstacles naturels sont d'une importance capitale pour notre armée, mais ce n'est pas vrai. » On peut être sûr que la destruction jusqu'en 1943 de 48.000 mètres de ponts, de 678 locomotives et de 6.000 wagons a dû nécessiter de puissantes organisations urbaines dont l'action était étroitement coordonnée avec celle des « maquisards », ne serait-ce que parce que le matériel de sabotage est de caractère essentiellement industriel. En quoi donc en définitif réside le caractère ouvertement réactionnaire du mouvement de « libération » yougoslave ? Dans le caractère « nationaliste », c'est-à-dire en fait anti-boche ou

anti-italien de l'idéologie prévalente ? Evidemment, mais l'idéologie prévalente n'est rien dans la mesure où elle ne se traduit pas en actions concrètes. Pour qu'il en soit ainsi, il faut ou que les masses adoptent elles-mêmes cette idéologie, ou qu'une organisation autoritaire et bureaucratique leur impose à la fois la nature des actions et l'idéologie qui les animent. Mais, quel que soit la cause, c'est bien d'après la nature de ces actions concrètes que l'on peut juger du mouvement pris dans son ensemble. (1)

Laissons donc la parole au général yougoslave Radé Hamovitch : « L'occupant a subi en Yougoslavie des pertes énormes. Durant toute la guerre il a laissé 447.000 tués et 559.434 prisonniers, donc plus d'un million de soldats. Jusqu'à la fin de 1943, il y eut 177.000 tués et 240.464 soldats faits prisonniers. » Ce bilan claironnant devrait se passer de commentaires. Le principe révolutionnaire fondamental de l'économie en hommes chez « l'ennemi » est ici non seulement totalement inexistant, mais il est remplacé par un honteux tableau de chasse.

Mais voyons l'autre aspect de la question; les partisans eux-mêmes : « Il serait erroné de penser que la victoire n'a pas exigé de nos peuples un effort soutenu et des sacrifices énormes... Jusqu'à la fin de 1943, 122.831 combattants de l'armée de libération nationale ont donné leur existence pour que vive le nouvel Etat yougoslave. » Il n'est pas donné de chiffres globaux pour toute la guerre, mais seulement ce vague renseignement dont l'imprécision laisse rêveur ; « La deuxième session de l'A.V.N.O.J. (29 novembre 1943 : légitimation du pouvoir « démocratique et populaire issu des Comités populaires ») et ses décisions historiques ont été payées par le *sang de quelques centaines de milliers* (2) des meilleurs d'entre nous. » Ce véritable carnage réduit à sa juste proportion l'efficacité de l' « Armée populaire » souvent invoquée à propos de l'exploi militaire représenté par le fait qu'en 1943 ces « partisans » ont imposé aux puissances de l'Axe l'immobilisation de près de 40 divisions, soit 700.000 hommes.

Il n'en reste pas moins vrai que cette armée yougoslave régulière qui a fini par sortir entièrement des cadres sociologiques et même partiellement des cadres techniques du partisanat et dont l'action, de ce fait, a eu un contenu foncièrement réac-

(1) C'est là évidemment une méthode d'appréciation qui est valable pour porter un jugement général une fois que les événements sont passés. Sur le moment, c'est à la fois à l'idéologie réactionnaire et à l'organisation bureaucratique qu'il faut s'attaquer.

(2) Souligné par nous.

tionnaire, est issue au début d'une forme authentique de ce partisanat, de caractère par ailleurs nullement exclusivement paysan et dont la base de départ fut l'effondrement de l'appareil d'Etat bourgeois traditionnel de la Yougoslavie.

On peut dès maintenant tirer une conclusion provisoire de ces analyses. Ce que nous avons appelé le partisanat évolue sociologiquement entre deux pôles :

a) le pôle revendicatif élémentaire qui confère à l'extension du partisanat des limites d'une telle nature qu'elles excluent la solution utopique du sabotage généralisé qui serait cependant la solution « idéale », en même temps qu'elle serait l'expression absolue du principe tactique de n'attaquer que là où l'on est le plus fort ;

b) le pôle politique universel qui constitue, au moins jusqu'ici, la limite au delà de laquelle les partisans sont en fait expropriés de leurs armes au profit du nouveau pouvoir, même dans le cas où ce pouvoir est authentiquement révolutionnaire comme dans la Russie de 1919. En même temps c'est le point où sa caractéristique tactique se traduisant par l'économie relative maxima est remplacée par ce qui est en fait sa négation : la règle des pertes proportionnellement moins grandes que celles de l'adversaire.

D'autre part sur le plan de sa caractérisation technique le partisanat évolue historiquement entre deux limites :

— celle où son efficacité repose essentiellement sur la vulnérabilité des armées régulières sur le terrain tactique où s'exprime sa force à des moments et à des endroits déterminés ;

— celle où son efficacité reposera essentiellement sur l'impasse stratégique croissante de la guerre considérée dans son ensemble (1). Mais ce jour-là sera celui où la forme partisane aura historiquement vécu et éclatera. Autant son développement est inéluctable, autant son caractère est transitoire.

Dans cette mesure la réponse correcte à donner aux modalités successives des luttes armées du prolétariat devra dépendre à la fois d'une lutte idéologique acharnée pour la sauvegarde des traits essentiels du partisanat : économie en hommes chez soi et chez l' « adversaire » et liaison avec des revendications con-

(1) Il est évident cependant qu'il doit y avoir une issue historique à cette guerre, mais elle se situera hors de la guerre elle-même, hors du procès de destruction. A ce titre, il n'existe pas d'impasse historique : cette issue sera soit le socialisme soit la barbarie, mais il serait assez vain de vouloir concrétiser l'issue négative de la barbarie sur le terrain géographique des blocs en présence par la « victoire » de l'un ou de l'autre. C'est pourquoi nous sommes effectivement fondés de parler d'impasse stratégique de la guerre considérée dans son ensemble.

crètes justifiant chacune des actions, et considération à la fois de la perspective objective du dépassement historique du partisanat. Ces deux mouvements sont évidemment contradictoires : leur résultante concrète définit la stratégie du prolétariat.

V. — PREMIERE APPRECIATION DE LA GUERRE 1939-1945

Comment peut-on faire le point de la situation d'ensemble qui a été celle de cette dernière guerre ? En se basant à la fois sur son degré de maturation par rapport à la définition que nous avons donné des guerres modernes et sur le degré de maturation de la conscience des masses.

La conception allemande de la guerre des blindés, pour limitée qu'elle fut, a par son efficacité même mis directement à l'ordre du jour le principe suivant lequel la défense dépend plus de l'espace comme facteur d'épuisement que des obstacles comme facteur de résistance et dans les cadres nationaux limités de l'Europe occidentale et orientale elle a abouti rapidement à l'occupation de l'espace vital d'opération des adversaires de l'Allemagne (mines, puits de pétrole, industrie, etc.). Sous les coups de boutoir des Panzer-divisionen toute force organisée et régulière de résistance nationale s'est effondrée.

Cependant sur un autre plan les objectifs hitlériens étaient rien moins que mondiaux — nous le montrerons clairement dans un prochain article — et la base sociale sur laquelle ils appuyaient leur occupation était à la fois faible et faiblement conquise par la propagande de l' «ordre nouveau ». C'est pourquoi le contrôle des forces productives humaines et matérielles des pays envahis signifia une domination de plus en plus sévère sur quasiment toutes les couches de la population. Dans ces conditions l'esprit revendicatif qui, nous l'avons vu, est à la base même du partisanat ne pouvait prendre qu'une extension croissante dans des couches de plus en plus larges de la population et ainsi ressusciter une ultime forme des guerres nationales, bien que justement à l'échelle européenne les Panzer aient relégué de telles guerres au musée de l'histoire.

La grande force — aussi bien objective que subjective — du

stalinisme a été de pouvoir exploiter à fond cette circonstance. Paradoxalement c'est justement au moment où la « résistance » n'avait précisément plus un caractère exclusivement paysan, mais bien aussi largement urbain et même prolétarien (réfractaires de la main-d'œuvre forcée industrielle) que s'est affirmé son caractère « national ». Mais pour être capable de faire une critique révolutionnaire efficace de ce caractère national des mouvements de résistance, il faut aussi ne pas identifier *a priori* ce caractère national avec la domination pure et simple de la bourgeoisie sur ces mouvements. Par sa logique même la guerre allemande a bien engendré en son sein ces nouvelles formes de lutte plus impératives encore que les formes « officielles » — et à ce titre elle a bien exprimé le caractère moderne de cette guerre — mais elle n'a pas été jusqu'à s'inserrer idéologiquement et socialement à cette nouvelle lutte. C'est ainsi que le stalinisme a pu instaurer un véritable monopole en ce domaine.

Ce sont au contraire les « alliés » qui seuls ont pu essayer de concurrencer les staliniens sur ce terrain. Mais ils se sont heurtés là à une double difficulté : d'une part l'adhésion de la fraction prolétarienne *entrée dans la résistance*, au stalinisme plutôt qu'aux formations bourgeoises (en effet si les ouvriers n'adhéraient pas vraiment à l'anti-bochisme, lorsqu'ils étaient *forcés* de se soustraire à la réquisition en prenant le « maquis » ils préféraient indéniablement appuyer les formations staliniennes de résistance que toute autre). D'autre part, pas plus que l'Allemagne les « alliés » n'avaient dans cette guerre d'objectifs mondiaux puisque leur coalition incluait comme pièce maîtresse la Russie stalinienne et dans cette mesure ils étaient incapables de se mesurer sérieusement sur le plan de la concurrence idéologique avec les staliniens dans les mouvements de résistance.

C'est dans ces conditions que la maturation de la conscience des masses s'est trouvée historiquement bloquée pour ainsi dire et que, demeurées à un niveau d'adhésion politique au staïnisme, les masses ont dans certains pays — et nous pensons ici essentiellement à la Yougoslavie — persisté dans une attitude de volontariat bien que l'organisation hybride de la lutte ait abouti à la négation du principe fondamental de toute lutte de caractère prolétarien : l'économie maxima en hommes aussi bien chez soi que chez l' « ennemi ». C'est à ce niveau de l'action qu'il faut trouver le véritable caractère contre révolutionnaire dse mouvements dirigés par les staliniens de même que le véritable caractère national des guerres de « libération », même si

elles ne peuvent être toujours définies comme bourgeoises.

Qu'une telle situation soit en définitive transitoire par sa nature même, c'est ce qu'il nous reste maintenant à montrer afin de pouvoir conclure. L'hitlérisme durant toute la phase européenne de la guerre n'a pas eu à affronter des adversaires qui soient dotés de véritables armées industrialisées et possédant la conception stratégique correspondante, se situant au niveau de la production elle-même. Briser dans ces conditions des résistances nationales reposant sur une organisation complètement désuète des moyens pouvait se faire presque exclusivement en s'appuyant sur la supériorité, pour ainsi dire strictement militaire, des armements et de l'organisation de la Wermacht. Mais inversement cela impliquait le caractère tout à fait limité des ambitions hitlériennes qui, sur le plan idéologique et propagandiste, s'est situé au niveau à la fois utopique et ridiculement modeste de « l'Europe Nouvelle ». Enfin à cette limitation dans la forme de cette propagande a correspondu une limitation encore plus grande dans le fond. L'idéologie hitlérienne antibolchévique et antisémite se situait sur un plan très superficiel qui ne pouvait nullement constituer une plateforme générale permettant de se recruter une base sociale sérieuse dans les pays qu'elle occupait. Le patronat et les restes vermoulus des équipes parlementaires et administratives européennes se sont révélés constituer une base sociale bien minime et bien illusoire de la collaboration, tout juste capables de jouer veulement la comédie d'un double jeu dont l'efficacité sur l'un ou l'autre tableau a été quasi nulle. Mais c'est certainement à partir du 22 juin 1941 que l'Allemagne hitlérienne qui avait si décisivement dégagé les immenses potentialités modernes de la guerre et relégué au musée de l'histoire l'ère des guerres strictement nationales, a prouvé qu'elle n'était qu'un agent aveugle de l'évolution historique qui la rejetait à son tour impitoyablement au musée des vieilleries idéologiques. L' « Europe Nouvelle » c'est Staline qui l'a réalisée, dans la mesure tout au moins où une telle utopie est réalisable. Mais pour cela il lui a fallu mettre en branle d'immenses forces sociales et engendrer ainsi directement les conditions d'une guerre autrement plus universelle et radicale que celle dont il a triomphé.

Maintenant de chaque côté du monde, partagé dans ses deux immenses blocs, se prépare stratégiquement la nouvelle guerre au niveau de la production elle-même et s'aiguisent les armes idéologiques universelles correspondantes. Mais au sein de l'immense champ d'opération intermédiaire entre les centres vitaux des deux blocs s'engendreront des luttes irréductibles qui

n'auront radicalement plus de caractère national, bien que pour tout un temps elles demeureront, pour l'essentiel, sous l'emprise idéologique de l'un ou l'autre camp des forces sociales exploitrices qui s'affrontent.

Historiquement on peut dire que l'impasse dans laquelle s'est trouvé le prolétariat dans cette guerre ne tient nullement à un recul idéologique sur la ligne du « nationalisme » mais n'a fait que traduire à la fois le caractère objectivement limité de cette guerre et une étape de l'évolution consciencielle du prolétariat. Il faut trouver l'origine de cette étape dans la révolution de 1917, qui, en même temps qu'elle introduisait le prolétariat comme facteur positif de l'évolution historique en avait tracé par avance les limites : la *délégation* du pouvoir des masses à leurs dirigeants.

De cette appréciation il découle que cette guerre a bien représenté dans un sens le point le plus bas d'une idéologie prolétarienne, mais cela a été le point le plus bas de l'idéologie de l'avant-garde révolutionnaire marxiste, cristallisée sur des schémas historiquement dépassés. Si bien qu'il est absurde de poser la question : quelle devait être l'attitude concrète de cette avant-garde durant la guerre, étant donné que la seule réponse sérieuse que l'on pourrait donner serait : révolutionner sa propre idéologie et l'élever au niveau de l'histoire. Evidemment dans la mesure où une telle tâche était justement irréalisable dans les conditions de la guerre on peut dire que les organisations révolutionnaires d'avant-garde ont prouvé leur viabilité dans la mesure exacte où elles ont su se délimiter empiriquement dans les faits de l'idéologie stalinienne contre-révolutionnaire.

Ph. GUILLAUME.

Ouvrages cités dans cet article :

Fr. Engels : « *Notes sur la Guerre de* 1870-1871 », traduit de l'anglais par Bracke. A Costes, éditeur, 1947.

J.F.C. Fuller : « *L'influence de l'armement sur l'histoire* », traduit de l'anglais par le général L. M. Chassin. Payot, Paris 1948.

Camille Rougeron : « *La prochaine guerre* », Ed. Berger-Levrault, 1948.

L'OUVRIER AMERICAIN

par **Paul ROMANO**

(traduit de l'américain — fin) (1)

CHAPITRE VII

LES CONTRADICTIONS DE LA PRODUCTION

La baisse de la productivité du travail.

J'ai eu plusieurs discussions avec différents ouvriers sur la baisse de la productivité du travail.

L'ouvrier R.., convient de l'existence d'une telle baisse. Spécialement en ce qui concerne le travail à la chaîne. Les ouvriers, dit-il, ne veulent pas être transformés en esclaves. Il soutient que si l'on donnait carte blanche aux ouvriers la production pourrait être de 20 à 30 % plus élevée. Il se plaint de la somme insurmontable d'entraves auxquelles l'ouvrier a à faire face dans son travail au cours d'une seule journée. Il affirme que si toute la paperasserie et tous les contrôles tatillons étaient supprimés et que s'il était laissé libre cours à l'ingéniosité des ouvriers, la production pourrait être considérablement accrue. Il ajoute qu'il est extrêmement difficile de savoir ce que chaque ouvrier pense individuellement étant donné

(1) Nous publierons au prochain numéro un résumé de l'étude de R. Stone qui a été publiée dans la même brochure que « l'ouvrier américain » et qui porte sur le même sujet. En même temps, nous publierons les réflexions que nous a provoquées le témoignage de P. Romano.

qu'à bien des égards l'ouvrier s'isole mentalement de ses camarades de travail et qu'il est rare qu'il leur fasse part de ce qu'il pense. Les ouvriers, dit-il enfin, freinent la production et ne donnent pas le meilleur d'eux-mêmes.

La norme, mais pas plus que la norme.

Je me suis entretenu du même sujet avec deux autres ouvriers. Le premier affirme que l'on pourrait doubler la production. Le second est plus sceptique. Il semble penser que cela ne pourrait se faire qu'en exigeant encore plus de travail de la part des ouvriers. J'abordais alors la question sous l'angle de la journée de 4 heures, 5 jours par semaine et demandais s'ils pensaient qu'un tel objectif était réalisable. J'essayais de les convaincre en mettant en avant l'idée d'une coopération de tous les ouvriers à l'échelle de l'ensemble de l'usine. J'expliquais ce qu'était un véritable contrôle ouvrier. L'un de mes interlocuteurs rapporta alors que durant la guerre, dans son département, les gars avaient pris l'habitude de délibérément abattre le travail le plus vite possible et utilisaient le temps qui leur restait de libre à jouer aux courses. Ainsi ils se distrayaient et le travail était quand même fait. Il soutient qu'à cette époque l'atmosphère morale était entièrement différente. Il n'est plus question que de respecter les temps et c'est tout. Il dit que lorsqu'il a rempli ses normes avant l'heure et qu'il flâne le contremaître rapplique aussitôt et il n'aime pas cela. Il semble que le contremaître ne puisse pas supporter de voir les ouvriers ne rien faire bien que les normes aient été remplies. (A ce propos le second ouvrier fit remarquer que les mineurs qui avaient débrayé une fois alors que la journée était déjà avancée et que leur quota avaient été remplis n'avaient pourtant pas eu leur journée entière de payée.) La conversation tourna enfin de nouveau sur les combines astucieuses utilisées pendant la guerre par les ouvriers pour gagner du temps.

Une équipe de manœuvres a pour unique tâche d'alimenter les divers postes de l'usine en acier. La plupart du temps le travail consiste en ce que plusieurs ouvriers poussent de grands chariots chargés d'acier. Il est visible que le contremaître de cette équipe estime que les manœuvres sont loin de donner leur pleine force. Il s'énerve et à tout instant il joint sa force à celle des ouvriers. Il est clair que ces derniers n'aiment pas cela. Ils n'ont rien à redire lorsque c'est moi-même qui leur donne un coup de main parce que je suis un ouvrier comme eux. Dès que je joins mon effort au leur, le chariot progresse rapidement. Peut-être que cela signifie seulement qu'un manœuvre de plus était nécessaire pour ce travail. Mais à voir l'expression de leur visage on peut tout aussi bien interpréter cela comme la preuve qu'ils ne font pas plus d'efforts qu'il n'en faut pour faire avancer le chariot à petite vitesse.

Un jour, un manœuvre me confia son idée sur ces genres de travaux non qualifiés : « Tu sais, petit, c'est vraiment tout un art que d'être manœuvre. Le truc c'est de ne pas être là lorsque l'on a besoin de toi. Il faut savoir y faire et un manœuvre qui s'y connaît ne se crève pas ».

J'ajouterais que cela a probablement été beaucoup plus vrai

durant la guerre. Il semble que depuis qu'il y a eu des licenciements dans leurs rangs, les manœuvres sont obligés de travailler plus dur. Mais dès qu'une occasion d'épargner ses efforts lui est offerte, le manœuvre ne manque pas de la saisir comme avant.

Alors que le rythme de travail s'accélère et que l'oppression des ouvriers devient plus grande il arrive un moment où cette évolution provoque un changement dans l'attitude de l'ouvrier. C'est justement lorsque la machine exerce sur lui le maximum de ses ravages et lorsque l'ouvrier touche au fond même de son désespoir que, tout à coup, tout son être se révolte dans une attitude de défi et alors il se sent envahi par un sentiment de liberté. Ce n'est que rarement que cela arrive mais aussitôt on constate une baisse automatique dans la productivité du travail dans le cadre de ce qu'est de nos jours l'organisation industrielle.

Par contre, j'ai vu des ouvriers se tuer de travail pour sortir le maximum possible de pièces, uniquement parce qu'ils voulaient savoir quel niveau de production ils pouvaient atteindre. Il s'agit ici de cas dans lesquels ils n'en tiraient aucun profit supplémentaire. Inversement certains ouvriers se mettront juste avant de quitter le travail à tourner à sec, tout simplement, histoire de brûler leurs outils. Quelquefois pourtant, il s'agit de se venger d'une crasse faite un jour par l'ouvrier de l'équipe suivante.

La division au sein de la classe.

L'ouvrier dans son travail se heurte sans arrêt à des contradictions. Bien souvent, il pourra avoir l'envie de donner un coup de main à un ouvrier qui fait un autre travail que le sien, mais il s'abstiendra de le faire à cause de l'existence des catégories et de la crainte de mécontenter ce faisant ses propres camarades de travail.

De plus il risque toujours en agissant ainsi de donner à la compagnie un de ces prétextes qu'elle recherche toujours pour justifier l'extension du nombre des tâches qui sont exigées d'un ouvrier d'une catégorie donnée.

Salaires et catégories à l'usine sont multipliés à l'infini. C'est une lutte continuelle pour accéder à une catégorie supérieure et gagner plus d'argent, une lutte de chacun contre tous. Les questions d'avancement ou d'attribution de nouveaux emplois accumulent beaucoup de ressentiments aussi bien entre les ouvriers qu'à l'égard de la compagnie. Chaque fois qu'un nouvel emploi se trouve libre cela déchaîne d'amères querelles. Ce n'est pas essentiellement la question des quelques francs à gagner qui est en cause, ainsi que les apparences pourraient le faire croire, mais le fait que chacun désire voir ses capacités reconnues et qu'il lui soit donné une chance d'exploiter ce qu'il a en lui.

Dans les usines où le système des catégories est largement appliqué les ouvriers se confinent aux tâches de leur catégorie. Par exemple un conducteur de machine fait marcher sa machine, le manœuvre balaye, nettoie, porte des charges etc. C'est en tout cas ainsi que cela se passe habituellement. J'ai pourtant constaté qu'il existait une tendance marquée de la part des ouvriers à briser les cadres rigides de leur qualification en faisant des travaux qui sortent pour ainsi dire de leur juridiction. Un conducteur fera aussi

le travail d'un manœuvre, etc. C'est de leur propre initiative que les ouvriers enfreignent les règles. Je veux dire qu'ils n'assument cette tâche supplémentaire qu'aussi longtemps qu'ils le font de leur propre chef. Que la compagnie leur donne l'ordre de remplir ces tâches et aussitôt les hommes se rebelleront et répondront par un refus. Par contre, il est pratiquement impossible de les en empêcher lorsque c'est eux-même qui en ont pris l'initiative.

Les dispositions concernant l'ancienneté introduites par les syndicats ont très souvent pour effet d'empêcher des ouvriers faisant preuve de qualifications réelles de monter en grade. Il existe par exemple des ouvriers qui après seulement quelques années de pratique surpassent de loin en intelligence et en imagination de vieux compagnons. Cela est essentiellement dû à la formation technique et générale qui leur a été dispensée dans les écoles modernes. J'ai même entendu dire par de vieux ouvriers que le système de l'ancienneté constituait un frein au développement de la production (1). Cela n'empêche pas qu'ils seraient quand même prêts à se battre si la compagnie tentait de violer les dispositions concernant l'ancienneté. Ils se trouvent placés dans une situation contradictoire parce qu'ils se rendent compte que le système de l'ancienneté est nécessaire à leur défense et que cependant de telles mesures défensives constituent un obstacle à l'épanouissement des meilleures facultés créatives des ouvriers. Les ouvriers disent que s'ils avaient la possibilité de décider eux-mêmes, à la base, quels sont ceux qui doivent bénéficier d'un avancement, ils seraient en mesure d'opérer une meilleure sélection.

Durant ces derniers temps, les signes d'une évolution rapide des ouvriers sont discernables. Ils sont agités et ébranlés par une profonde insatisfaction. Ils veulent avoir une existence plus supportable à l'usine. Partout on sent chez eux le désir de résoudre les contradictions de la production qui les aliènent. C'est ainsi que l'ouvrier à qui l'odeur écœurante de sa machine soulève l'estomac, la stoppe tout à coup en s'écriant : « Qu'ils aillent se faire foutre avec leurs catégories. J'en ai plus que marre. Je vais la nettoyer moi-même cette putain de machine ».

La spontanéité créative des ouvriers.

Lorsqu'un ouvrier trouve l'occasion de s'évader un moment, il en profite pour inspecter les autres départements de l'usine. Cela arrive rarement. Son désir d'accéder à une vision de cet ensemble dont il est une partie n'est jamais satisfait. Il n'arrive pas à connaître les techniques et les pratiques des départements voisins dans leur totalité. Lorsqu'il le peut l'ouvrier s'arrêtera devant une machine qui l'intrigue, ramassera une pièce usinée et fera des commentaires. Il posera des questions concernant cette pièce à l'ouvrier travaillant sur la machine. On peut alors déceler une extraordi-

(1) On peut effectivement bien parler en Amérique d'un « système de l'ancienneté », parce que c'est la seule manière dont les syndicats peuvent lutter contre les énormes et arbitraires fluctuations de la demande de main-d'œuvre qui existent dans ce pays. Mais, inversement, le rôle des syndicats dans la production capitaliste d'une part, et l'emprise bureaucratique des syndicats sur les ouvriers d'autre part, se trouvent par cette pratique immensément accrus.

naire expression d'envie dans les yeux attentifs de ceux qui ont pour tâche habituelle un travail de manœuvre ou un travail manuel et non qualifié. Il n'est pas rare d'entendre un ouvrier dire à un autre : « C'est un drôle de bon boulot que tu as là ».

Et pourtant lorsqu'un ouvrier monte en grade son nouveau travail lui paraît rapidement routinier et une fois de plus il se trouve en proie à la même insatisfaction. De nombreux ouvriers expriment le désir d'être affectés à l'atelier d'outillage, mais même dans cet atelier le travail a été l'objet d'une telle division que les opérations exigées en sont devenues simples et routinières. L'un des ouvriers les plus qualifiés de mon département est un régleur. Il se consacre à une grande variété de travaux durant sa journée, réglant les machines, imaginant de nouveaux montages, etc. Cependant son travail l'assomme. Il dit : « Si tu trouves que c'est une si bonne place tu n'as qu'à la prendre. Moi j'en ai plein le dos ».

Pendant la guerre s'est développé un genre de spontanéité créative des ouvriers qui a reçu le nom de « Commandes Gouvernementales » (1). Je ne pense pas qu'il existe un seul ouvrier qui, à un moment ou à un autre, n'ait pas travaillé à ces « Commandes Gouvernementales ». Il était devenu courant et même normal de voir un ouvrier fabriquer quelque chose pour lui durant les heures de travail. Des centaines de milliers d'ouvriers ont fait des bagues, des cadenas, des outils, des bricoles. Si le contremaître ou un chef survenait et demandait : « Qu'est-ce que vous êtes en train de faire ? » La réponse était : « Commande Gouvernementale ». Beaucoup de jolies choses furent ainsi faites et les ouvriers se les montraient les uns les autres. Cette pratique se perpétua et il semble qu'elle doive rester acquise. L'expression de « Commande Gouvernementale » s'applique à tout travail que l'ouvrier peut faire pour son propre compte sur le temps de la compagnie. Il semble pourtant que les ouvriers aujourd'hui ne font pas preuve d'autant de patience qu'alors dans ce genre de travaux et qu'ils ont besoin de quelque chose de plus que ce dérivatif.

Ce n'est pas seulement pour le savoir faire que l'ouvrier désire être capable de faire beaucoup de choses. Un ouvrier parlera d'un autre en disant que celui là il sait faire de tout. Il aimerait bien être lui aussi en être capable, mais même cela n'est pas suffisant.

A l'heure du repas on entend souvent les ouvriers discuter de la meilleure manière de faire un boulot, de la première à la dernière opération. Ils parlent alors de la qualité de la matière qu'il convient d'utiliser, de comment faire telle ou telle opération sur telle ou telle machine plutôt qu'une autre, ainsi que des divers montages ou réglages. Mais jamais ils n'ont le pouvoir de décider du comment et du pourquoi de la production. Cependant s'ils ne peuvent pleinement utiliser les ressources de leur expérience ils s'efforcent tout au moins de les mettre à contribution le plus qu'ils le peuvent.

Pour assurer la production, de nombreux ouvriers mettent au point des procédés ingénieux. Certains changent les jeux de roues

(1) En France, c'est tout simplement ce que l'on appelle « la perruque », qui a existé de tout temps. Il est cependant à noter qu'ici les objets produits sont en général des objets utilitaires (porte-bagages pour vélos, poussettes d'enfants, etc...), évidemment à usage personnel. Durant l'occupation pourtant on a pu constater une véritable production pour la vente ou le troc.

lorsque le contremaître n'est pas dans les environs. D'autres fabriquent des outils spéciaux ou font des montages particuliers sur leurs machines afin de se faciliter le travail. Ils gardent pour eux ces améliorations afin que la compagnie n'en profite pas. Parfois ils s'entr'aident, parfois ils ne le font pas.

L'autre jour mon voisin de machine imagina un système adroit permettant d'améliorer le rendement de sa bécane. Il tint à me le montrer et à m'expliquer ce qu'il avait fait. Il était satisfait de sa réussite et il était déçu que personne d'autre ne puisse l'admirer.

Les conducteurs de machines fonctionnant par coupement du métal ont souvent l'envie d'accélérer l'avancement et d'augmenter la profondeur des passes pour voir jusqu'où ils peuvent aller. Cela se passe couramment sur les tours, parallèles et verticaux, etc. Moi-même j'ai bien souvent fait de même. Bien que l'on risque ainsi de casser quelque chose, les ouvriers qui le tentent cherchent ce faisant à dominer complétement leur machine.

Etant donné que les ouvriers n'ont pas la possibilité de donner libre cours à leur spontanéité créative à l'atelier, c'est en dehors de l'usine, chez eux, qu'ils cherchent à la satisfaire.

Nombreux sont les ouvriers qui cherchent à oublier la tension de l'usine, durant leurs heures de loisir, en travaillant sur leur voiture. Ils les nettoyent et les astiquent, racommodent les moteurs et les divers autres organes mécaniques. Les ouvriers passent aussi leur temps à peindre et à réparer leur maison.

Mais ici aussi ils sentent qu'il leur manque quelque chose. Il leur arrive d'abandonner le travail entrepris durant des semaines entières parce qu'ils y ont perdu tout intérêt et, à moins qu'ils ne s'y forcent, il demeure alors inachevé. De nombreux ouvriers confient à leurs camarades d'atelier : « Lorsque j'ai fini ma journée à l'usine c'est pour remettre ça que je rentre à la maison ».

Lorsqu'un ouvrier voit un nouveau modèle de machine il l'observe avec des yeux de connaisseur. « Quelle bécane ! » s'exclame-t-il. Son appréciation n'est pas fonction d'une évaluation monétaire, mais il en juge d'après ce qu'elle pourrait donner sous sa conduite à lui.

La communauté ouvrière.

Personne n'échappe à la vie misérable de l'usine. Aussi, lorsque des ouvriers geignent et se plaignent continuellement auprès de leurs camarades de travail, ceux-ci s'énervent. Les pleurnicheurs ne sont pas appréciés et on les évite autant que possible. Les ouvriers leur disent : « Si tu as des réclamations à faire ne t'adresse pas à moi. Adresse-toi au patron ».

Tout ouvrier capable respectera un autre ouvrier qui fait du bon travail. C'est de cette manière que se crée un sentiment de respect mutuel et d'appréciation réciproque. C'est là pour la communauté ouvrière une sorte de code non formulé.

Les ouvriers ont des procédés pour se mettre les uns les autres à l'épreuve. Parfois, durant une journée, on cherchera à embêter un ouvrier ; par exemple, en mettant du bleu sur sa machine, en l'arrêtant continuellement, en foutant la pagaille dans sa boîte à outils, en cachant ses outils. On fait cela pour voir s'il ira pleurer auprès des chefs et s'il est un bon gars qui comprend la plaisanterie.

Souvent un ouvrier trouve satisfaction à venir travailler un jour où l'on s'attend pas à le voir venir. C'est de son propre chef qu'il prend une telle décision, vu qu'il n'est pas tenu de venir ce jour-là. Ces ouvriers qui agissent ainsi prennent un certain plaisir à être venus, spécialement s'il y a d'autres ouvriers qui, eux, sont absents. On remarque alors une certaine atmosphère de camaraderie et d'insouciance.

Dans chaque département, les ouvriers vont faire de temps à autre un tour aux lavabos pour fumer un peu ou se reposer un moment. Personne n'a jamais fixé une périodicité à ces déplacements, mais dans mon département, nous avons établi une sorte de tradition tacite en la matière. La journée est divisée en deux. Première cigarette à 10 heures du matin, seconde à 2 heures de l'après-midi. A de telles heures, on est sûr de trouver d'autres ouvriers et d'avoir de la compagnie pour qui parler avec.

Lorsqu'un ouvrier change d'usine, il est temporairement envahi par le sentiment d'être perdu et doute de sa capacité de bien remplir son nouveau travail. Après une journée passée dans la nouvelle usine, au milieu des ouvriers qu'il retrouve, sa confiance en lui-même et en ses capacités renaît d'un seul coup.

Lorsqu'un malheur frappe un ouvrier : mort dans sa famille, maladie ou autre détresse personnelle, les ouvriers expriment leur compassion. Bien souvent, les mots seuls ne suffisent pas à apporter une consolation ; aussi, l'ouvrier du rang cherche à manifester la part qu'il prend à ce malheur en aidant d'une manière ou d'une autre son camarade endeuillé. Lorsqu'un malheur frappe un ouvrier, il trouve un certain soulagement à l'usine, loin de la tristesse de la maison.

Comme s'ils étaient quelqu'un.

Un jour, durant le repas, les ouvriers discutaient et se lamentaient du peu de véritable amitié qui prévaut dans les relations entre les gens. L'un d'eux s'exprimait dans des termes qui, en fait, signifiaient non pas amitié, mais bien camaraderie. Il disait que c'était tragique que les relations entre les hommes n'étaient pas harmonieuses.

Tous les employés possèdent un matricule. Systématiquement, les numéros matricules remplacent les noms des ouvriers. Enveloppes de paye, bons de travail, etc., sont tous adressés à un numéro matricule. Même les ouvriers commencent à se référer les uns aux autres comme à des numéros : « Le 402 a travaillé sur ma machine cette nuit ».

Il y a beaucoup d'ouvriers dans l'usine qui cherchent à trouver un moyen d'exprimer l'importance de la fonction qu'ils tiennent en tant qu'individus. La compagnie qui en est consciente institua le port d'un certain type d'uniforme pour certaines fonctions. C'est une sorte de veste ou de manteau de travail léger, orné de l'insigne de la compagnie, habituellement porté par les régleurs, inspecteurs, etc. Je pris la peine d'observer les réactions des quelques ouvriers auxquels cette petite ruse était destinée. Au début et pendant quelques jours, il apparut qu'ils affichaient un air de supériorité, comme si maintenant ils étaient quelqu'un. Quelques jours plus tard, l'uniforme était devenu sale et, de plus, les autres ouvriers, dès le pre-

mier jour, n'avaient tenu aucun compte de cette nouvelle marque de distinction dont ceux qui portaient les vestes pensaient être les bénéficiaires. La nouveauté perdit rapidement son attrait, d'autant plus qu'aucun changement réel n'était apporté au statut de ces ouvriers et que le travail continuait, aussi monotone qu'auparavant.

Les ouvriers portent parfois leur nom sur leur chemise. Très souvent, il est facile d'identifier les ouvriers d'après le genre et la couleur des vêtements pour lesquels ils ont une préférence.

J'ai précédemment rapporté les circonstances qui accompagnèrent l'introduction par la compagnie d'un système de convoyage des pièces usinées et souligné l'hostilité des ouvriers à l'égard de ce système.

Mais il y a d'autres raisons à cette hostilité. Avant l'introduction de ce système, les pointeaux venaient jusqu'aux machines des ouvriers pour leur donner un reçu en échange de la livraison de leurs pièces. Maintenant, l'ouvrier place ses pièces sur le convoyeur qui les centralise toutes en un endroit donné de l'usine. A divers intervalles durant la semaine, on lui fait parvenir ses reçus. Les anciens rapports d'homme à homme, entre le pointeau et l'ouvrier, sont ainsi supprimés (ce qui est très avantageux pour le pointeaux). L'ancien système donnait aux ouvriers le sentiment d'un contact individuel avec les récipiendaires de son travail. L'ouvrier est très mécontent du nouveau système et demande que l'ancien soit rétabli. Il insiste pour que son travail soit comptabilisé à sa machine. Il donne pour justification de cette réclamation que, sans cela, on va le voler d'une partie de son travail. Mais ce n'est pas plus le cas maintenant que cela ne l'était avant et la compagnie multiplie les contrôles à l'extrême pour que personne ne soit volé. Le nouveau système, ainsi que nous l'avons déjà dit, s'est révélé à l'épreuve plus satisfaisant à bien des égards que l'ancien. Mais l'ouvrier ne veut rien entendre, pas même la voix de sa propre raison, et il est mécontent de voir que s'accentue encore le divorce qui existe entre lui-même en tant qu'individu et les fruits de son travail, et de se sentir asborbé dans le processus d'automatisation de la production. Il essaie de protéger son individualité et se rebelle devant une régimentation croissante de son activité qui le stérilise. Aussi, ce n'est pas contre le fait qu'il est forcé de charger lui-même le convoyeur qu'il proteste, mais à cause de la séparation croissante qui s'introduit entre son activité productive et le fruit matériel de ses efforts, d'une part, et entre lui-même et les récipiendaires de son travail, d'autre part.

Coopération.

L'organisation actuelle de la production à l'usine tend à opposer le blanc au noir, le juif au chrétien, les ouvriers entre eux enfin. Mais les éléments essentiels de cette division des ouvriers peuvent s'exprimer au niveau de l'activité productive elle-même. Ainsi que je l'ai dit précédemment, les ouvriers ont un respect mutuel fondamental de leurs qualités professionnelles. La communauté ouvrière transforme ce respect en une sorte de fierté qui est profondément ancrée chez les ouvriers. Quels que soient les effets déformants de la production moderne, ce sentiment reste vivace chez les ouvriers. Il exprime une caractéristique universelle qui est au-dessus

des barrières de races, de convictions, de religions. Mais, de nos jours, cette solidarité ne trouve pas la possibilité de s'exprimer sur le terrain de l'activité productive. Aussi tend-elle à se manifester sur d'autres plans.

Parfois, on voit se développer une magnifique camaraderie à l'usine entre les ouvriers. Habituellement, elle s'exprime dans quelque jeu bruyant et violent. Bien souvent aussi, les ouvriers chanteront en cœur pour égayer la journée de travail.

Parfois on discutera interminablement des équipes de base-ball (1), de leurs performances, de ceux qui jouent dedans. On donne des détails précis sur chaque joueur et nombreux sont ceux qui connaissent jusqu'à l'état de leur santé.

Les ouvriers s'empareront de tout sujet susceptible de servir de lien d'intérêt entre eux : le base-ball, le jeu, les femmes.

Un bon ouvrier aime toujours garder sa place propre. La rigidité des catégories et les conflits qu'elle entraine l'en empêche souvent (1).

Un jour, le sol, le long des rangées de machines, était trempé d'huile. On avait répandu de la sciure de bois pour l'absorber. Le résultat fut une sorte de gâchis épais et lourd à la place de l'huile. Bien qu'il en soit presque toujours ainsi, ce jour-là, les conducteurs allèrent chercher un balai et nettoyèrent autour de leurs machines. Ensuite, le balai fut systématiquement passé de l'un à l'autre, le long des travées. La compagnie passe son temps à réclamer des hommes cet effort, mais il est très rare qu'ils le fassent, malgré le fait qu'ils désirent beaucoup garder leur place propre.

Un jour, la chaleur était telle que l'on aurait dit que les thermomètres allaient éclater. On suffoque dans l'usine. La rangée supérieure des fenêtres est fermée. La chaîne est cassée et n'a pas été réparée. D'un bout à l'autre de l'usine, les ouvriers ne cessent pas de se plaindre aux contremaîtres. Pour une raison ou une autre, ils sont incapables d'y remédier et les fenêtres restent fermées. Personne ne pose de revendications officielles. Je cherche le délégué, mais il n'est pas là. Je contacte alors un ouvrier et lui dis : « Ouvrons donc nous-mêmes ces putains de fenêtres ». Il répond : « Allons-y ». Je fais la même proposition à quelques autres ouvriers qui acceptent. Deux d'entre nous montent juqu'à la fenêtre de la salle de douches qui donne sur le toît, pour examiner la situation. Il se révèle qu'il est impossible de réparer les fenêtres par ce côté-là. Nous redescendons et sommes forcés de retourner à nos machines. Il m'était tout d'un coup devenu clair comme de l'eau de roche qu'une demi-douzaine d'ouvriers auraient immédiatement répondu à cet appel si on leur avait proposé d'aller chercher une échelle nous-mêmes et de monter réparer les fenêtres.

Les ouvriers sont prêts à coopérer pour améliorer les conditions d'existence à l'usine.

---

(1) Sport national américain, sans équivalent en France.

(1) L'auteur veut signifier, par là : soit ne peut, soit ne veut pas faire ce qui n'est pas de son ressort.

CONCLUSIONS

La machine-outil de base dans l'industrie, c'est le tour. C'est au départ du premier tour élémentaire que l'outillage perfectionné de l'industrie moderne s'est développé. Presque tout l'outillage moderne dérive du principe du tour. La plupart des ouvriers qui y connaissent quelque chose en mécanique savent cela. Ce que je veux souligner plus particulièrement, c'est ceci : la maîtrise de l'une quelconque de ces machines prépare automatiquement l'ouvrier à s'assurer facilement la maîtrise des autres. J'ai pu le constater des centaines de fois durant ces sept dernières années. Moi-même, ainsi que d'autres ouvriers, avons été, à un moment ou un autre, mis sur des machines que nous n'avions encore jamais conduites. La plupart du temps, cela nous prenait une demi-heure pour nous mettre suffisamment au courant. C'est ainsi que, d'ailleurs, les choses se passent couramment dans la plupart des usines. Lorsqu'il n'y a momentanément plus de travail sur une machine, on met l'ouvrier sur une autre. J'ai l'occasion d'en faire la constatation chaque jour à l'usine. Dans l'usine où je suis actuellement, durant les deux premiers mois, j'ai conduit une perceuse, un tour, une machine à fileter automatiquement, une presse. Pour deux de ces machines, il s'agissait de ma première expérience.

Je me rappelle que pendant la guerre, c'était encore plus vrai. Un autre fait également révélé par la guerre, c'est la facilité avec laquelle les nouveaux venus à la mécanique pouvaient se mettre au courant en un temps relativement court. J'en eus la preuve dans le fait que durant les trois premières années de la guerre, j'ai à moi seul formé quelque vingt ouvriers des plus disparates, blancs et noirs, d'un âge variant entre 17 et 50 ans, à conduire des tours à fileter et à charioter et des tours parallèles.

Il est clair que l'organisation moderne de la production elle-même développe chez certaines couches d'ouvriers une multiplicité de capacités. Mais ce polymorphisme professionnel dans lequel l'ouvrier est dressé ne peut jamais développer toutes ses potentialités de nos jours, dans le cadre de ce que sont actuellement les usines.

L'ouvrier fait usage de ses cinq sens dans le travail quotidien à l'usine. Chacun de ces sens est déformé et mutilé. Les terribles attaques d'un appareil de production tyrannique, durant des années, poussent inlassablement les ouvriers au renversement de cet appareil et à son remplacement par un système productif qui permttra à l'ouvrier le plein épanouissement de l'usage de ses cinq sens.

Dans le système moderne de production, l'ouvrier se trouve comme isolé sur une île qui serait environnée d'une mer d'hommes et de machines. L'ouvrier est dans un sens devenu tellement étranger à lui-même qu'il est aussi entièrement coupé de ses camarades. Il ne peut supporter le bruit que font les hommes dans le restaurant express et se sent plus à l'aise seul devant sa machine. L'inquiétude dont l'ouvrier est la proie vient de ce qu'il est éternellement pris dans la contradiction suivante : donner libre cours à son désir de faire du bon travail et de rester en pleine communion avec ses camarades de travail, et se trouver dans l'obligation, un moment après, de faire le contraire.

Il existe un profond courant souterrain de révolte à l'usine qui, lentement mais sûrement, est en train de grossir. L'animosité profonde des ouvriers est partout visible. On peut la voir dans l'affais-

sement des épaules de l'ouvrier qui déambule tout le long de l'usine d'une démarche pesante, dans la manière dont un ouvrier va boire à une fontaine, se penchant avec lassitude pour rencontrer le jeu de l'eau qui surgit ; on peut la voir aux environs de minuit dans les lèvres serrées et les traits tirés de l'ouvrier de la seconde équipe. Quelle expression plus profonde de tout cela pourrait-on donner que celle dont se servit l'ouvrier X... s'adressant à son contremaître : « Je croyais que Lincoln avait libéré les esclaves ». Plus tard, en présence de quelques camarades d'atelier, il exprimait l'idée qu'il était temps que quelqu'un vienne et nous libère des machines.

Ce que veut l'ouvrier.

C'est cette vie qu'il vit à l'usine et qui corrompt sa vie privée qui engendre cette haine formidable de l'ouvrier. Il lutte aveuglément pour se débarrasser du poids que fait peser sur lui un système de production dénaturé. Son exaspération devant l'absence d'efficacité éclate à tout propos parce que ce sentiment est profondément enraciné en lui. Cette absence d'efficacité le fait souffrir intérieurement et le gêne. Jour après jour, il essaye de tourner les méthodes bureaucratiques et les ordres venus d'en haut. Il enregistre le gaspillage continuel de la force de travail de la classe ouvrière, qui résulte d'une utilisation défectueuse des ressources techniques ou d'une mauvaise administration. Il tente en vain de mener une lutte contre la paperasserie, le laisser-aller et la bureaucratie.

Il voudrait que chaque homme qui participe à la production sente qu'il est indispensable d'accomplir sa tâche avec célérité et que chacun participe intelligemment à la tâche de remédier à toutes les défectuosités techniques et organisationnelles dans la sphère de la production.

L'ouvrier exprime sa haine des systèmes dits de salaire stimulant, en disant que c'est lui-même qui devrait rédiger les contrats syndicats-patronat. Ce n'est rien moins là que dire que les relations industrielles existantes doivent être renversées. Mais c'est aussi encore beaucoup plus. Cela signifie qu'il veut arranger sa vie à l'usine de telle manière qu'il puisse satisfaire son désir de faire du travail bien fait, en sachant que cela en vaut la peine, ainsi que son désir de vivre en bonne entente avec ses camarades de travail. Il est profondément ancré dans la mentalité de l'ouvrier que le travail c'est le fondement même de son existence. Faire de son travail quelque chose qui ait un sens dans son existence, un mode d'expression de l'ensemble de sa personnalité, voilà ce qu'il voudrait faire passer dans les faits.

C'est parce que je sens moi-même cela et que je le vois autour de moi que je suis un militant révolutionnaire socialiste. Le socialisme n'est pas seulement un souhait pieux. C'est dans la vie quotidienne qu'il doit s'engendrer et dans les luttes des ouvriers et il doit leur apporter une nouvelle vie dans ce qui leur est le plus proche et qui est aussi le plus proche à la société elle-même : leur travail.

Ce n'est pas aux dirigeants actuels de la société de résoudre un tel problème. Ils ont fait la preuve, aussi bien à l'usine qu'en dehors, de leur incapacité. C'est des ouvriers eux-mêmes que sortiront les hommes et les femmes qui dirigeront et guideront l'extraordinaire soulèvement à venir. Aujourd'hui, dans l'usine, ils s'éduquent et se forment à entreprendre une complète réorganisation de la production qui soit basée sur la libération des capacités humaines dans le procès de production.

De puissantes forces préparent aujourd'hui la réalité socialiste de demain. En tant qu'ouvrier et que militant révolutionnaire socialiste, je fais partie de ces forces. C'est cette conscience qui m'a permis d'apprendre à voir clair au sein de la confusion. Je comprends qu'avec le socialisme, les ouvriers accèderont à la dignité que le capitalisme ne peut leur procurer et, en tant que révolutionnaire socialiste, j'ai été capable de rendre clair pour moi et les autres ouvriers ce que signifie la révolution montante au moyen de laquelle les ouvriers créeront un monde nouveau pour eux-mêmes et pour le reste de l'humanité.

Paul ROMANO.

FIN

LA VIE DE NOTRE GROUPE

BILAN D'UNE ANNEE

Avec le numéro qui paraît aujourd'hui, s'achève la première année de « Socialisme ou Barbarie » et aussi la première année d'existence publique de notre groupe. Un bilan sommaire de notre activité pendant cette période nous semble, à cette occasion, utile pour nous-mêmes et pour les camarades qui suivent avec sympathie notre effort.

Il est nécessaire de rappeler en quelques mots la perspective historique sur laquelle nous avons fondé notre travail. Nous pensons que la troisième guerre mondiale, vers laquelle les deux blocs d'exploiteurs en lutte s'acheminent inexorablement, marquera le point culminant de l'évolution de la société moderne ; par la crise objective des systèmes sociaux, par l'achèvement de l'expérience que les masses font actuellement de toutes les formes d'exploitation, y compris la forme d'exploitation bureaucratique, par le fait que cette expérience arrivera à son plus haut point au moment où les masses seront en possession des armes, cette guerre ouvrira des possibilités révolutionnaires inconnues auparavant. La base de ces possibilités sera précisément la maturation accélérée de la conscience du prolétariat et sa capacité de jouer un rôle historique autonome, résultant toutes les deux de l'évolution objective de la société. Mais la victoire des forces du socialisme sur celles de la barbarie dépendra d'une manière décisive de l'existence et du rôle positif d'une direction révolutionnaire mondiale qui, de toute évidence, n'existe pas actuellement. Si le développement des capacités et de la conscience du prolétariat est essentiellement le résultat du développement de la société elle-même, sur lequel l'action d'individus ou de groupes ne peut pas, en général, avoir d'influence prépondérante, en revanche la construction d'une direction révolutionnaire est la tâche propre des militants conscients. Le temps qui nous sépare de l'explosion de la guerre est le délai qui nous est historiquement imparti pour la construction de cette direction.

La réalisation de cette tâche est naturellement déterminée par les conditions historiques concrètes dans lesquelles nous sommes situés et plus particulièrement par la situation actuelle du mouvement révolutionnaire organisé. Résumons ces deux aspects du problème, en commençant par le second, qui est empiriquement le plus proche.

On ne peut partir que de la constatation évidente que le mouvement révolutionnaire organisé se trouve aujourd'hui — et, en fait, depuis de nombreuses années — plongé dans un état d'émiettement, équivalant à sa disparition totale. Mais on ne peut pas non plus se cacher que cet état

n'est pas dû à un simple « réeul », un rapport de forces matérielles défavorable, mais traduit une crise idéologique et politique profonde. La racine de cette crise peut être définie ainsi : dans l'esprit des militants d'avant-garde, la validité de l'analyse marxiste traditionnelle de la société, celle du programme et de la perspective socialiste, la notion même de la direction révolutionnaire, ont été profondément mises en doute. Il est superflu de revenir sur les raisons de ce doute, qui est non seulement justifié, mais positif, en tant qu'il démontre une conscience, ne serait-ce que partielle, de la réalité et des problèmes nouveaux. Les bouleversements du monde moderne se succèdent à un rythme toujours plus rapide ; la structure de la société d'exploitation se modifie profondément ; le programme, considéré auparavant comme le programme de la révolution, est utilisé par la bureaucratie pour l'instauration d'un régime d'exploitation totalitaire ; un siècle de luttes organisées du prolétariat semble se solder par des résultats purement négatifs ; et, à cette situation, les organisations, groupes et sectes de gauche se révélèrent, pendant un quart de siècle, incapables de répondre autrement que par une simple répétition des idées héritées, accompagnées de critiques de la tactique de la bureaucratie stalinienne. Elles maintenaient ainsi une « fidélité » abstraite aux principes du marxisme, mais rendaient en même temps ce marxisme absolument vain, ne pouvant servir ni à la compréhension de la réalité, ni à l'orientation d'une action positive et féconde. La structure de la société d'exploitation est restée pour eux là où l'avait laissée Lénine ; si certains ont parlé de « capitalisme d'Etat » ou de « bureaucratie », il s'agissait neuf fois sur dix d'un simple changement de vocables, sans contenu nouveau. Le programme de la révolution socialiste, c'était toujours le programme de 1917 ; l'énorme expérience fournie par la dégénérescence de la révolution russe et par trente années de développement historique n'y a apporté pour eux aucun changement essentiel. Enfin, on chercherait en vain parmi ces courants une conception concrète et correcte concernant la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire. Non seulement, les bases idéologiques et programmatiques de cette construction leur faisaient et leur font toujours défaut, mais le problème crucial pour la formation d'une direction prolétarienne, le problème de son insertion dans la lutte de classes effective, n'a même pas pu être correctement posé. Pour les uns, la question ne se posait même pas, puisqu'ils affirmaient que la lutte de classes « disparaît » pendant les périodes de « recul » ou, ce qui aboutit au même résultat, que le contenu de cette lutte s'identifie complètement avec la forme inédéquate ou positivement réactionnaire qu'elle peut revêtir ; la seule « tâche » qu'ils s'assignaient ainsi était le maintien de leur pureté idéologique. Ce fut le courant bordiguiste et les sectes qui en sont issues qui représentèrent, avec le plus de conséquence, cette position de stérilité pure élevée à la hauteur d'un principe. Pour les autres, c'est-à-dire les trotskistes et les tendances similaires, ce fut au contraire l'impatience de se mêler à tout prix au mouvement de masse sur la base d'une simple copie de la tactique léniniste, — sans comprendre que les nouvelles conditions de la lutte de classe exigeaient l'élaboration de nouvelles méthodes d'intervention dans cette lutte —, qui les a conduits à un délayage opportuniste de plus en plus éhonté de cette même tactique léniniste et à leur isolement complet par rapport à la classe ouvrière.

Nous ne sommes pas des moralistes, et notre propos n'est pas d'établir les bons et les mauvais points que les courants, groupes ou personnes qui ont existé depuis 1923 ont mérité. Ce qui a été fait a été fait et il est plus que probable qu'il ne pouvait pas en être autrement. Mais, au problème politique qui est posé, et qui se résume dans la question : a-t-il existé

pendant cette période, existe-t-il aujourd'hui une organisation d'avant-garde qui ait répondu aux tâches posées par la période historique ? on ne peut répondre que négativement. Aucune des organisations de cette période n'a maintenu la théorie révolutionnaire au niveau où l'avaient porté les grands militants de l'époque classique ; aucune n'a ajouté quoi que ce soit d'essentiel au programme de la révolution ; aucune n'a pu intervenir réellement dans la lutte des classes. Aucune ne peut donc prétendre aujourd'hui être la base de départ, sous quelqu'aspect que ce soit, pour la reconstruction du mouvement.

Tout ceci ne signifie pas que le rôle de ces organisations ait été uniquement négatif ; elles ont permis de conserver (avec les plus et les moins que l'on peut apporter à cette appréciation lorsqu'il s'agit de tel ou de tel autre groupe) pendant cette période — et vraisemblablement sous la seule forme sous laquelle cela pouvait alors être fait — la continuité du mouvement, l'héritage idéologique du marxisme-léninisme, les traditions révolutionnaires ; elles ont assuré la formation de militants, bien que cette formation très limitée, quantitativement et qualitativement, ne pouvait que refléter très exactement la limitation idéologique de ces courants et leur inefficacité réelle. Mais la situation radicalement différente qui existe aujourd'hui, la possibilité d'une construction réelle de la direction révolutionnaire, enlève les dernières justifications à l'existence de ces courants, groupes et sectes, et pose comme tâche leur liquidation politique. Cette liquidation qui s'impose à la fois par la confusion et l'insuffisance de leurs positions idéologiques et programmatiques, et par le caractère en grande partie négatif de la formation qu'elles donnent à leurs militants, doit se faire à travers un processus de regroupement, qui signifiera à la fois l'élimination des scories — idéologiques et humaines — et la fusion des idées et des éléments valables au sein d'une nouvelle organisation d'avant-garde. C'est parce qu'une telle organisation est possible aujourd'hui que les survivances du passé peuvent et doivent disparaître ; et par leur disparition, ce qu'elles peuvent avoir formé de valable pourra être libéré pour participer à un travail positif.

En affirmant que la construction d'une direction révolutionnaire est actuellement non seulement indispensable, mais encore possible, nous faisons plus qu'émettre un vœu ou exprimé une volonté : nous basons cette possibilité sur l'analyse des données objectives. Nous avons essayé ailleurs de montrer que les conditions permettant un développement de l'idéologie révolutionnaire ont été posées par la cristallisation des phénomènes sociaux nouveaux qu'a amenée la fin de la deuxième guerre mondiale ; plus précisément, l'expansion du capitalisme bureaucratique, la démonstration objective de sa consistence en tant que système d'exploitation succédant au capitalisme monopolisateur, mais en même temps l'éclatement de ses contradictions internes permettent de lever la confusion presqu'inévitable qui avait pu régner autour des notions de l'étatisation et de la bureaucratie. Les mêmes raisons permettent en fin de compte l'élaboration beaucoup plus concrète que par le passé du programme révolutionnaire, puisque davantage que ne saurait le faire la simple critique théorique, l'expérience elle-même s'est chargée de montrer l'ambiguité formidable qui dominait le programme bolchévik traditionnel et d'indiquer la voie dans laquelle cette ambiguité pouvait être supprimée, la voie de l'affirmation du rôle autonome et du pouvoir propre du prolétariat dans la révolution.

Mais non seulement sont données les possibilités d'une élaboration idéologique et programmatique, mais aussi les éléments humains pour une organisation révolutionnaire. Et ceci sous deux formes. D'abord, une série de

militants des groupes traditionnels de gauche, prennent de plus en plus conscience de l'impasse historique devant laquelle sont placés ces groupes et de la stérilité à laquelle ils sont condamnés. Ensuite, il existe indéniablement au sein de la classe elle-même une avant-garde anonyme qui, pour être diffuse ou dispersée, n'en est pas moins arrivée à une compréhension fondamentalement juste des conditions et des problèmes qu'affronte actuellement la lutte contre l'exploitation.

Mais cette lutte ne s'arrête à aucun moment et, au fur et à mesure que la bureaucratie s'incarne dans la réalité, l'opposition entre ses intérêts et ceux des ouvriers tend à apparaître clairement. Il est donc inévitable que certains secteurs de la classe ouvrière et certaines de ces luttes tendent à se dégager de l'emprise bureaucratique, offrant ainsi un terrain objectif pour l'intervention de la direction révolutionnaire en voie de construction dans le mouvement de la classe.

C'est en fonction de ces idées que nous nous sommes fixé comme tâches principales .

a) La définition des bases idéologiques et programmatiques d'une organisation révolutionnaire;

b) La liquidation, politique et organisationnelle, de l'héritage du passé ;

c) L'assimilation de l'avant-garde ouvrière diffuse en vue de l'intervention politique et matérielle dans les luttes ouvrières.

S'être posé ces tâches n'est pas une caractéristique particulière ; ce sont là des tâches permanentes, qui ne pourront être achevées que par la victoire de la révolution et qui ont été constamment posées par le mouvement révolutionnaire digne de ce nom. Ce qui donne un caractère particulier à notre travail — outre le contenu concret découlant de l'époque particulière dans laquelle nous vivons — c'est l'obligation de commencer par le commencement, résultat d'une crise du mouvement révolutionnaire qui n'avait jamais auparavant atteint une telle profondeur.

De ce fait, bien que les tâches mentionnées soient intimement liées les unes aux autres, nous ne pouvions les aborder que dans un certain ordre, ordre qui s'est trouvé refléter par la force même des choses une priorité logique. Sur le plan des idées, notre effort a porté surtout sur l'élaboration théorique, car les problèmes programmatiques proprement dits ne pouvaient être correctement abordés qu'après une analyse de la société contemporaine. De même, notre travail politique et organisationnel s'est dirigé tout d'abord vers les camarades déjà formés et qui nous étaient les plus proches, ceux des groupes de gauche existants, le travail en direction de l'avant-garde des usines ne pouvant venir qu'ensuite, lorsqu'à la fois les forces de notre groupe se seront développées et nos positions programmatiques précisées.

La première année de « Socialisme ou Barbarie ».

« Socialisme ou Barbarie » n'est pas et n'a jamais été, dans notre conception, ni une simple revue de discussion, ni un « organe théorique » d'un groupe politique. Son objectif était et reste plus vaste : être l'instrument de la nouvelle élaboration idéologique et programmatique indispensable à la reconstruction du mouvement révolutionnaire. L'analyse de la société moderne, la perspective révolutionnaire, le programme prolétarien sont les axes qui ont déterminé l'orientation de la revue et continueront à la déterminer dans l'avenir.

Evidemment, dans les limites de toutes sortes que pose l'espace d'une

année, ce ne sont que les débuts de ce travail qui pouvaient être réalisés ; mais il faut aussi se rendre compte que d'autres facteurs, plus importants encore, compliquaient notre tâche.

D'abord, nous ne pouvions traiter les problèmes qu'en fonction d'une conception d'ensemble. Si les grandes lignes de cette conception étaient pour nous claires avant même la parution de la revue, son élaboration précise était — et reste encore amplement — à faire. Dans un sens, on peut dire que cette conception se crée au fur et à mesure que nous abordons des nouveaux problèmes. Il nous est par conséquent impossible d'éviter que les textes soient trop longs et qu'ils contiennent des développements généraux qui débordent leur objet concret. Ensuite, nous ne pouvions pas ignorer l'existence de courants ou de conceptions qui ont effectivement ou prétendûment représenté pendant toute une période le mouvement d'avant-garde et qui continuent à dresser un écran entre l'avant-garde ouvrière et les problèmes tels qu'ils se posent réellement. Nous avons dû, par conséquent, démolir en même temps que construire, et consacrer à la polémique contre ces courants et ces conceptions, une place importante.

C'est dans ce cadre qu'il faut placer le premier volume de « Socialisme ou Barbarie » pour le juger. Bien que son contenu ne représente pas un plan détaillé tracé d'avance, les textes qui s'y trouvent correspondent aux préoccupations les plus urgentes de notre époque et contiennent les éléments des réponses que nous voulons y apporter. Ainsi, dans l'article « Socialisme ou barbarie », publié dans le premier numéro, nous avons tâché de montrer que le capitalisme mondial, sous la poussée de la loi de la concentration, est en train de dépasser le stade des monopoles et d'entrer dans une phase d'étatisation totale de l'économie ; que cette étatisation soit se manifeste dans la fusion de la bureaucratie économique et étatique avec l'obligarchie financière, soit s'accomplit par l'éviction violente de cette dernière par la bureaucratie ouvrière ; qu'à cette concentration des forces productives sur le plan national correspond une lutte internationale entre les groupements d'exploiteurs qui dépassent l'impérialisme financier et entrent en conflit, non plus pour le repartage des colonies, mais pour la domination totale du monde ; et que l'achèvement de ce processus, par la victoire complète d'un groupement d'exploiteurs ou la bureaucratisation intégrale de l'économie et de la société, signifierait l'épuisement des forces d'expansion du capitalisme, sa fin historique et l'entrée de l'humanité dans une phase de stagnation et de régression, correspondant à la barbarie. La seule force pouvant s'opposer à ce cours reste la classe prolétarienne, dont le potentiel révolutionnaire, matériel et conscienciel, connaît lui aussi un développement aussi longtemps que la société capitaliste n'est pas arrivée à la fin de son histoire ; nous avons montré que le trait constant de l'histoire de la classe ouvrière est non seulement sa lutte contre l'exploitation, mais le contenu et l'orientation révolutionnaire qu'elle donne à cette lutte ; qu'ainsi les diverses étapes qu'a parcourues le mouvement prolétarien correspondent aux degrés de formation d'une expérience objective et d'une conscience politique au sein de la classe et que la phase actuelle de bureaucratisation du mouvement est le moment ultime de ce processus parce qu'elle pose objectivement les conditions nécessaires pour la dernière clarification du problème de la révolution aux yeux du prolétariat à savoir que le contenu de la révolution ne peut être autre que la réalisation du pouvoir propre de la classe ouvrière, par sa gestion intégrale de l'économie, de l'état, de la société. Dans l'article « La consolidation temporaire du capitalisme mondial », nous avons essayé de montrer en quoi consiste la décadence du capitalisme, comment la concentration de l'économie en est le moteur, et en quoi cette décadence du capitalisme n'arrête pas le dévelop-

pement des prémisses objectives et subjectives de la révolution. Nous avons également montré que la consolidation temporaire du capitalisme depuis 1948 ne signifie nullement une nouvelle stabilisation historique de ce système, mais prépare sa nouvelle crise qui conduira inévitablement à la troisième guerre mondiale. Le problème de la bureaucratie étant le problème crucial pour la compréhension de la société actuelle, nous y avons consacré plusieurs textes. « Les rapports de production en Russie » tendaient à dissiper la confusion largement répandue sur le caractère soi-disant « socialiste » de l'étatisation et de la planification staliniennes ; nous avons essayé de montrer, sur le plan théorique et sous certains aspects concrets, en quoi l'exploitation bureaucratique du prolétariat russe est le dernier aboutissement des rapports de production capitalistes, exprimant l'asservissement complet de l'ouvrier au cours de la production et son expropriation radicale du produit de son travail; nous y avons démontré que la théorie de la « rareté du travail qualifié » était une théorie fausse et réactionnaire, servant de justification à l'exploitation bureaucratique. Nous avons poursuivi une tâche analogue dans l'article : « L'exploitation de la paysannerie dans le capitalisme bureaucratique » et en publiant « les kolkhoz après la guerre ». L'article « La bureaucratie yougoslave » vise à dissiper la nouvelle mystification bureaucratique que d'aucuns tendent à répandre dans le prolétariat, en montrant que les tendances vers l'autonomie nationale de la bureaucratie sont le produit même de sa nature de classe exploiteuse et que, par ailleurs, elles n'ont aucune chance historique. La série d'articles sur « La guerre et notre époque », dont les deux premiers ont été publiés dans ce volume, vise à montrer l'interdépendance entre l'évolution des guerres modernes et le développement économique, politique et social, la nécessité d'une stratégie et d'une tactique révolutionnaires propres au prolétariat et le développement des conditions objectives permettant la solution du problème fondamental qui se pose au prolétariat sur le plan matériel, c'est-à-dire l'appropriation consciente et collective des moyens de la violence.

Le document « L'ouvrier américain » décrit certains aspects des plus profonds et des plus élémentaires de la formation du prolétariat moderne, de son appropriation des techniques productives et de ses capacités gestionnaires, de sa réaction contre l'anarchie capitaliste et bureaucratique de la production, de sa lutte contre l'exploitation, en un mot de la formation des éléments d'un nouveau type d'humanité au sein même de l'aliénation capitaliste. L'article sur « Babeuf et les débuts du communisme ouvrier » et l'analyse du livre de Duveau « La classe ouvrière sous le Second Empire » visaient à montrer l'unité profonde qui existe dans le développement du prolétariat et de son mouvement politique, même lorsqu'on en considère les phases les plus reculées.

Nous avons essayé d'aborder certains aspects du problème de la bureaucratisation des organisations de la classe dans l'article sur le « Cartel des syndicats autonomes ». La fusion entre la bureaucratie syndicale et l'appareil étatique, mais surtout l'appareil de gestion de la production, dont cette bureaucratie devient partie intégrante en tant que gestionnaire de la force de travail, marque la fin historique du syndicalisme en tant que mouvement prolétarien. Les problèmes revendicatifs auxquels ce mouvement répondait se posent désormais dans des termes nouveaux et la faillite des formes d'organisation syndicale indique que seuls des organismes autonomes du prolétariat peuvent désormais répondre à ces tâches. La résolution sur « Le parti révolutionnaire » essayait de montrer à la fois pourquoi les bases traditionnelles de la conception du parti (introduction de la conscience socialiste dans le prolétariat « du dehors » par le parti) étaient erronnées, et

pourquoi la crise de cette conception léniniste du parti ne signifie nullement une négation de l'idée du parti elle-même. La nécessité de prendre publiquement position sur ces problèmes pratiques et urgents nous a décidé à publier ces deux textes, bien que nous soyons parfaitement conscients du besoin d'une élaboration beaucoup plus poussée de ces problèmes.

Enfin, l'article « 1948 » et les notes sur la situation internationale ont essayé d'offrir une analyse de la situation mondiale au fur et à mesure de son évolution, chose indispensable si l'on veut montrer la capacité d'une théorie à rendre compte de la réalité concrète et à guider à travers les changements continus de celle-ci.

Quelles sont les carences de ce premier volume ? Et quelles sont les tâches principales que nous nous proposons pour l'année qui s'ouvre ?

Sur le plan technique d'abord, il y a l'irrégularité de la parution de la Revue. Nous nous expliquons là-dessus par ailleurs. Il y a surtout le fait que la revue reste « difficile à lire ». Abstraction faite de la question des capacités des rédacteurs, il faut comprendre que cette difficulté tient à ce que les problèmes eux-mêmes sont difficiles, qu'ils ont été par dessus le marché embrouillés à souhait par les conceptions fausses qui ont encore actuellement cours et que, par suite de la longue stagnation idéologique du mouvement, les militants et les ouvriers avancés ont perdu l'habitude de considérer les textes comme des objets de travail pour le lecteur lui-même. Mais il est aussi certain que nous sommes encore loin d'avoir épuisé les possibilités d'être clairs et compréhensibles.

Pour ce qui est du fond, les critiques que nous pouvons nous adresser concernent essentiellement l'indigence de la revue sur les questions programmatiques. Cette indigence reflète le retard de notre propre travail su ces questions — résultat de la limitation du temps et des forces — mais surtout un ordre de priorité logique inévitable entre l'analyse objective de la société et l'élaboration d'un programme révolutionnaire.

Ce bilan et cette critique montrent à nos yeux que nous avons déjà franchi une étape importante de notre travail. Tout en ayant conscience des limitations et des carences des textes publiés, nous pensons qu'ils forment une base de travail, qui nous permettra à la fois d'alléger les textes à venir, de leur donner un caractère plus concret et plus approfondi et d'accélérer notre élaboration. Toutefois, si nous continuerons à publier des articles théoriques de contenu général, nous savons que l'on ne peut répondre aux problèmes d'une ampleur inégalée posés aujourd'hui que par la publication d'ouvrages plus vastes, excédant les cadres d'une revue. Mais nos projets sur ce point sont forcément plus lointains.

Les principaux textes qui seront publiés par la revue s'axeront autour des questions programmatiques. Nous espérons publier dans le prochain numéro un projet provisoire de programme d'ensemble ; des textes sur l'économie socialiste, le parti révolutionnaire, les luttes revendicatives, la question syndicale, la question coloniale et les questions militaires seront publiés par la suite.

Au point de rencontre de ces deux optiques — théorique et programmatique — se situe la critique des théoriciens, ouverts ou camouflés de la bureaucratie, tels que Bettelheim, Burnham, Fourastié ou Friedmann, pour n'en nommer que quelques-uns. Leurs conceptions sur le rôle « progressif » de la bureaucratie, sur le déclin ou la « crétinisation » du prolétariat répandues actuellement — que ce soit sous la forme « savante » ou sous la forme vulgaire — tendent à la fois à justifier l'exploitation bureaucratique et à démoraliser le prolétariat. Répondre à ces conceptions, démasquer la

mystification bureaucratique et montrer le développement des capacités révolutionnaires et socialistes du prolétariat, est une partie essentielle de la lutte idéologique de l'avant-garde.

Nous pensons enfin donner un caractère plus complet et plus approfondi aux Notes sur la situation internationale, et surtout dégager certains aspects concrets de la vie des usines et des luttes ouvrières. Les textes sur les récentes grèves publiés dans ce numéro marquent un début de réalisation de ce projet.

Reste un aspect des plus importants de la vie de la revue, le contact avec les lecteurs. Bien que les résultats de la diffusion de la revue ne soient pas particulièrement brillants, nous ne pouvons pas, si nous tenons compte du caractère de la revue et des conditions politiques actuelles, en être raisonnablement mécontents. Mais ce qui laisse à désirer c'est, beaucoup plus que l'extension de l'influence de la revue, le caractère de cette influence. La grande majorité des lecteurs de la revue semblent la considérer uniquement comme une collection de textes de lecture et ne se posent pas le problème d'un contact politique avec nous. Nous ne saurions incriminer de ce fait personne d'autre que nous-mêmes et, abstraction faite des conditions objectives — qui font actuellement que les militants les plus réfléchis sont en même temps les moins empressés à s'engager dans une action quelconque — nous pensons que le développement de notre travail, réfleté dans la revue, apportera un changement dans cette situation. Nous tenons cependant à répéter que la revue est ouverte à ses lecteurs et que nous ne demandons pas mieux que de discuter avec eux lorsqu'ils le demandent.

Nous avons essayé de donner une forme collective et organisée à ces discussions par les réunions des lecteurs. Nous avons rendu compte, dans les numéros précédents, des deux premières réunions qui ont eu lieu avant les vacances. La place nous manque pour rendre compte de la troisième réunion qui s'est tenue après la parution du n° 4 et à laquelle assistaient environ quarante camarades. Le défaut principal de ces réunions a été la place considérable qu'y ont pris les interventions de camarades d'autres groupes de gauche et les discussions doctrinales et parfois stériles qu'elles ont provoquées. Le progrès qu'a marqué notre travail de regroupement fera disparaître les raisons de ce phénomène et nous permettra de donner à ces réunions leur véritable caractère, c'est-à-dire la discussion des problèmes que se pose le public « anonyme » de la revue.

Les réunions sur l'œuvre de Lénine.

Les réunions sur l'œuvre de Lénine, que prévoyait notre plan de travail pour l'année et que nous avions annoncées dans le n° 4 de « Socialisme ou Barbarie », se sont tenues régulièrement depuis le mois de novembre au rythme bi-mensuel qui était prévu. Jusqu'ici les points suivants ont été traités :

Le 11 novembre : Introduction générale ; méthode à suivre ; caractérisation anticipée du léninisme.

Le 26 novembre : Le développement du capitalisme en Russie.

Le 9 décembre : La stratégie du prolétariat dans la révolution bourgeoise-démocratique.

Le 6 janvier : La conception et la construction du parti révolutionnaire.

Le 20 janvier : L'analyse de l'impérialisme — aspects économiques et sociologiques.

Le 3 février : L'analyse de l'impérialisme — aspects politiques. La question nationale. Le défaitisme révolutionnaire.
Le 3 mars : La question de l'Etat.
Les exposés qui suivront traiteront des questions ci-dessous :
Huitième exposé, le 17 mars : La révolution de 1917.
Neuvième exposé, le 31 mars : Les tâches du parti après la révolution. Le communisme de guerre.
Dixième exposé, le 14 avril : La IIIe Internationale.
Onzième exposé, le 28 avril : La question agraire. La question coloniale.
Douzième exposé, le 12 mai : La discussion sur les syndicats. La NEP.
Treizième et quatorzième exposés, le 26 mai et le 9 juin : « Matérialisme et empiriocriticisme ».
Quinzième exposé, le 23 juin : Les derniers écrits de Lénine. Premières conclusions.
Seizième exposé, le 7 juillet : La signification du Léninisme.

La participation de lecteurs de la revue à ces réunions n'a pas été négligeable, mais elle aurait été sans doute plus satisfaisante si un malentendu n'avait pas existé quant au caractère des réunions. Celles-ci ne sont pas, en effet, des réunions éducatives au sens traditionnel du terme, mais beaucoup plus des réunions de recherche. L'exposé du rapporteur est essentiellement critique, et une grande partie de la réunion est consacrée à la discussion collective des problèmes traités. Le résumé du premier exposé, que nous donnons ici, indique l'esprit dans lequel les problèmes sont abordés au cours de ces réunions.

La nécessité d'étudier l'œuvre et l'action de Lénine découle tout d'abord du besoin pour l'avant-garde de soumettre à un examen critique son héritage du passé ; la confusion qui prévaut généralement sur le rapport entre léninisme et stalinisme rend ce besoin encore plus impératif. Le fait que le léninisme fut, en somme, le premier essai d'une réponse d'ensemble à toutes les questions programmatiques et pratiques qui se posent pour le mouvement révolutionnaire, qu'il s'est le premier placé sur le terrain d'une stratégie et d'une tactique révolutionnaire mondiale, que son action a eu d'un bout à l'autre un caractère exemplaire jamais réalisée à une telle échelle avant ou après, montrent qu'il n'y a pas actuellement d'élaboration possible du programme révolutionnaire sans un bilan clair du léninisme.

Mais cette étude n'est possible qu'en considérant le léninisme comme une phase déterminée du mouvement ouvrier. Celui-ci doit être examiné comme un phénomène historique objectif et les phases de son développement comme exprimant les modifications de l'économie capitaliste et de la place du prolétariat comme force productive essentielle de la société, les transformations de la structure sociale et enfin l'évolution propre de la conscience du prolétariat au cours de sa lutte contre l'exploitation. De ce point de vue, le léninisme se situe indubitablement entre deux phases du mouvement ouvrier, la phase dominée par la bureaucratie réformiste et celle dominée par la bureaucratie totalitaire stalinienne.

Comment caractériser son contenu ? Les conceptions qui voient dans le léninisme une adaptation du marxisme à la situation d'un pays arriéré (gauchistes hollandais) sont visiblement superficielles et incapables d'expliquer précisément son extension et son influence mondiale. La définition donnée par Staline (« Le léninisme est le marxisme de l'époque impérialiste ») est incontestablement beaucoup plus vraie, à condition de concevoir le terme « impérialisme » sous son acceptation limitée, couvrant l'impérialisme classique (1900-1930). En effet, les problèmes auxquels le léninisme

attacha l'importance principale (lutte contre le réformisme, question nationale, révolution bourgeoise démocratique, guerres impérialistes et défaitisme révolutionnaire, etc.) sont des problèmes typiques de cette phase du capitalisme, mais surtout le contenu des réponses qu'il y a données a été déterminée par la structure économique et sociale de l'époque.

Pour caractériser sommairement le contenu idéologique fondamental du léninisme, on ne peut partir que de la contradiction qui existe entre son esprit révolutionnaire et prolétarien dans l'ensemble, et sa conception des rapports entre la classe et sa direction. L'idée léninienne fondamentale de la monopolisation de la conscience socialiste par le parti, d'un corps stable et inamovible de dirigeants révolutionnaires professionnels, l'idée du « contrôle ouvrier » — et non de la gestion ouvrière — comme formulation des rapports du prolétariat avec la production après la prise du pouvoir, aboutissent inéluctablement à une séparation structurelle des dirigeants et des exécutants au sein de la classe et, en tant que telles, contiennent incontestablement le germe de l'idéologie bureaucratique.

La racine de cette contradiction se trouve dans le fait que le léninisme n'a pas de base économique propre. Il ne peut se créer une base économique que soit par la gestion ouvrière — ce qui serait en harmonie avec son contenu révolutionnaire profond, mais contredit sa conception des rapports entre la classe et sa direction —, soit par la dictature sur le prolétariat et la consolidation de la direction de la classe comme bureaucratie totalitaire exploiteuse. Cette contradiction explique à la fois pourquoi le léninisme, en tant que courant prédominant dans le mouvement ouvrier mondial, n'a exprimé qu'une courte phase de transition (1917-1923) et pourquoi son éclatement a donné naissance à des courants (la bureaucratie stalinienne, d'un côté ; les courants oppositionnels d'un autre) qui ont exprimé ou tenté d'exprimé les deux termes antithétiques qu'il contenait.

Nous pouvons pas ici résumer l'ensemble des exposés et des discussions parfois très fécondes qui les ont suivis. Certains de ces exposés pourront former la base d'articles qui seront publiés dans la revue.

Le travail de regroupement.

Nous avons indiqué plus haut dans quel cadre historique et politique se place pour nous la tâche de liquidation de l'héritage politique et organisationnel du passé et de fusion de ses éléments valables au sein d'une nouvelle organisation. Le travail que nous avons entrepris dans ce sens se situe tout d'abord sur le plan français. Il a pris jusqu'ici la forme de discussions entre notre groupe et certains des groupes de gauche existant en France, c'est-à-dire :

— Le groupe bordiguiste français (fraction française de la gauche communiste ;

— Le groupe « Internationalisme », issu du courant bordiguiste dont il s'est séparé il y a trois ans.

— Un groupe français (Union ouvrière internationale) et un groupe espagnol, sortis en 1948 de l'organisation trotskiste sur la base de la conception de la Russie comme société capitaliste d'état et du rejet du mot d'ordre des nationalisations.

Les discussions avec le groupe bordiguiste (F.F.G.C.) ont occupé quatre réunions, dont les sujets étaient : L'évolution actuelle du capitalisme (bourgeoisie et bureaucratie) ; conscience de classe et parti ; la dictature du

prolétariat et la société socialiste ; la perspective révolutionnaire et les tâches actuelles de l'avant-garde. Il est utile d'indiquer ici que nos divergences avec ce que l'on peut considérer comme la position bordiguiste traditionnelle et que l'on trouve exprimée dans la revue « Prometeo », que publie le parti bordiguiste italien, peuvent être résumées dans les points suivants :

1) Tout en utilisant le terme « capitalisme d'Etat » pour caractériser la société actuelle, les bordiguistes lui donnent un contenu qui ne différencie nullement, quant au fond, ce régime du capitalisme traditionnel ; en particulier, ils ne voient ni la modification des lois économiques qu'il entraîne, ni la relève de la bourgeoisie traditionnelle par une bureaucratie qui, tout en personnifiant le capital dans la dernière phase de son histoire, n'en constitue pas moins une couche sociale nouvelle.

2) Tenants de la position léninienne poussée à l'extrême, ils refusent non seulement l'idée d'une évolution autonome de la conscience prolétarienne, mais même l'idée d'un développement des capacités révolutionnaires du prolétariat ; ils font dépendre exclusivement le sort de la classe de la formation et de la politique juste du parti et, considérant ce parti comme la conscience incarnée de la révolution, lui donnent en fait et en droit une souveraineté absolue sur la classe.

3) Ils n'apportent aucune modification au programme bolchévik, se bornant à remarquer que la seule raison de la dégénérescence de la révolution russe se trouve dans la défaite de la révolution internationale et qu'avec un rapport de forces différent sur le plan mondial, le programme de 1917 eut été suffisant et le serait encore.

4) Enfin, ils se refusent à formuler une perspective quelconque et n'envisagent pas comme possible actuellement la construction d'une organisation révolutionnaire (sauf en Italie).

Il est impossible de résumer ici les discussions qui ont eu lieu entre la F.F.G.C. et notre groupe sur ces problèmes. Nous avons quant à nous le sentiment net que ces positions se sont avérées objectivement indéfendables. La preuve en a été offerte par le dégagement, au sein de la F.F.G.C., de deux tendances. L'une, tout en abandonnant plus ou moins la conception bordiguiste sur le « capitalisme d'Etat » et en reconnaissant ainsi implicitement la vérité de nos idées sur cette question, maintient sa position sur les autres questions et pense que s'il faut en discuter, cette discussion ne peut se faire qu'au sein de l'organisation bordiguiste, c'est-à-dire essentiellement avec le P.C.I. italien. L'autre est arrivée à un accord avec nous sur l'ensemble des questions fondamentales et a décidé son unification avec notre groupe. Il a été entendu avec ces camarades que le groupe unifié proposera au P.C.I. italien la continuation de la discussion autour de ces sujets et nous pensons que « Prometeo » et « Socialisme ou Barbarie » pourront fournir le cadre de cette discussion.

Avec le groupe « Internationalisme », nous avons eu une réunion, l'objet de la discussion étant la perspective révolutionnaire et les tâches actuelles de l'avant-garde. Il s'est révélé rapidement qu'avec ces camarades aucun accord n'était possible, car ce qu'ils considèrent comme leurs « positions » — et qui est en fait un assemblage d'affirmations non prouvées, fausses chacune séparément et contradictoires dans leur ensemble — n'aurait jamais pu, n'étaient les conditions de crise et de confusion qui prévalent actuellement, être présenté publiquement comme une plateforme politique d'un groupe marxiste. Il suffit de mentionner que ces camarades basent l'ensemble de leur « conception » sur l'affirmation que depuis 1913 la production se trouve en régression constante et que la société a vécu pendant cette période en mangeant son capital. Ils qualifient d'autre part

d'emblée toute lutte ouvrière — hormis la révolution elle-même — comme réactionnaire. Ces énormités sont la preuve flagrante de la décomposition idéologique — et mentale tout court — à laquelle condamne irrémédiablement certains militants la vie dans des minuscules sectes, dépourvues de tout contact avec la réalité sociale. Nous ne pensons évidemment donner aucune sorte de suite à cette réunion.

L'organisation des réunions en commun avec l'« Union ouvrière internationale » et le groupe espagnol se heurta à cette difficulté : ces camarades voulaient surtout discuter des questions « pratiques, en vue d'une action commune » et refusaient de placer ces discussions en conclusion d'une série de réunions où les problèmes généraux auraient été clarifiés. Nous avons essayé vainement de leur montrer que cette manière de faire non seulement mettait la charrue avant les bœufs, mais rendait les discussions autour des questions « pratiques » absolument vaines, puisque les problèmes généraux non clarifiés surgiraient inévitablement à propos des problèmes « pratiques » ; qu'en plus, étant donné le caractère actuel de leur groupe et du nôtre, « des discussions en vue d'une action commune » n'était qu'une expression académique pour dire des discussions en vue de rien du tout. Ils n'en ont rien voulu entendre et demandèrent que l'on discute : 1° du stalinisme, 2° de l'attitude face aux luttes actuelles. Autrement, ils refusaient les discussions. Nous avons commis l'erreur de nous plier à cet ultimatum et la première discussion qui a eu lieu (sur le stalinisme) a prouvé par l'absurde le caractère correct de notre orientation. Aucune clarification n'est sortie de cette discussion, où tous les problèmes (nature de l'économie et de la société russes, nature des partis staliniens, régression ou développement des forces productives, caractère professif ou réactionnaire de ce développement, transformation du prolétariat « en une classe d'esclaves » affirmée par le camarade Munis, etc., etc.) ont été embrouillés à souhait. Nous avons décidé, en conséquence, de n'accepter de nouvelles discussions que si un programme rationel de discussions est adopté.

Les résultats positifs déjà acquis de ce travail, dans le secteur où ce travail a été bien fait (avec la F.F.G.C.) ne nous empêchent pas de voir qu'il s'agit d'un simple commencement. Il nous faudra porter ce travail sur le plan international, qui est son véritable plan. D'autre part, en France même, il faudrait l'élargir, car il est essentiel de regrouper toutes les forces se trouvant, selon l'expression conventionnelle, « à gauche du stalinisme », sur des bases idéologiques et programmatiques claires. En laissant de côté les organisations anarchistes — dont la confusion politique congénitale ne permet d'envisager le problème autrement que comme l'assimilation d'individus ayant fait l'expérience de l'anarchisme — la question qui reste ouverte est la question du courant trotskiste. Il est évident que ce courant n'est pas assimilable en tant que tel par une nouvelle organisation révolutionnaire qui serait créée, car il est fondé sur des bases politiques depuis longtemps inacceptables et il se plonge de plus en plus dans un opportunisme bureaucratique irrémédiable. Dans la période actuelle, il ne peut là aussi s'agir que de militants individuels prenant conscience du caractère profondément opportuniste du trotskisme actuel. La faillite inévitable de la politique titiste de la IV^e^ Internationale accélèrera cette prise de conscience, en attendant l'éclatement définitif de cette organisation au moment de la toisième guerre mondiale.

LA SITUATION INTERNATIONALE

LES LUTTES REVENDICATIVES EN FRANCE

Depuis l'automne, les conflits revendicatifs se succèdent sans interruption. Nous ne voulons pas ici faire un historique ou analyser en détail ces mouvements, qui ont culminé dans les grèves commencées à la fin de février. Nous essaierons simplement d'en dégager les traits généraux et de clarifier les termes des problèmes qu'elles posent aux militants ouvriers.

Trois facteurs dominent clairement la situation :

a) La résistance acharnée du patronat dictée par la conscience à la fois que la période d'expansion économique touche à sa fin et que le rapport de force est favorable pour la bourgeoisie. Ce rapport de force est déterminé tout d'abord par des facteurs économiques : la misère qui pèse sur les ouvriers constitue un obstacle considérable aux cessations de travail et la menace des licenciements alourdit encore la perspective des luttes. Mais la position favorable du patronat tient surtout à un fait politique, qui est la division profonde et la crise du mouvement ouvrier.

b) La politique de la bureaucratie stalinienne, essayant constamment de « politiser » les luttes, en les liant à sa campagne contre la guerre d'Indochine et contre le débarquement de matériel militaire américain, et combinant l'aventurisme dans les secteurs qui touchent à ces problèmes avec une attitude extrêmement molle dans les autres.

c) L'attitude complexe, ou plutôt perplexe, de la majorité des ouvriers face à la situation. On trouvera dans les reportages relatifs à l'usine Renault et à la S.O.M.U.A., publiés plus loin, une description concrète de cette attitude des ouvriers. Ses traits essentiels peuvent se résumer ainsi : les ouvriers ont, dans leur grande majorité, absolument dépassé toute illusion réformiste. Ils savent qu'aucune amélioration durable et réelle de leur sort dans les cadres du régime n'est possible. Mais ils savent aussi que la situation actuelle, caractérisée par une baisse constante de leur revenu réel et une accélération infernale des rythmes de travail, leur est insupportable. Ils savent également que des luttes revendicatives victorieuses pourraient modifier provisoirement la situation, leur donner un temps de répit. Dans ce sens, ils sont bien disposés de lutter à fond. Mais deux facteurs compliquent ici dans leur conscience — et dans la réalité — le problème et le rendent, pour le moment tout au moins; insoluble. D'abord, ces objectifs revendicatifs se posent à l'échelle générale (et non pas particulièrement de telle ou telle usine). Seules des luttes généralisées pourraient en venir à bout. Mais ces luttes généralisées posent, par leur dynamisme propre dont les ouvriers ont conscience, non seulement la question de la grève générale mais la question de la guerre civile elle-même. Et les ouvriers ne pensent pas que dans la conjoncture actuelle cette guerre civile puisse avoir une issue positive. Ce facteur est intimement lié au second. Non seulement les luttes généralisées, mais même les luttes partielles posent des problèmes de direction de la lutte. Cette direction n'existe pas au sens vrai du terme ; en fait, ce qui existe, c'est la direction stalinienne — ou en général, la direction de la bureaucratie syndicale — ; aussi usée qu'elle soit, elle garde son emprise auprès d'une fraction essentielle du prolétariat et l'incapacité actuelle des ouvriers à opposer à cette direction une autre, la leur propre, fait que les luttes se placent

quasi-automatiquement sous la direction stalinienne. Or, les objectifs que cette direction veut imprimer à ces luttes sont le plus souvent — et toujours, dans le fond — complètement étrangers aux ouvriers : ce sont les objectifs de la politique stalinienne internationale. De là une attitude à la fois positive et négative des ouvriers face aux luttes, traduisant à la fois leur méfiance croissante de la bureaucratie et leur impuissance actuelle face à celle-ci. Ainsi, les ouvriers votent la grève, se mettent en grève... et rentrent chez eux.

Peut-il y avoir une solution à cette situation ? Comme nous l'avons dit, l'emprise maintenue par la bureaucratie sur une fraction importante du prolétariat signifie que nous nous trouvons devant une scission politique de la classe ouvrière. Le contenu politique de cette scission est qu'une fraction de la classe — qui suit encore la bureaucratie stalinienne — considère comme valable la politique stalinienne, dont elle sait que le but final est l'instauration d'une société du type russe, et accepte la subordination totale des luttes et de ses intérêts immédiats aux impératifs de cette politique; l'autre partie, d'une part, constate la contradiction flagrante qui se fait jour entre la politique stalinienne et ses intérêts immédiats les plus tangibles, et doute de plus en plus sur la coïncidence du but final de la politique stalinienne et des intérêts historiques du prolétariat. Cette contradiction ne sera dépassée que lorsque à la fois la majorité de la classe ouvrière comprendra clairement l'opposition entre les intérêts historiques du prolétariat et la bureaucratie, et lorsqu'aussi une avant-garde réelle parviendra à une conception claire des buts historiques positifs du mouvement ouvrier et des moyens correspondants. Mais c'est là une perspective à long terme, qui dépasse amplement la situation actuelle.

Cette dernière est pour le moment sans issue. Il n'y a pas d'unité de la classe ouvrière possible — condition essentielle du succès de toute lutte tant soit peu importante — parce qu'il y a scission politique et parce qu'il n'y a plus de lutte revendicative pure possible. Les luttes revendicatives sont directement liées à la politique, à la fois parce qu'elles posent, dès qu'elles atteignent une certaine envergure, des problèmes politiques, parce que la division du monde en deux blocs se prolonge jusqu'à l'intérieur de la classe ouvrière, parce que les deux blocs s'intègrent chacun une bureaucratie ouvrière, dont le rôle est précisément de « politiser », positivement ou négativement, ces luttes. Dans ces conditions, les efforts de ceux qui veulent redonner une efficacité à ces luttes en tant que luttes généralisées par l'« unité d'action » des organisations « ouvrières » ou de la « base », unité d'action réalisée sur des programmes revendicatifs purs, manquent soit de bonne foi, soit de sens du réel. Cette unité, à l'échelle de la classe, est impossible subjectivement et objectivement.

C'est précisément sur la base d'une politisation, bien que partielle, que l'unité ouvrière pourra être rétablie dans certains secteurs dans un avenir proche. Le contenu de cette politisation sera que les ouvriers de ces secteurs rejetteront d'une manière décisive la politique bureaucratique — stalinienne ou « occidentale » — ; ce rejet signifiera non pas le retour vers un « syndicalisme pur » qui, historiquement, est mort depuis longtemps, mais la compréhension de la part des ouvriers du fait que la politique de la bureaucratie va à l'encontre à la fois de leurs intérêts historiques et de leurs intérêts immédiats les plus impérieux. Une conscience claire de ce fait permettra aux ouvriers de se débarrasser de l'emprise bureaucratique, de poser dans les conditions concrètes de leur secteur les revendications correctes et de les poursuivre par les formes d'organisation adéquates qui, actuellement, ne peuvent être que des formes autonomes, tels les Comités de lutte. L'apparition dans le cadre de ces comités d'une nouvelle direction dans les usines sera la condition à la fois du succès des luttes partielles et de la préparation de l'avant-garde pour les luttes plus décisives que prépare l'avenir.

RENAULT LANCE A NOUVEAU LE MOUVEMENT DE GREVE

Par sa concentration importante de travailleurs, l'usine Renault a été depuis longtemps le point de démarrage des mouvements de grève, qu'ils aient été spontanés, comme en juin 1936 et en avril 1947, ou sur ordre, comme ceux des deux dernières années.

En 1938, les staliniens utilisèrent Renault contre Munich en brandissant la promesse de la grève générale et en particulier en disant aux ouvriers au moment du débrayage que le métro était déjà en grève. Lorsque les travailleurs s'aperçurent de la supercherie, ce fut par milliers qu'ils déchirèrent leurs cartes de la C.G.T.; mais malgré tout, quand la police arriva la nuit pour occuper l'usine, c'est à coups de boulons, de bielles et de barres de fer qu'ils reçurent les représentants de l'« ordre ». Nous sommes loin de cette combativité.

Louis Renault était un patron de combat; il inaugura les méthodes les plus modernes de la division du travail, ce qui a permis d'utiliser des ouvriers non qualifiés en grand nombre. Ceux qui connurent Renault avant la guerre ont été toujours étonnés de la multitude des nationalités et des races qui gravitaient autour de l'usine; fort contingent de Nord-Africains, une véritable colonie de Chinois (avec leurs hôtels, leurs restaurants, leurs cafés). A part une minorité d'ouvriers qualifiés, le reste était et est toujours une grande masse d'ouvriers spécialisés sur machine; O.S. qui travaillaient quelques mois et partaient travailler ailleurs aussitôt qu'ils le pouvaient.

Malgré tout, une forte minorité révolutionnaire à prédominance anarchiste se maintenait et essayait d'intervenir dans les luttes. Ces militants tentèrent dans les années qui précédèrent la guerre d'unifier leurs effforts dans un « Cercle syndicaliste lutte de classes » composé d'anarchistes, de trotskystes, d'autres éléments de gauche et de syndicalistes purs. Son peu de solidité idéologique ne permit pas à ce groupe de survivre à la guerre impérialiste et ce sont des éléments tout à fait nouveaux et surtout jeunes qui ont reconstruit le mouvement après la guerre.

Pendant la guerre et l'occupation l'influence stalinienne fut extrêmement réduite. Après la « libération », des militants avec lesquels nous avions pris contact, nous avouèrent que le « Comité Populaire » de l'usine qui était l'organisation de masse des staliniens remplaçant la C.G.T., groupait sept militants, et en fait, quand nous avons constitué le Comité Ouvrier Renault, le 21 août 1944, nous n'avons vu arriver que trois ouvriers de ce Comité Populaire qui ont déclaré : « Le Comité c'était très bien, mais le Bureau de ce Comité c'est nous. »

Après la liquidation du Comité Ouvrier Renault, qui n'a vécu que quatre jours, la section C.G.T. a été reconstituée par un marchandage entre les staliniens et les dirigeants de la C.G.T. légale à tendance socialiste. Petit à petit, les staliniens ont tout repris en main et imposé leur politique.

A nouveau en 1946, des militants furent envoyés par les organisations trotskistes et formèrent des noyaux d'opposition à l'intérieur de la C.G.T. Les camarades groupés autour de Bois, du groupe de l'« Union Communiste » (1) profitèrent du mécontentement provoqué par la politique du « travailler d'abord, revendiquer ensuite », pour organiser un travail d'agitation assez vaste. Celui-ci a abouti à la grève d'avril 1947. Sans nous étendre sur celle-ci, on peut dire qu'incontestablement se trouvèrent réunies alors des conditions favorables à une action autonome des ouvriers. Même en ne se situant que sur le terrain revendicatif, cette action aurait dû permettre une expérience beaucoup plus vaste si une véritable organisation révolutionnaire (qui faisait tota-

(1) Groupe de gauche se réclamant du trotskisme, mais n'adhérant pas à la IVe internationale, dont la plateforme politique est passablement confuse et auquel appartenaient la plupart des militants mentionnés ici.

lement défaut) avait pu intervenir dans cette lutte et lui donner une orientation, débordant son contenu purement économique et syndicaliste.

Nous avons assisté au contraire à une expérience totalement inverse. Des luttes d'avril 1947 est sorti, sous l'impulsion des militants de l'« Union communiste » le « Syndicat démocratique Renault », avec une influence prépondérante auprès des ouvriers de certains départements de l'usine. Mais le résultat final de cet effort se solde à peu près à zéro. Les camarades de l'« Union communiste », sans principes politiques et sans expérience s'acharnèrent à vouloir constituer « leur » syndicat, le syndicat de leur groupe politique, en croyant pouvoir créer un syndicat à prétentions révolutionnaires. Ils sont maintenant à la remorque de la C.G.T.

Durant ces trois années — et il faut insister là-dessus — on a vu ces camarades, qui avaient compris le contenu réel des syndicats (en tant qu'organismes bureaucratiques intégrés à l'état capitaliste ou au stalinisme) et se battaient tous les jours pour le faire comprendre aux ouvriers, en arriver aujourd'hui à se compromettre dans des « Cartels d'Unité syndicale » avec les Croizat, les F.O., les C.F.T.C. et la Confédération des Cadres. Alliés à ceux-ci, ils répandent le mensonge que l'accord de ces syndicats permettrait de renforcer le front de classe des travailleurs, même pour des revendications aussi minimes que les 3.000 francs ou aussi illusoires que les conventions collectives et l'échelle mobile des salaires. Le « tournant » stalinien de mai 1947 fut interprété par ces mêmes camarades non comme le résultat de nouveaux rapports de force sur le plan international, mais comme la preuve du caractère intermédiaire et démocratique du stalinisme. Le stalinisme changeait soi-disant sa politique parce que les masses, devenues subitement conscientes et révolutionnaire, lui imposèrent ce tournant.

Les grèves que nous avons vécues chez Renault en septembre 1947 et novembre 1948, n'ont fait qu'accentuer la défaite ouvrière dans les rapports avec le patronat. Celui-ci s'est permis dans l'usine de diminuer la part des salaires dans le prix de revient de 44 à 8 p. 100, et de sortir en 1949, 117.000 véhicules de toutes sortes contre 75.000 en 1948.

La direction de la Régie a avoué en 1948, 734 millions de bénéfices. Elle a payé près de 3 milliards d'impôts de toutes sortes. Elle a réinvesti 4 milliards au chapitre de l'équipement, des réserves et des stocks, soit approximativement sept milliards et demi de plus-value au total. Il faut de plus y ajouter la plus-value distribuée sous forme de salaires cadres, qui varient de 40.000 francs par mois pour un contremaître aux trois millions « officiels » annuels de M. Lefaucheux.

Quelle est maintenant la forme du salaire ouvrier ? Il est composé tout d'abord d'une partie fixe qui ne représente pas la moitié du salaire réellement touché. Par exemple un ouvrier outilleur P2 a comme salaire de base 62 francs; s'il réalise une production de 150 p. 100 qui est le maximum autorisé (et que seuls de très rares ateliers ou individus arrivent à réaliser), il gagnera 93 francs. Les diverses primes et en particulier la Prime progressive à la production (PPP, instituée sous l'initiative des staliniens en 1946 et susceptible d'être diminuée ou simplement supprimée) représente pour un P-2 22 fr. 30; à tout ceci s'ajoutent 17 francs de prime de vie chère. Nous verrons plus loin que l'augmentation offerte le lundi 20 février par la direction est donnée sous forme de la prime PPP, que la direction peut retirer quand elle veut.

Lorsque l'Assemblée Nationale votait à l'unanimité les conventions collectives, les staliniens y voyaient une arme pour leur agitation, les socialistes un bain de purification, le M.R.P. un devoir chrétien; mais tous savaient que ces conventions devaient servir à embrigader les

travailleurs dans les syndicats et à proclamer les droits et devoirs des exploités vis-à-vis de leurs exploiteurs. Ils savaient de plus qu'après toutes les défaites des travailleurs, ce seraient encore les couches les plus défavorisées, les femmes, les jeunes, les non qualifiés qui paieraient les maigres et éphémères concessions accordées aux ouvriers qualifiés. Dans leur esprit et dans leur lettre même, ces conventions sont l'accentuation de la hiérarchie capitaliste et la reconnaissance légale du « minimum vital » comme moyenne de salaire pour les ouvriers.

Mais dans l'esprit du patronat il y avait plus que cela. Il y avait l'intention de se servir de cette illusion des ouvriers pour engager une épreuve de force, restaurer des formes d'exploitation encore plus strictes et aussi épurer les éléments staliniens des usines.

Les buts de la tactique stalinienne sont simples et connus : paralysie de l'économie française, qui a retrouvé du fait de la surexploitation un équilibre momentané; en même temps, campagne généralisée de propagande. Mais les grèves précédentes ont coûté cher. Ils ont donc adopté la tactique du large Front Unique, de concessions superficielles aux autres bureaucraties syndicales et l'abandon de la violence au profit du nombre. Pour cela ils sont prêts à collaborer avec tous, même avec le Syndicat Démocratique Renault, alors qu'ils avaient juré que jamais ils ne discuteraient avec lui

Cependant il y a des impératifs dont la tactique stalinienne ne peut pas ne pas tenir compte. Il lui faut une force de démarrage et d'influence sur les votes des usines; elle doit donc tout faire pour lancer Renault à la tête du mouvement. Il lui faut un peu forcer la main aux autres syndicats; alors, pendant que l'on discute, les militants de base font débrayer les ateliers — ce qui prouvera la « spontanéité » du mouvement. Il faut à tout prix éviter que l'atmosphère « démocratique » ne laisse quand même pas aux ouvriers la possibilité de s'organiser tout seuls; on sabotera donc les assemblées de grévistes et l'élection de comités de grève. Les comités de grève élus représenteront exclusivement le cartel syndical. Pas de comité central de grève pour l'ensemble de l'usine, mais direction de la grève par le cartel des syndicats (assemblée d'une douzaine de bureaucrates appointés), lui-même aux ordres d'un cartel régional et national. Pas d'occupation massive et de défense des usines. mais les portes grandes ouvertes.

Le lundi 20 février les ouvriers trouvaient dans les ateliers l'os Lefaucheux, 4 francs hiérarchisés de l'heure sur la P.P.P., c'est-à-dire pouvant être retirés dès le lendemain.

C'était ce qu'il fallait prévoir à la suite de l'attitude des patrons lors de la réunion avec les organisations syndicales où ils avaient proposé l'augmentation de 5 p. 100. Avec leur morgue et leur mépris pour leurs larbins, ils semblaient dire : voilà 5 p. 100 à jeter à vos affamés; maintenant. si vous avez besoin de relever votre crédit auprès d'eux, donnez-leur une petite grève dans les limites des lois et de notre règne.

Les ordres étaient déjà donnés lundi matin; les staliniens de base exploitaient le mécontentement des ouvriers et faisaient débrayer les ateliers à grande concentration O.S. Les ateliers de l'Ile et de la Quatre Chevaux débrayaient dans la matinée; ensuite le vote fut organisé avec des bulletins ronéotypés.

La Quatre Chevaux répondit par 90 p. 100 des voix pour la grève. Dans ce département en particulier un grave mécontentement régnait depuis longtemps, car les cadences sont infernales. L'O.S. est considéré comme une bête de somme dans ces ateliers; les régleurs sont mécontents car leur coefficient est celui d'un ouvrier de fabrication. Le patron ne veut même pas payer plus cher ses agents d'exécution à la

base, et même les chefs d'équipe et les contremaîtres sont poussés du matin au soir à faire les chiens de garde dans cette infernale ronde.

Il est curieux de noter que l'ordre des chefs syndicaux était de ne pas faire démarrer les ateliers de professionnels. Les staliniens de base ne savaient que dire devant « l'ordre d'attendre les ordres ». Me promenant en fin d'après-midi dans les ateliers, je posais la question : « Alors, pas encore débrayé ? » La réponse venait tout de suite : « As-tu des ordres ?... Nous attendons des ordres... »

Petit à petit en deux jours, c'est-à-dire jusqu'au mercredi 22 février, les votes se succédèrent dans les ateliers et les ouvriers débrayaient ou ne débrayaient pas; certains voulaient finir la journée, en pensant « c'est toujours ça de gagné ».

La pagaïe la plus totale règne, et les ouvriers partent chez eux, à part de très rares secteurs où quelques camarades prennent l'initiative de faire des comités de grève et des piquets. Les ouvriers revinrent le lendemain pour toucher leur paye et repartir aussitôt; on n'avait fait rien pour les réunir ou les organiser, et d'eux-mêmes ils ne firent rien.

Là se révèle un des aspects les plus importants de la situation. Pour une partie des ouvriers, le prestige du syndicat se maintient encore à travers l'idée que les responsables et les délégués vont les défendre; avec le dégoût et la fatigue, ils ne payent plus leurs timbres ou ils déchirent leur carte; mais ils pensent quand même que les syndicats unis agiront pour eux. Ceux qui n'ont plus d'illusions à ce sujet ne voient pas ce qu'ils pourraient faire concrètement, et sentent par ailleurs que la conjoncture générale n'est pas favorable.

Que firent donc les responsables syndicaux dans les réunions du cartel ?

Ils se firent des politesses. Bois (du S.D.R.), les C.F.T.C., les F.O. et Linet (de la C.G.T.) se félicitèrent, puis, tout compte fait, félicitèrent aussi les ouvriers de la bonne marche de la consultation « démocratique » (1), puis ils donnèrent quelques conseils : pas d'occupation massive, pas de défense, mais de « comités de grèves reflétant le Cartel élargi ».

Quant aux « révolutionnaires », il n'y a pas beaucoup de chose à dire. Les trotskystes et les anarchistes se réunissent pour constater le désastre et après une laborieuse discussion, ils décident d'axer toute l'agitation non pas sur les objectifs ou les formes de lutte des ouvriers de l'usine, mais sur une résolution qui doit être défendue dans les Comités de grève existant, à savoir; demander au Comité central de grève ou, à défaut, au cartel, d'appeler tous les métallurgistes de France à se joindre au mouvement. Ce qui est une position de capitulation pure et simple devant les objectifs et la direction bureaucratique de la lutte. Nous sommes loin des conceptions élémentaires et justes qui prétendent qu'une lutte doit se poser des objectiffs corrects et les poursuivre à travers des formes d'organisation adéquates pour pouvoir entraîner la masse des ouvriers à se battre.

Pendant ce temps la bourgeoisie agit. Elle envoie pendant la nuit quelques milliers de flics et de C.R.S. occuper l'usine. Aucune réaction des quelques centaines d'ouvriers (on parle de 500) qui se trouvent à ce moment dans l'usine n'est possible. L'Humanité *présentera le lendemain l'occupation de l'usine par la police comme une grande victoire des ouvriers « qui ont su déjouer la provocation » !*

---

(1) Lors de la réunion du Cartel qui suivit le vote sur la grève, le représentant stalinien présenta une résolution conçue ainsi : « Nous félicitons les ouvriers de la Régie, etc., etc. » Un représentant du S.D.R. fit observer que cette phrase était inadmissible par son ton protecteur vis-à-vis des ouvriers. Le stalinien le remercia de cette remarque, la trouvant fort pertinente, et transforma sa phrase ainsi : « Les ouvriers de la Régie se félicitent... »

Dans le meeting qui s'est tenu le jeudi 23 à 11 heures au siège des syndicats rue Yves-Kermen, Bois, mandaté pour intervenir en faveur de la grève générale, se contente de prêcher l'union sacrée, alors que le représentant de la C.F.T.C. se fait applaudir par les ouvriers réunis là (surtout des staliniens) en affirmant ses désaccords et en appelant les ouvriers à la lutte dans une grève générale et nationale.

Nous ne savons pas quelle sera l'issue de la grève, qui s'est étendue entre temps à l'ensemble de la métallurgie parisienne et dans plusieurs secteurs de la province. Les traits essentiels du mouvement, que nous avons décrits, sont les mêmes à peu près partout. Si l'on tient compte de l'attitude profondément passive des ouvriers, qui expriment leur méfiance complète vis-à-vis des organisations, et le fait que celles-ci gardent la direction entière du mouvement, si l'on tient compte du rapport de force défavorable dès le départ — et qui s'est concrétisé par l'occupation rapide et facile des usines par la police — le mouvement s'oriente vraisemblablement vers un échec. Si les travailleurs en tirent la leçon, non seulement en ce qui concerne l'attitude des organisations bureaucratiques, mais sous l'aspect positif, sur la nécessité de leur organisation autonome, condition indispensable pour la possibilité de luttes futures, cet échec aura servi à quelque chose.

Raymond BOURT.

LA GREVE CHEZ S.O.M.U.A.

L'usine S.O.M.U.A. (Société d'Outillage Mécanique et d'Usinage d'Artillerie) est une usine de 2.500 ouvriers environ. Ce n'est pas une usine d'avant-garde; une grande partie des ouvriers sont dans l'usine depuis cinq à dix ans, et il y règne une mentalité paternaliste. Un ouvrier me citait ces jours-ci une parole « historique » de la « mère Schneider », qui a monté les premières usines du même nom dont la S.O.M.U.A. est une succursale : « Donner aux ouvriers juste ce qu'il leur est absolument indispensable pour vivre, mais ne pas les forcer au travail ». On voit que cette seule phrase indique toute une orientation pour les rapports de production, plus particulièrement pour les rapports très ferme et même violent, avec occupation de l'usine, vidage ports entre les ouvriers d'une part et la direction et les cadres d'autre part. C'est ce fait qui explique cette relative ancienneté des ouvriers dans l'usine. Tous les ouvriers, même les « anciens », savent parfaitement que leurs salaires sont très nettement inférieurs par rapport aux salaires moyens en vigueur dans les autres usines. Ceci est valable non seulement pour les manœuvres et ouvriers spécialisés, mais également pour les catégories de professionnels. Mais c'est seulement maintenant, où la situation économique prend littéralement les ouvriers à la gorge, qu'il se dégage une tendance des ouvriers à chercher du travail dans d'autres usines qui paient mieux. Cette mentalité des ouvriers, préférant des salaires inférieurs si les conditions de travail sont meilleures, est non seulement très nette, mais aussi très consciente. Mais il faut faire ici une restriction. Ce fait, indéniable et important pour les « basses catégories » du prolétariat : manœuvres et O.S., est moins sensible chez les catégories de professionnels. Ce n'est pas par hasard. Alors que les O.S. sont en contact brutal avec le procès de production moderne lui-même, les professionnels sont pour ainsi dire en marge de celui-ci, les formes de travail à la chaîne ou au rendement pouvant plus difficilement être appliquées au travail qualifié.

L'évolution des méthodes de production au sein de la S.O.M.U.A. se fait avec un retard relativement important par rapport aux grandes entreprises (Renault et Citroën par exemple). Ceci est dû à la taille relativement peu importante de l'usine, à la nature de sa production, (machines-outils) dont le marché restreint ne stimule pas une produc-

tion en grande série, ce qui donne un rapport entre le travail qualifié et le travail au rendement différent de celui de l'industrie automobile par exemple. Ce n'est que depuis très peu de temps que l'on peut noter une certaine accentuation de la rationalisation du travail, des formes de travail au rendement, et un resserrement de la discipline de travail dans les secteurs où n'est pas appliqué le travail au rendement. Notons que cela a coïncidé avec le début de la crise économique, crise qui a été particulièrement ressentie dans la production de moyens de production. Face à cette crise, l'usine s'est orientée vers la production automobile (moteurs de camions, commande de 200 autobus par la R.A.T.P.), mais celle-ci est très loin de résoudre la crise. Malgré cela, si les bureaux d'étude de l'usine travaillent déjà sur les plans d'un nouveau type de char, il n'a pas encore été envisagé est partagée avec les autres centrales C.F.T.C., F.O., C.G.C., et aussi Autonomes. La désaffection des ouvriers envers les syndicats s'est faite sentir avec un certain retard par rapport aux usines Renault par exemple. Mais dès qu'elle se fait sentir, elle se signale comme partout ailleurs comme une désaffection non pas seulement envers la C.G.T., mais envers la forme syndicale en tant que telle. Comme pour le prolétariat en général, la prise de conscience des ouvriers ne s'est pas faite essentiellement à travers le plan revendicatif ou le caractère « traître » des directions ouvrières, mais sur un plan tout ce qu'il y a de politique : la conscience de l'existence de la bureaucratie en tant que corps étranger au prolétariat. Nous pouvons même aller plus loin là-dessus, en disant que les ouvriers voient clairement sous leurs yeux ce que nous avons désigné depuis longtemp comme les bases sociales du stalinisme. Il est fréquent d'entendre des ouvriers faire des réflexions du type suivant : « Le P.C. est constitué à la fois par les ouvriers les plus défavorisés (manœuvres) et les cadres. Une grande partie des manœuvres constituent la masse bernée; l'autre partie y participe pour des intérêts personnels qui pourront être satisfaits si le P.C. prend un jour le pouvoir avec la guerre et l'occupation russe. » — « Les cadres qui sont dans le P.C. y sont par intérêt. » — « Le programme du P.C. est celui qui représente le mieux les intérêts des cadres. » Très souvent également les ouvriers établissent un rapport entre les formes de travail au rendement et la politique stalinienne. Signalons aussi que lorsque les ouvriers parlent des cadres ils se placent surtout du point de vue de leur participation à jusqu'à présent d'orienter l'usine vers la production de matériel de guerre.

Signalons aussi une particularité sur les rapports entre l'usine S.O.M.U.A. et le trust Schneider. Sur le plan des rapports financiers, les renseignements manquent, mais il est très caractéristique que tous les cadres à partir du chef d'atelier jusqu'au directeur ont fait, avant même d'entrer en activité dans l'usine, un stage plus ou moins prolongé aux usines du Creusot. Ceci n'est pas un secret pour les ouvriers. Lors des discussions à caractère revendicatif, ceux-ci incriminent souvent le trust Schneider en tant que trust international, malgré les efforts de la direction pour apparaître entièrement autonome.

Nous avons dit au début que l'usine S.O.M.U.A. n'était pas une usine d'avant-garde. Nous entendons par cela qu'elle n'est pas une usine-clé, c'est-à-dire une usine pouvant se mettre à la tête d'une action quelconque. Néanmoins la vie politique y est assez importante. Depuis longtemps les staliniens ont l'usine en mains et l'ont fait participer à tous les mouvements du secteur métallurgique. Sa participation aux grèves de novembre-décembre 1948 par exemple, a eu un caractère très ferme et même violent, avec occupation de l'usine, vidage par la police, essais de réoccupation par les grévistes. Le stalinisme y a une base très solide, non seulement revendicative par la C.G.T., mais aussi sur le plan politique. Actuellement l'influence de la C.G.T.

la gestion de l'usine. Les ouvriers soulèvent le côté corruption des dirigeants ouvriers : « Tous les délégués ou bonzes même en étant rentrés à l'usine comme manœuvres, ont maintenant des places » (contremaîtres, par exemple). Mais ils n'y accordent pas une importance primordiale. Ils insistent au contraire sur les intérêts qui lient les dirigeants avec une société du type de l'U.R.S.S. ou des pays sous sa dépendance.

Nous allons maintenant résumer les événements récents et les réactions générales qu'ils ont provoquées, non pas dans l'intention de faire un historique, mais seulement de souligner quelques caractéristiques significatives.

Tout d'abord s'est posée la question des licenciements. Depuis plusieurs mois la direction avait annoncé le licenciement de 150 ouvriers. Malgré que tout le monde savait que ce licenciement devait avoir lieu depuis longtemps, on peut dire que la direction a agi par surprise. En effet, après que plusieurs dates de principe aient été fixées et reculées successivement, brusquement les ouvriers devant être licenciés furent convoqués individuellement au Bureau du Personnel. Il faut faire remarquer d'abord qu'aucune liste de licenciement n'a été affichée dans l'usine et que ce licenciement a été fait plus ou moins sous la forme de licenciement individuel; ensuite que la direction avait promis le replacement des licenciés par l'Inspection du Travail et qu'en définitive ce licenciement a eu lieu sans l'avis favorable préalable de l'Inspecteur du Travail. Un appel fut lancé par le Cartel des syndicats pour l'organisation d'une manifestation de protestation. La participation des ouvriers fut excessivement mince.

Dans notre atelier parmi les licenciés figuraient entre autres le délégué C.G.T. et un militant stalinien dans l'usine depuis sept ou huit ans. Sans que personne ne sut tout d'abord le pourquoi ni le comment ces deux ouvriers furent réintégrés à l'usine. Ce n'est que plusieurs jours après qu'un sympathisant stalinien nous avouait que pour les réintégrer, la direction avait licencié deux autres ouvriers à leur place. Les ouvriers ont compris tout de suite la volonté de la direction de jeter un discrédit sur le syndicat. Lorsqu'il eut connaissance de cela, un ouvrier me fit lui-même cette remarque très pertinente : « L'usine, me dit-il, produit en ce moment quelques fours et quelques « bus ». Mais il est très probable, que dans un délai plus ou moins long l'usine s'oriente vers là production de matériel de guerre, en particulier de chars. Alors, tu comprends, à ce moment-là, les stals appliqueront dans l'usine la politique qu'ils appliquent en ce moment avec les dockers. Il est naturel qu'ils veuillent garder le plus de militants possible dans l'usine pour ce moment-là. »

L'appel de grève lancé par la C.G.T. dans la Métallurgie pour le jeudi 9 février à partir de 16 heures fut lettre morte pour l'usine. Pas un ouvrier de l'atelier n'a débrayé. Pas même ceux appelés couramment les « durs » n'ont pris part au mouvement, bien que leur journée se terminait à 17 heures. Soulignons à ce propos que chaque fois qu'un appel, qu'un mot d'ordre des syndicats échoue, les ouvriers ressentent et expriment une sorte de satisfaction qui traduit l'impression qu'ils ont d'avoir eux-mêmes remporté une victoire contre tout ce qui est à leurs yeux bureaucratique.

Le mercredi 15 février, j'ai appris dans une conversation personnelle que les directions syndicales avaient déclaré à la direction qu'elles feraient débrayer l'usine si les revendications posées n'étaient pas satisfaites (essentiellement les 3.000 francs). Ce à quoi la direction aurait répondu : « Si vous employez la grève, nous fermerons l'usine pendant un mois et demi, trois mois s'il le faut, et nous rouvrirons

avec un effectif de 600 ouvriers en moins.» Les directions syndicales reculèrent. Notons qu'aucune consultation ni information du personnel n'eut lieu.

Au lendemain de la proposition du patronat national de la métallurgie d'une augmentation de salaires de 5 p. 100, les directions syndicales ont eu une entrevue avec la direction de l'usine. Celle-ci accorda immédiatement l'augmentation de 5 p. 100, plus une augmentation de 4 p. 100 pour les manœuvres et O.S. et de 6 p. 100 pour les P1, P2 et P3. Cette dernière a été portée ensuite à 8 p. 100. Les 5 p. 100 devaient jouer sur les salaires préalablement augmentés des 4 et 8 p. 100. Cette augmentation a donné lieu à des violentes discussions sur le problème de la hiérarchie. J'eus l'occasion d'assister incidemment à un accrochage entre deux staliniens « durs » : d'un O.S. et gars de base d'une cellule, l'autre ayant une qualification à peine supérieure à un O.S. mais ayant de toute évidence une responsabilité quelconque dans le P.C. Le premier engueulait l'autre sur la question de la hiérarchie, le second lui fit cette réponse textuelle : « Moi, défendre un manœuvre ou O.S. je m'en fous. Les O.S. sont des cons qui ne comprendront jamais rien et avec qui on ne pourra jamais rien faire. Tandis qu'avec les catégories plus élevées on peut au moins travailler. »

L'attitude des ouvriers qui ont déjà pris conscience de la bureaucratie, face à la grève est très complexe. Ici nous touchons à un problème très difficile, mais nous rappelons que ce texte est uniquement une suite de constatations faites par un ouvrier organisé sur le lieu de son travail. Disons tout d'abord ceci. Tous les ouvriers sans exception ont maintenant une conscience de classes sur le plan dirons-nous traditionnel. C'est-à-dire que tout ouvrier sait qu'il vit dans une société capitaliste, qu'il existe dans cette société une classe capitaliste qui exploite, une autre qui s'appelle le prolétariat et dont il fait partie; que les gouvernements de cette société représentent la classe capitaliste; qu'il n'y a pas de solution définitive à ses problèmes dans le cadre de cette société; qu'il y a donc une lutte entre lui et la classe capitaliste; que sur la base de cette lutte de classes se sont créés des organismes appelés Syndicats et Partis; que d'autre part, ces organismes étaient absolument nécessaires pour que cette lutte de classes mène quelque part. C'est ici que s'arrête la correspondance profonde entre la conscience anti-capitaliste des ouvriers et la politique anti-capitaliste du stalinisme.

Après toute une expérience sur cette base-là, une certaine partie du prolétariat de plus en plus importante se rend compte que cette lutte de classes à travers les organismes qui lui sont nécessaires, a donné naissance à la bureaucratie. Pour ces ouvriers la conséquence finale de la lutte de classes du prolétariat contre la bourgeoisie est l'apparition d'une nouvelle exploitation. De cette négation des buts finaux de la lutte des classes, ces ouvriers en sont arrivés à se poser le problème de la justification de la lutte de classes elle-même. Voyant que la lutte revendicative si minime soit-elle le met directement en présence de l'Etat, cette partie du prolétariat pense que les luttes partielles ne peuvent avoir aucun résultat et que seule la grève générale peut apporter une solution, toute relative soit-elle, à sa situation économique. Voyant d'autre part que la Grève Générale n'est actuellement réalisable que par l'intermédiaire de la bureaucratie, donc que cette grève générale serait en définitive une lutte entre la bureaucratie et la bourgeoisie, et ayant conscience que cette lutte ne peut se terminer que par une guerre mondiale, elle en arrive à se poser le problème de savoir par quels moyens elle pourrait améliorer ou maintenir sa situation économique. Car si elle peut, à ses yeux, se dispenser temporairement d'apporter une solution aux autres problèmes, elle est obligée de répondre de toute manière à

celui-ci. Nous pensons que la compréhension de cette conscience subjective d'une grande partie du prolétariat est absolument nécessaire pour pouvoir analyser l'attitude de celui-ci au sein de la lutte des classes et pour pouvoir répondre aux problèmes qui y sont posés. Il ne s'agit pour nous d'une certaine interprétation, mais de l'exposition d'un fait, et en particulier dans ce texte, d'une constatation au sein de l'usine dont nous parlons.

C'est ce qui nous fait comprendre l'attitude adoptée par les ouvriers lorsqu'ils apprirent le débrayage des usines Renault (20 février). Ils comprirent tout de suite que la direction stalinienne lançait par là le signal d'une offensive générale pour au moins tout le secteur métallurgique. Dès lors ayant l'impression de se trouver devant un état de fait, ils prirent une attitude absolument différente. Ils attendaient que les directions syndicales donnent l'ordre de grève. Ils critiquaient l'attitude de celles-ci sur la base suivante : « La perte d'une journée de travail pour un ouvrier est aujourd'hui quelque chose d'énorme. » Ils ne manifestaient aucun élan ni pour ni contre la grève. Ils n'avaient aucune illusion ni optimisme quant aux résultats. Tout au contraire. Nombre d'ouvriers lorsqu'ils apprirent l'occupation de Renault par les C.R.S. sentirent se confirmer chez eux ce pressentiment de défaite. Ils disaient fréquemment : « Nous allons vers une catastrophe. » Ce fut dans cet état d'esprit que dans mon atelier, le vendredi à 12 h. 30, ils votèrent à 100 p. 100 pour la grève. Le vote a eu lieu à bulletin secret. Les résultats n'ont pu être donnés qu'après 16 heures. Les ouvriers des équipes du matin étaient partis. Ce furent les directions syndicales qui organisèrent les votes. Elles ne posèrent, même pas entre elles, le principe d'un Comité de grève, ni non plus l'installation d'un piquet de grève si minime soit-il.

Voici les résultats des votes sur un effectif de 2.500 ouvriers environ :

1.863 votants. 1.141 pour. 669 contre. 53 nuls.

On peut affirmer que les abstentions proviennent des grands ateliers et qu'il n'y en eut pas chez les cadres, les services techniques et administratifs qui se prononcèrent à 90 p. 100 contre la grève.

Nous ne pouvons conclure sans une interprétation générale. La scission de la classe ouvrière est une scission politique. Cette scission politique s'est effectuée sur la prise de conscience d'une partie du prolétariat de l'apparition d'un nouveau mode d'exploitation, résultat final de la lutte des classes. Donc cette scission traduit une divergence au sein du prolétariat sur ses objectifs historiques : Une partie du prolétariat considérant la société bureaucratique (type U.R.S.S.) comme un but final toujours valable; une autre partie niant ce but et se posant comme problème profond : l'existence ou la non existence de buts finaux qui lui soient propres et le contenu de ces buts. Notre première tâche est donc avant tout autre chose de réaffirmer l'existence de buts finaux propres au prolétariat et de donner une définition nouvelle et correcte de ces buts. Ce n'est que sur cette base que pourra se réaliser une nouvelle unité politique du prolétariat. Ce n'est que de là également que pourra surgir une nouvelle prise de conscience des moyens et des formes d'action concordant avec les intérêts historiques de la classe ouvrière.

Roger BERTIN.

TABLE DES MATIERES DU VOLUME I [1]

Présentation ..... I, 1

ARTICLES :

Socialisme ou Barbarie ..... I, 1
Alex Carrier : *Le cartel des syndicats autonomes* ..... I, 62
Pierre Chaulieu : *Les rapports de production en Russie* ..... II, 1
— — *La consolidation temporaire du capitalisme mondial* ..... III, 22
— — *L'exploitation de la paysannerie dans le capitalisme bureaucratique* ..... IV, 19
Pierre Chaulieu et Georges Dupont : *La bureaucratie yougoslave*. V-VI, 1
Marc Foucault : 1948 ..... I, 47
Philippe Guillaume : *La guerre et notre époque* (I) ..... III, 1
— — *La guerre et notre époque* (II) ..... V-VI, 77
Jean Léger : *Babeuf et la naissance du communisme ouvrier* ..... II, 67
Peregrinus : *Les Kolkhoz après la guerre* ..... IV, 1

DOCUMENTS :

Paul Romano : *L'ouvrier américain*. . I, 78; II, 83; III, 68; IV, 45; V-VI, 124
V. W. : *Stakhanovisme et mouchardage dans les mines tchécoslovaques* ..... III, 82
Lettre ouverte au P.C.I. ..... I, 90
La vie de notre Groupe ..... II, 95; III, 88; IV, 54; V-VI, 136
Le parti révolutionnaire (résolution) ..... II, 99
Résolution statutaire ..... II, 107

NOTES :

Rectification ..... I, 102
La situation internationale ..... II, 109; III, 93; IV, 71; V-VI, 148
Trois grèves ..... III, 95
La grève des mines d'amiante du Canada français ..... III, 98
La répercussion de l'explosion atomique russe ..... IV, 75
Dévaluation et vassalisation ..... IV, 80
Les luttes revendicatives ..... IV, 83
La guerre froide en Extrême-Orient ..... V-VI, 147
Les luttes revendicatives en France ..... V-VI, 151
R. Bertin : *Défaitisme révolutionnaire et défaitisme stalinien* ..... II, 112
— *La grève chez S.O.M.U.A.* ..... IV, 154
R. Bourt : *Renault lance à nouveau le mouvement de grève* ..... IV, 150
P. Chaulieu : *Les bouches inutiles* ..... I, 104
C. Montal : *Le trotskisme au service du titisme* ..... IV, 87
J. Seurel : *Le procès Kravchenko* ..... II, 116

LES LIVRES :

M. Foucault : *La fortune américaine et son destin*, de Jean Piel ... II, 122
R. Sauguet : *La vie ouvrière sous le Second Empire*, de Georges Duveau ..... III, 100
Correspondance ..... II, 127; IV, 93

(1) Les chiffres romains indiquent le numéro et les chiffres arabes la page.

CALENDRIER DES REUNIONS

Tous les lecteurs de la Revue sont fraternellement invités par notre Groupe à la

REUNION PUBLIQUE

organisée le

VENDREDI 21 AVRIL, à 20 h. 30

au Palais de la Mutualité

(Métro : Maubert-Mutualité)

La salle de la réunion sera affichée au tableau.

A L'ORDRE DU JOUR :

— La bureaucratie yougoslave.

★

CONFERENCES SUR L'ŒUVRE DE LENINE

Les réunions sur l'œuvre de Lénine (dont les dates et les sujets sont indiqués dans ce numéro, page 144) ont lieu au PALAIS DE LA MUTUALITE, à 20 h. 30. Les salles de réunion sont affichées au tableau.

★

Le prochain numéro de « SOCIALISME OU BARBARIE » paraîtra vers le 15 mai.

S.L.I.M., 37, bd de Strasbourg — PARIS (10e)

SOMMAIRE

La bureaucratie yougoslave, par P. CHAULIEU et G. DUPONT 1

La guerre et notre époque (suite), par Ph. GUILLAUME. 77

DOCUMENTS :

L'ouvrier Américain, par Paul ROMANO (traduit de l'américain), fin 124

La vie de notre Groupe 136

NOTES :

La situation internationale 148

Les luttes revendicatives en France 148

Renault lance à nouveau le mouvement de grève, par R. BOURT 150

La grève chez S.O.M.U.A., par R. BERTIN 154

SOCIALISME OU BARBARIE

A PARAITRE
AUX PROCHAINS NUMEROS

La Guerre et notre Epoque (suite)

●

A propos des derniers écrits de Trotsky

●

La Paysannerie dans la Révolution Coloniale

●

L'évolution de l'Impérialisme depuis Lénine

●

L'Economie Socialiste

●

La « démocratie populaire » : une étape de l'idéologie bureaucratique

●

Le Travaillisme au Pouvoir

150 francs

Le Gérant : G. ROUSSEAU